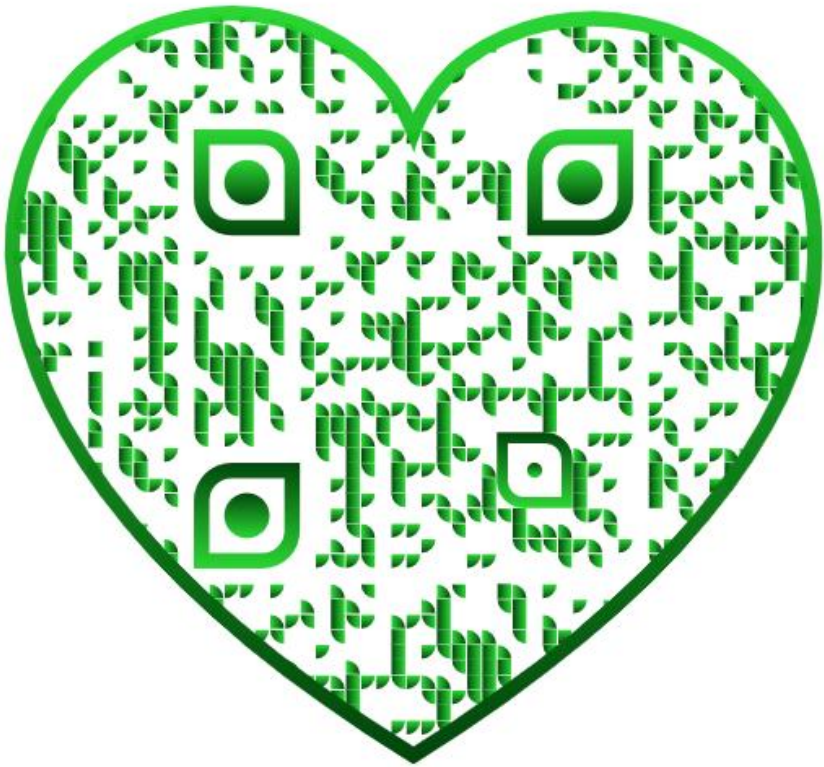
Elias
Sanbar

Dictionnaire amoureux de la Palestine

Plon



Elias
Sanbar

Dictionnaire amoureux de la Palestine

Plon

Elias
Sanbar

Dictionnaire amoureux de la Palestine

Plon

ELIAS SANBAR

DICTIONNAIRE AMOUREUX DE LA PALESTINE

Dessins d'Alain Bouldouyre

Plon
www.plon.fr

COLLECTION DIRIGÉE PAR JEAN-CLAUDE SIMOËN

© Plon, 2010

EAN : 978-2-259-21579-4

« Cette œuvre est protégée par le droit d'auteur et strictement réservée à l'usage privé du client. Toute reproduction ou diffusion au profit de tiers, à titre gratuit ou onéreux, de tout ou partie de cette œuvre, est strictement interdite et constitue une contrefaçon prévue par les articles L 335-2 et suivants du Code de la Propriété Intellectuelle. L'éditeur se réserve le droit de poursuivre toute atteinte à ses droits de propriété intellectuelle devant les juridictions civiles ou pénales. »

La liste des ouvrages du même auteur figure en fin de volume

Peinture © Collection particulière.

Ce document numérique a été réalisé par Nord Compo

Pour Daniel et Sophie Bensaïd.

— Que ferons-nous, toi et moi, lorsque nous serons vieux ?
— Nous serons assis sous un figuier, sur le parvis d'une maison en Palestine.
— Les gens répondent habituellement à cette question par une activité, une occupation, toi, tu désignes un lieu. Je dis : « Que ferons-nous ? », tu entends : « Où serons-nous ? »…
— C'est vrai, mais je peux te dire aussi que nous nous fixerons pour règle de n'échanger que des banalités.
Nous parlerons du temps qu'il fait et des nuages qui passent.

Souvenir d'une conversation
avec Mahmoud Darwich.

Pour commencer

D comme dernière ?

Cela me revient chaque fois que j'aborde le sujet de la Palestine.

Il y a quelques années, ma fille aînée alors âgée de sept ans me prit de court par une question qui me troubla et me culpabilisa. « Est-ce que tu parleras toute ta vie de la Palestine ? », me dit-elle.

Ma fille exprimait ainsi son envie d'un quotidien débarrassé du conflit omniprésent dans les propos et les préoccupations de son père. Elle me renvoyait aussi au sentiment permanent chez moi, confus durant la prime jeunesse, plus précis au fil des ans, d'être tout à la fois libre de mon engagement et captif d'une question qui aura occupé l'essentiel de ma vie après celles de mes parents. Jean Genet qui, sans être palestinien, intitula son dernier opus, *Un captif amoureux*, a raconté comment il fut, volontairement en ce qui le concerne, pris dans les rets du filet. Mahmoud Darwich, mon bel ami aujourd'hui disparu, ne cessait de me dire combien ce conflit nous gardait enfermés, à l'écart de la vie, interdits de toute autre passion, de tout autre sujet d'intérêt. Il laissa bouche bée un jour le journaliste qui, au terme d'un entretien que je traduisais, lui demandait pour conclure : « Quand serez-vous vraiment libres ? », en répondant : « Quand nous serons libérés de la Palestine ! »

Cet enfermement, cette passion aussi, désirée ou héritée, souvent les deux à la fois, nous sommes quelques-uns à avoir, sans le moindre reniement, sans relâche aussi, tenté de nous en dégager, par l'élargissement de notre horizon, l'affirmation que, pris à notre corps défendant dans un interminable conflit, nous ne pouvions être réduits à cette tragédie, si grave fût-elle, car nous n'avions nul goût inné pour l'héroïsme, car nous n'avons jamais voulu être des acteurs d'épopée, mais des humains, comme les autres.

C'est ainsi que, depuis de longues années, je me demande chaque fois que j'achève la rédaction d'un livre si ce sera le dernier sur le sujet et, une fois encore : Ce dictionnaire sera-t-il mon dernier livre sur la Palestine ?

D comme dernière.

Les dictionnaires, leur structure, la « forme dictionnaire », ont la qualité d'être comme accordés au sujet palestinien. Pourquoi ? Par leur construction

apparemment fragmentée, leur multiplicité d'entrées qui sont comme l'empreinte sur le papier de l'éclatement du réel palestinien, de sa dispersion, de ses profondes liaisons aussi, souterraines, invisibles de prime abord à l'observateur extérieur mais qui, au fil des pages, se complètent, se font écho jusqu'à dessiner une figure, un visage et faire entendre un timbre de voix reconnaissable entre tous. À cela s'ajoute une autre qualité, celle de faciliter une écriture en mouvement, en circulation et interruptions permanentes.

Une critique m'a souvent été faite qui, loin de me peiner, me confirmait que j'étais dans *mon* droit chemin, en osmose avec la vie qui me fut faite un jour d'avril 1948, lorsque, avec les miens, nous fûmes condamnés aux déplacements forcés. « Pourquoi écris-tu toujours plusieurs livres en un ? », me disaient certains de mes amis qui, dominés par cette peur panique, toute française, de ne pouvoir classer d'entrée de jeu le livre qu'ils ont entre les mains – en France, les titres sont souvent accompagnés d'un sous-titre rassurant *roman*, *essai*, *récit* – n'arrivaient pas à aborder un texte aux multiples échos, parcouru de circulations et de déplacements entre des genres arbitrairement condamnés à demeurer étanches les uns aux autres.

« Faites la ligne et jamais le point ! La vitesse transforme le point en ligne ! » écrivaient, en 1977, deux grands amis, Gilles Deleuze et Félix Guattari. Se doutaient-ils à quel point ils disaient, en quelques mots, la profonde vérité de l'être palestinien ?

Le choix, conscient aujourd'hui, d'être en mouvement, est né de ma condition, imposée au départ, de déplacé. Car cette affaire palestinienne n'est finalement, si l'on veut aborder son noyau dur, son nœud originel, qu'un terrible jeu de chaises musicales au terme duquel les juifs rejetés se retrouveront assis dans nos sièges et que nous nous retrouverons debout ! Un peuple de trop !

Que disais-je d'autre pour conclure un texte publié en 1987 dans la *Revue d'études palestiniennes* et qui portait sur le roman de Theodor Herzl, *Terre ancienne, Terre nouvelle* : Dans cette histoire « tout fut placé sous le signe des déplacements forcés. Jusqu'à Herzl et son roman. Le hasard – en était-ce vraiment un ? – parsème l'histoire de signes troublants. C'est dans un train entre Paris et Francfort que Herzl rédigea, le 2 juillet 1889, les premières lignes de son roman, dans un omnibus à Vienne qu'il dit avoir eu le 30 août 1889 la "révélation du titre" de ce même ouvrage. Le 16 août 1949, sa dépouille fut transportée en Israël et enterrée devant Jérusalem sur une colline qui perdit son nom pour porter le sien. Dans l'intervalle, près de 800 000 Palestiniens perdirent leur terre et 600 000 immigrants juifs y furent transportés à leur place ».

Ainsi les transports sont-ils le lot de quiconque souhaiterait pénétrer en territoire palestinien pour découvrir cette géographie explosée. Pour ce faire, il ne faut cependant pas oublier que le terme signifie tant les modes de déplacement que la vive émotion, le sentiment passionné et il faut ici entendre

le mouvement comme transports des corps et des sens.

C'est dans cet état d'esprit, avec cette façon d'être aussi que j'aborde ce dictionnaire, non sans ajouter que la quasi-totalité des thèmes, des angles d'approche, des entrées de ce travail me sont venus pendant mes déplacements, en voiture, en train, en avion, à pied, dans le métro, en mer, que ce fut le cas pour tous mes livres, tant le sujet palestinien dit une histoire dans laquelle l'auteur et son sujet sont dans la mobilité.

L'une des scènes de notre film, avec Simone Bitton, *Et la Terre comme la langue*…, montre Mahmoud Darwich installé dans une voiture roulant sur les routes de Cisjordanie.

Le paysage défile et Mahmoud parle du paysage mais aussi des cultures, des traditions, des histoires ancrées en ces lieux puis il s'interrompt soudain, comme gêné par la cohue de mythes, le trop-plein d'histoire et, oubliant la caméra, se met à se répéter à lui-même : « Elle est simple la Palestine, elle est simple. »

Ce qui ne fut jamais simple, ce fut notre vécu.

Ainsi cette difficulté, ce brouillage des points cardinaux que nous rencontrons sans cesse – les Palestiniens se posent en permanence la question de leur « situation », leur position, au sens de la détermination des Nord, Sud, Est et Ouest. Où sommes-nous ?

Hors du lieu, Hors du temps. J'y reviendrai lorsque j'aborderai le rapport des réfugiés à la durée et au temps. Mais qu'il soit clair dès à présent que nous sommes les enfants d'un pays simple et que, par-delà ou « en deçà » des grandes questions stratégiques, théologiques, éthiques que sais-je, de tous ces traits qui font qu'un conflit acquiert la triste noblesse d'être promu « historique », nous nous posons en prélude la question de notre « dépaysement », de notre arrachage à un terreau.

Pour finir avec ce D, aborder le A, je dirai deux choses.

Ce dictionnaire est celui d'un exilé. Aurait-il été l'œuvre d'un Palestinien des Territoires occupés ou d'un enfant de Nazareth qui aurait grandi en Israël qu'il serait radicalement différent. Je ne parle bien entendu pas de la subjectivité de chacun – un dictionnaire amoureux est avant tout éminemment subjectif, forcément partial –, mais du fait que le lecteur y aurait trouvé, découvert, une *autre* Palestine.

Cette autre Palestine, je la connais et fort bien. Mais de façon « extérieure ». Par les voyages, les lectures, la recherche et l'étude. L'aborder ici aurait équivalu à ajouter un essai à ceux que j'ai déjà publiés, ce dont je ne vois pas l'utilité. Cela m'aurait surtout privé de l'immense plaisir que j'ai pris à me fondre dans la règle de cette collection, dictionnaire et *amoureux*. C'est ainsi que je l'ai travaillé.

Le lecteur y trouvera donc des « trous », relèvera des manques, s'en trouvera frustré. Qu'il n'y voie surtout pas une quelconque forme d'oubli ou,

pis, de négligence et d'irrespect à son égard, mais le reflet honnête d'un écrivain sorti d'une longue absence et qui, grâce à l'accueil reçu par son éditeur, a trouvé dans cette collection un beau territoire où raconter *sa* Palestine.

Au tour de mon propos sur l'enfermement dans le conflit.

Il pourrait faire croire à un déni de ma cause, à un reniement, Dieu sait si cette accusation est répandue, facile, légère à lancer, en Terre sainte…

Il n'en est rien. Ma fidélité envers les miens, il n'y a pas d'autre mot, mon empathie avec ces femmes et ces hommes qu'Ygal Allon qualifiait du haut de sa morgue guerrière et coloniale d'« *Arabes balourds* », est sans limites.

Mais ce dictionnaire, comme mes livres, mes traductions de la poésie de Mahmoud Darwich aussi, je l'ai rédigé *contre* les miens, avec à l'esprit la réponse de Miles Davis à qui l'on demanda un jour pourquoi il jouait toujours face à ses musiciens, dos au public et qui répondit : « Je joue contre eux. »

C'est-à-dire tout à la fois dans la tension et l'osmose, d'en dehors et du dedans, à distance et à proximité, *contre eux* et *tout contre eux*.

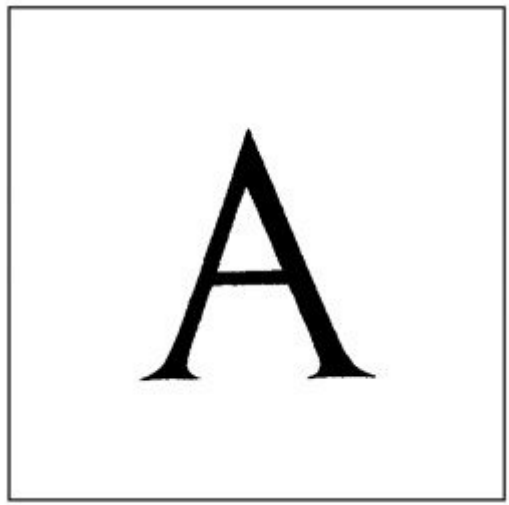
Je me suis battu en permanence avec et contre les miens, de moins en moins par nationalisme, de plus en plus par amour de la justice et du droit.

Ce qui me fait écrire aujourd'hui que le jour où les miens auront retrouvé leurs droits, je pourrai enfin connaître une libération pleine, entière, affirmer que je n'ai plus de drapeau.

D'ici là, en ces temps de sots délires sur les identités nationales, communautaires, tribales, je fais mien le poème « Pour décrire les fleurs d'amandier » de Mahmoud Darwich dont la poésie m'accompagnera tout au long de ce dictionnaire.

Pour décrire les fleurs d'amandier,
ni l'encyclopédie des fleurs
ni le dictionnaire ne m'aident…
Les mots m'emporteront vers les ficelles de la rhétorique
et la rhétorique blesse le sens puis flatte sa blessure,
comme le mâle dictant à la femelle ses sentiments.
Comment les fleurs d'amandier pourraient-elles resplendir
dans ma langue, moi l'écho ?
Transparentes comme un rire aquatique,
elles perlent de la pudeur de la rosée sur les branches…
Légères telle une phrase blanche mélodieuse…
Fragiles, telle une pensée fugace
ouverte sur nos doigts
et que nous consignons pour rien…
Denses tel un vers
que ne peuvent les lettres transcrire.
Pour décrire les fleurs d'amandier, j'ai besoin de visites
à l'inconscient qui me guident aux noms
d'un sentiment suspendu aux arbres.
Comment s'appellent-elles ?
Quel est le nom de cette chose dans la poétique du rien ?
J'ai besoin de traverser la pesanteur et les mots,
pour ressentir la légèreté des mots lorsqu'ils deviennent ombre murmurante,
que je deviens eux et eux, transparents blancs, moi.

Ni patrie ni exil que les mots,
mais passion du blanc pour la description des fleurs d'amandier.
Ni neige ni coton. Qui sont-elles donc
dans leur dédain des choses et des noms ?
Si un écrivain parvenait
à une brève description des fleurs d'amandier,
la brume se rétracterait des collines
et un peuple dirait à l'unisson :
Les voici, les paroles de notre hymne national.



Absence, *Ghurba*, *Gharîb* et *Mughtarib*,*Manfâ* et *Manfî* (Exil I)

La Palestine est depuis six décennies absence de chez soi et absence à soi. Absence de l'exilé, réfugié, disparu, sorti, « débarqué » de scène, absence de l'occupé à sa réalité pourtant visible, mais réduite à l'état de souvenir par l'occupation.

Absence du nom aussi, effacé, nié, disparu des cartes de géographie,

disparu des lieux avec plus de quatre cents localités, villes et villages, rasés, effacés pour « qu'ils ne puissent plus jamais revenir » ainsi que le clamait haut et fort, dès les premières années d'existence de l'État d'Israël, Yosef Weitz, directeur du Département des terres et forêts du Fonds national juif et grand colonisateur devant l'Éternel.

Les Palestiniens sont précisément ces « ils » qui ne devaient, à aucun prix, revenir.

Cette absence-là, ce dictionnaire en regorge. On l'y retrouvera à chaque tournant de page car elle est le tragique sésame de cette histoire complexe et chargée, « inextricable, insoluble » pour beaucoup.

Ainsi ce dictionnaire tourne-t-il tout entier autour des deux thèmes de la disparition et de l'absence qui en découle. Aussi ai-je tenu d'instituer cette dernière, première des entrées, et de l'ouvrir sur les extraits de deux textes, *The Cartography of Memory, Cartographie de la mémoire*, et *Autocartography : The Case of Palestine*, *Autocartographie, le cas palestinien*.

Leur auteur est Anton Shammas, l'un de ces Palestiniens qui, ayant échappé à l'expulsion de 1948, sont demeurés en Palestine devenue Israël. Écrivain de grand talent, maniant avec bonheur l'arabe, l'anglais et l'hébreu, capable de produire de la belle littérature dans les trois langues, indistinctement, Shammas s'est fait connaître par un roman, *Arabesques*.

Écrit dans un hébreu classique, couvert d'éloges à sa sortie, l'ouvrage fut salué par une critique israélienne aussi admirative qu'ébahie qui signalait qu'une telle maîtrise de la langue hébraïque classique – l'hébreu ancien, en fait – était hors de portée de la majorité écrasante des Israéliens… Shammas avait peut-être décidé d'ainsi occuper la langue de ceux qui désormais occupaient sa place.

« *La carte de la Palestine tracée par le sionisme il y a un siècle, dans le*

contexte menaçant de l'Europe d'alors, était vide de Palestiniens. C'était d'une certaine façon une carte de leur absence. […]

« *Pour tous ces Palestiniens qui durant les décennies, continuèrent à espérer que leur déplacement et leur exil étaient une lourde injustice qui d'une certaine façon serait reconnue et réparée, le temps est venu de maîtriser l'art de l'oubli. Ils sont désormais requis d'oublier les noms des 400 localités rasées en 1948, d'oublier la façon d'épeler le mot Yâfâ,* [Jaffa], *d'oublier les noms arabes des autres lieux de cette terre, d'oublier leur cartographie et de commencer à mémoriser la nomenclature israélienne des cartes* […] *Les Palestiniens sont également requis de s'habituer à ce que leur passé soit écrit par ceux qui les ont expulsés de ce même passé.*

« *L'Histoire est toujours écrite par les vainqueurs. Les vaincus perdent inévitablement leur voix. Mais pas leurs rêves*. […]

« *Vous revenez à un lieu où vous avez vécu par le passé, mais vous rentrez chez vous en un lieu qui, bien que vous ne l'ayez jamais vu de votre vie, demeure néanmoins comme un lieu où vous avez vécu, le réservoir de vos souvenirs, rêvés, transmis ou inventés* […] *Et vous savez parfaitement que l'on ne part jamais de sa maison – on se contente de la traîner avec soi partout où l'on va, avec murs, toit et tout. Notre maison est la seule chose sans laquelle nous ne quittons pas la maison.* […]

« *D'une certaine façon, l'identité est un bruit* […] *qui fait interférence avec les sons que nous émettons ou recevons. Difficilement audible aux autres, nous l'entendons quant à nous, haut et clair. Ce n'est pas le genre de bruit qui vous dérange, au contraire, il vous donne le sentiment du réel, il ajoute comme un bruit d'ambiance au monde hyperréel qui vous entoure. Certains aiment l'écouter plus que d'autres, certains poussent son volume pour le plaisir, simplement, ou pour forcer les autres à l'entendre.*

« *Le bruit de l'identité palestinienne a été étouffé durant plus d'un siècle. Ce n'est que récemment qu'il est devenu suffisamment audible pour que la question palestinienne puisse être écoutée et abordée. Du point de vue palestinien, ce fut un siècle de désastres majeurs. Ce fut tout d'abord le bruit de l'absence, dans le fameux slogan sioniste de* "La terre sans peuple pour le peuple sans terre" *ou le bruit de Caleb dans* L'État des Juifs *de Herzl,* "Nous serons partie intégrante du rempart de l'Europe face à l'Asie et assumerons le rôle de l'avant-garde culturelle face aux barbares"*, puis le bruit de lord Balfour annonçant à la Fédération sioniste que* "le Gouvernement de sa Majesté envisage avec faveur l'établissement d'un Foyer national pour le Peuple Juif". *Le compte à rebours de la bombe à déplacement était ainsi déclenché. Mais le pire était encore à venir. Et il advint, en plusieurs couleurs et nuances, certaines que nous nous sommes nous-mêmes infligées.* »

Ces lignes datent de 1993.

On peut aujourd'hui relativiser certaines des affirmations de Shammas, non sa douleur perceptible sous le masque de l'ironie. Cela, surtout, ne change rien au fait que l'essentiel est dit par cet homme venu de la plus grande des

absences, celle des êtres qui, ayant échappé à l'expulsion, n'ont pas pour autant été épargnés par la noyade, comme engloutis qu'ils furent avec leur patrie disparue corps et biens.

En arabe, l'exil se dit *Manfâ*. Or ce mot est aussi utilisé pour dire *bannissement*, qui peut bien entendu, mais pas forcément, se confondre avec l'exil. Déplacés, expulsés, les Palestiniens sont donc des *Manfiyyûn*, des exilés bannis, mais pas seulement. Ils vivent aussi une *Ghurba*.

Et il est difficile de comprendre l'absence palestinienne sans cette notion de la *Ghurba*. Issue de la même racine que le terme *Gharîb*, qui désigne l'étranger, elle pourrait se traduire par un état, celui de « l'étrangéité ».

C'est à ce niveau que l'absence palestinienne dit tout ce qu'elle porte de paradoxes. Pourquoi ?

Tout simplement parce que la *Ghurba*, qui est associée aussi en langue arabe à l'émigration en terre étrangère, *al-Ightirâb*, ne fut pas, dans le cas palestinien, une résidence chez les « étrangers ». On oublie trop souvent que la majorité écrasante des Palestiniens furent expulsés vers le prolongement de leur « chez eux », en terres arabes où ils retrouvèrent, ce fut fondamental, leur langue, leurs traditions, leurs modes culinaires, leur héritage classique, leur musique, bref tout ce qui constitue le tronc commun des Arabes.

Ne résidant pas en terres étrangères, les expulsés de 1948 furent néanmoins des résidents de la *Ghurba*, le territoire de l'« étrangéité », non que le milieu arabe d'accueil les considérât comme étrangers ou qu'il leur fût difficile de s'y adapter mais parce qu'ils devaient, pour reprendre l'expression de Shammas, *apprendre à oublier*.

Là réside le paradoxe de l'absence palestinienne qui se trouve être aussi *injonction d'oubli*, là se trouve la grille de lecture de l'étonnement, souvent simulé, des Israéliens – « Pourquoi les Palestiniens ne s'intègrent-ils donc pas dans les pays arabes ? », « Où est la solidarité arabe ? », « Pourquoi nous rend-on seuls responsables des malheurs des Palestiniens ? Les Arabes les ont fait beaucoup plus souffrir que nous ne l'avons fait » –, là se trouve aussi la réponse au refus des Palestiniens de « s'intégrer ».

« S'intégrer » ? Cela ne veut rien dire si l'on se tient au strict sens du terme. Que signifierait pour un Arabe – les Palestiniens le sont – s'intégrer chez des Arabes ?!! Mais la demande, l'étonnement aussi, prennent tout leur sens dès lors que l'on entend *Oubliez !* chaque fois qu'*Intégrez-vous !* est prononcé.

C'est à ce niveau que, bannis, habitant leur *Ghurba*, leur absence particulière, celle de l'effacement de leur nom et des noms de leur terre, les Palestiniens se sont montrés très obstinés à ne pas obtempérer, conscients qu'ils étaient et demeurent que l'oubli requis n'est que l'écran dissimulant l'« étrangéité ». Devenez des étrangers, des *Ghurabâ'* pour que nous soyons enfin rassurés…

« Pour que vous ne puissiez plus jamais revenir »…

Amitié. Amis, Frères et Camarades

Heureux les dictionnaires où l'Amitié suit l'Absence.

J'ai depuis longtemps fait mienne la réponse de Hannah Arendt à Gershom Sholem, l'une des figures de la mystique juive.

Né en Allemagne, lié à Arendt et à Walter Benjamin, Sholem n'avait cessé depuis son départ pour la Palestine en 1923 de tenter de convaincre ses deux amis de l'y rejoindre et s'y établir. Plus tard, en 1963, ayant assisté au procès Eichmann, publié son *Eichmann à Jérusalem*, Arendt suscita la vague d'indignation que l'on sait en développant son concept sur la « banalité du mal ». Bouleversé par ce qu'il estimait être une banalisation du nazisme, Sholem lui écrivit pour lui dire son incompréhension et lui demander si elle « aimait son peuple ? » ! À quoi celle-ci répondit en substance : « Aimer son peuple, je ne sais pas ce que cela veut dire. Moi, j'aime mes amis. »

J'ai beaucoup aimé mes amis et je considère qu'ils sont mon pays sans que cela réduise mon attachement à ma terre natale, la Palestine, ou à cette autre, « choisie », la France.

Pensant au sens de l'amitié, me viennent à l'esprit ces mots brefs de Jean Genet, griffonnés à la hâte sur une page quadrillée, arrachée d'un cahier à spirale d'écolier.

Albert Dichy, l'un des animateurs de l'IMEC, m'en avait envoyé copie quelques jours après la mort de Jean. « On dit que j'ai aidé les Palestiniens.

Quelle sottise. Ils m'ont aidé à vivre », avait-il écrit.

Mes amis m'ont aidé et m'aident encore à vivre et le fait que nos rencontres soient souvent, non exclusivement, survenues grâce à la Palestine, n'y change rien. Au contraire.

Aucune surprise non plus.

Mais il faut bien croire, comme le dit Gilles Deleuze dans son *Abécédaire*, que l'amitié relèverait avant tout de la séduction et qu'elle est dès lors dispensée de *s'expliquer*. René Scherer, philosophe et collègue de Deleuze, cite ces quelques mots d'une lettre de ce dernier, dans laquelle il définit l'amitié comme un « état d'entente préalable, ou encore mieux, cette hospitalité »…

Séduction et hospitalité, toutes deux absoutes du devoir de s'expliquer, sont les deux termes qui définissent le mieux, à mes yeux, cette relation unique et me permettent de faire la distinction entre les amis, les « frères » palestiniens et les camarades politiques.

Les « Frères ». Ce n'est pas d'une spécialité orientale qu'il s'agit là bien que la Palestine soit incontestablement une affaire d'Orientaux participants d'une grande tribu, mais d'une fusion entre les relations traditionnelles de fraternité communautaire et les rapports non moins traditionnels de camaraderie politique.

Il en est ainsi dans la cause palestinienne. Nous avons été de tout temps entourés de frères et de camarades, certains de nos proches se trouvant parés des deux attributs réunis.

Mais les amis, même engagés dans le combat pour le Droit et les droits, furent toujours d'une autre « espèce », comme les tenants d'une autre nature, celle de l'inexplicable séduction, du charme, sans lesquels la vie serait bien difficile à vivre.

Il existe en arabe une belle expression pour désigner ces amis-là : *Sadîq al-'Umr*, l'ami d'une vie, c'est-à-dire *de toute* et *pour toute* la vie, l'ami toujours là.

Mes amis d'une vie ne sont pas tous palestiniens et l'on peut deviner au terme de ce qui précède que la « nationalité », les « origines » n'ont jamais pesé ou joué un quelconque rôle dans ce registre. Au contraire, je peux dire aujourd'hui qu'outre Mahmoud Darwich, Leila Shahid et Ilan Halevi, je compte peu d'amis palestiniens. Dieu sait pourtant que j'ai eu de merveilleux frères de lutte et de combat.

Les autres « amis d'une vie » sont en majorité arabes avec, à leur tête, Farouk Mardam-Bey ou français. L'amitié s'en porte très bien ainsi, libérée qu'elle se retrouve des territoires originels, ouverte sur cette « entente préalable » et cette « hospitalité » qui sont les attributs d'un autre pays, inexistant sur les cartes, celui de la belle amitié. Précisément.

Le lecteur peut dès lors se poser, à juste titre, la question de savoir pourquoi j'aborde ici cette question de l'amitié dans un ouvrage dévolu à ma relation à la Palestine.

Le paradoxe est apparent, la réponse, simple. Ces amis venus de tous les horizons ont marqué ma vie jusqu'à ma *manière d'être* palestinien tout comme la Palestine a marqué leurs manières d'être.

Mais ces amitiés données et reçues n'ont jamais été guidées, alimentées par le souci de la trace laissée sur un engagement. Il se fait tout simplement que nous étions concernés par les affaires de la vie et du monde, soudés par une profonde complicité, comme accordés musicalement…

J'ai beaucoup usé du passé pour parler jusqu'ici de mes amis. Non que je les aie perdus mais parce que nombre d'entre eux sont partis et que cette entrée est également dévolue à leur hommage.

Des vivants, de ceux encore heureusement à mes côtés, je ne parlerai pas, de peur qu'un mal les atteigne, ainsi que le dit Darwich dans son magnifique poème élégiaque *Le Lanceur de dés* dont j'extrais ces vers :

Et à deux de mes amis, je dis aux portes de la nuit :
Si un rêve est indispensable qu'il soit
à notre image… et simple,
comme si nous dînions tous les trois,
dans deux jours,
pour célébrer l'accomplissement de la prophétie
dans notre rêve
et le fait que depuis deux jours,
tous trois, n'avons pas diminué d'un.
Célébrons la sonate de la lune
et la clémence de la mort qui, nous voyant
ensemble, heureux,
n'insista pas.

Hommage aux amis disparus, qui n'ont pas joui de cette clémence, de ce court sursis et dont il m'importe que soient dits, ici, les noms : Serge Daney, René Gargour, Mamdouh Naufal, Samir Kassir, Jawâd Abou al-Sha'r, 'Izz al-Dîn al-Qalaq, Jacques Hassoun, Robert Scemla, Pierre Vidal-Naquet, Jérôme Lindon, Gilles Deleuze, Jean Genet, Mahmoud Hamshari, Daniel Timsit et l'autre Daniel, Bensaïd, grand prince en amitié, parti au moment où je mettais la dernière touche à ce dictionnaire à lui déjà dédié.

Antériorité = légitimité ?

Cette équation exprime un redoutable postulat qui veut que les « descendants » de l'occupant originel d'un lieu soient investis d'un droit légitime à *reprendre* possession de ce lieu, quel que fût le temps écoulé, siècles et millénaires, entre leur prétendue première présence et leur « retour ».

C'est sur cette affirmation que le sionisme a fondé son droit historique sur la Palestine et réduit la présence des Palestiniens chez eux à celle d'intrus,

de squatters ou de Bédouins nomades traversant le paysage.

Plus, l'association des deux conséquences de ce que j'appellerai donc principe d'antériorité – présence légitime israélienne, intrusion illégitime des Palestiniens – a abouti à ce que l'équation *antériorité = légitimité* se développe en une autre, plus dure encore : *antériorité = légitimité exclusive*.

Nous sommes là au cœur pour ainsi dire de l'équation relative à l'antériorité, celle de *l'élection* d'une terre promise à un peuple, véritable base de la proclamation d'un droit exclusif sur les lieux, droit qui se trouve au centre du projet du père du sionisme, Theodor Herzl, tel que formulé dans son ouvrage *Der Judenstaat*, improprement traduit des décennies durant par *L'État juif*, alors qu'il s'agissait de *L'État* des *Juifs*. Exclusivement.

Les circonstances particulières de la disparition de la terre palestinienne ont fourni dans l'immédiat après-1948 un terrain de choix au développement des thèses israéliennes sur « la terre sans peuple » qui aurait attendu, deux millénaires durant, « le peuple sans terre ».

À la question : « A-t-on le droit de spolier un peuple de sa patrie ? », on substitua un : « Qui du peuple juif ou du peuple palestinien était là avant l'autre ? »

Elle se doubla rapidement d'un corollaire, autre hérésie historique chère aux nationalistes de tout poil sous toutes les latitudes, qui posait la question de l'instant originel, la « date zéro », celle de la naissance d'un peuple, le palestinien en l'occurrence.

Dominante dans les milieux intellectuels israéliens, cette démarche présentait un double avantage.

Elle ne niait pas l'évidence – les Palestiniens existaient bel et bien, ne serait-ce que parce qu'ils n'arrêtaient pas de jouer les trouble-fête –, mais fixant à tout peuple une date de naissance, arguant de la naissance d'une nation juive au sens moderne du terme dès les temps bibliques, elle réduisait l'émergence du fait national palestinien à une simple conséquence de la colonisation juive. Ainsi, les Palestiniens, présentés comme un bric et broc d'effendis, de paysans et de nomades, sans identité nationale ou un quelconque attachement à une terre donnée, n'auraient pas existé en tant que peuple avant 1948. Ils ne se seraient perçus comme nation qu'une fois hors de Palestine, en réaction contre la dure existence que leur imposaient les gouvernements arabes qui, ayant accueilli les réfugiés, refusaient néanmoins de les « intégrer ».

Ainsi, la Palestine, et accessoirement sa personnalité nationale, seraient apparues – il fallait oser affirmer pareilles sornettes – au moment même où disparaissait le territoire appelé Palestine et où naissait l'État d'Israël !

Ainsi, le mouvement national palestinien ne serait que la réplique inversée du mouvement sioniste. À cette « différence » près que, n'ayant pas connu, comme le « Peuple juif », d'identité nationale avant 1948, le droit historique de revendiquer un retour à la terre natale lui est dénié.

Qui plus est, cette démarche absolvait du « péché originel » de

l'expulsion des Palestiniens.

Comment pouvait-on parler d'une injustice commise en 1948, alors que le peuple palestinien n'existait pas encore et que la communauté d'individus qui, des camps de réfugiés, clamait qu'elle avait subi un tort immense, avait, par soif du gain, « vendu ses terres aux Fonds nationaux juifs » avant de « partir de Palestine de son plein gré » ?

À cette « concession » qui ne les reconnaissait, dès lors qu'ils étaient exilés, que pour abolir leur passé, les Palestiniens ont riposté pendant de longues années. Sans éviter pour autant le piège qui consistait à relever le défi sur le terrain même choisi par leurs adversaires. Voyant dans leurs déplacements une volonté de les faire disparaître, ils réagirent en tombant dans l'excès inverse et répondirent au déni de leur existence en affirmant que c'était Israël qui n'existerait plus.

Ils se lancèrent, surtout, dans une course à la remontée du temps, pour prouver qu'ils étaient là, en Palestine, depuis des temps immémoriaux, avant quiconque !

Le débat sur les origines supplanta ainsi celui, essentiel, sur les méfaits d'une entreprise qui, au terme du Mandat britannique, avait réussi à remplacer un peuple sur sa terre.

Emportés par leur combat et leur désir d'affronter l'adversaire partout où il se manifestait, les Palestiniens n'ont pas tout de suite vu l'avantage des Israéliens de sortir précisément du champ réel de l'Histoire. Il en résulta des thèses, palestiniennes et arabes, on ne peut plus fantaisistes, sur un pays, une culture et une identité palestiniens, mais du temps des Cananéens qui, comme chacun le sait, étaient présents en Palestine avant les Hébreux !

Mais le débat n'était pas faussé par ces seuls errements.

Les Israéliens poursuivaient, de leur côté, une démarche identique qui n'émanait pas, exclusivement, d'une volonté de travestir la réalité et de légitimer une injustice. Il ne faut pas oublier que les immigrants juifs, Israéliens par la suite, étaient et demeurent en majorité « culturellement » marqués par un profond révisionnisme de l'histoire juive, indispensable pour légitimer les thèses de Herzl.

Pour contrer l'affirmation du droit exclusif, il ne suffit pas aux Palestiniens de relever le défi de la preuve par l'antériorité ou de montrer à quel point cette démarche est une fantaisie historique née dans les têtes de ceux qui savaient que, pour spolier un peuple, il faudrait inventer quelque théorie théologico-scientifique et s'en prévaloir.

Ce qui est requis des Palestiniens est en fait plus simple. Arrêter d'affirmer que les Palestiniens étaient déjà là, pour dire qu'ils *sont* tout simplement là, remplacer les « nous étions » par des « nous sommes ».

Bref, sortir du débat stérile, faire le choix du réel, rappeler sans cesse que le principe aujourd'hui acquis des deux États vivant côte à côte, dans la paix et le respect mutuel, est fondé sur l'idée du *partage*, non une prétendue concession faite par l'Israélien légitimé par l'« ancienneté » au Palestinien

délégitimé par l'Histoire !

Archéologie

Je viens d'aborder ce que j'ai appelé la course à la remontée du temps, cette recherche du Graal de l'antériorité aussi dangeureuse que ridicule.

Alors, plutôt que de commencer par la critique, le rejet de ces dévoiements d'une science, l'archéologie, je voudrais ici aborder le ridicule auquel je fais allusion, le rire s'avérant souvent plus efficace que la plaidoirie.

Pour cela, cédant à mon principal travers, je raconterai deux histoires auxquelles j'adjoindrai quelques souvenirs.

La première eut lieu, à la Knesset plus précisément en Israël, lorsque des députés accusèrent l'archéologue Israël Finkelstein connu pour ses fouilles « iconoclastes », il n'y a pas de meilleur terme pour qualifier les démystifications régulièrement émergeant de ses chantiers archéologiques, d'œuvrer, pas moins, à « la destruction de l'État d'Israël ». Finkelstein venait d'annoncer que des fouilles à Jéricho avaient permis de dégager les remparts de la ville remontant à l'époque de Josué. Mais malheur des malheurs, ces murs étaient… debout, mettant ainsi à terre toutes les histoires de trompettes et faisant déchanter les amateurs de gospels. « *Joshua fought the Battle of Jericho, Jericho, Jericho and the walls came tumbling down.* » C'est vrai qu'il y avait péril en la demeure, les officiers israéliens ne prononcent-ils pas le serment de Josué le jour de leur prise de fonctions… ?

Plus grave. D'autres chantiers dans des sites considérés jusque-là avoir été les jalons des grandes batailles de la conquête de la Terre promise par Josué montraient que nulle bataille n'y avait eu lieu à l'époque concernée !

Cela infirme-t-il la réalité de la présence de tribus hébraïques sur la terre de Palestine à la même époque ? Absolument pas. Et rassurons tout de suite les amateurs de gospels qui pourront continuer à chanter avec le Golden Gate Quartet et aussi longtemps qu'ils le voudront cet hymne à la gloire du général de Moïse.

Cela malmène-t-il durement le mythe ? Certainement et heureusement, quand on sait l'usage fait de ce dernier à l'appui d'une expulsion généralisée du Peuple de Palestine… deux millénaires plus tard.

La deuxième histoire eut lieu dans un studio de télévision. Invité à un face-à-face avec André Chouraqui, éminent intellectuel israélien et homme de paix aujourd'hui disparu qui prônait la réconciliation entre les enfants des trois religions du Livre, je m'attirai les foudres de ce dernier à l'issue de l'échange qui suit :

— Vous ne pouvez nier, m'avait affirmé Chouraqui, la réalité historique de la présence immémoriale d'Israël en Palestine, attestée par une multitude de vestiges.

— Il ne s'agit nullement de nier cette présence mais de tenter de vous faire accepter que cela ne peut en aucune façon déligitimer en retour d'autres présences sur cette même terre. Plus. À votre place je n'userais pas de ces arguments légitimateurs de mon illégitimité.

— Ah bon, et pourquoi donc ?

— Pour la simple raison que si nous considérions comme fondées ces « preuves par les fouilles », il faudrait bien se rendre compte que, à ce jour, les vestiges hébreux se trouvent quasiment concentrés en Cisjordanie alors que les strates les plus anciennes découvertes dans le territoire israélien sont cananéennes !

Alors si vous tenez à tout prix à vos arguments, à leur cohérence supposée, il faudra que la paix soit conclue sur la base d'un échange de territoires, l'État d'Israël se retrouvant dans l'actuelle Cisjordanie et l'État palestinien dans l'actuel Israël. Mais je doute que cette interversion vous convienne.

Alors cessons de grâce ces histoires de strates et fondons la légitimité des deux présences sur le droit, le vôtre et le nôtre, à une vie et un avenir partagés.

Le seul résultat de mon raisonnement par l'absurde fut d'énerver mon interlocuteur qui lâcha ces mots :

— Vous êtes décevant. Moi qui croyais avoir été invité à débattre avec un homme de paix !

Les mythes ont la peau dure. Cela me sera encore confirmé quelques années plus tard, en 2005, lors de la projection du film d'Avi Moghrabi, *Pour un seul de mes deux yeux*. Moghrabi avait en effet filmé, *in extenso* et *in situ*, le récit de Massada par un guide à un groupe d'écoliers israéliens visitant le site.

Me revinrent alors à l'esprit les propos du général Yehoshafat Harkabi, chef des services militaires israéliens sous Ben Gourion. Devenu l'une des premières « colombes » prônant le dialogue direct avec l'OLP, Harkabi fut l'un de nos principaux interlocuteurs à l'époque des contacts secrets entre Israéliens et Palestiniens. Je le retrouvai en 1991 à l'université de Princeton où Avram Udovitch, mon grand ami, nous avait, l'un et l'autre, accueillis comme *Visiting Professors*, professeurs invités. L'université nous ayant alloué deux logements contigus, nous nous sommes ainsi retrouvés voisins et je me souviens de l'excitation de Harkabi qui travaillait alors à une recherche pour établir que le groupe de Bar Koba, le héros de Massada, fut en son temps le frère jumeau du groupe terroriste palestinien d'Abou Nidal !

Je me souviens également des fureurs de Pierre Vidal-Naquet pestant contre les conclusions de Yigal Yadin, le général-archéologue découvreur du site de Massada.

Des mots de Maxime Rodinson, un soir où j'attendais en sa compagnie l'arrivée du bus à Paris :

— Vous savez ces histoires de lignages, d'origines ne justifient rien.

D'ailleurs, s'il fallait à tout prix se les coltiner, l'on découvrirait que vous êtes les descendants, vous les Palestiniens, des anciens Hébreux convertis au christianisme puis, en majorité, à l'islam… Mais quelle importance ?!

Le rationalisme, la rigueur scientifique de Pierre Vidal-Naquet et de Maxime Rodinson manquent aujourd'hui car « l'arme » de l'archéologie continue de sévir dans ce conflit malgré les travaux d'archéologues israéliens, savants lucides et honnêtes.

La politique est férue de l'expression « le dessous des choses » qui, souvent, remplace l'analyse rationnelle par des affirmations de complots et de conspirations.

Le « dessous des lieux », si l'on me passe l'expression, n'est pas mieux loti, propice qu'il est aux fantaisies de toutes sortes.

Ne pourrait-on laisser les archéologues faire leur travail, creuser et s'enfoncer, aller vers le bas sans avoir à justifier le haut, creuser la terre sans avoir à creuser le ciel aussi, ne plus avoir à user de l'archéologie mythique pour revendiquer le métaphysique ? Bref, permettre à l'Histoire d'être historique et affirmer qu'aucun mythe, aucune croyance, si universel soit-il, ne peut justifier et encore moins excuser l'expulsion d'un peuple et son déplacement forcé vers l'exil.

Joseph Conrad écrit dans *Au cœur des ténèbres* : « La conquête d'une terre n'est pas bien jolie si l'on y regarde de près. Elle ne peut se racheter que par une idée devant laquelle on peut se prosterner. »

N'est-il pas venu le temps de paraphraser le beau texte de l'Ecclésiaste et dire qu'il est un temps pour l'exclusion et un temps pour le partage ?

Al-'Awda, le Retour

C'est la question centrale du conflit israélo-palestinien, la plus ardue à aborder. Elle dépasse la seule quête d'une solution au problème des réfugiés palestiniens et pose celle des circonstances, légitimes ou pas, de la naissance de l'État d'Israël. Par là, elle est, pour les Israéliens, source de peurs, d'interrogations intimes, d'inquiétude pour l'avenir bien qu'elle soit abordée sous l'angle des événements passés.

De leur côté, les victimes palestiniennes de l'expulsion en 1948 y voient, à juste raison, le noyau dur de l'injustice par eux subie puisque c'est sur la base de la négation de leur droit à vivre chez eux qu'ils furent chassés.

Les Israéliens y voient un danger existentiel, convaincus qu'ils sont que l'application de la résolution de l'Onu conférant aux réfugiés palestiniens le droit au Retour équivaudrait à les délégitimer, c'est-à-dire à ne plus reconnaître leur droit à vivre là.

On le voit, la question s'accompagne de débats passionnés et interminables sur les circonstances réelles de la guerre de 1947-1948.

Les Palestiniens ont-ils été chassés, sont-ils partis de leur propre chef ? Étaient-ils le « peuple de Palestine » ? La Palestine était-elle vraiment la « terre sans peuple » revendiquée par le sionisme ? Les unités juives ont-elles, ce qui prouverait leur « culpabilité », procédé à un nettoyage ethnique ainsi que l'affirme l'historien israélien Ilan Pappe ? Le déplacement de la population palestinienne fut-il l'une des conséquences des combats, réduisant dès lors l'expulsion à un accident historique et ainsi de suite ?

Pour aborder cette question d'*Al-'Awda*, le Droit au retour, il faut commencer par rappeler deux courts extraits de deux résolutions de l'Onu, l'une « célèbre », l'autre quasiment inconnue du grand public.

C'est au cours de sa troisième session ordinaire, le 11 décembre 1948, quelques mois donc après la naissance du « problème des réfugiés palestiniens », que l'Assemblée générale de l'Onu adopta sa résolution 194 (III).

Le paragraphe 11 disait ceci :

L'Assemblée générale des Nations unies, le 11 décembre 1948 : « Décide qu'il y a lieu de permettre aux réfugiés qui le désirent de rentrer dans leurs foyers le plus tôt possible et de vivre en paix avec leurs voisins, et que des indemnités doivent être payées à titre de compensation pour les biens de ceux qui décident de ne pas rentrer dans leurs foyers et pour tout bien, perdu ou endommagé, lorsque, en vertu des principes du droit international ou en équité, cette perte ou ce dommage doit être réparé par les Gouvernements ou autorités responsables. »

C'est la clause relative au Droit au retour.

Elle pose quatre règles simples.

— Les Palestiniens doivent pouvoir rentrer dans « leurs foyers ».

— Ceux, parmi eux, *qui ne souhaiteraient pas exercer leur droit à rentrer dans leurs foyers* ont droit à compensation pour les pertes qu'ils ont subies.

— Ne constituant pas une simple quête de territoire d'accueil pour des populations déplacées mais injonction de retour de celles-ci « dans leurs foyers », chez elles, le Droit au retour ne crée pas un droit nouveau, mais vise à réparer un tort, à rétablir un droit *naturel* antérieur, celui de toute personne à vivre chez elle, sur sa terre.

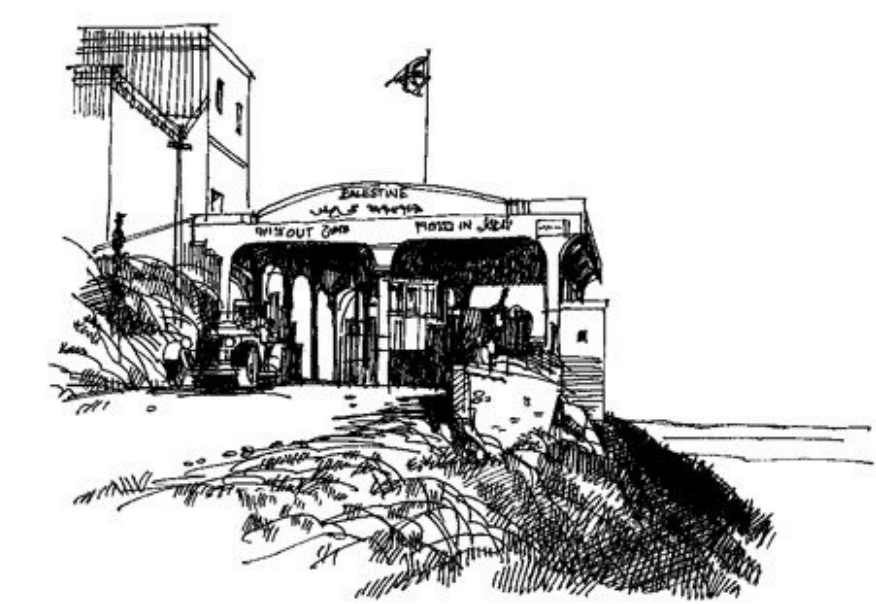
— Détenu par tous les réfugiés, le Droit au retour est un droit collectif, mais son exercice est néanmoins individuel puisqu'un réfugié peut décider ne pas l'exercer et opter en échange pour une compensation.

Au tour de la résolution moins connue du grand public, celle du 11 mai 1949, en vertu de laquelle Israël fut admis au sein de l'Onu et qui mentionnait expressément l'engagement d'Israël d'appliquer les résolutions 181 (II) du 29 novembre 1947 et 194 (III), c'est-à-dire la résolution du partage de la Palestine entre deux États et celle, citée plus haut, relative précisément au Droit au Retour.

« Prenant acte, en outre, de la déclaration par laquelle l'État d'Israël "accepte sans réserve aucune les obligations découlant de la Charte des Nations unies et s'engage à les observer du jour où il deviendra membre des Nations unies" ; Rappelant ses résolutions du 29 novembre 1947 et du 11 décembre 1948 et prenant acte des déclarations faites et des explications fournies devant la Commission politique spéciale par le représentant du Gouvernement d'Israël en ce qui concerne la mise en œuvre desdites résolutions ;

« L'Assemblée générale, […], décide d'admettre Israël au sein de l'Organisation des Nations unies. »

Ainsi Israël n'a-t-il pas seulement reconnu la résolution 191 dite du partage de la Palestine, ce que tous les manuels d'histoire relèvent, mais également celle du Droit au retour des réfugiés dans leurs foyers, ce dont les mêmes manuels ne soufflent mot…



Les années se sont écoulées depuis et les péripéties entourant cette question furent innombrables mais la résolution ne fut jamais appliquée.

Bien plus, les négociations prirent un tour littéralement absurde puisque le problème devint celui d'obtenir d'Israël la reconnaissance d'une résolution qu'il avait déjà reconnue !

Quelle est aujourd'hui la proposition palestinienne pour parvenir à une application de ce droit, sachant qu'entre-temps le principe des deux États est désormais admis tant par les autorités légitimes et représentatives des principaux concernés que par la communauté internationale ?

Comment venir à bout de l'injustice historique que les Palestiniens

estiment, à juste titre, avoir subie *et* de la peur israélienne de perte de légitimité et donc du droit à vivre d'Israël ? Longtemps, cette double interrogation releva de la quadrature du cercle.

Abordant ailleurs la question de la peur – des peurs israéliennes –, je m'en tiens dans cette entrée au seul aspect « diplomatique », négocié, de la question du Droit au retour, presque toujours présenté comme « une ligne rouge », non négociable tant elle ne serait qu'appel implicite à la destruction d'Israël.

Je le fais avec d'autant plus de sérénité qu'ayant été en charge de la délégation palestinienne aux négociations multilatérales de paix sur les réfugiés, m'étant retrouvé, entre 1992 et 1997, maintes et maintes fois face à des délégations israéliennes, ayant également suivi de près les diverses phases de négociations depuis les accords d'Oslo, celles de Taba et de Genève notamment, je suis convaincu que cette négociation n'est pas si impossible qu'il y paraît ou qu'on le crie à tort et à travers.

Une solution existe qui fut l'objet de longues discussions au cours du processus de paix. Elle permet de satisfaire les deux parties, d'apaiser les peurs israéliennes *et* de répondre à la soif de justice de l'exil palestinien.

Elle implique néanmoins de se dégager des carcans des dénis réciproques pour aboutir à ce qui serait plus qu'une paix des armes, une paix des cœurs.

S'agissant des négociateurs palestiniens, le Droit au retour est l'expression du droit naturel de tout être à vivre chez lui, en paix, dignité, liberté, harmonie et respect avec ses voisins. Aussi s'agit-il d'un droit humain *inaliénable*, un droit de tout homme, à ne jamais confondre avec un droit à immigrer dans un pays donné.

À ce titre, un tel droit ne peut être négociable. *Son application, sa mise en pratique peuvent l'être, en revanche, mais, dès lors que le Droit lui-même est reconnu en tant que tel*.

On le voit bien, cette proposition, qui se trouve être celle de la diplomatie palestinienne aujourd'hui, recèle non seulement un principe, mais aussi *un nouvel ordre de séquence*.

Une inversion qui consisterait à commencer par la reconnaissance du Droit, non son application, pour permettre sa négociation, pour pouvoir en fait relativiser cette dernière.

Le premier temps, celui de la reconnaissance, est donc la *condition* de l'avènement du second, et si le premier est absolu, le second peut être relatif puisque toute négociation est forcément un compromis.

En d'autres termes, la reconnaissance par Israël de sa responsabilité concrète et morale de la *Nakba* – l'expulsion en 1948 –, l'admission qu'au cours de cet épisode, les Palestiniens furent les victimes sont les seuls moyens de sortir de l'impasse.

Telles étaient et demeurent les grandes lignes de la proposition palestinienne qui se trouve être également un compromis historique pour peu

que l'on se rappelle le déni réciproque caractéristique des positions jusque-là, lorsque les Israéliens affirmaient que les Palestiniens n'existaient pas et que ces derniers leur rétorquaient que, bientôt, Israël n'existerait plus…

À ce compromis palestinien – la reconnaissance d'un droit permettra de relativiser son application –, les États arabes adjoindront une offre de paix, destinée à apaiser encore plus les « peurs » israéliennes. C'est ainsi que le Sommet arabe de 2007 formula une proposition engageant tous les États membres de la Ligue arabe.

Abordant la question, non plus de la reconnaissance du droit, mais de son application, le sommet affirmait son désir de « parvenir à une solution équitable du problème des réfugiés palestiniens, conformément à la Résolution de l'Assemblée générale de l'Onu [194] ».

Derrière la terminologie en apparence vague, il y a en réalité une ouverture, celle de l'option pour une solution « équitable », c'est-à-dire *négociée*, non absolue et surtout « en conformité » avec la résolution 194, ce qui constitue un changement radical avec la terminologie antérieure qui réclamait, quant à elle, « l'application » pure et simple de la résolution.

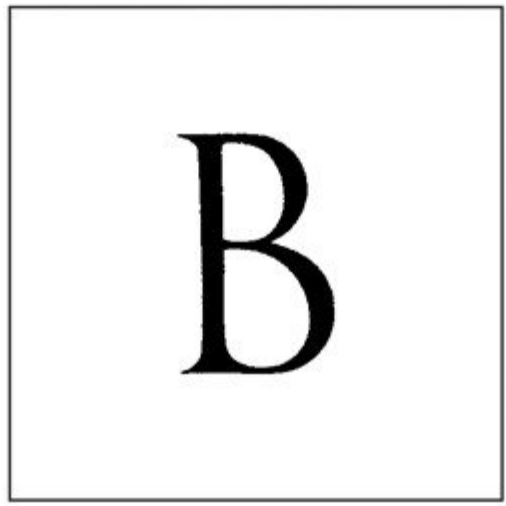
Mais l'impasse perdure et peu d'Israéliens – le conflit a trop duré, la méfiance entre les deux parties n'a cessé de grandir – accepteraient aujourd'hui de franchir le pas, d'oser avancer dans la direction du véritable compromis historique proposé par les Palestiniens. Bien que cela soit l'unique alternative aux affrontements à venir, le seul moyen de les éviter.

Obsédé depuis sa fondation par son désir d'être reconnu et accepté, Israël *sait* pourtant, même s'il a une grande difficulté à l'admettre publiquement, que son acceptation ne peut être pleinement et durablement assurée par son redoutable appareil militaire ou les relations diplomatiques qu'il entretient avec l'ensemble des grandes puissances de ce monde.

Sinon, pourquoi, alors qu'il possède une formidable machine de guerre et que la quasi-totalité des nations sont représentées en Israël, ce dernier réclame-t-il depuis sa fondation que les Palestiniens le reconnaissent ?

Parce que Israël sait qu'il ne peut indéfiniment compter sur des victoires militaires, de moins en moins nombreuses d'ailleurs, pour retarder chaque fois l'échéance, qu'il ne suffit pas d'être légitime aux yeux de ses citoyens ou de pays, si puissants fussent-ils, que la légitimité complète, aboutie, « rassurante », garante d'avenir, celle à laquelle il affirme aspirer, dépend de la réconciliation que seule sa victime, le peuple arabe de Palestine, peut apporter.

Pour cela, il faudra qu'Israël cesse d'user de l'alibi d'une adversité arabe « éternelle » pour oser se regarder dans son miroir et reconnaître que, en Palestine, c'est l'Autre palestinien qui fut la victime et que cela ne réduit en rien, au contraire, le malheur des Juifs à travers leur histoire.



B ou P, P ou B ? Telle est la question

Les Palestiniens souffrent d'une incapacité, une invalidité d'ordre linguistique en fait, que je ne suis jamais parvenu à expliquer mais dont je continue à sourire, avec tendresse, il faut le préciser.

Pensez donc, ladite « élite intellectuelle du monde arabe », le peuple qui s'est en permanence acharné à apprendre, ceux qui, partis des dures conditions de l'exil ou de l'occupation se retrouvent aujourd'hui à des positions-clés dans nombre d'universités, de centres de recherche,

d'institutions arabes ou étrangères, sont dans leur écrasante majorité incapables de prononcer la lettre P !

On pourrait me faire remarquer que mon étonnement est surfait, que l'explication est simple, évidente. Le P n'existant pas en arabe, il n'y aurait pas lieu de s'interroger sur cette incapacité. À quoi je répondrai que les choses sont moins évidentes qu'il n'y paraît puisqu'il suffit de parcourir quelques kilomètres, d'aller au Liban voisin pour constater qu'un autre peuple tout aussi arabophone que le Palestinien, n'a aucune difficulté avec ce sacré P…

Mais revenons en Palestine.

Étrange handicap donc d'un petit peuple qui peut se targuer de compter un taux impressionnant de citoyens bilingues ou trilingues, de maîtriser aussi un éventail surprenant de langues étrangères pour la simple raison que dans leur soif d'apprendre, les Palestiniens se sont, des décennies durant, précipités sur les offres de bourses d'études avant même de se demander dans quelle langue les enseignements proposés seraient dispensés.

C'est ainsi que l'on rencontre aujourd'hui nombre de Palestiniens qui, outre la quasi-totalité des langues occidentales dominantes, maîtrisent, liste non exhaustive, les langues balkaniques, celles de l'Asie centrale, l'islandais, le finlandais, le hindi, le croate, le slovaque, des dialectes africains et ainsi de suite…

L'on se dit que ces polyglottes ont dû quand même en rencontrer, des lettres P, à chaque détour de mot quasiment. Mais rien n'y fait puisque vos interlocuteurs diront invariablement B dès qu'apparaîtra un P et que vous entendrez toujours des : « La Balestine est au cœur du broblème israélo-arabe et nous luttons pour notre indébendance. »

Déformation persistante, inscrite dans « la longue durée », pour parler comme un historien de la célèbre École des Annales et donner quelque vernis scientifique à ce travers national.

N'ai-je pas vu de mes yeux dans les années soixante-dix, à Beyrouth, des posters édités en anglais par le département de l'Information unifiée de l'OLP avec le slogan *Long live Balestine*, *Vive la Balestine ! ?*

Un ami libanais ne m'a-t-il pas rapporté cette conversation en anglais encore avec un haut cadre palestinien dans les années quatre-vingt :

— Mais comment est-ce possible que toi, diplômé de grandes universités américaines, tu ne parviennes pas à faire la différence entre le P et le B ?

— *Ya Akhi, I know the difference but I don't know where to but it !* [Mon frère, je connais la différence mais je ne sais où la blacer !]

N'ai-je pas reçu, il y a quelque temps, dans mes fonctions diplomatiques, un courrier à en-tête d'un des départements de l'Autorité nationale palestinienne avec un *B.O. Box*, *Boîte Bostale*, imprimé en toutes lettres au milieu de l'adresse dudit département ?

La radio palestinienne installée dans les territoires palestiniens depuis la prise de fonctions de l'Autorité nationale palestinienne, la *Palestine Broadcasting Corporation, PBC*, n'a-t-elle pas pris pour sigle acronyme BBC,

et fièrement imprimé ce dernier sur tous ses documents ?

Certains penseront que la confusion n'était pas fortuite, que la tentation de se présenter comme la prestigieuse BBC expliquerait l'erreur ! Mais ce n'était même pas le cas. Le B avait encore frappé. Tout simplement.

De ce phénomène qu'il me semble utile de signaler ici, ne serait-ce que pour avertir nos interlocuteurs, ne pas les surprendre, leur éviter de se plonger dans quelque dictionnaire à la recherche de mots inexistants, je ne fournirai aucune explication. Un bon linguiste ou phonéticien y parviendrait certainement, quoiqu'il me semble malaisé d'expliquer une déformation opérant quasiment à l'échelle d'un peuple.

Mais il m'importe de tenir le lecteur au courant d'une récente et redoutable évolution du phénomène dont personne ne peut prédire où elle nous mènera.

J'en fus récemment témoin à Paris, dans l'exercice de mes fonctions, encore une fois. (Si quelqu'un m'avait dit que, nommé ambassadeur de la Palestine auprès de l'Unesco, je me retrouverais aux premières loges d'un observatoire linguistique…)

Mais revenons à la redoutable évolution.

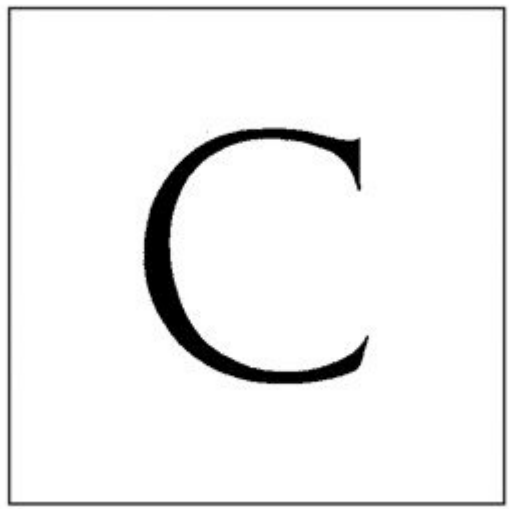
Les Palestiniens savent que l'imprononçable P est néanmoins la première lettre du mot Palestine. Comme ils savent aussi que leur pays se nomme dans leur arabe maternel, *Filastîn*, ils ont décidé depuis quelque temps que le P de Palestine tenait lieu du F de *Filastîn* et comme ils prononcent le P, B, cette dernière lettre, par le jeu d'une algèbre linguistique (B = P = F donc B = F), s'est retrouvée remplaçant le F !

Je me suis ainsi entendu dire *en arabe* par l'un de mes visiteurs, écrivain de surcroît, membre d'une délégation officielle :

— Aujourd'hui, j'ai beaucoup marché dans Baris. Imagine-toi que j'ai été des Galeries Labayette jusqu'à la tour Eibbel !

Quelle sera la prochaine lettre-victime, maintenant que, après l'anglais et le français, l'arabe est à son tour touché ?

Dieu seul le sait ! Mais que ces habiles artisans, ces passeurs de lettres entre les langues sachent ici combien ils me sont sympathiques.



Chasseurs et proies, défaite et perte (Exil II)

L'opinion répandue, souvent alimentée par les intéressés eux-mêmes, veut que l'exil soit permanente souffrance.

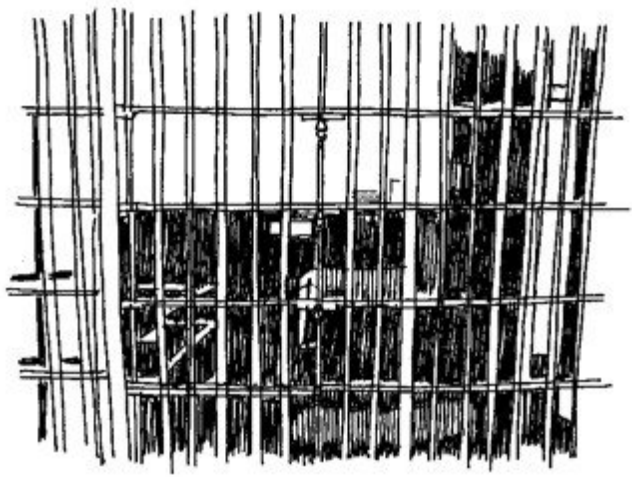
La chose est évidente puisque la tristesse de l'éloignement se double de précarité matérielle, de misère parfois, que le despotisme de ceux qui vous ont exilé se double du racisme de ceux qui vous « accueillent », chez lesquels vous échouez contraint, que le déni qui a préludé, justifié, votre départ se double du déni de reconnaître que vous avez un jour existé et, enfin, que votre

vécu de victime vous fait une honte telle que vous décidez de garder silence.

Tout cela a été vécu, à des degrés divers et dans des situations multiples, par les exilés palestiniens, qu'ils fussent réfugiés, habitant les camps de l'Onu dans les pays arabes d'accueil ou disséminés à travers le monde.

Ainsi l'exil est ghettoïsation et manque. Mais il est aussi saison de chasse perpétuellement ouverte durant laquelle l'exilé, contrairement à l'image d'Épinal fort répandue, est *la proie*, non le chasseur en quête de sa terre.

Cette dernière ne cesse en réalité de tenter vous rattraper, de vous signaler que vous lui manquez, ce qui vous bouleverse, et, maintenant, votre regard en permanence fixé vers le passé, vous pèse.



J'ai vécu à plusieurs reprises ces « scènes de chasse » dont je suis sorti ému aux larmes, avec un terrible sentiment d'étouffement aussi. Comme si cette affection de la terre natale m'empêchait d'avancer pour m'enfermer à tout jamais dans une quête nostalgique, impossible à satisfaire d'ailleurs. J'ai vu tant d'exilés dépérir et périr de cette nostalgie-là qui, s'ils s'étaient ouverts au monde, s'ils s'étaient donné les moyens de retrouvailles saines avec leur terre natale, auraient pu sans le moindre reniement se dire : que mon pays est petit, que le monde est grand.

J'ai donc fait, maintes fois, l'objet de ces rappels à l'ordre, comme si l'on tentait de me ramener à mon point de départ et ce fut bien difficile de m'y soustraire.

Ainsi en avril 1990, à Paris. Je travaillais alors à une recherche sur un personnage mythique des maquis palestiniens dans les années trente, 'Izz al-Dîn al-Qassâm, aujourd'hui récupéré par les fondamentalistes, mais qui n'en fut pas moins l'une des grandes figures de la résistance antibritannique.

Bien que repéré et surveillé par les services, les rapports de police l'attestent, Qassâm avait organisé un impressionnant réseau à Haïfa et je travaillais sur la relation, l'association des deux notions de clandestinité et de « banalité ». Ma thèse étant que la force du personnage résidait précisément dans sa « banalité », le fait qu'il était non point un « homme sans qualités », mais une sorte de citoyen lambda, indistinct… J'ajoute, afin que l'histoire soit tout à fait compréhensible, que l'une des fonctions de l'homme était celle de juge *Shar'î*, c'est-à-dire un religieux habilité à dresser les actes civils tels les contrats de mariage. Qassâm sera abattu en 1935 au terme d'un accrochage avec les Britanniques et ses funérailles donneront lieu à de grandes émeutes à Haïfa.

En avril donc, je décide, à la fin d'une matinée de travail, de faire une pause et d'aller au Grand Palais visiter l'exposition *Soliman le Magnifique*. Il faisait très beau ce jour-là et, à ma sortie de l'exposition, je fais quelques pas vers le Carré Marigny pour prendre l'air avant de rentrer.

Là, le propriétaire d'un stand, qui m'avait déjà vendu des timbres du Mandat, m'interpella :

— Monsieur, monsieur, j'ai quelque chose pour vous. Tenez, lisez, c'est en arabe, je ne sais pas ce que c'est, cela vous intéressera peut-être…

Je pris le document, une feuille pliée que je dépliai délicatement et j'eus soudain la sensation que le soleil tapait fort car ma tête s'était mise à tourner.

Daté de 1930, la feuille en question était un certificat de mariage entre un ferrailleur de Haïfa et une jeune fille de la ville et il avait été rempli et signé de la main de 'Izz al-Dîn al-Qassâm !

Comment ce modeste document, cette archive fragile de « pauvres » gens, avait-elle traversé le temps et les contrées pour me rattraper à Paris à un moment où je travaillais sur l'histoire de son signataire ? J'en fus très troublé et je mis un certain temps avant de reprendre mes esprits. J'acquis le document et rentrai à la maison extrêmement « secoué ».

Ce n'était pourtant pas la première fois que cela m'arrivait.

Ainsi, en 1982, après l'invasion israélienne du Liban, ma sœur me téléphona et me demanda de passer la voir car, me disait-elle, elle avait « quelque chose pour moi ».

Une fois chez elle, elle me raconta ceci :

— Tu sais que, après l'invasion de juin 1982, les Israéliens ont ouvert leur frontière nord avec le Liban et que beaucoup de Palestiniens, porteurs de passeports israéliens, qui avaient perdu trace de leur parents en 1948 en ont profité pour venir les retrouver. On a sonné un jour à notre porte et un homme que je n'avais jamais vu – tu penses, cela fait près de quarante ans que nous avons quitté Haïfa ! – m'a dit qu'il était un cousin de ton beau-frère. Nous l'avons accueilli et il nous a donné des nouvelles de la maison, du quartier, de la ville, de notre école et du Carmel… Incroyable, c'était comme si nous n'étions jamais partis. Puis, avant de nous quitter, il m'a dit qu'il avait un présent pour moi, trouvé chez un brocanteur à Haïfa. J'ai immédiatement

pensé qu'il fallait que je te donne ce « cadeau ».

Elle me tendit une enveloppe. Elle contenait une photo sur laquelle on avait tracé à l'encre mauve : « Août 1944 ». On pouvait y voir, souriants sur le parvis d'une église, un jour de plein soleil, mon père, mon oncle Adib, grand amateur d'Alexandre Dumas, et Basilios, le prêtre qui m'a baptisé et qui m'a inspiré le personnage du même nom dans le récit repris dans ce dictionnaire à l'entrée Élias-le-Prophète !

On m'avait encore rattrapé.

Une dernière histoire encore et je m'arrête, sinon ce dictionnaire risque de se limiter à ces récits de chasse.

À la parution de mon *Les Palestiniens, la photographie d'une terre et de son peuple de 1938 à nos jours*, je fus amicalement invité pour en débattre par la librairie Géronimo à Metz. Le libraire m'accueillit à la gare et dès que nous en sortîmes, me posa la question suivante :

— Regardez bien la tour de la gare. Cela vous dit-il quelque chose ?

Cela ne me disait rien et la question de plus me surprenait. Je dissimulais un rire en pensant que cette visite de Metz commençait de façon un peu saugrenue.

— Regardez bien. Connaissez-vous la tour de l'Augusta Victoria à Jérusalem ?

Je me rendis compte alors que c'était exactement la même que celle de la gare de Metz.

— C'est le même homme qui les a dessinées. C'était l'architecte de la femme du Kaiser et il avait accompagné le couple impérial lors de leur visite de la Palestine en 1898.

Pris en flagrant délit d'ignorance, je décidai alors à mon tour d'en remettre une couche.

— Savez-vous qui était également sur le yacht impérial voguant d'Istanbul vers Haïfa ?

— Non.

— Theodor Herzl qui raconte l'épisode dans son *Journal*…

Jusque-là, rien de surprenant. Un premier contact sympathique. Tout simplement. La suite fut plus troublante mais non moins drôle.

Arrivé dans la rue de la librairie, je demandai à mon hôte si j'avais le temps de faire quelques pas, car le trajet en train m'avait assoupi. Il me donna rendez-vous un quart d'heure plus tard.

J'avais à peine parcouru quelques mètres que je m'immobilisai devant la vitrine d'une librairie de bandes dessinées faisant littéralement face à Géronimo. Elle exposait un *Tintin en Palestine* !!!

Je l'achetai immédiatement et découvris par la suite que c'était la première édition de l'album qui deviendra le *Tintin au pays de l'or noir* et qu'on y trouvait des bulles telle celle-ci : « Tintin kidnappé par les terroristes de l'Irgoun »…

Comme quoi la chasseresse natale a aussi de l'humour.

Ces histoires, et d'autres semblables, m'ont dans les premiers temps beaucoup troublé, au point de me demander si c'était moi qui attirais ces objets, qui suscitais ces signes et signaux, et pourquoi ? Jusqu'au jour où j'acquis la conviction intime que ces signes précisément s'étaient multipliés au fur et à mesure de mon ouverture grandissante sur le monde et de ma conviction grandissante que l'exil n'a pas qu'un visage, que les exilés ne sont pas toujours en quête éperdue de leurs lieux d'origine.

Quels seraient dès lors ces autres visages de l'exil ? Ces autres situations qui, même si contraires à l'imagerie générale qui réduit l'exil à la seule tristesse, ne coexistent pas moins avec la nostalgie et la peine, rendant l'affaire un peu plus complexe, en tout cas, plus riche.

La situation de l'exilé, l'état d'exil, n'est jamais statique et un exil forcé peut tout à fait se transformer en exil volontaire. Il ne faut pas y voir une sorte de masochisme propre aux victimes mais le fait que le déplacement et la perte de vos repères « chez vous » peuvent étrangement aboutir à vous donner le goût du monde, comme si vous perdiez une petite géographie mais au profit d'une autre, plus grande.

« La terre nous est étroite », écrira Mahmoud Darwich, non qu'elle soit remplie de notre vacarme et de notre présence, mais parce que certains parmi nous l'ont découverte après avoir pleuré leur monde perdu.

Ainsi, l'exil peut se montrer généreux qui vous place en situation de vous dépasser. Cela n'est, bien entendu, pas toujours possible ; la vie, les conditions matérielles, la répression des populations exilées qui toujours suscitent la méfiance peuvent constituer une entrave définitive à ce dépassement. Mais il n'empêche que ce dernier survient parfois et qu'alors l'exil devient jubilation qui vous apprend une forme de liberté, vous fait surtout découvrir qu'en sortant de vos petites frontières vous atteignez un territoire tout à la fois immense et minuscule, celui de votre simple humanité. Dira-t-on jamais combien l'appartenance à une seule nation, la vie avec la pesanteur des pays établis, peut plomber le sentiment de l'appartenance à l'espèce entendue dans son acception la plus universelle, celle des humains ?

Cette ouverture est précisément le présent le plus précieux que l'exil offre parfois. Il s'agit non seulement de l'élargissement de votre horizon culturel et humain – chose tout à fait louable mais banale aussi –, mais de la distinction que vous commencez à faire entre la défaite et la perte lorsque vous découvrez que la défaite est un sentiment stérile alors que la perte peut, si elle est bien abordée, devenir un puissant stimulant pour se dépasser et créer.

Que de fois n'ai-je entendu Mahmoud Darwich me dire :

— Tu sais, l'exil aura finalement été très généreux avec nous.

Cette générosité, je l'ai retrouvée à l'œuvre chez nombre d'entre nous qui, confrontés aux dangers de la tristesse permanente, ont opté pour l'énergie de vie, le combat par la créativité, le dépassement de soi, de ses frontières, la revendication d'un cosmopolitisme, d'autant plus sympathique qu'il fut de

tout temps considéré comme une tare par les fascistes et les chauvins.

Et cela est possible *sans se renier ni déserter la cause des siens*.

Il suffit, un jour, d'oser.

Chiffres et nombres ou les « périls » de la démographie…

Israël étant né d'une colonisation de peuplement commencée à l'orée du XXe siècle et visant le remplacement des autochtones par ses propres immigrants, les Palestiniens se trouvant déplacés vers d'autres terres depuis six décennies, l'enjeu démographique, le combat par le taux des naissances ont occupé une place importante, constitué un enjeu de la lutte entre les deux camps.

Les Israéliens y voient un péril potentiellement mortel pour le « caractère juif » de leur État et abordent régulièrement la démographie palestinienne avec des relents dignes des grandes années où l'on brandissait l'éventail du « péril jaune ».

Les Palestiniens ne sont pas en reste qui claironnent que plus on tentera de les faire disparaître, plus ils feront d'enfants.

Se démarquer de ces deux discours, du ségrégationnisme tribal du premier, des bravades inutiles du second, voir à quel point ils s'alimentent mutuellement, ne dispense pas d'aborder la réalité démographique du peuple palestinien, de constater son taux de croissance élevé, de se rendre compte à quel point elle est centrale dans les esprits, associée qu'elle est, intimement, à une volonté de venir à bout de l'absence par des chiffres qui prouvent, à leur manière, que le peuple de Palestine est *un*, qu'il existe et qu'il n'a jamais cessé de croître.

Les données dont nous disposons sont précises pour certaines catégories : les populations recensées de Cisjordanie, de Gaza, de Jérusalem, celles des camps de réfugiés gérés par l'UNRWA, l'Office de l'Onu en charge des réfugiés palestiniens depuis le 8 décembre 1949. Elles sont à aborder avec quelques précautions pour les communautés établies en Europe et dans les Amériques. La source principale est néanmoins ici celle de l'Office central des statistiques palestiniennes, organisme dont le sérieux des travaux est reconnu par nombre d'instituts de démographie dont l'Ined en France et de chercheurs à travers le monde. Office dont il faut saluer le travail bien difficile consistant à suivre à la trace une population littéralement explosée, soumise à un enchevêtrement de situations juridiques diverses, titulaire souvent de doubles nationalités arabes, jordanienne ou libanaise par exemple, étrangères aussi, comme c'est le cas pour les puissantes et importantes communautés des deux Amériques, au Canada, au Chili, aux États-Unis surtout.

Enfin, les chiffres qui suivent sont récents eu égard aux écarts

relativement longs, caractéristiques en ce domaine, entre la collecte des données et leur publication. Celles ici fournies datent de septembre 2009 et rendent compte de données recueillies au dernier trimestre 2008.

Mais commençons par aborder la situation prévalant au départ de cette « course derrière les nombres ».

En 1948, la population palestinienne comptait près de 1 400 000 âmes : 85 % de celles-ci environ seront soit déplacées, soit « détachées », corps et terres, de leur patrie ainsi qu'il advint en Cisjordanie, dans la bande de Gaza et à Jérusalem-Est.

Si près de 800 000 Palestiniens furent envoyés en exil, 154 000 environ demeurèrent néanmoins en Palestine conformément aux résultats du premier recensement israélien de novembre 1948, tandis que 446 000 autres se retrouvaient hors de Palestine sans en avoir pratiquement bougé… À cette même époque, la population totale juive devenue israélienne avoisinait les 600 000 âmes.

Fin 2008, soixante ans plus tard, la population totale palestinienne compte 10 600 000 âmes dont 5 100 000 vivent dans ce que l'on appelle la « Palestine historique », celle délimitée par les frontières du Mandat britannique : 2 420 000 en Cisjordanie, 1 460 000 dans la Bande de Gaza et 1 220 000 en Israël. Des 2 420 000 habitants de la Cisjordanie, 379 000 sont résidents de Jérusalem-Est.

Les exilés totalisent quant à eux 5 500 000 âmes réparties entre les pays arabes limitrophes et d'autres pays d'Europe, d'Afrique, d'Asie ou d'Amérique.

Résidant dans les pays arabes limitrophes – Liban, Syrie, Jordanie – ou dans les territoires occupés en 1967, la majorité de ces exilés relève de l'UNRWA comme le montrent les chiffres fournis par l'agence elle-même. Si 4 671 811 personnes sont inscrites en tant que réfugiés, ce qui leur donne droit aux aides alimentaire, sanitaire et scolaire, 1 373 732 seulement vivent à proprement parler dans des camps.

Ces derniers sont au nombre de 58 camps ainsi répartis : 10 en Jordanie, 12 au Liban, 9 en Syrie, 19 en Cisjordanie et 8 dans la Bande de Gaza.

Ainsi sur les 5 500 000 Palestiniens déplacés, exilés ou réfugiés, 1 951 603 vivent en Jordanie dont 338 000 dans des camps, 422 188 au Liban dont 222 776 dans des camps, 461 897 en Syrie dont 125 009 dans des camps, 762 820 en Cisjordanie dont 193 370 dans des camps et 1 073 303 dans la Bande de Gaza dont 495 006 dans des camps.

La somme des populations vivant au sein des frontières de la Palestine historique (5 100 000) et de celles des communautés recensées par l'UNRWA (4 671 811), soustraite de la population totale (10 600 000) permet d'estimer à près de 828 000 âmes la population totale palestinienne établie de par le monde.

Quelques informations supplémentaires pour terminer avec ce volet

strictement démographique. Sur les 10 600 000 Palestiniens, 40 % soit 4 240 000 personnes ont aujourd'hui moins de 15 ans. Le taux de croissance de la population est de 4,1 % en Cisjordanie et de 5,3 dans la Bande de Gaza et le taux de densité est de 427 personnes/km^2 en Cisjordanie, de 4 010 personnes/km^2 dans la Bande de Gaza où 76,9 % de la population vit sous le seuil de la pauvreté, pourcentage qui s'est encore accru depuis la guerre de 2009 contre la Bande de Gaza…

Colonies

Quelques informations sont nécessaires pour aborder le problème des colonies. Elles portent en quelque sorte sur le « théâtre des opérations » qu'est la Cisjordanie, sachant que les colonies israéliennes dans la Bande de Gaza ont été démantelées en 2004, sous le gouvernement Sharon.

La surface totale des Territoires occupés en 1967 est de 6 020 km^2, 5 655 km^2 pour la Cisjordanie dont Jérusalem-Est et 365 km^2 pour la Bande de Gaza.

En vertu des accords d'Oslo, la Cisjordanie – à l'exclusion de Jérusalem-Est le sort de la ville devant être tranché au terme des négociations sur le statut final – est divisée en trois zones A, B et C.

La zone A est placée sous le plein contrôle de l'Autorité nationale palestinienne. La zone B, qui couvre la quasi-totalité des zones rurales, est placée sous contrôle israélien en ce qui concerne la sécurité, et palestinien pour ce qui est des affaires civiles. La zone C, enfin, est territorialement sous le plein contrôle d'Israël, à ce détail près que les personnes qui y vivent relèvent de l'Autorité palestinienne…

Par ailleurs, l'autorité palestinienne a instauré 11 gouvernorats dirigés chacun par un gouverneur nommé par le gouvernement à la différence des maires et des chefs de municipalités, élus au suffrage universel.

Qu'est-ce qu'une colonie ? Il s'agit de communautés de citoyens israéliens établis sur les terres occupées avec l'approbation et l'aide directe ou indirecte du gouvernement israélien. La résidence dans ces colonies est interdite aux Palestiniens de la Cisjordanie et de Jérusalem-Est. Seuls les citoyens israéliens ou les personnes d'ascendance juive éligibles à la citoyenneté israélienne ou à la résidence en vertu de la Loi du retour sont autorisés à s'y établir.

On estime aujourd'hui à plus de 540 000 le nombre de colons établis dans les Territoires palestiniens, dont plus de 185 000 dans et autour de Jérusalem-Est.

En 2007, on comptait 149 colonies en Cisjordanie auxquelles il convenait d'ajouter 9 zones industrielles, propriété d'Israël, établies à proximité de certaines colonies et le plus souvent gérées par ces dernières.

Par ailleurs, les zones colonisées se divisent en deux groupes. Les surfaces bâties et celles dites de leurs « limites externes ». Les surfaces bâties représentent 1,2 % de la surface de la Cisjordanie alors que celles délimitées

par les « limites externes », directement ou indirectement colonisées, totalisent près de 40 % de cette même surface…

Peu de colonies ont été établies après 1987. Leur population a en revanche connu une forte croissance : 150 % entre 1987 et 2004. Par ailleurs, la population des colons a augmenté de 163 000 âmes entre 1993, date de la signature des Accords d'Oslo, et 2004.

Au tour de ce que les colons appellent les « avant-postes », qu'Israël appelle les « colonies illégales ».

Créé sans autorisations, l'avant-poste est considéré comme illégal aux yeux de la loi israélienne dans la mesure où toute colonie se doit d'obtenir un permis du gouvernement ainsi que l'approbation du gouverneur militaire de la zone concernée.

En 2006, on comptait plus de 100 avant-postes. Cette donnée, fournie par le mouvement israélien La Paix maintenant, est également à prendre avec réserve dans la mesure où la colonisation « sauvage » est extrêmement mobile et que de nouveaux avant-postes apparaissent régulièrement, au gré des initiatives des colons de telle ou telle implantation.

Plus grave, une enquête menée en 2005 à la demande du bureau du Premier ministre par la procureure générale d'Israël, Talia Sasson, portant sur les « avant-postes non autorisés » et « l'éventuelle implication de l'État et des autorités publiques », révéla que de nombreuses administrations avaient appuyé leur établissement en fournissant autorisations de réquisition de terres et permis de raccord aux réseaux publics d'électricité et d'eau. Parmi ces administrations enfreignant la loi, le ministère de la Défense, les Forces armées israéliennes, l'Administration civile – c'est le nom officiel de l'Administration militaire des territoires palestiniens –, les ministères de l'Habitat, des Affaires intérieures, de l'Agriculture ainsi que le Département de la colonisation de l'Organisation sioniste mondiale.

Ajoutons pour compléter le tableau que, illégaux ou pas, les avant-postes jouissent dès qu'ils sont installés d'un chemin de guet, d'une barrière de sécurité et que leurs occupants sont protégés par l'armée.

S'agissant de colonisation et de mainmise sur les terres, cette dernière n'est pas en reste, qui gère 48 bases militaires installées sur 1 919 ha des terres de la Cisjordanie, 14 de ces bases se trouvent dans la zone déclarée zone fermée de la vallée du Jourdain, frontalière avec la Jordanie.

Ainsi, plus du cinquième de la Cisjordanie se trouve classé zone militaire fermée, soustrayant 115 034 ha de surfaces cultivées à leurs propriétaires palestiniens qui doivent désormais obtenir un permis spécial de l'armée ou… des conseils régionaux des colonies pour accéder à leurs propriétés !

Outre l'annexion de fait ainsi opérée, ces zones militaires sont, dans nombre de cas, situées autour ou entre les territoires des colonies et servent en réalité de *no man's land* et de zones tampons entre ces dernières et la population palestinienne alentour.

Aux colonies, avant-postes, zones militaires, il faut enfin adjoindre les réserves naturelles instituées par Israël.

Israël dispose à ce jour – de nombreux projets sont en cours, au nord-est de Jérusalem notamment – de 49 348 ha de réserves naturelles en Cisjordanie. Ces réserves, qu'il est interdit même de traverser, sont également interdites aux bergers palestiniens.

Cet univers clos est enfin relié par un réseau de routes extrêmement dense, interdit aux véhicules palestiniens. Il totalisait, en 2007, 1 661 km de voies et il suffit, pour se rendre compte de l'ampleur du quadrillage, de se rappeler que la Cisjordanie équivaut à un rectangle de 100 km de long sur 50 km de large !

La liberté de se déplacer du citoyen palestinien est en outre limitée du fait de l'existence d'un réseau de barrages militaires, les tristement célèbres *check points*.

On en dénombrait 613 en juin 2009, 68 sont fixes, 38 autres servent à contrôler les accès à Jérusalem-Est ou au territoire israélien. À ces 613 positions militaires s'ajoutent 522 obstacles – blocs de ciment, monticules de terre, murs, barrières, portes et tranchées – qui empêchent toute circulation, ainsi que 23 *check points* de « réserve », que l'on active au besoin.

Culture. Document, fiction, témoignage, poème ?

L'histoire de la Palestine et de sa société témoigne d'une grande activité culturelle dès la seconde moitié du XIX^e^ siècle sous l'impulsion d'une élite littéraire et intellectuelle impressionnante tant par la qualité de ses travaux que par l'étendue des ses centres d'intérêts, de ses « curiosités ». Une élite formée des pionniers modernistes que furent Rûhî al-Khalîdî, Khalîl Baydas, Khalîl al-Sakâkînî, Ahmad Sâmih al-Khâlidî, Is'âf al-Nashashîbî, Bandalî Jawzî, Ishâq Mûsa al-Husaynî, 'Adil Zu'aytir, Najâtî Sidqî, Muhammad 'Izzat Darwaza, Akram Zu'aytir, 'Isâ al-Sifrî, Ihsân al-Nimr, Tawfîq Kan'ân, Jamîl al-Bahrî, Ibrâhîm Tûqân, 'Abd al-Rahîm Mahmûd, Nûh Ibrâhîm, 'Arif-al-'Arif, Najîb Nassâr, George Antonius, 'Isâ al-'Isâ et bien d'autres…

Mais ce foisonnement d'auteurs et d'œuvres permet-il pour autant d'affirmer l'existence d'une culture propre aux Palestiniens, c'est-à-dire distincte de la culture arabe, de la même façon que la culture italienne se distingue de la française ou de l'allemande par exemple ?

À l'appui d'une réponse négative, le fait que l'on ne peut faire abstraction des fondamentaux partagés par tous les Arabes que sont la langue, l'histoire, les « classiques », l'imaginaire, bref le fonds commun constituant une sorte de tronc culturel, de territoire collectif.

Mais cela empêchait-il pour autant la variété des expressions, les multiples façons de dire précisément la relation entre les réalités culturelles

locales et ce fonds commun ? Et cette diversité intérieure, ces spécificités locales n'ont-elles pas constitué la richesse véritable de la culture arabe, lui assurant à travers les siècles cohésion, pérennité et vitalité ?

Ainsi, ce qui caractérise les auteurs palestiniens n'est pas qu'ils sont « autres » qu'Arabes, bien au contraire, mais qu'ils « parlent arabe à partir de la Palestine », qu'ils expriment et reflètent au sein de leur arabité confrontée à l'Empire britannique, au sionisme ensuite, leur conscience séculaire d'être les dépositaires du berceau du monothéisme avec leurs réalités propres, leurs pouvoirs, leurs variétés dialectales, leurs histoires régionale et locale, leurs paysages, leur univers quotidien, les défis particuliers qu'ils affronteront jusqu'en 1948.

Les œuvres des auteurs cités plus haut montrent bien, dans leurs domaines respectifs, combien une harmonie est possible entre les héritages palestinien, arabe et universel.

C'est ainsi que le « classique » de George Antonius *The Arab Awakening*, les romans historiques de Khalîl Baydas qui exaltent les grandes valeurs de la Révolution française, l'édition de manuscrits médiévaux par Ahmad Sâmih al-Khalîdî sur la place centrale de la Palestine dans la culture et l'histoire arabes, les traductions admirables des œuvres de Montesquieu, Hobbes et Rousseau par ʻAdil Zuʻaytir cohabitent avec l'étude, pionnière en Orient, de Rûhî al-Khâlidî sur Hugo, l'esprit novateur et contestataire de Khalîl al-Sakâkînî sur l'éducation et les conditions de l'accès à la modernité, le roman, *Muzakkarât Dajâja* (*Mémoires d'une poule*), d'Ishâq Mûsâ al-Husaynî qui, par une sorte de remake de *La Ferme des animaux* de George Orwell, aborde la menace de la colonisation sioniste sur le pays.

C'est ainsi qu'aux ouvrages de Muhammad ʻIzzat Darwaza sur l'histoire du panarabisme dans les temps modernes répondent le *Journal* d'Akram Zuʻaytir et les « histoires locales » de Jaffa, Naplouse et Haïfa d''Isa al-Sifrî, Ihsân al-Nimr, Jamîl al-Bahrî et de bien d'autres…

C'est ainsi que les contributions fondamentales d'Isʻâf al-Nashâshîbî à la grammatologie, la phonétique, la lexicologie, la morphologie de l'arabe, que la poésie de facture classique d'Ibrâhîm Tûqân se mêlent à la poésie populaire de résistance et aux chansons en dialectal palestinien d''Abd al-Rahîm Mahmûd et de Nûh Ibrâhîm.

C'est ainsi que la publication au début du siècle de l'essai avant-gardiste de Bandalî Jawzî sur le statut de la femme chez les Arabes fait écho aux enquêtes d''Arif al-'Arif sur les Bédouins ou à l'étonnant matériau ethnologique réuni par l'épidémiologiste que fut Tawfîq Kanʻân qui, visitant de village en village ses malades, recueillit une masse impressionnante de renseignements, allant des berceuses aux rituels des fêtes religieuses traditionnelles en passant par les « sources hantées », les dictons sur les djinns et l'étude détaillée de l'architecture traditionnelle palestinienne.

C'est ainsi enfin que les Mémoires de Najâtî Sidqî, volontaire dans les rangs républicains en 1936 en Espagne, se trouvent associés au combat

anticolonial de la presse palestinienne dominée par les figures de Najîb Nassâr et d''Isâ al-'Isâ.

Tel fut, sommairement brossé ici, le paysage culturel palestinien jusqu'en 1948. Un paysage profondément marqué tant par la conscience des Palestiniens d'être les enfants d'une terre unique, d'un tabernacle des grandes révélations, que par leur inquiétude face au projet sioniste. Sans oublier le fort multilinguisme d'une société, déjà ouverte aux cultures du monde, du fait notamment de la présence d'un grand nombre de Missions étrangères venues avec leurs bagages culturels et leurs langues nationales.

Les choses vont néanmoins changer à partir de 1948.

Non que les Palestiniens subiront un appauvrissement culturel du fait de leur expulsion et de leur résidence imposée dans les camps de réfugiés, mais parce que le malheur advenu en 1948 aura pour effet paradoxal de démocratiser l'accès à la connaissance jusque-là réservée malgré tout aux franges aisées de la société !

C'est d'ailleurs à partir de cette date charnière de 1948 que naît l'affirmation que les Palestiniens sont « l'élite culturelle du monde arabe »…

Pourquoi ? Simplement parce que l'UNRWA, l'agence de l'Onu fondée en 1949 pour gérer la vie quotidienne des réfugiés dans l'attente de leur retour dans leurs foyers, va, grâce à ses importants moyens d'agence internationale de l'Onu, instaurer de fait l'éducation gratuite et obligatoire pour tous dans les camps. Ainsi l'obtention d'un diplôme, d'une formation, la bataille pour la connaissance seront-elles rapidement considérées comme la seule issue offerte aux réfugiés pour se dégager de l'univers des camps, tenter de s'employer ailleurs, dans les pays alors émergents du Golfe et, surtout, se consolider, raffermir et accroître les chances de son camp pour organiser la lutte du retour en Palestine.

On le voit, la culture, l'acquisition des connaissances plutôt, sera rapidement perçue comme une arme de combat, tout à la fois valorisante et « efficace, payante ». Elle se muera en conviction, ambition collective et paradigme palestiniens.

On comprend dès lors que durant les deux premières décennies de l'exil et si l'on excepte l'Histoire, matière-reine dévolue à raconter et prouver au monde la légitimité des demandes palestiniennes, les domaines les plus recherchés par les étudiants palestiniens seront ceux qui, donnant accès aux métiers scientifiques et techniques, offraient le plus de chances de trouver un emploi. Médecins et ingénieurs se compteront alors par milliers.

Un autre phénomène suivra, directement lié à la montée du mouvement national et à la prise en main de leurs affaires par les Palestiniens dans la seconde moitié des années soixante. En effet, la résistance palestinienne se voulant, étant perçue aussi, comme l'avant-garde non pas des élites, mais des peuples arabes, le « souci culturel » va pour ainsi dire se hisser au même niveau que celui des spécialités scientifiques et techniques.

Les Palestiniens se veulent dès lors porteurs aussi d'une culture, d'une

renaissance en fait, indissociable du retour sur scène des disparus de 1948.

L'apparition dès 1967 de ce que l'on appela alors les « Poètes de la Résistance » – le triumvirat de tête notamment formé par Mahmoud Darwich, Tawfîq Zayyâd et Samîh al-Qâsim – constituera une véritable révolution. Un coup de théâtre accompagne la découverte de la grande modernité littéraire de ces courant. Ces grandes voix, les trois poètes précités par exemple, étaient des « Palestiniens de 48 » qui, ayant échappé au déplacement forcé en 1948, étaient désormais « Palestiniens en Israël ».

Ces voix atteignirent l'exil, ce n'est nullement un hasard, après la défaite de 1967. Elles apparurent immédiatement comme un signe des temps : la renaissance partait de tous les coins de la Palestine à commencer par cette Galilée que les exilés considéraient comme noyée, corps et biens.

Elles marquèrent surtout un retour à la visibilité de cette terre perçue après 1948 comme un trou noir. Ainsi une Palestine continuait à exister *en* Palestine et ses enfants se révélaient dignes de la plus haute considération, celle-là même qui a de tout temps décerné aux grands poètes une résidence dans l'Olympe arabe.

Cette renaissance culturelle ayant concrètement débuté avec la poésie, le poème devint la forme presque exclusive de l'expression littéraire palestinienne.

Pratique, « transportable », pouvant être retenu et récité, compact, il domina pour les décennies à venir la littérature. Des poètes par dizaines apparurent alors, aux œuvres pour la plupart moins que moyennes mais qui connurent une surprenante diffusion, pour la simple raison que nombre d'entre elles se bornaient à répéter à l'infini les noms effacés de *Palestine* et *Palestiniens*. Je pense notamment à un poète fedaï qui avait pris pour nom de combat celui d'Abou al-Sâdiq, *Al-Sâdiq* signifiant en arabe le Juste et celui qui dit la vérité, dont les poèmes n'étaient en substance qu'une psalmodie sans fin du nom et que nombre de fedayin marmonnaient en partant en opération.

Il serait facile, injuste surtout, de ne voir dans cette production qu'une série de recueils poétiquement médiocres. Ces poèmes avaient quelque chose de profondément émouvant tant ils disaient la soif d'exister de ces générations des premiers fedayins.

Cette forme d'expression, que je ne qualifierai pas de poésie engagée, tant elle était éloignée de la poésie et proche d'une sorte de production de slogans rimés, cohabita néanmoins avec une autre, celle d'auteurs engagés et tout à fait dignes du titre de poètes.

Je pense par exemple à l'émouvante rencontre que nous fîmes en 1969, Jean-Luc Godard, Jean-Pierre Gorin et moi-même, avec Khâlid Abou Khâlid, poète et commandant de bases de guérilla dans la vallée du Jourdain. Elle eut lieu pendant le tournage du film de Godard *Ici et ailleurs*. Je la raconterai des années plus tard dans *Le Bien des absents*.

La poésie dominait donc au détriment des autres formes d'écrits sans

que la raison de cette prééminence fût à rechercher dans la seule nature du poème, plus « adapté » à la vie d'exilés en constant déplacement, portés sur le bagage léger, transportable, séduits par la contraction de la durée, propre à la forme poétique, « cette chronique raccourcie du temps ». Cette domination ne peut s'expliquer non plus par la seule raison, partiellement pertinente, constamment avancée par les critiques, à savoir que le roman a besoin d'une société au plein sens du terme pour naître et se développer, ce que les camps de réfugiés, même s'ils constituent un « monde », n'étaient pas, car ils ne connaissaient pas de rapports sociaux de production.

Ce qui est certain en revanche, c'est que, outre les « avantages pratiques » précités du poème, la qualité indiscutable alors des œuvres des Poètes de la résistance – de Darwich en premier lieu – justifiait à elle seule que ce mode d'expression existât.

Mais il est une autre raison en faveur de cette position royale du poème et de l'absence du roman. Elle relève d'un autre registre, plus triste, dirais-je : le refus souvent, trop souvent, des victimes de raconter leurs malheurs. On ne souligne jamais assez combien les victimes, toutes les victimes, le sont à deux reprises. La première fois lorsqu'elles subissent le dommage, la seconde parce qu'elles sont honteuses de l'avoir subi…

Les Palestiniens n'y ont pas échappé.

Est-ce un hasard si, mis à part quelques rares auteurs exilés – Ghassân Kanâfânî et Jabra Ibrahîm Jabra notamment –, les romans les plus novateurs, ceux d'Émile Habîbî, génial d'inventivité et de hardiesse de forme, aient vu le jour chez « ceux de 1948 », qui précisément, bien que vaincus, n'avaient pas pour autant été expulsés.

L'exil, les chemins de l'exil, les incroyables récits individuels des départs, la vie dans les camps mettaient pourtant un matériau « de rêve » à disposition d'éventuels romanciers. Mais cela n'a pas suffi.

À l'appui de ce que j'avance, en revanche, l'apparition, depuis que certains sont *rentrés* et *seulement* depuis, d'œuvres romanesques surprenantes ayant le départ pour sujet, comme si les Palestiniens n'arrivaient à aborder leur « sortie » qu'une fois rentrés.

De nombreux romans ont vu le jour depuis 1994, année du retour de certains des exilés à la faveur des accords de paix. Parmi ces œuvres une pentalogie, *Durûb al-Manfa*, *Les chemins de l'exil*, de Faysal Hourani.

Hourani, que j'ai connu à la « grande époque libanaise », dans le quasi-État que l'OLP avait alors installé à Beyrouth, était un intellectuel marxiste engagé. Membre du Centre de recherches palestinien relevant de l'OLP, Hourani collaborait régulièrement à la revue *Shu'ûn Filastîniyya (Affaires palestiniennes)* dont Darwich était d'ailleurs le rédacteur en chef.

Parti en quête d'une classe ouvrière palestinienne introuvable mais qu'il estimait fondamentale à l'appui de ses analyses, Hourani s'était rabattu sur les maigres effectifs de la classe ouvrière jordanienne et nous servait tous les mois une étude agrémentée de statistiques sur la lutte des classes en

Jordanie…

Quelle ne fut pas ma joie, mon plaisir surtout, le jour où je tombai sur le premier volume de son roman, écrit comme par hasard après son retour en Palestine, au terme de quatre décennies d'exil. Je le rencontrai par la suite à Ramallah et l'interrogeai quant aux raisons de cette veine tardive, et de toutes ces années perdues durant lesquelles il nous avait privés de ce beau livre. « Ce n'était pas possible à Beyrouth », me répondit-il simplement, et nous nous comprîmes.

Depuis, un véritable courant romanesque est, heureusement, à l'œuvre. Dans cette production, je citerai un livre inclassable, merveilleux et troublant roman, à adjoindre à la famille de *La Chouette aveugle* de Sadigh Hedayat, *La Lumière bleue* de Hussein al-Barghouti, hélas tôt emporté par la maladie. Je m'arrêterai également sur l'œuvre du plus doué des écrivains de la Palestine d'aujourd'hui. Auteur de nouvelles dans la veine du *Brave Soldat Chvéik*, Mahmoud Shukair est le plus bel exemple d'une littérature innovante, tout en finesse et humour, ce même humour fait de tendre autodérision dont je parle ailleurs dans ce dictionnaire. Disponible en français, le désopilant *Ma cousine Condoleezza*, dans l'attente de la suite car « tout est bon chez lui, y a rien à jeter ».

La production cinématographique a connu une évolution quasi identique à celle du poème-roman, comme si les mêmes raisons produisaient des effets analogues mais dans des champs différents.

Ainsi, tout comme le roman, les films de fiction ont longtemps ployé sous le joug des seuls documentaires. Pour des raisons d'orthodoxie militante – le documentaire est « plus utile » à la cause –, d'illusions quant à la capacité du document à dire davantage que la fiction, par souci également d'estomper le moi individuel au profit de l'être collectif qu'est *le peuple* et ainsi de suite…

Là encore, le salut est venu de « ceux de 1948 », même s'il existait déjà quelques œuvres de fiction, ainsi *Les Dupes* de l'Égyptien Tewfik Saleh d'après le roman de Ghassân Kanâfânî, *Des hommes dans le soleil*.

Je pense à « ceux de 1948 » car j'estime que le premier cinéaste palestinien a avoir vraiment osé aborder le registre de l'intimité fut Michel Khleifi.

J'eus ainsi tôt l'occasion de visionner son *La Mémoire fertile*, film émouvant, résonnant d'un timbre unique, celui des voix galiléennes des miens les plus profondément enfouies. Ce film est d'autant plus intéressant que, hybride, avec un pied dans la fiction, l'autre encore dans le documentaire, il permettait de voir une transition en cours. Le chemin tracé par Khleifi fut bientôt suivi par nombre d'autres, parmi lesquels de nombreuses femmes cinéastes.

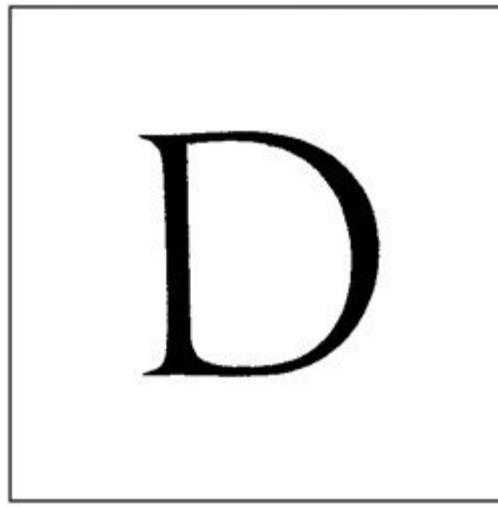
Il est indéniable que le champ du cinéma est aujourd'hui florissant, documentaires ou fictions, et qu'il connaît le développement le plus impressionnant dans le domaine de l'art. Comme si nombre de créateurs, par-

delà la spécificité de l'outil cinématographique, avaient opté de raconter, de dire le « personnel », de montrer tout à la fois la simplicité et la complexité de leurs vies paradoxales.

Ces cinéastes, hommes et femmes, sont en train de fonder un cinéma. Sans se renier, ils créent dans un esprit fondamentalement nouveau, libre, libéré de la culpabilité indissociable de l'absence, celui-là même qui faisait dire à Elia Suleiman interviewé pour la *Revue d'études palestinienne* : « Pourquoi dois-je aborder la question de mon identité palestinienne lorsqu'il s'agit d'analyser mon cinéma ? »

Je ne peux clore cette entrée sans saluer le dernier *opus* de Rashid Masharawi, *L'Anniversaire de Leila*, entièrement consacré à une critique tragi-comique de la prestation des fonctionnaires de l'Autorité nationale palestinienne, le premier film palestinien dont Israël est enfin absent !

Je dois également mentionner celui d'Elia Suleiman – l'alter ego au cinéma de Mahmoud Shukair – dont le dernier film, *The Time that Remains (Le temps qui reste)*, non « *Le temps qu'il reste* » comme on a pu malheureusement le lire dans une mauvaise traduction du titre anglais. Trilogie de la perte, celle de 1948, de la mort du père puis de la mère du cinéaste, ce film est un beau récit personnel, jamais réducteur, toujours entre rires et larmes, de ce qui fut la « trilogie » de nombre d'entre nous.



Darwich, Mahmoud

Toute sa vie, on l'appela « le Poète de la Palestine », mais lui aimait se définir comme « Poète troyen », non le Poète de Troie, comme s'il n'aspirait qu'à être l'un des enfants de la ville de Priam.

S'agissait-il pour autant d'une revendication du statut d'assiégé comme trait déterminant de l'identité du poète ? Personne n'en fut plus éloigné que Mahmoud Darwich qui écrivait que la terre lui « était étroite ». Mais alors de quoi s'agissait-il, et cet attribut de « troyen » permet-il, une fois explicité, de

comprendre mieux la démarche de celui qui fut certes « poète palestinien » mais aussi l'une des grandes et belles voix du siècle dernier ?

Mahmoud Darwich a, sa vie durant, été habité par le désir de composer l'autre face de l'*Iliade*, de réécrire la grande épopée composée, il en était convaincu, par ceux qui avaient été battus et dont le poème s'était perdu.

Métaphore par laquelle Darwich revendiquait tout à la fois son désir et son goût des grands chants épiques, son ambition universaliste, mais également son besoin d'être dissocié des « victorieux vainqueurs ».

Nul penchant pour le misérabilisme derrière tout cela, mais la conviction que la voix de la perte est plus poétique que les chants de victoire.

D'où la justesse de la définition que Yannis Ritsos, l'un de ses grands amis, fit de son art poétique lorsqu'il lui dit un jour, à l'issue d'un récital commun à Athènes :

— Tu es un poète lyrique-épique !

Darwich fut ainsi constamment à la croisée du chuchotement intime et des chevauchées, des grandes envolées et, comme il aimait souvent à l'écrire, du filet d'une flûte au fond d'une clairière, là où s'exprimait la grande fragilité de l'homme.

Poète des intersections, il fut également un classique-moderne au sens où il ne parvenait à « tordre le cou » de la langue que parce qu'il maîtrisait au plus haut degré son classicisme. Épris du grand Mutannabî, il résonna aussi de la musique de nombre de grands poètes venus d'autres horizons, d'autres sons, d'autres « échos ». Ainsi se constitua la famille poétique qu'il forma avec frères et cousins : l'Espagnol Lorca, l'Allemand Rilke, l'Italien Montale, le Grec Ritsos, le Chilien Neruda, le Français Char et tant d'autres…

Mais il demeura avant tout poète d'arabe, poète de cette langue qui le

fascina, qu'il aima d'amour et protégea en se protégeant.

« Je suis ma langue, moi […] Et je suis ce que les mots ont dit. Sois notre corps et je fus un corps pour leur timbre. »

Nulle métaphore, contrairement aux apparences, dans les vers qui précèdent, mais, pour qui a connu Darwich, l'autoportrait réaliste de celui qui les prononça.

Mais alors, dira-t-on, et la Palestine dans tout cela ?

Une telle description du poète, une telle approche n'équivalent-elles pas à trahison, « détournement » du personnage qui faisait lever les foules lorsqu'il déclamait ses vers, de celui qui, mieux que nul autre, avait chanté sa terre ?

Je ne le crois pas, tant Mahmoud a, tout au long de sa vie, voulu être à la fois le poète que je présente ici *et* celui de la Palestine, convaincu qu'il ne pouvait mieux chanter cette dernière qu'en s'en détachant, jamais en la trahissant, mais en partant en quête de l'immensité universelle où il était certain de la retrouver.

Darwich aura ainsi été l'homme qui, par le miracle de son poème, a permis à son peuple d'effectuer la traversée de l'infiniment petit vers l'infiniment grand, de la petite nation à la terre grande et il restera, à ce titre, celui qui aura redonné la visibilité culturelle aux siens.

La Palestine est bien entendu présente partout dans son œuvre. Mais il s'est battu sa vie durant, sans jamais mettre son « drapeau dans sa poche », pour qu'on le considérât comme poète *et* Palestinien, « poète *de* Palestine », non comme « poète palestinien », ainsi qu'on le présentait, comme si la poésie était question de passeport, de nationalité.

Il aima la vie, sa terre, sa langue et, beaucoup, ses amis.

Je me souviens encore de la petite association, inscrite au seul registre de l'amitié, que nous avions, à quelques-uns, quatre exactement, fondée et dénommée *Tendresse*, association dont les statuts tenaient en un seul et unique article : « Les membres de l'association se doivent tendresse mutuelle. »

Mahmoud Darwich laisse une œuvre exceptionnelle, traduite dans de nombreuses langues, honorée, admirée et étudiée. Chez nous qui reçûmes le magnifique cadeau de son amitié, il laisse un vide que rien ne comblera.

Le lecteur pourrait, à juste titre, s'étonner que, ayant tenu de tels propos, dit une telle admiration, j'aie finalement peu parlé de l'homme, de sa poésie, de sa vie.

La raison tient en quelques mots : « Trop tôt, trop dur. »

Je n'ai pas à ce jour pu me faire à son départ et je confesse que cette entrée fut, pour moi, la plus difficile à rédiger.

Mais je sais qu'un jour je lui écrirai et qu'il comprendra pourquoi j'aurai tardé à le faire.

Il le sait sans doute déjà.

Démocratie ou pluralisme ?

On parle à tort et à travers de la démocratie aujourd'hui. La Palestine n'y échappe guère. Le terme étant valorisant, tout le monde s'en pare et rares sont ceux qui se donnent la peine de penser à son véritable contenu, à ses règles, aux conditions de son avènement, de sa pérennité surtout.

Les Palestiniens, quant à eux, se sont emparés du mot depuis l'année 1969, lorsque fut formulée leur proposition historique de solution du conflit contenue dans la célèbre formule d'une « Palestine démocratique » au sein de laquelle vivraient égaux en devoirs et en droits les citoyens musulmans, juifs et chrétiens.

Cette proposition recelait certes un contenu démocratique qui appelait de ses vœux un État fondé sur la citoyenneté, l'égalité et une relative séparation de l'Église et de l'État puisqu'elle affirmait que les droits des citoyens ne dépendraient pas de leur appartenance religieuse.

Elle se trouva encore consolidée par la pratique de l'OLP qui, bien qu'étant un mouvement armé engagé dans une guérilla regroupant de nombreuses appartenances politiques et idéologiques, ne connut que de rares règlements de comptes internes sanglants contrairement à quasiment tous les mouvements de libération nationale.

Yasser Arafat en fit longtemps son mot d'ordre, affirmant ainsi qu'il était non seulement le chef de son mouvement, le Fath, mais aussi le garant de la préservation de quiconque appartenait à l'OLP. Ce qui n'allait pas toujours sans problèmes, certains membres du corps national palestinien étant compromettants à défendre, donc à protéger, aux yeux du monde, aux yeux également des autres Palestiniens. Mais Arafat parvint à tenir son pari et à maintenir ainsi la cohésion de son groupe dans des moments difficiles, notamment quand il fut attaqué par certains des siens.

Je fus, comme beaucoup, témoin de ces crises durant lesquelles Arafat préserva contre vents et marée la liberté d'expression des opposants, y compris par les armes.

Mais cela étant dit et établi, il n'en demeure pas moins que la Palestine, l'OLP et sa société ne peuvent être considérées comme une démocratie. Il s'agit plutôt d'une réalité pluraliste, celle d'une société aspirant à bâtir une démocratie.

Car il ne suffit pas que des relations démocratiques, ouvertes, fraternelles, existent au sein d'une organisation, si importante fût-elle – c'est le cas de l'OLP –, pour attester de l'existence d'une *démocratie*, celle-ci demeurant un système de gouvernement, un type bien précis d'appareil d'État, d'organisation et de gestion.

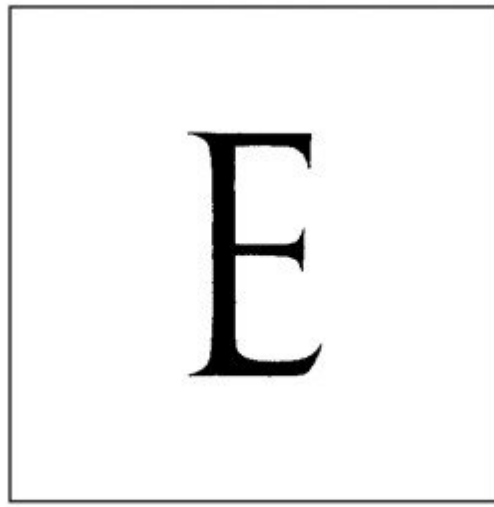
Il est certain en revanche qu'obsédée par le risque de voir la disparition amorcée en 1948 aboutir pleinement, la société palestinienne perçoit son pluralisme, l'hospitalité dont jouissent *toutes* ses composantes sans distinction, comme le meilleur rempart contre l'effacement, toute sortie de

scène de l'un de ses membres étant vécue comme une amputation subie par le corps entier.

Mais si cette heureuse cohésion a été maintenue jusqu'à une date récente, celle des affrontements inter-palestiniens – j'aborde ce point à l'entrée *Fondamentalismes* –, d'autres défis, démocratiques aussi, attendent la société qui devra tout d'abord se convaincre que la démocratie est un système en permanente édification, menacé par le penchant « naturel » de tout pouvoir à la mainmise absolue sur son corps social, un système qui ne peut fonctionner qu'avec de véritables contre-pouvoirs, non de simples divergences, ce qui est le cas aujourd'hui dans le champ politique palestinien – un système dont la clé de voûte est l'avènement du citoyen, c'est-à-dire de l'individu-monde, sujet de droit, ce qui impose de transformer, pour ne pas dire bouleverser, la trame, le tissu fondamentalement communautaire de la société palestinienne.

Ce serait une erreur d'interpréter ces remarques comme un constat d'échec de la lutte des Palestiniens pour leurs droits, inacceptable d'en faire un alibi pour divaguer comme certains le font quant à l'existence… d'une dictature en Palestine. Il serait aussi injuste de ne pas considérer comme extraordinaire ce pluralisme qui, contre vents et marée, a donné à la lutte palestinienne son visage exemplaire jusqu'à en faire un modèle et une revendication pour les autres sociétés arabes.

Mais il n'en demeure pas moins que tout pouvoir est habité de passions liberticides et que toute démocratie est un défi permanent. Il en sera ainsi demain, une fois la Palestine indépendante et souveraine, devenue un « pays comme les autres ».



Échos et Miroirs

La longueur du conflit – des affrontements entre paysans palestiniens et colons ont lieu dès la moitié des années 1890 ! – a sécrété une sorte « d'inimitié intime ». Phénomène d'autant plus troublant que l'adversité entre les parties, vécue en tout cas comme telle de longues décennies durant, pouvait laisser supposer une étanchéité, une imperméabilité totale entre les deux camps.

Mais cette étanchéité absolue a-t-elle jamais existé dans un conflit quel

que fût le degré de rejet mutuel ? Est-elle possible en pratique entre des expulsés et leurs remplaçants, des occupés et leurs occupants qui, obsédés les uns par les autres, s'observent, se suivent des yeux, à l'affût de la moindre parole, du moindre geste, contrairement à ce qu'ils ne cessent d'affirmer ?

Ce constat sur l'état permanent de surveillance réciproque énerve les Israéliens quand on le leur rappelle. Je me souviens d'une discussion avec un ami israélien qui, malgré nos vues partagées, ne put s'empêcher de manifester son malaise un jour où, ayant décrété que les Palestiniens étaient, « il faut être réaliste, fichus », il m'avait entendu lui répondre :

— Tu sais, contrairement aux apparences, le rapport des forces entre vous et nous ne peut être réduit à sa part visible.

— Que veux-tu dire ?

— Tout simplement que vous occupez notre terre mais que nous occupons vos têtes. Vous nous obsédez de jour, nous vous obsédons de nuit et peuplons vos rêves, vos cauchemars si tu préfères. Difficile de dire qui est « fichu ».

Cette inimitié née dans une totale méconnaissance des uns des autres est *devenue* intime. Fille de la longue durée et de l'interminable conflit, elle soulève des questions tout à la fois douloureuses et passionnantes. Elle représente surtout l'une des trames souterraines de l'affrontement.

Sous-jacente à son univers visible, elle constitue la grille de lecture indispensable pour dépasser les réflexions générales, les lieux communs, les sottises rabâchées, mises à toutes les sauces par de prétendus experts. Ainsi celle-ci qui fait l'unanimité au sein de l'internationale des ignorants : « N'essayez pas de comprendre, ici c'est le royaume de l'irrationnel ! Que voulez-vous, nous sommes en Orient or l'Orient est complexe »… Et de vous ressortir la citation du Général !

Plutôt que de mener un long débat sur le sujet, de réfuter de mauvais arguments, ce qui n'est d'aucun intérêt, d'entrer dans les méandres des analyses de l'inconscient, ce dont je ne suis pas capable, je voudrais livrer ici quatre histoires courtes que je me suis contenté d'ordonner, de placer en séquence.

Lues dans cet ordre, elles se font écho, plus éloquentes que de longues analyses.

Les voici :

En 1979, Jean-Luc Godard m'a écrit une lettre. Je la reçus, non de Suisse, mais dans une livraison des *Cahiers du cinéma* qui avaient confié l'édition de leur numéro anniversaire à mon ami. Godard m'y racontait entre autres comment, dans les camps nazis, les victimes, lorsqu'elles atteignaient le stade extrême du délabrement physique, étaient appelées *musulmans*, par leurs tortionnaires.

En 1991, professeur invité à l'université de Princeton aux États-Unis, j'ai lu dans la *New York Review of Books* un reportage traduit de l'hébreu.

Journaliste au quotidien israélien *Haaretz*, l'auteur, qui effectuait son service militaire annuel à la prison centrale de Gaza, y racontait, horrifié, que, pour tromper leur ennui, de jeunes gardiens s'amusaient à lancer des ordres en allemand en singeant les gardes SS qu'ils avaient vus au cinéma.

En 1995, Eyad Sarraj, pédopsychiatre palestinien et militant des Droits de l'homme, fit un séjour dans une prison palestinienne pour avoir critiqué la politique de l'Autorité nationale. Il me rapporta l'histoire suivante dont il fut témoin. Torturé depuis plusieurs heures dans une cellule voisine, un islamiste refusait de parler. Excédé et furieux, son tortionnaire se mit à l'injurier en hébreu. Renseignement pris, Eyad apprit que le tortionnaire, ancien prisonnier lui-même, avait été sauvagement torturé dans les prisons israéliennes.

En 2000, j'ai regardé sur une chaîne française un reportage tourné dans Hébron placé sous un couvre-feu sélectif car seuls les Palestiniens y étaient soumis. Interviewé, un jeune soldat chargé de veiller à l'application de la mesure eut cet échange avec le journaliste :

— Le couvre-feu ne s'applique qu'aux Palestiniens ?

— Oui.

— Comment faites-vous lorsque vous l'appliquez pour distinguer les civils israéliens des civils palestiniens ?

— Ceux qui ont l'air de Juifs désespérés sont palestiniens.

Des histoires comme celles-ci, il s'en passe tous les jours, de quoi vous donner le tournis et vous désespérer.

J'ai été témoin au barrage de Qalandia, à l'entrée de Ramallah, du tabassage d'un médecin palestinien de l'hôpital français de Jérusalem par un soldat israélien qui, en cognant, hurlait en anglais : « Où crois-tu que tu es ? À Groznyï ? À Groznyï ? ! »

Le soldat était d'origine russe…

Ce jour-là, me revint une citation de Rabelais : « Alors dist Pantagruel : "Si les signes vous faschent ; ô quant vous fascheront les choses signifiées" » !

Les forces d'occupation, sous quelque drapeau qu'elles opèrent, connaissent-elles Rabelais ?

Élias-le-Prophète

Je suis né dans un pays littéralement truffé de saints, ployant sous la sacralité, objet de la convoitise des assoiffés de rédemptions. Pas moyen d'y faire un pas sans tomber sur un site religieux.

Près de dix siècles plus tôt, le géographe palestinien Muqaddasî décrivait déjà ainsi sa terre natale : « Elle est le séjour des Prophètes, le centre des hommes pieux, la patrie des saints immortels, le pays où se trouve la première *Qibla* [direction de la prière], la place de la Résurrection, du Voyage nocturne

[du Prophète], la Terre sainte […] vers laquelle émigra Abraham, le séjour de Jacob et de son puits, le *mihrâb* [niche indiquant la direction de la *qibla*], la porte de David, les monuments de Salomon, […], les tombes d'Abraham, d'Isaac et de sa mère, le lieu de naissance du Messie et son berceau […], la citerne et la prison de Jérémie […], le roc de Moïse, la colline de Jésus, le *mihrâb* de Zacharie, l'endroit où baptisait Jean, les chapelles des Prophètes, les stations de Jacob, la Mosquée éloignée [al-Aqsa], le mont des Oliviers. »

J'aborde ailleurs cette question de la Terre sainte, de l'identité religieuse de la Palestine, mais je peux relever déjà que, dans sa longue liste œcuménique, exemplaire de la fusion si originale en Palestine des trois monothéismes, Muqaddasî commet une omission impardonnable en ne citant pas mon Prophète éponyme, Élias, Élie, Elyahou, saint patron de ma ville natale de Haïfa, « la plus belle du monde » selon les témoignages de mon père, ma mère, mon frère, mes sœurs, témoignages en outre confirmés par mes oncles, tantes, cousins, germains ou par alliance et une infinité d'autres sources…

J'avoue pourtant que lors de mes premières années conscientes au Liban, mon prénom ne me plaisait pas particulièrement. Il était d'une part trop répandu – pour une raison à ce jour inexpliquée, la capitale libanaise recelait une infinité d'enseignes de salon, lisant *Coiffure Élie* – et le prophète que je voyais sur les icônes des églises avait un air très peu amène, toujours représenté brandissant un glaive de feu et écrasant du pied la tête d'un personnage hurlant de douleur, censé personnifier le Diable, le Mal, les impies, ou tous ces personnages, indistinctement.

Les années passèrent jusqu'à un jour d'hiver de 1998 où, poussé par ma quête de mes *Traces*, pour reprendre le titre du beau livre d'Ernst Bloch, je décidai d'écrire *ma* biographie du prophète, *La Fête au sommet du cap*, et ainsi me l'approprier.

La voici.

« *Les Prophètes, on les aime bien chez nous, parce qu'ils sont tous un peu dérangés, mais lui, nous l'aimons plus que tous les autres, même qu'il est le saint patron de notre ville, enfin, pour tout dire, ce qui n'affaiblit ni la force des sentiments que nous lui portons ni la vénération que nous lui vouons, vous pouvez d'ailleurs faire le tour des maisons chrétiennes de la ville et de ses environs, vous ne trouverez pas un garçon qui n'ait été baptisé dans sa grotte, oui, il habitait une grotte et vous la visiterez tout à l'heure si nous parvenons à y accéder malgré la foule. Où en étais-je ? Ah oui, pour tout dire, ce prophète n'est pas un ingrat et sa fête, en ce 20 juillet, est l'occasion annuelle d'un banquet au sommet du cap qui domine notre ville. Vous pouvez maintenant vous retourner et admirer notre cap.* »

L'archimandrite Basilios – prononcer Bassiilioss, ainsi le veut l'accent local – suait abondamment sous sa soutane et sa coiffe noires. Il se tut pour reprendre son souffle, pour surveiller surtout d'un œil apparemment détaché la lente montée du chariot tiré par les mulets de son diacre, transportant les trois

fûts de chêne de vin du Latroun et les deux grandes jarres d'arak du Marj. Oubliant le groupe de pèlerins qui l'entouraient, il marmonna : « *Pourvu que ce demeuré ne les secoue pas trop comme l'an dernier, lorsqu'il s'est mis en tête d'arriver le premier au sommet.* »

Les pèlerins, Les Croisés de Notre-Dame-de-la-Providence, association charitable sise au 27, rue Vaneau à Paris, étaient arrivés la veille avec leurs ombrelles pour se protéger du soleil, leurs mouchoirs blancs pour s'éponger le front et chasser les mouches et leurs missels, pour chanter en marchant et offrir du coup leur fatigue au Tout-Puissant. Ils étaient là, entourant Basilios, guettant la phrase pittoresque qu'ils consigneraient le soir dans leurs journaux de voyage déjà emplis d'impressions de la traversée en mer, de descriptions de l'Etna aperçu du pont, d'émotions à l'approche des côtes de la terre que « foula notre Seigneur » et de demandes de rédemptions, quasi acquises d'ailleurs, ainsi que l'avait assuré le père aumônier, un Bourguignon qui en était à son sixième accompagnement de bons chrétiens dans ces contrées sauvages mais non moins saintes.

À l'ordre de Basilios, la cinquantaine d'ombrelles effectuèrent une rotation, signalant que les visiteurs regardaient le cap, puis elles revinrent dans un même mouvement au récit de l'archimandrite.

« *L'attachement de ces gens est intéressé. Ils se sont payé un saint patron qui en retour leur paie des fêtes. C'est ce que vous vous dites. Si, si et si. Je l'entends sans que vous ayez besoin de prononcer une parole. Pas si simple. Écoutez le récit de sa vie et vous saurez tout, enfin, presque tout.*

« *À la différence des autres prophètes regroupés en confréries, Élias était un solitaire. Il aimait être seul et c'est tout seul qu'il multiplia la farine et l'huile et ressuscita le fils de la veuve. Je vois la surprise sur vos visages. Vous vous dites : Pauvre Bassiilioss ! Il confond les prophètes dès que le soleil lui tape sur la tête. Pas du tout. Je vous tiendrais les mêmes propos si nous nous rencontrions de nuit. Vous oubliez que nombreuses sont les veuves qui ont perdu un fils et qu'il n'y a pas de confusion possible entre la farine et l'huile d'une part, le pain et le poisson de l'autre. Bien que la première serve souvent à paner le quatrième et que la deuxième soit indispensable pour frire le troisième. Et que c'est même la meilleure recette pour déguster les rougets.*

« *Où en étais-je ? Ah oui. Mar-Élias-le-Solitaire habitait donc une grotte, buvait aux torrents et était nourri par les corbeaux que lui envoyait le Très-Haut, car il lui fallait être fort pour annoncer les catastrophes car c'était un peu comme qui dirait sa spécialité.* »

Des murmures de désapprobation commençaient à monter de l'auditoire. Des phrases pittoresques pour journal de voyage, il en pleuvait d'intolérables. Et certains pèlerins se demandèrent s'ils ne s'étaient pas trompés de guide, de pèlerinage et même de Terre sainte. Mais Basilios continuait sur sa lancée.

« *Un jour, il dit au roi Achab : "Cette année, c'est fléau ! Il n'y aura ni pluie, ni rosée." Achab lui répondit : " Le fléau, c'est toi ! " Mais le Solitaire ne se laissa pas désarçonner : "Ce n'est pas moi le fléau. Envoie rassembler le peuple près de moi sur le Karmil avec les quatre cent cinquante prêtres de Baal qui mangent à la table de ta reine Jézabel".*

« *Une fois tout ce monde rassemblé, il interpella le peuple : "Jusqu'à quand serez-vous comme un homme qui boite des deux jambes ? Jusqu'à quand allez-vous continuer à faire les malins en adorant et Dieu et Baal ?" Puis il s'approcha des prêtres et les défia : "Je serai seul contre quatre cent cinquante. Faites venir un taureau et je ferai de même. Vous l'égorgerez et je ferai de même. Vous le mettrez sur un tas de bois et je ferai de même. Vous invoquerez votre dieu et je ferai de même. Et Celui qui fera tomber Son feu sera le vrai Dieu".*

« *Les chants des adeptes de Baal commencèrent à monter avec l'encens et les percussions des cymbales, perturbés, il est vrai, par le peuple qui, ayant suivi la scène, scandait en tapant des mains "et dedededede de même et dedededede de même", à quoi Élias répondait par un imperceptible*

déhanchement. Certains prêtres estimèrent alors utile d'esquisser quelques danses autour de leur offrande. Mar Élias n'en fit rien, se contentant de lancer de temps à autre un regard entendu à la foule. Quand ses émules en eurent fini avec leurs invocations, il leur lança : "Plus haut, plus haut, votre dieu parle peut-être à quelqu'un à moins qu'il ne soit en chemin ou dans un hôtel à faire la sieste", puis il tonna de sa voix puissante : "Seigneur, montre-leur Ton œuvre, et ne me désavoue point !", avant d'ajouter dans un chuchotement : "N'oublie quand même pas que cette compétition c'est Ton idée et que c'est Toi qui m'as suggéré de les défier !" »

« Arrêtez-le, c'est insupportable enfin ! » Les murmures de désapprobation avaient cédé la place à des cris de contestation. Mais ni les « Enfin ! » ni les regards désespérés des pèlerins au révérend Chaudron, leur aumônier, ne parvinrent à troubler l'archimandrite qui, indifférent aux réactions de son auditoire, poursuivait sa description de la scène comme s'il y avait en personne assisté. Chaudron, quant à lui, était plongé depuis un moment dans une étrange absence, confronté à trois questions : Comment les Messageries maritimes ont-elles pu recommander ce personnage ? Comment un religieux peut-il ainsi se jouer des Écritures ? Comment cet indigène a-t-il pu acquérir une telle maîtrise du français ?

« *Alors le feu tomba et dévora l'offrande, et le peuple saisi d'une immense frayeur se prosterna, visage contre terre. Le Solitaire leur dit alors : "Saisissez-vous des faux prophètes, qu'aucun ne vous échappe !" Ce qui fut aussitôt fait. Alors Élias les fit descendre du cap et les égorgea un à un près du torrent d'al-Muqatta'. Oui, oui, vous m'avez bien entendu, le torrent d'al-Muqatta', pas le Qishôn, car ce torrent est arabe et restera arabe et ni les Anglais ni les sionistes, ni personne n'y pourra rien ! Et que ceux qui ne sont pas contents, boivent la mer. Elle est d'ailleurs juste là, derrière vous !* »

Et Basilios fronça les sourcils comme il le faisait tous les Vendredis saints lorsque, au cours des cérémonies de la mise au tombeau, campé sous l'iconostase, il essayait, comme il disait, de « faire comprendre avec les yeux » à ses ouailles combien leurs fautes avaient contribué à la mise en croix du Christ qu'ils allaient enterrer tout à l'heure en suivant un cérémonial séculaire. Car selon cette liturgie, on enterrait une fois l'an le Fils de Dieu dans un brouillard d'encens, sous des amoncellements de fleurs et au milieu de chants somptueux qui s'ouvraient par une envolée du soliste : « Aujourd'hui a été mis en croix Celui qui suspendit la terre sur les eaux. »

Mais le regard de l'archimandrite ne fut d'aucun effet sur les pèlerins. Il attribua son échec à l'absence de décor propice et décida de continuer son récit pour la seule raison qu'il fallait donner encore un peu de temps à ceux qui, au sommet, s'activaient à dresser les longs étals pour les festivités.

« *Une fois tous les prêtres égorgés, Élias dit : "J'entends le grondement de la pluie", puis il se courba vers la terre, mit son visage entre ses genoux, et dit à son serviteur : "Regarde du côté de la mer", le serviteur regarda et dit : "Je ne vois rien", le Solitaire lui dit : "Tourne sept fois sur toi-même et*

regarde encore." Le serviteur s'exécuta et au septième tour, il dit : "Voici un nuage, petit comme une main d'homme, qui monte de la mer."

« *Mais l'histoire n'est pas finie. Achab revint chez lui et Jézabel, furieuse contre le massacreur de ses protégés, renvoya Achab porteur d'un message pour le prophète : "Que les dieux me fassent tel mal et y ajoutent encore tel autre, si demain à cette heure je ne fais pas de ta vie comme de la vie de l'un d'entre eux !" Alors Élias fut pris de panique et il s'enfuit pendant quarante jours et quarante nuits avant qu'un ange ne le rattrape et ne lui demande où il allait comme cela, sans demander son reste.*

« *Vous comprenez maintenant pourquoi nous l'aimons ? Parce qu'il est redoutable et faible, courageux et couard, parce qu'il peut faire tomber les feux célestes et qu'il est incapable de faire face à la première menace d'une reine.* »

Et l'archimandrite se tut. Mais d'effet, toujours aucun sur l'auditoire accablé par tant de propos hérétiques et cavaliers. Alors Basilios donna le signal de la montée, réservant la deuxième et dernière partie de son récit pour la halte à mi-chemin, lorsque les pèlerins seraient encore plus fatigués. Leur apathie lui était plus irritante que leurs protestations. Décidément, il préférait les pèlerins russes.

Soufflant et martelant un cantique, les visiteurs étaient maintenant à mi-chemin de leur montée. Basilios les suivait, non qu'il fût fatigué, mais parce qu'il avait décidé de prendre la queue du groupe pour mieux savourer la vue de ces marcheurs harassés. Il leur cria alors de s'arrêter, mais à peine s'étaient-ils pêle-mêle affalés qu'il leur demanda de se relever, car il leur fallait maintenant entendre le récit de la rencontre du Solitaire avec Dieu.

« *Un jour qu'il s'était assoupi dans sa grotte, Élias entendit une voix lui dire : "Sors et tiens-toi devant Lui." Et voici qu'al-Rabb passa. Il y eut un grand ouragan, si fort qu'il fendit les montagnes et brisa les rochers en avant du Rabb. Mais al-Rabb n'était pas dans l'ouragan. Et après l'ouragan, un tremblement de terre. Mais al-Rabb n'était pas dans le tremblement de terre. Et après le tremblement de terre, un feu. Mais al-Rabb n'était pas dans le feu. Et après le feu, le bruit d'une brise légère. Dès qu'Élias l'entendit, il se voila le visage avec son manteau.* »

Et l'archimandrite se tut, mais, encore une fois, sans que cela arrachât le moindre frisson à un public partagé entre l'irritation et la perplexité, qui retrouvait enfin intact un passage du Livre des Rois. Il décida alors de donner l'estocade.

« *Là, je voudrais vous signaler que ces histoires de manteau, de cape, de pèlerine se retrouvent, c'est systématique, chez tous les prophètes. C'est même comme une preuve d'authenticité. Prenez Muhammad, il demandait toujours à Khadija de le couvrir, car il était saisi de tremblements à chaque Révélation du Coran. Il en allait de même pour Notre Seigneur. Mais lui, c'était un peu différent. N'ayant pas de tissu à portée de main, il s'immergeait dans l'eau du Jourdain. Il plongeait et l'eau lui servait de couverture protectrice. Et vous*

tous, à votre baptême, cette poignée d'eau que l'on vous verse sur la tête, c'est comme une petite couverture que l'on vous donne, petite comme ces mouchoirs que certains d'entre vous ont posé sur leurs têtes, en les nouant aux quatre coins pour les empêcher de s'envoler, bien qu'il n'y ait pas le moindre souffle d'air et que s'il y avait de l'air, vous n'auriez sans doute pas éprouvé le besoin de vous poser ces ridicules mouchoirs sur la tête. »

Il allait continuer quand son œil entraîné l'avertit que les préparatifs de la fête étaient achevés. Alors ne se tenant plus, il mit littéralement à mort son image déjà bien malmenée. Lançant à tue-tête un « Et maintenant, à la fête ! », il abandonna le groupe et grimpa avec une agilité surprenante suivi par un dernier mouvement d'ombrelles.

Ici s'arrête, inachevé, le récit de la rencontre de Basilios avec les croisés de la Providence. Nous sommes en décembre et il fait froid. Est-ce l'approche de Noël, la remontée des souvenirs de l'enfance ou l'effet de quelque empreinte oubliée au plus profond de moi ? Je ne sais, mais commencé en quelque sorte à l'aveugle, sans autre but précis que le désir tenace de parler d'un prophète qui habita un cap marin, ce récit a fini en une lointaine transposition des *Trois Messes basses* d'Alphonse Daudet.

Aussi commencerai-je par demander pardon à Alphonse de m'être inconsciemment servi de son conte. J'ajoute que l'inspiration par inadvertance, loin d'être un plagiat, relève de l'hommage et qu'elle s'apparente à l'emprunt amical qui est aussi éloigné du vol que la musique l'est des marches militaires.

Quelques mots à présent à l'attention de Félix. Félix Mendelssohn. Longtemps, très longtemps, on m'a embêté avec des « Comment ? Tu t'appelles Élias, et dès que tu en as l'occasion, tu claironnes que tu aimes la musique, et tu ne connais pas l'*Elias* de Mendelssohn, et pourtant tu t'appelles Élias et dès que tu en as l'occasion… » Je l'ai écouté, l'oratorio de Mendelssohn et je ne l'ai pas aimé, mais alors pas du tout, moi, c'est plutôt les *Romances sans paroles*. Bref, ce court récit ne doit rien à Félix et de cela je demande également pardon.

Il en va tout autrement pour le Livre des Rois. Son ou ses auteurs ne doivent pas être contents des libertés prises avec leur œuvre. Je dirai à ma décharge que ce Livre comme tant d'autres écrits chez moi, dans mon pays, je m'en suis toujours senti un peu propriétaire, libre d'y ajouter ma petite contribution. Travers de l'instinct de propriété que je partage d'ailleurs avec l'ensemble de mes compatriotes…

Reste Basilios.

Je l'ai bien connu. En réalité, il me connaissait déjà avant que je n'aie conscience de le connaître, puisqu'il m'a baptisé dans cette même grotte, au sommet du cap.

Le baptême eut lieu le 20 juillet 1947, à la fête de mon cher prophète.

Il faisait beau ce matin-là et la cérémonie s'était déroulée de bonne heure

pour épargner aux invités les inconvénients de la chaleur et le désordre indescriptible qui allait suivre. À la sortie de la cérémonie, les parents s'alignèrent sur deux rangées, pour la photo.

À l'extrémité du deuxième rang se tenait ma grand-tante Hajalé, Perdrix de son prénom. Réputée pour ses moutons farcis, elle entrait les soirs de Noël dans la maison de mon père, le grand plateau de mouton posé sur la tête, suivie par ses trois fils se dodelinant et chantant un poème incompréhensible, qui commençait ainsi :

Ô l'apparition de nos montures de Wâdî Rîshi,
et nos hommes vigoureux dressent les tonnelles.

Près de Hajalé, il y avait mon oncle Élias, encore un, accompagné de sa femme Soraya au visage crayeux. Je ne l'ai jamais vue sourire, mais lui passait le plus clair de son existence à rire, à boire surtout. Il faut dire qu'il était très porté sur la bouteille, que je ne l'ai jamais rencontré sans qu'il me propose de trinquer et que, devenu plus tard l'agent d'une célèbre marque de bières anglaises, il n'en vendit pas une seule, car il consomma l'intégralité de son stock.

Au côté de Soraya, mon oncle Adib qui vécut centenaire, passant avec une aisance étonnante de l'arabe au français et du français à l'anglais. Il eut, jusqu'à sa mort, un souci permanent de sa mise, toujours en costume trois pièces coupé sur mesure, toujours parfumé à la lavande. Il entretint aussi une grande idylle avec Alexandre Dumas et, sa longue existence durant, lut, relut et relut encore *Les Trois Mousquetaires*, *Vingt Ans après* et *Le Vicomte de Bragelonne*. C'est lui qui me transmit sa passion pour les mousquetaires, avec, il est vrai, un faible pour Aramis.

Après Adib, venaient mon oncle Anis et ma tante Éva. Elle, vêtue d'un beau tailleur clair, allant à ravir avec ses boucles châtaines et ses yeux bleus, et lui, très maigre, très droit, le regard fiévreux derrière ses lunettes rondes. Ce couple fut durant mon enfance une source de mystères. Éva, parce qu'elle m'avait longtemps fait rêver, après m'avoir montré un jour une photo où on la voyait, enfant, assise sur les genoux de lord Kitchener. Oui, lord Kitchener lui-même, le conquérant anglais du Soudan. C'est dans ce pays, à Khartoum plus précisément, que la photo avait été prise. Le père de ma tante, engagé dans le corps expéditionnaire anglais, ma tante s'était retrouvée sur les genoux de Kitchener. Le papa s'était-il enrôlé avec son bébé ? Je n'ai strictement aucune explication à fournir là-dessus, mais j'ai la preuve formelle que cette fillette de trois ans a accompagné les horribles soldats de Sa Gracieuse Majesté remontant le Nil Bleu puis le Blanc. Anis, quant à lui, me plaçait face à des questions plus troublantes. Il possédait une traction-avant noire, qu'il avait fait repeindre, je ne sais pourquoi, en gris pigeon, et il était incontestablement, là encore j'en ai la preuve, le plus mauvais conducteur de la Méditerranée orientale. Nos promenades en sa compagnie se sont toujours

mal terminées et je peux témoigner que pas un poteau, pas un mur, pas une enceinte, pas un muret, pas un panneau ne lui échappa. Nous les avons tous cognés. Avec, à chaque collision, la même scène. Mon père attendant qu'Anis inspecte les dégâts, puis lui lançant : « Anis, tu ne sais décidément pas conduire. » Et l'autre rétorquant : « Moi ? Pas conduire ? Moi ?!! Oublies-tu que je fais danser les djinns à ma guise ? » L'escarmouche s'arrêtait là et mon incompréhension demeurait totale. J'eus la clé du mystère des années plus tard, lorsque Anis, qui m'avait à la bonne, m'apprit qu'il avait été à la tête d'un groupe de spirites haifiotes qui invoquaient les esprits et faisaient danser les diablotins du roi Salomon des nuits entières sur les tables.

Après Anis et Éva arrivait Rizk, le frère cadet de mon père, mon parrain, accompagné de toute sa famille : sa femme Marguerite, qu'il appelait à tout bout de champ « *Margot shiriii* » ; son fils Joseph, dit Zouzou, qui, plus tard, activiste politique dans un mouvement qui prônait l'unité de la Grande Syrie, participa à un coup d'État avorté au Liban, connut la prison, fut libéré, et réintégra la vie civile, plus secret que jamais, ne donnant jamais son avis et se contentant de nous lancer des regards de mépris compassé chaque fois que nous parlions de politique ; mes cousines Thérèse, Gladys et Liana, tenues par leur tante Rafia, la sœur de Margot. Liana, la plus charmante de mes cousines, était la préférée de son père. Cela lui coûta son beau prénom. Ayant vu au cinéma *L'Aiglon* d'après Rostand, mon oncle sortit de la séance subjugué par la beauté de la vedette et décidé à donner le prénom du personage par elle interprété à sa fille… Alors, à vingt ans passés, ma cousine Liana devint ma cousine Marie-Louise.

Ce n'était pas la seule originalité de mon parrain. Magnifique flambeur, vêtu, l'hiver comme l'été, de beaux costumes en soie claire, il multiplia les « affaires » fumeuses et accula à plusieurs reprises mon père, dont il était l'associé, à la faillite. C'est ainsi que, au milieu des années cinquante, il acheta de son propre chef une montagne en Jordanie. Riche en basalte noir, elle devait receler – c'était du moins ce qu'avait « flairé » mon oncle – de gigantesques mines de fer. Du fer, on n'en trouva pas un gramme. La société paternelle déposa une première fois son bilan et mon père développa un diabète.

Au tour du premier rang maintenant. À l'extrémité, il y avait Marie, qui avait quitté son village du Sud-Liban pour venir travailler chez nous. Elle était quasiment folle, sa chevelure ressemblait à un bouquet de chardons et ma mère répétait à longueur de journée, pour la calmer : « Ya Marie, pour l'amour du ciel, va te coiffer. » Et Marie jamais ne se coiffa.

Près de Marie, se tenait mon frère Khalil, à qui je dois tant, qui partit si tôt, me laissant inconsolable de son absence. Et après mon frère, mes sœurs, Aïda et May, l'air et la terre, le rêve et l'ancrage, puis ma mère, magnifique et fragile comme une brise du matin, et enfin, mon père, endimanché et ému, souriant et triste, qui savait déjà.

Et pour finir, légèrement en avant du groupe, au premier plan, Basilios,

ma marraine et moi dans ses bras. Elle s'appelait Nahil, c'était la benjamine des sœurs de mon père. Je crois que j'ai été le fils qu'elle n'a pas eu.

Ce portrait de groupe, baignant dans une étrange lumière, fut pris par mon cousin Michel.

Fonctionnaire dans les années quarante des services britanniques d'immigration, Michel tomba amoureux d'Alice, une rescapée d'Allemagne, débarquant seule au monde dans notre ville. Cette même année, mon père, accusé d'activisme antibritannique et condamné au bannissement à l'île Maurice, revenait amnistié du Liban où il s'était enfui. Alice et Michel se marièrent, et c'est au bras de mon père que la mariée fit son entrée à l'église.

Mon père, militant actif contre les Anglais et les sionistes qui, un jour, décida sans hésiter qu'il serait le père d'une juive, car il n'était pas question qu'elle intégrât en orpheline sa nouvelle famille.

Mon baptême fut donc célébré le 20 juillet 1947. Quelques mois plus tard, tous les personnages de cette scène furent, comme des milliers d'autres Palestiniens, jetés sur les routes.

Et il n'y eut plus de fête au sommet du cap.

Les présentations faites, trois informations restent à fournir.

Le lecteur, désireux d'avoir une description moins fantaisiste de la « Fête de saint Élie au mont Carmel », pourra se reporter au texte du dominicain J. A. Jaussen, publié en 1924 dans la *Revue biblique*. Jaussen y décrit, entre autres, l'afflux des pèlerins, toutes communautés confondues, de Haïfa et de l'ensemble des localités environnantes, conduits par leur vénération du prophète, mus sans doute aussi par l'attrait pour les libations discontinues qui allaient suivre deux jours et deux nuits durant et, pour les femmes, par la conviction que les vœux faits à Élias garantissaient que leur prochain nouveau-né serait un… enfant mâle.

Le choix du 27, rue Vaneau pour domicilier l'association charitable des Croisés de Notre-Dame-de-la-Providence n'est pas fortuit qui correspondait alors à l'adresse de Maxime Rodinson, grand savant, maître de nombre d'entre nous, ami fidèle et critique, rationaliste invétéré surtout à qui j'avais décidé de faire un clin d'œil amical, en domiciliant chez lui une cinquantaine de bigots.

Alice, enfin, la rescapée juive, fut chargée en compagnie de sa fille Leila, avec ma mère et moi, dans le camion qui nous débarqua à Naqoura, poste frontière nord avec le Liban voisin.

Elle devint une réfugiée palestinienne et, jusqu'à son décès à Beyrouth, fit partie de notre famille.

Engagement

Les débats autour de la question de l'engagement m'ont, de tout temps, paru forcés, comme on le dirait d'un sourire de mise, et les discussions, les analyses des mécanismes de l'engagement ne m'ont jamais attiré. Non que j'eusse une théorie de rechange, une géniale approche à leur opposer, mais parce qu'elles me semblaient irréelles et improbables, étrangères à mon vécu, à ma propre expérience.

L'engagement, tout engagement, commence par une sorte de détestation de l'injustice, une empathie que nous percevons comme « naturelle » envers les faibles, un manque de sympathie pour les puissants, une propension à s'identifier souvent avec les vaincus qui alimentent notre conviction d'être les futurs redresseurs de torts.

Ajoutons-y le fait que les lectures, l'apprentissage théorique, les analyses des classes sociales, la connaissance livresque au sens le plus noble du terme interviennent plus tard, dans un second temps, lorsque l'inclination militante, en apparence « naturelle » elle aussi, ne suffit plus pour motiver notre action et qu'elle se double d'une envie de connaître, de comprendre et d'agir. Ce qui n'empêche pas nombre de militants de raconter leur engagement en commençant par leurs lectures dites engagées.

Ces évidences précisées, je voudrais raconter ce qui me semble spécifique dans l'engagement palestinien et dire, à travers ma propre expérience, comment l'on se politise chez les Palestiniens.

J'ai le souvenir – il remonte à la prime enfance – d'avoir été profondément marqué, non par une conscience de la cause palestinienne, mais par mon profond désarroi face à la tristesse de mon père confronté à sa réalité nouvelle d'exilé. J'entends encore – ils demeurent gravés au plus profond de moi – ses mots le jour où je lui demandai pourquoi il aimait tellement notre ville de Haïfa : « Là-bas, tout le monde me connaissait. » Cette phrase se confondit pour moi avec le sentiment d'être étranger. Ce sentiment premier, confus mais tenace, de n'être pas à ma place, fut vite renforcé, dès l'école, à l'âge de trois ans : mes camarades de jeux repérèrent immédiatement mon accent différent du leur. Ce à quoi je m'adaptai avec une vitesse surprenante en me mettant à parler un arabe beyrouthin sans faille aucune… Et je peux aujourd'hui dire que j'ai passé mes premières années à me battre pour me retrouver à *ma* place. Je ne dis pas « chez moi », ce qui donnerait l'illusion d'une conscience territoriale précoce, mais *à ma place*. Car mon chez-moi avait été déplacé avec moi. Ma famille était là au complet qui tentait, trait répandu dans les milieux d'exil, de combler par l'amour la perception confuse que nous avions de la perte. J'ai ainsi, comme des milliers d'autres enfants de la *Nakba* de 1948, eu une enfance heureuse. Sans que cela réduise un instant la conscience du déplacement.

Ma première « politisation » se confondit avec un sentiment de *dépaysement*, d'autant plus aigu que je vivais comme des centaines de milliers d'autres réfugiés palestiniens au sein de sociétés arabes où l'on parlait la même langue que nous, mangeait les mêmes plats, écoutait les mêmes

musiques, racontait les mêmes contes, célébrait les mêmes fêtes…

Le reste – la prise de conscience de l'injustice historique, des conditions sociales, de l'histoire nationale palestinienne – ne viendra que plus tard, comme pour nourrir le sentiment de dépaysement et lui fournir les éléments, les matériaux de son discours de lutte et de résistance.

De cette conscience primale m'est restée tout au long de mes années d'engagement concret, actif – quarante-deux ans à ce jour – une sorte de préoccupation absolue de l'état des sentiments des miens et ce, souvent au détriment des règles et principes de la théorie politique, si fondés, si pertinents fussent-ils. C'est d'ailleurs là une des clés de mon adhésion en 1967, à l'âge de vingt ans, au Fath – « C'est là que sont les gens » –, plutôt qu'à des mouvements ou organisations politiques palestiniens progressistes, idéologiquement plus proches de mes choix et convictions.

La lutte algérienne, le rêve nassérien d'une dignité retrouvée grâce à l'unité des Arabes, le combat vietnamien, Cuba, la Commune de Paris, la Résistance française, les luttes anticoloniales à travers le monde m'ont tous concerné, mobilisé, mais je les ai abordés à travers le prisme de savoir comment leurs victoires pourraient contribuer à ce que je retrouve *ma place*.

On m'a souvent fait remarquer que cet engagement était bien nationaliste, certains y voyant un chauvinisme indélébile, mais je sais que jamais, aussi paradoxal que cela puisse paraître, je n'ai eu de sentiments nationalistes ou chauvins. Ma pratique politique le montre.

En 1967, l'année de mes vingt ans, des événements tragiques, tant sur le plan personnel que collectif, devaient fixer, ancrer au plus profond, cette voie qui fut la mienne en politique. La défaite de juin 1967 coïncida avec le décès de mon père à Beyrouth. Convaincu, le matin du 6 juin, que nous allions enfin rentrer à la maison, mon père qui nous avait demandé de préparer nos valises mourut dans mes bras à l'aube du 15 juin, après deux jours de larmes silencieuses durant lesquels, pour ne pas nous communiquer son désespoir, il avait tenté en vain de donner le change. Mais la défaite était là et sa conviction que, son avenir étant désormais derrière lui, il ne reverrait jamais la Palestine.

Les mois qui suivirent furent lourds, très lourds. Ma rage face à la déroute des responsables arabes et de leurs troupes régulières se mêla à ma tristesse et à ma colère d'avoir également perdu un homme qui m'avait, avec une tendresse infinie, transmis sans relâche, son humanité.

Aussi les premières nouvelles qui commencèrent à nous parvenir de résistants palestiniens, j'entendais pour la première fois le mot *fedayin*, furent-elles pour toute ma génération comme un tremblement de terre. Elles nous ouvraient le chemin de la résistance et de l'honneur et annonçaient la fin d'une humiliation difficile à imaginer par quiconque ne l'a pas vécue.

Nous avions vingt ans, nous venions d'être confrontés à une défaite qui semblait supprimer littéralement nos horizons futurs et voici que des jeunes comme nous, à peine sortis de l'adolescence, disaient non. Le mot d'ordre lancé alors par les résistants : « Nous allons instaurer le climat de la Révolution, *Al-Manâkh Al-Thawrî* ! » résonna à nos oreilles telle l'annonce d'une température clémente, une météo agréable, comme si l'on nous annonçait qu'il ferait désormais révolution tout comme l'on aurait pu nous dire : il va faire doux et beau.

Mais il ne suffisait pas d'annoncer une résistance. Il fallait montrer qu'elle était capable de relever le défi qu'elle s'était lancé.

L'Histoire fut cette fois au rendez-vous. Quelques mois après la défaite, au mois de mars 1968 exactement, elle fournit l'occasion aux résistants du Fath de joindre l'acte à la parole, de montrer qu'ils venaient d'ailleurs que de la *Voix des Arabes* émettant du Caire, laquelle nous avait abreuvés de cris de victoire tout au long du désastreux conflit précédent.

La résistance n'a pas débuté en mars 1968 – certaines organisations palestiniennes avaient vu le jour dès le milieu des années cinquante, des membres du Fath dont Yasser Arafat, d'autres groupes palestiniens avaient

mené des actions de résistance tant en Cisjordanie que dans la Bande de Gaza dès les premières semaines de l'occupation –, mais c'est sans l'ombre d'un doute en 1968 qu'elle devint crédible et déborda le cercle étroit de ses membres clandestins pour déboucher sur les sociétés palestinienne et arabes.

L'Histoire fut donc au rendez-vous, mais encore fallait-il que les fedayin y soient aussi, qu'ils « flairent » l'opportunité qui se présentait.

Cela eut lieu en mars 1968 lorsque l'état-major israélien, Moshe Dayan notamment, conscient de la potentialité de nuisance que les combattants palestiniens déjà actifs pourraient acquérir, décida d'écraser dans l'œuf leur mouvement naissant et de le liquider sur la rive orientale du Jourdain où les combattants palestiniens avaient commencé à installer des bases de guérilla.

Consciente de l'enjeu, avertie des préparatifs israéliens – de fortes concentrations de blindés se regroupaient sur la rive occidentale du fleuve –, la direction du Fath, plutôt que de disperser ses effectifs, de mettre ses maigres troupes à l'abri, de préserver ses forces vives et ses dirigeants historiques, décida, au mépris de toutes les règles de la guerre de guérilla, du bon sens également, de jouer le tout pour le tout, de regrouper la quasi-totalité de ses effectifs pour mener bataille.

Le lieu choisi ne fut pas fortuit qui montrait la pleine conscience de l'enjeu. Petite localité quasiment en bordure du fleuve, Karama, *Dignité* en arabe, porte un nom prédestiné. La bataille y fera rage. Arafat, Abou Iyad, Abou Sabri, des étudiants palestiniens revenus en toute hâte d'Europe, d'Allemagne notamment, de simples paysans ou réfugiés ainsi que la totalité des jeunes cadres du mouvement y prirent part, et opposèrent une résistance acharnée, ce qui, au terme du deuxième jour, poussa les officiers jordaniens qui, des hauteurs de la vallée, assistaient aux combats à fournir, de leur propre chef et sans en référer à leur commandement, un appui d'artillerie aux Palestiniens qui, malgré la véritable hécatombe dans leurs rangs, tenaient bon.

Au troisième jour, les unités israéliennes se retirèrent, abandonnant sur le terrain soldats morts et véhicules blindés détruits.

Le lendemain, les journaux arabes publiaient en une les photographies de ces véhicules calcinés. Elles remplaçaient celles des colonnes arabes détruites quelques mois plus tôt. Les jours qui suivirent, la direction du Fath, pleinement consciente de l'impact symbolique qu'elle venait d'accomplir, marqua encore plus sa victoire : ramenées dans leurs familles, les dépouilles des combattants furent portées en terre par les foules de Damas, Amman ou Beyrouth.

Comme des milliers de jeunes de ma génération, j'ai participé à ces cortèges funèbres et j'avoue sans emphase qu'aujourd'hui, quarante ans plus tard, la même émotion me submerge en écrivant ces lignes. Nous venions tout simplement de renaître.

C'est alors que commença ma quête naïve, inconsciente et quelque peu irresponsable même, tant la pratique clandestine m'était inconnue, pour prendre contact avec *Al-Muqâwama*, la Résistance, ainsi que nous appelions

le mouvement. Mes demandes désordonnées, mes questions incessantes à un groupe d'amis à l'université dont j'avais l'intuition qu'ils appartenaient à une cellule du Fath ne firent que m'attirer leur méfiance. Mais j'en fis tant que, pour se débarrasser de moi, me mettre à l'épreuve aussi, ils me conseillèrent d'aller à Amman, tenter d'établir le contact auprès d'un marchand de grains qui possédait, me dirent-ils, un petit commerce dans le centre de la capitale jordanienne !

Je débarquai ainsi, un matin, dans la boutique en question. Deux hommes s'y trouvaient, je les vois encore, bavardant, installés sur deux gros sacs de céréales. « Je viens de Beyrouth pour entrer en contact avec la résistance. » Ma demande, je l'appris plus tard, les convainquit qu'ils avaient affaire à un agent provocateur des services jordaniens et ils me mirent dehors après m'avoir très sèchement répondu qu'ils ne voyaient pas de quoi je parlais.

Je rentrai bredouille, humilié mais certain d'avoir frappé à la bonne porte. D'où me venait cette certitude ? D'un détail bouleversant : mon accent palestinien, celui que j'avais perdu depuis l'école à Beyrouth, m'était revenu dès l'instant où j'étais entré dans la boutique…

Aussi n'éprouvai-je aucune surprise quand, peu de temps après, les camarades de Beyrouth qui m'avaient envoyé littéralement promener à Amman, avertis de mon passage jordanien par l'organisation, me convièrent à assister à ma première réunion de cellule.

J'arrête là ces péripéties de mon itinéraire politique, inauguré, je le reconnais, sous le signe du ridicule. Si je les ai rapidement rapportées, ce n'est pas pour dresser une quelconque « biographie militante » mais pour dire à quel point mon engagement, comme celui de milliers de jeunes de mon peuple, fut déterminé par une situation qui nous était collectivement imposée. Ainsi suis-je incapable de répondre à la question : « De quand date ta politisation ? »

Je ne me suis jamais politisé au sens où on l'entend dans des sociétés jouissant d'une normalité quotidienne. Au contraire, j'ai le sentiment, comme beaucoup, d'avoir été immergé dans la politique dès l'instant de mon, de notre, déplacement forcé sans autre choix que de vouloir inverser le mouvement qui m'avait chassé de chez moi.

Le reste, tout le reste, viendra, comme je l'ai déjà dit, plus tard, quand il fallut donner un contenu politique à la blessure originelle. Une blessure collective sur laquelle je reviens dans les entrées consacrées à l'Exil et aux Réfugiés.

État. Un ? Deux ? Combien ? État binational, de tous ses citoyens ?

La question de l'État, aujourd'hui au centre du débat quant à une issue au conflit israélo-palestinien, n'est pas récente et elle n'est pas née avec les négociations de paix dans la quête, à ce jour inaboutie, de la recherche d'une solution juste, globale et permanente.

Le débat ne date donc pas des négociations inaugurées en 1991 à Madrid, même si le principe de l'établissement de deux États, palestinien et israélien, vivant côte à côte dans la paix, le respect et la sécurité mutuels est désormais considéré comme la seule solution, tout à la fois *équitable et possible*, le seul remède à l'interminable conflit.

Récente ou non, la question suscite néanmoins nombre de paradoxes.

Ainsi les Palestiniens se sont-ils vu longtemps dénier le statut de peuple et les attributs de souveraineté y afférent parce qu'ils n'auraient « jamais disposé d'un État », entendez d'un État-Nation. Ce postulat de l'État-Nation « *creator* » selon lequel l'État, et exclusivement lui, crée le peuple, *son* peuple, fut longtemps posé comme un principe incontournable, un obstacle infranchissable devant les affirmations de l'appartenance des Palestiniens à la famille des peuples avec tous les droits fondamentaux et inaliénables que cela confère. Prouvez que vous êtes un peuple, leur disait-on, bien que vous n'ayez jamais disposé d'un État !

L'injonction peut paraître incroyable aujourd'hui mais elle empêcha, des décennies durant, de poser la seule question à débattre, à savoir non point le droit à un État mais à *quel* État ? Injonction d'autant plus difficile à satisfaire et encore moins à admettre que, dans le camp d'en face, aucun doute ne se faisait jour lorsque l'on affirmait que le peuple juif, qui n'avait jamais disposé en tant que tel d'un État, détenait tous les droits associés au statut de peuple.

Nous n'en sommes heureusement plus là. Mais songeons aux immenses sacrifices, à la lutte acharnée menée pour faire admettre une évidence, celle de la réalité-peuple des enfants de la terre de Palestine, réalité à laquelle j'ai consacré de longues années de recherche conclues dans mon livre *Figures du Palestinien, identité des origines, identité de devenir*.

L'histoire contemporaine des Palestiniens s'articule autour d'une date charnière : 1948. Cette année-là, un pays et son peuple disparurent des cartes et des dictionnaires. La courte guerre qui fit rage du 29 novembre 1947 au 15 mai 1948, et qui se conclut par la proclamation de l'État d'Israël, constitua un épisode particulier. Loin d'être une simple occupation d'un pays par un autre, elle aboutit au remplacement d'un peuple par une communauté de 600 000 colons acheminés, leur immense majorité en Palestine durant le Mandat britannique. Un univers disparut et sur les 1 400 000 Palestiniens que comptait le pays avant la *Nakba*, la Catastrophe, seules 154 000 personnes seront considérées « présentes » en novembre 1948, à l'issue du premier recensement mené par le nouvel État israélien.

« Les Palestiniens n'existent pas », proclameront les nouveaux maîtres des lieux, et les Palestiniens seront désormais désignés par les termes génériques, si commodément vagues, de « réfugiés arabes » ou d'« Arabes

d'Israël » pour la petite minorité qui avait réussi à échapper à l'expulsion généralisée. Une longue absence commençait.

Mais qui étaient ces hommes et ces femmes qui criaient à l'injustice ? Étaient-ils réellement la nation qu'ils prétendaient être ? Disposaient-ils « d'un pays » avant 1948 ? Avaient-ils la conscience d'être un peuple, détenaient-ils une identité nationale avant d'être jetés sur les routes de l'exil ? Étaient-ils, au contraire, comme l'affirmaient les vainqueurs, des « nomades » arabes qui, après avoir « vendu leurs terres » aux colons, se découvraient soudain une cause et clamaient leurs droits nationaux dans le seul but de « jeter les Juifs à la mer » ?

Quelques clés de lecture, une certaine liberté d'imagination sont indispensables pour aborder ces questions. Elles imposent avant tout de sortir d'un moule, si dominant qu'il apparaît comme vérité évidente et modèle intemporel et universel. Elles requièrent de se libérer de l'idée que toute identité nationale passe forcément par la constitution d'un État-Nation, conformément aux mutations modernes qui ont secoué l'Europe dès la fin du XVIIIe siècle. Elles exigent d'en finir avec cette étrange division qui répartit les sociétés entre deux catégories, celles « *avec* État-Nation » et celles « *sans* État-Nation », les premières pouvant prétendre à l'identité nationale, les secondes, non. Elles exigent d'accepter l'idée qu'un peuple peut exister, pleinement, avec tout ce que ce terme requiert de conscience nationale, de souveraineté, de droit à l'autodétermination, sans pour autant avoir pour référence identitaire dominante et exclusive un État central et centralisé. Cette démarche, parce qu'elle déroge à un modèle qui a très largement dépassé les frontières du continent où il a vu le jour, n'est pas aisée. Elle est compliquée aussi par le fait que le peuple palestinien n'aspire pas moins à l'heure actuelle, comme bien d'autres peuples non occidentaux, à l'édification d'un État-Nation. Ce qui semblerait confirmer *a contrario* que les conditions qui lui sont imposées seraient légitimes…

Mais qui étaient ces Palestiniens qui, en 1948, en l'espace de quelques semaines, se sont retrouvés jetés sur les routes ? D'où venaient-ils ?

Les Palestiniens sont des Arabes de la Méditerranée orientale. Leur pays fait partie depuis des temps immémoriaux de ce que l'on appelle la « Syrie historique ». Cette dernière regroupait les régions qui donneront plus tard naissance à la Syrie, au Liban, à la Jordanie et à la Palestine contemporains.

Cette « arabité » constitue une identité « de base », un tronc commun aux peuples des ces régions. Elle est cimentée par l'usage d'une même langue, l'existence d'un imaginaire collectif, la revendication d'une histoire commune et la réalité de structures sociales, largement partagées, bref, par une même vision du monde, jamais démentie, dans la mesure où les traits identitaires locaux, liés à telle ou telle région de ce grand ensemble, ont constitué au long des siècles une force centrifuge qui a relié et rassemblé plutôt que d'exclure et de diviser. Et il ne s'agit pas là du tableau idyllique d'un monde pluriel et harmonieux – ce monde n'est pas sans conflits internes –, mais d'une forme

de société qui a précisément permis à ce tronc commun de s'enrichir de ses variantes locales, longtemps perçues, pour adopter une image musicale, comme des variations non *sur un* mais *à l'intérieur* d'un même thème.

Ces Arabes habitent une terre déterminée, la Palestine. Une région arabe à la personnalité affirmée en ce sens qu'elle est marquée d'un sceau particulier et fait, à ce titre, l'objet de convoitises spécifiques : la Palestine est aussi Terre sainte pour les trois monothéismes, berceau de deux d'entre eux, et ses habitants se considèrent comme les « gens de la Terre sainte ».

Ce n'est pas encore une nation au sens moderne du terme, mais c'est déjà un peuple qui, habité par une forte conscience d'appartenance à un territoire, la Palestine, se revendique dépositaire d'une histoire commune, celle de tous les héritages spirituels qui ont vu le jour « chez lui » et se définit par rapport à un espace et à une « géographie » internes propres.

Cette terre est également, depuis la nuit des temps, depuis Sumer et l'Égypte pharaonique jusqu'à la Première Guerre mondiale, le passage incontournable entre les deux grands blocs que sont les vallées de l'Euphrate et du Nil. Toute expansion de l'une ou de l'autre est condamnée à traverser la Palestine. Cette dernière y gagnera ainsi un trait identitaire supplémentaire : si elle constitue un couloir de passage obligé pour les conquérants, elle n'est pas pour autant, sauf rarement, la cible finale des conquêtes. Ainsi, d'un siècle à l'autre, la Palestine regardera-t-elle défiler les occupants qui, s'ils l'assujettissent dans la foulée, auront néanmoins en permanence « les yeux comme tournés ailleurs ». Le pays s'en trouvera ainsi mieux « conservé » que les régions voisines et vivra de longues périodes de calme, comme à l'écart des remous de l'Histoire. L'identité de ses habitants en sera également marquée.

Les croisades, paradoxalement, affermiront cette donne. Faisant de la Terre sainte leur cible, « distinguant » ainsi la Palestine, liant sa « délivrance » des infidèles à l'idée de la rédemption, les armées chrétiennes d'Occident accentueront sa « spécificité » et ancreront chez les Palestiniens le sentiment d'être agressés, attaqués en tant que « gens de la Terre sainte ». À cette perception de soi, la colonisation en général, le sionisme avec ses profondes particularités en ajouteront plus tard une deuxième, celle d'être les « gens de la première ligne », la ligne de front en charge de la défense de tous les Arabes.

L'espace palestinien ainsi circonscrit constitue une entité humaine et géographique, une société, largement comparable aux sociétés arabes voisines. Un monde citadin, un autre rural sédentaire, un troisième bédouin, tous marqués par une forte emprise des réseaux d'alliances claniques et familiales, y vivent et s'y développent dans un « décor » binaire fait de deux « entités », une montagne et une côte, deux lacs et une mer. Un corps ainsi décrit par Mahmoud Darwich :

Ils sont rentrés aux confins de leur obsession, à la géographie de la magie divine, au tapis de

feuilles de bananier dans la terre des tracés anciens.

Une montagne sur la mer,
derrière les souvenirs deux lacs,
un littoral pour les Prophètes
et une rue pour les parfums de l'oranger.

Jérusalem est en quelque sorte le « pivot » de cet espace. Mais si elle est la principale cité religieuse du pays, le centre de ses activités cultuelles, son point focal symbolique, la Ville sainte ne détient pas pour autant l'attribut d'être *la seule* capitale. Et cette particularité ne découle pas seulement du fait que la Palestine n'est pas encore une entité moderne disposant d'un siège central de gouvernement. Elle est surtout issue du fait que sa société se caractérise par de solides clivages verticaux, des entités-régions qui disposent également de leurs « capitales » respectives. Ainsi Haïfa et Saint-Jean-d'Acre pour la Galilée, Safad pour le nord, voisin de l'actuel Liban, Naplouse pour la région centre intérieure, Hébron pour la région sud intérieure, Jaffa pour la région centre côtière, Gaza et Bi'r al-Sab' pour le littoral sud voisin de l'Égypte. Seule Jérusalem est, néanmoins, parée d'une fonction double puisqu'elle est tout à la fois le centre politique et administratif de la région de Jérusalem-Bethléem et celui, religieux, cette fois, de la Palestine tout entière.

Cette topographie sociopolitique faite de « verticalités », de puissants régionalismes aura des conséquences déterminantes sur les structures locales de pouvoir. Elles perdureront jusque dans le fonctionnement de l'Organisation de libération de la Palestine fondée en 1964 !

En Palestine, le pouvoir fut, et demeure, largement basé sur une forme de confédération entre les régions précitées, à charge pour celui qui aspire à diriger ce pays et son peuple de rallier ses multiples composantes sans pour autant altérer leurs pouvoirs locaux. Ainsi est née, par la dynamique de l'Histoire et la pesanteur des lieux, une société qui a très longtemps fonctionné selon le principe du consensus et la quête du dénominateur commun. En Palestine le « national » s'est bâti sur le respect des aspirations du « local », et les Palestiniens en ont été profondément marqués.

C'est ce monde qui, au XIX^e^ siècle, se trouve engagé dans le mouvement général pour la libération du joug de l'Empire ottoman et l'accession à la souveraineté et à l'indépendance. Le rêve est alors panarabe. Les Palestiniens aspirent à un État moderne certes, mais « élargi » à leurs frères voisins et l'idée d'une Nation arabe, plurielle, non exclusivement islamique, comme on l'entend rabâché ici ou là, prédomine. La Première Guerre mondiale mettra un terme au rêve. Inaugurant l'ère des Mandats, britannique ou français, les frontières modernes du dépeçage colonial fixent dans la terre le principe de la division. Pour la Palestine qui, dans la foulée, vient de faire l'objet d'une promesse anglaise d'y fonder un « foyer national juif », une dépossession supplémentaire commence. « En Palestine, une nation a solennellement promis à une deuxième le territoire d'une troisième », écrira Arthur Koestler,

et le réformiste palestinien Sulayman al-Taji al-Farouqî lancera *dès le mois de mai 1911* (!) cette mise en garde prémonitoire et surprenante venant d'un peuple qui, selon certains, n'aurait eu alors aucune conscience de son identité nationale : « Le sionisme est le danger qui guette notre patrie… Il annonce notre exil et notre expulsion de nos demeures et de nos propriétés ! »

Le Mandat britannique d'abord, l'entrée en jeu graduelle de puissances étrangères au premier rang desquelles les États-Unis d'Amérique, le projet sioniste puis l'établissement de l'État d'Israël, le mouvement national palestinien avant et après 1948 seront les acteurs de l'épisode contemporain d'une longue tragédie, à ce jour ouverte, marquée par les conséquences du nazisme et de son terrifiant holocauste.

Cette tragédie n'a toujours pas trouvé de solution. Elle n'a pas empêché, bien que de toutes parts, des voix, sincères pour certaines, cyniques pour d'autres qui œuvraient en fait à sa perpétuation, réclament que le conflit trouve un épilogue *juste*, c'est-à-dire équitable, satisfaisant, apaisant, rassurant pour les principaux intéressés.

Pis, elle n'a pas préservé les Palestiniens engagés dans leur lutte tenace et obstinée pour leurs droits de se voir opposer, après l'argument de leur « non-existence » en tant que peuple, celui de l'occasion irrémédiablement manquée d'obtenir un État que l'Onu leur proposait dans sa résolution du partage du 29 novembre 1947.

Ainsi, s'ils n'avaient pas rejeté le plan Peel de partage de la Palestine en 1937, s'ils avaient, à l'instar de Ben Gourion, accepté le plan de partage de l'Onu en 1947, les Palestiniens n'auraient subi aucun mal et ils vivraient, encore chez eux, en Palestine.

Telle est l'antienne qui revient, tous les ans, en novembre. Efficace commémoration, « argument à têtes multiples » qui permet tout à la fois de réviser l'Histoire, de prétendre que les Palestiniens, habités par une sorte de propension congénitale au refus et au rejet, seraient les artisans, les premiers responsables de leurs malheurs, et surtout, de déclarer irrecevable car tardive, après qu'on l'eut dite injustifiée et infondée, leur revendication présente d'un État souverain. Elle aurait dû intervenir en 1947 et les milliers de morts tombés depuis, les guerres sans cesse recommencées, les immenses sacrifices consentis par les Palestiniens pour prouver leur existence ne devraient rien y changer.

Mais laissons ces arguments spécieux, « d'arrière-garde », aujourd'hui abandonnés par tous les acteurs déterminants, pour tenter d'apporter quelque réponse rationnelle à ce rejet par les Palestiniens de la proposition de partage de 1947.

Les Palestiniens pouvaient-ils accepter en 1947 l'idée même du partage alors qu'elle est aujourd'hui la pierre angulaire de leur offre de paix et de leur adhésion à la formule des deux États ?

La direction palestinienne de l'époque aurait-elle dû se montrer aussi habile que Ben Gourion, accepter le plan de partage et ainsi sauver son pays

de la noyade qui suivit ?

Du point de vue palestinien le partage est littéralement *impensable* en 1947. Pourquoi ? Parce que son principe même est contrebalancé, non par la seule analyse politique qu'en fait le leadership palestinien, mais surtout par l'incroyable force des évidences qui s'imposent aux Palestiniens, *peuple et société*.

Ces évidences, quelles sont-elles ? Une population palestinienne qui se bat depuis le début du siècle pour son indépendance et ses droits nationaux ; le sentiment de leur présence « naturelle », séculaire, chez eux des 1 400 000 Palestiniens face à une communauté de 600 000 juifs arrivés dans leur écrasante majorité durant la colonisation britannique de la Palestine (1917-1948) ; un territoire de 26 323 km^2 dont 6,58 % seulement sont, selon les données établies par l'Onu pour l'application du partage, en propriété juive ; un plan de partage impraticable qui, prévoyant un statut de *Corpus separatum* pour Jérusalem, allouait 56,5 % du territoire palestinien à l'État juif avec une population de 498 000 juifs et 407 000 Palestiniens contre 43,5 % alloués à l'État arabe avec une population de 993 000 Palestiniens et 152 000 juifs ; l'impossibilité enfin pour les Palestiniens d'imaginer en 1947 qu'au terme de ce plan et de la guerre qui allait immanquablement suivre, une expulsion, un déplacement forcé en masse, interviendrait qui ferait des centaines de milliers d'entre eux alors, les cinq millions de réfugiés et d'exilés d'aujourd'hui.

Bref, la guerre et les déplacements de population étaient inscrits dans le plan de partage et les affrontements qui débuteront dès sa proclamation le montreront : sur les treize offensives militaires d'envergure lancées par la Haganah, huit, décisives, se dérouleront dans le territoire échu en principe à l'État palestinien.

Dans ce contexte, la direction palestinienne pouvait-elle faire fi de tout ce qui précède et accepter par pure tactique le partage ? Certainement pas. Non qu'elle risquât alors le rejet par sa base, non qu'elle fût incapable du même redoutable cynisme que Ben Gourion, mais pour la raison qu'elle fonctionnait au diapason de son peuple.

On ne refait pas l'Histoire. Mais il me faut rappeler ici un épisode des débats houleux et passionnés qui préludèrent au plan de partage à l'Onu. Un épisode qui montre la véritable, la *vraie* occasion manquée, non celle que certains brandissent pour s'opposer à un État palestinien, mais celle qui, si elle avait été saisie, aurait évité aux deux peuples palestinien et israélien les décennies de conflit avec leur cortège de morts et de souffrances.

En 1947, Jamal al-Husseini, représentant la partie palestinienne, expliqua à la tribune de l'Onu pourquoi son peuple refusait le partage. Mais ne s'arrêtant pas là, il accompagna son refus du partage d'une proposition, celle de la pleine citoyenneté pour tous au sein d'un État indépendant et souverain dans lequel musulmans, juifs et chrétiens déjà présents sur le territoire palestinien jouiraient des mêmes droits et devoirs. Le contenu de ce

discours a disparu de la quasi-totalité des livres d'histoire bien qu'il en existe une archive filmée à l'Onu…

C'est en 1969, à Beyrouth, que le Fath, alors en phase ascendante après la prise de contrôle des camps de réfugiés de Jordanie et du Liban, rend publique sa proposition de l'établissement d'un « État laïc et démocratique en Palestine ».

La genèse de cette proposition, les conditions historiques de son élaboration sont essentielles bien que cet épisode de l'État démocratique soit souvent relégué au rang d'une anecdote tactique, une sorte de « pétard mouillé » palestinien, de piège grossier qui n'aurait trompé aucun Israélien.

C'est un groupe de cadres, en majorité des professeurs au brillant cursus de l'université américaine de Beyrouth, qui élaborera la proposition d'un État démocratique comme solution du conflit. À quelle demande cette proposition répondait-elle ? À plusieurs en réalité.

Tout d'abord le reproche permanent, pour ne pas dire l'accusation, fait à la résistance de ne pas « avoir de théorie » [*sic*] et de ne pouvoir de ce fait prétendre au statut de mouvement révolutionnaire ! Ce type d'accusation avait alors force d'anathème d'Église valant excommunication et quiconque a vécu ces années comprendra que le Fath, en quête d'alliés et de mouvements solidaires, se soit empressé de s'en « dédouaner ».

Il fut donc demandé aux cadres du mouvement de répondre, de dire de quoi serait fait l'avenir libéré, de préciser surtout ce qu'il adviendrait des juifs, les Israéliens désormais.

Trois guerres avaient eu lieu depuis 1948. Tous les pays arabes avaient, suite à leurs débâcles successives, été le théâtre de coups d'État « en cascade » et la majorité des Palestiniens vivaient en exil et venaient de reprendre leurs affaires en main. Leur discours avait profondément changé, marqué par l'atmosphère révolutionnaire et progressiste des temps d'une part, la participation active à tout ce qui « bougeait » sur la scène politique moyen-orientale d'autre part.

La proposition de l'État démocratique en portera les traces et reflétera deux autres influences.

Les auteurs du projet, formés pour la plupart dans de grandes universités aux États-Unis, sont des intellectuels « à l'occidentale » qui, non seulement sont convaincus par l'idée démocratique, mais savent aussi le poids des mots, leur bonne image en quelque sorte. Ils cherchent à susciter, à défaut de l'adhésion, la sympathie des gouvernements d'Occident à l'égard de leur cause.

Que dit ce texte ? Des choses simples en apparence : la révolution palestinienne vise à l'établissement d'un État démocratique sur l'ensemble du territoire de la Palestine historique au sein duquel musulmans, juifs et chrétiens vivront en citoyens égaux avec les mêmes droits et obligations et une totale liberté de croyance et de pratique de leurs religions respectives.

Les auteurs du texte prenaient-ils conscience qu'ils venaient de formuler

une aspiration littéralement révolutionnaire qui, outre l'adhésion à l'idée démocratique, posait *de facto* le principe de la séparation de « l'Église et de l'État » ?

La proposition fut immédiatement rejetée par Israël qui la qualifia de nouvelle manœuvre pour détruire l'État juif. Paradoxalement, c'est au sein de la population palestinienne, des strates les plus traditionnelles de sa société, que l'idée fera son chemin.

C'est grâce à ce texte, cette proposition mort-née, que les couches populaires palestiniennes commencèrent à parler de démocratie palestinienne, puis à la revendiquer jusqu'à en faire, des années plus tard, leur principal point de fierté par rapport aux sociétés environnantes.

La traduction française du projet palestinien parut en 1969 aux éditions de Minuit et Jérôme Lindon, qui m'honora près de vingt ans durant de son amitié, percevra l'enjeu fondamental de la proposition et l'intitulera : *La Révolution palestinienne et les Juifs*.

Mais la fin de non-recevoir d'Israël fit que l'idée de la « Palestine démocratique » conçue par le Fath sembla disparaître du débat.

Une autre, plus « modérée », voire moins ambitieuse, imprégnée des événements – la guerre d'octobre 1973 notamment – et reflétant l'état des débats internes au sein de l'OLP, lui succéda. C'est ainsi qu'en 1974, le Conseil national palestinien, le parlement en exil de l'OLP, adopta une résolution qui spécifiait que la Révolution palestinienne visait à établir son État sur « tout ou partie de la Palestine qui serait libérée ou dont Israël se serait retiré ».

Le bouleversement se trouve dans cette dernière périphrase qui, après avoir réaffirmé le principe de la lutte armée de libération, ne rejetait plus l'idée d'une libération partielle de la Palestine ni celle que cette dernière pourrait être obtenue grâce à un retrait d'Israël ! Nous savons aujourd'hui qu'à cette époque l'idée d'un État né d'une négociation traçait déjà son chemin et que les contacts secrets avaient débuté entre les deux parties.

Cette ouverture attendra 1988 pour être pleinement entérinée par le parlement palestinien réuni le 15 novembre à Alger qui proclamera la naissance de l'État palestinien et votera l'adhésion à une solution négociée du conflit sur la base des résolutions 242 et 338 de l'Onu.

Entre-temps, les Palestiniens seront passés sous les fourches de la guerre civile libanaise, l'invasion israélienne du Liban en 1982, les massacres de Sabra et Chatila, le siège de Tripoli, l'exil tunisien, mais leur ténacité et leur obstination seront récompensées par le déclenchement, en décembre 1987, de l'Intifada dans les territoires occupés par Israël en 1967.

Le 15 décembre 1988, l'Onu entérine cette proclamation en raison du fait qu'elle adhère pleinement au principe d'une solution négociée sur la base des résolutions onusiennes. À partir de cette date, les représentations palestiniennes à l'Onu et dans ses autres instances deviennent des « Missions de la Palestine » et non plus de l'Organisation de libération de la Palestine.

La séquence, celle d'une solution historique basée sur le principe des « deux États », venait de voir le jour.

Du texte de la proclamation d'indépendance, quelques extraits méritent d'être cités qui disent tant la teneur profonde du rêve palestinien que la capacité palestinienne à se dépasser au terme de quarante ans d'exil et de souffrances :

« *Terre des messages divins révélés à l'humanité, la Palestine est le pays natal du peuple arabe palestinien. C'est là qu'il a grandi, qu'il s'est développé et qu'il s'est épanoui. Son existence nationale et humaine s'y est affirmée, dans une relation organique ininterrompue et inaltérée, entre le peuple, sa terre et son histoire.*

Continuellement enraciné dans son espace, le peuple arabe palestinien a forgé son identité nationale, et s'est élevé, par son acharnement à la défendre, jusqu'au niveau de l'impossible… En dépit de la fascination suscitée par cette terre ancienne et par sa position cruciale à la charnière des civilisations et des puissances, en dépit des visées, des ambitions et des invasions qui ont empêché le peuple arabe palestinien de réaliser son indépendance politique, l'attachement permanent de ce peuple à sa terre a néanmoins imprimé au pays son identité et au peuple son caractère national.

« *Inspiré par la multiplicité des civilisations et la diversité des cultures, y puisant ses traditions spirituelles et temporelles, le peuple arabe palestinien s'est développé dans une complète unité entre l'homme et son sol. Sur les pas des prophètes qui se sont succédé sur cette terre bénie, c'est de ses mosquées, de ses églises et de ses synagogues que se sont élevés les louanges au Créateur et les cantiques de la miséricorde et de la paix.* […]

« *L'État de Palestine est l'État des Palestiniens où qu'ils soient. C'est dans ce cadre qu'ils pourront développer leur identité nationale et culturelle, jouir de leur pleine égalité des droits, pratiquer librement leurs religions et exprimer sans entraves leurs convictions politiques.*

« *Là sera respectée leur dignité humaine dans un régime parlementaire démocratique fondé sur la liberté de pensée, la liberté de constituer des partis, le respect par la majorité des droits de la minorité et le respect par la minorité des décisions de la majorité. Ce régime sera fondé sur la justice sociale, l'égalité et l'absence de toute forme de discrimination sur la base de la race, de la religion, de la couleur ou du sexe, dans le cadre d'une Constitution qui garantit la primauté de la loi et l'indépendance de la justice, et en totale fidélité aux traditions spirituelles palestiniennes, traditions de tolérance et de cohabitation généreuse entre les communautés religieuses à travers les siècles.* […]

« *L'État de Palestine proclame son adhésion aux principes et aux objectifs de l'Organisation des Nations unies, à la déclaration universelle des droits de l'homme ainsi qu'aux principes et à la politique du non-alignement.* […]

« *L'État de Palestine affirme également qu'il croit au règlement des*

conflits régionaux et internationaux par des moyens pacifiques, conformément à la Charte et aux résolutions des Nations unies. »

Quant aux résolutions politiques, elles sont encore plus explicites, comme le montrent ces extraits :

« […] *De par sa responsabilité à l'égard de son peuple, de ses droits nationaux et de son désir de paix fondé sur la Déclaration d'indépendance du 15 novembre 1988* […] *le Conseil national palestinien affirme la détermination de l'OLP de parvenir à une solution politique globale du conflit israélo-arabe* […] *dans le cadre de la Charte des Nations unies, des dispositions de la légalité internationale, des principes et des règles de droit international, des résolutions des Nations unies dont les dernières en date sont les résolutions du Conseil de sécurité n^os^ 605, 607 et 608 et des résolutions des Sommets arabes, de façon à garantir les droits du peuple arabe de Palestine au retour, à l'autodétermination et à l'édification de son État indépendant sur sa terre nationale, ainsi qu'à mettre en place les dispositifs de paix et de sécurité pour tous les États de la région.*

« *Pour réaliser cet objectif, le Conseil national palestinien affirme la nécessité de réunir une conférence internationale dotée de pouvoirs et consacrée à la question du Moyen-Orient, dont l'essence est la question palestinienne, sous la supervision des Nations unies, et avec la participation des membres permanents du Conseil de sécurité et de la totalité des parties en conflit dans la région, y compris l'OLP, représentant unique et légitime du peuple palestinien, sur un pied d'égalité avec les autres participants, étant entendu que la conférence internationale se tiendra sur la base des résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité et de la garantie des droits nationaux légitimes du Peuple palestinien, en particulier son droit à l'autodétermination, conformément aux principes et dispositions de la Charte des Nations unies portant sur le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et sur l'inadmissibilité de l'acquisition des territoires d'autrui par la force ou l'invasion militaire et sur la base des résolutions des Nations unies relatives à la question palestinienne.* »

Il est clair désormais que les Palestiniens négocieront sur la base des résolutions 242 et 338 de l'Onu, c'est-à-dire dans la perspective « des deux États », que celui de Palestine sera « installé » dans les territoires occupés par Israël en 1967 et que Jérusalem-Est en sera la capitale.

« L'État de Palestine est l'État des Palestiniens où qu'ils se trouvent », dira la déclaration d'indépendance. Simple envolée lyrique ? Nullement, car ce postulat qui sonne comme un acte de foi fournit également une clé fondamentale à la lente évolution qui vient de déboucher sur l'acceptation de l'idée des deux États et, par là, d'un partage de la Palestine.

Que dit-il en somme ? Que l'État de Palestine sera celui de tous les Palestiniens. Certes, mais à ce détail près que cet État en question vient de voir ses frontières précisées, celles de la Cisjordanie, de la Bande de Gaza et de Jérusalem-Est, qui ne couvrent désormais que 22 % du territoire de la

Palestine historique.

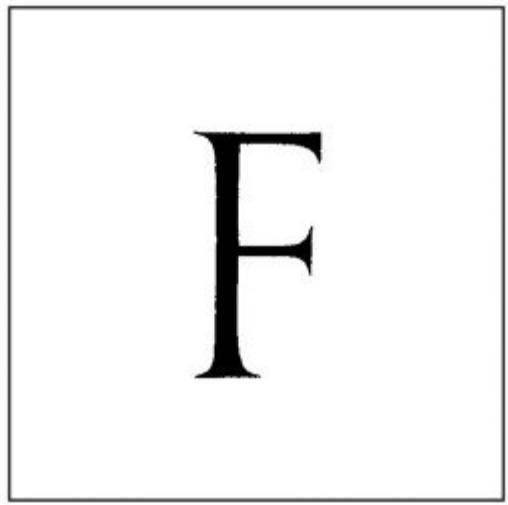
Je parle plus haut de dépassement. C'est bien de cela qu'il s'agit ici et même d'une profonde violence intime que s'infligent les Palestiniens lorsqu'ils acceptent l'idée que leur patrie sera partagée, eux qui jamais n'ont perdu de vue leur patrie, leur terre natale ni oublié qui ils étaient et où *elle* était.

Aussi l'adhésion au principe des deux États ne fut-elle jamais renoncement à la Palestine mais acceptation de la partager. Et cette acceptation advint, au terme d'une longue évolution marquée par la conviction graduellement acquise que dans ce conflit aucune partie n'arriverait à se débarrasser définitivement de l'autre.

Mais cela n'aurait en rien suffi si les Palestiniens n'avaient également franchi un pas décisif en se montrant capables d'une distinction entre *patrie* et *État* : notre patrie est la Palestine mais notre État sera établi sur une partie de notre patrie.

Tel est, en termes bien plus faciles à énoncer qu'à appliquer, j'en témoigne, le principe qui petit à petit intégra le dictionnaire politique palestinien. Là se trouve le compromis historique, la violence faite à soi, pour que la paix advienne.

Enfin, et pour la petite histoire, le texte arabe du Préambule fut rédigé en toute liberté, à la demande de Yasser Arafat, par Mahmoud Darwich. La mouture anglaise fut confiée à Edward Said, la française, à Ilan Halevi et moi-même. J'en garde précieusement les brouillons dans l'espoir de les confier un jour à la BNP, non point la banque comme pourraient le supposer certains esprits mal tournés, mais la Bibliothèque nationale palestinienne.



Le Fils des voisins (Religion I)

Pour ceux qui ne l'auraient pas deviné – tant il est vrai que l'intitulé de cette entrée peut laisser perplexe –, il s'agit ici du Fils de Dieu, Jésus le Nazaréen et de la religion chrétienne dans laquelle j'ai été élevé. D'où ce *Religion I*, sachant qu'un *Religion II* traitera de la Terre sainte en tant que telle.

Je suis né dans une famille chrétienne, de rite oriental, melkite, plus communément nommée grecque-catholique, pour marquer son obédience à

Rome à la différence de l'Église dite « grecque orthodoxe ». Jusque-là tout est non point banal, loin de là, mais commun. Quoi de plus normal en Terre sainte que la multiplicité des Églises et des obédiences ?

Mais que le lecteur se rassure. Je ne compte pas ici entamer l'élaboration d'un tableau des religions et des rites établis en Terre sainte. J'en suis tout simplement incapable. Cela m'éloignerait surtout de mon intention réelle, à savoir aborder à travers mon propre vécu un aspect de la religiosité palestinienne bien peu connu, masqué, écrasé qu'il est par le poids d'une terre hors du commun.

Terre unique ? Sans l'ombre d'un doute. Sauf que ses enfants, bien conscients de la singularité de leur pays, entretiennent aussi un rapport de familiarité particulier avec leurs croyances, aux antipodes de la solennité.

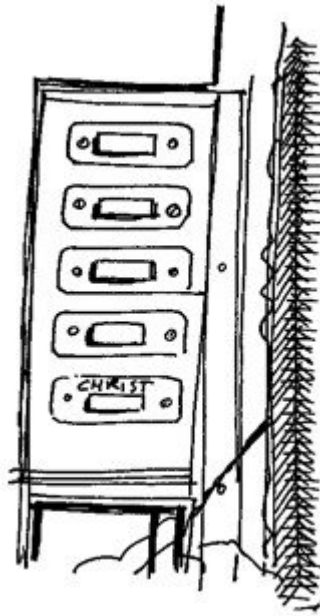
Cette familiarité, d'où vient-elle ? De la proximité du lieu, de sa perception concrète, physique, du fait que la Palestine n'est pas une simple idée, un lieu imaginé et célébré, mais une suite d'endroits connus, palpables, à portée de vue, de main.

Ainsi la pesanteur du lieu, la charge mystique, spirituelle de cette terre choisie parmi toutes, s'accompagne pour ceux qui en viennent du sentiment d'être en « terrain connu ».

J'ai été élevé comme nombre des miens, de quelque religion fussent-ils, avec le sentiment que mon pays n'était pas seulement extraordinaire, mais aussi et surtout, un pays comme les autres. D'où la liberté que je prends, sans chercher le moins du monde à choquer les croyants, de voir dans le Christ le Fils des voisins, né à quelques kilomètres de ma ville natale, élevé dans le même monde que moi, au milieu des mêmes paysages.

Nul irrespect en cela ni humour de mauvais aloi, mais l'expression d'une familiarité naturelle et affectueuse, qui n'est pas contradictoire avec la révérence due au caractère divin du personnage : ne nous enseigne-t-on pas que Dieu se fit *homme* aussi et que cela se passa chez nous ?

Le lieu marquera donc de son empreinte une relation unique à la divinité et à la sainteté, une merveilleuse perception de proximité physique qui fait de nous, par-delà la diversité de nos croyances, les tenants d'une religion marquée par le naturel spontané, les relations détendues. Comme si, en Palestine, la religion était faite de ciel *et* de terre, d'un ciel auquel aspire une grande part de l'humanité *mais aussi* d'une terre que nous, Palestiniens, avons le privilège de connaître comme notre propre chair.



J'ai été donc élevé dans ce rapport à la religion et je suis loin, bien loin, de représenter un cas isolé. Si j'en parle néanmoins à la première personne, c'est que j'estime que c'est la meilleure façon d'en parler, d'en témoigner aussi. Tout simplement.

Disons-le tout de suite, ce qui précède expliquera peut-être le fait qu'étant agnostique, j'ai une relation réelle à ce Fils des voisins en qui je vois un compatriote, un autre Palestinien, et étant, entre autres, de culture et arabe et chrétienne et musulmane (française aussi, mais c'est une autre histoire), je ne peux nier que ma relation à la religion fut profondément modelée par ce christianisme de « proximité », celui de la porte à côté, simple et convivial. Un rapport non point réel mais de « réalité ».

Cette religion, la mienne, se fondait sur des choses simples. Ainsi, je l'ai vécue.

Les quatre Évangiles, tout d'abord, lus, entendus, vus surtout avec les yeux de qui a une *connaissance des lieux*, de la scène du récit. Dès lors, nulle abstraction ou métaphore, aucun effort d'imagination ou autre, pour que le récit christique intègre de façon naturelle votre univers. Plus et même si vous apprenez par exemple un jour que le Fils des voisins usait d'une langue que vous ne comprenez pas, étrangère à votre oreille, rien n'y fera, vous aurez la conviction intime que ces paroles prononcées chez vous n'ont pu l'être que dans la langue en usage aujourd'hui chez vous, votre langue.

C'est ainsi en tout cas que j'ai intégré, fait mien, le récit évangélique. Comment en aurait-il été autrement lorsque vos parents à la moindre citation d'un lieu vous le décrivaient comme s'ils venaient d'en revenir, qu'ils vous

parlaient de chaque personnage comme s'il avait habité votre rue ou le quartier voisin.

Ces récits ne m'ont jamais semblé féeriques, divins ou extraordinaires, mais me sont apparus comme d'autres histoires, réelles, de mon chez-moi, qui venaient naturellement s'ajouter à celles de mon père me racontant ses souvenirs de Haïfa. Comme si le temps écoulé, les millénaires d'écart s'estompaient par la magie de la pesanteur des lieux.

Plus tard, fort de ce bagage, je compris que ces textes, que je connais encore parfaitement bien que ma croyance, ma foi en eux, ait changé, avaient chacun sa beauté propre.

Mon préféré demeure celui de Matthieu.

La *Passion selon saint Matthieu* de Jean-Sébastien Bach y est indiscutablement pour beaucoup, mais elle n'a pas, seule, alimenté cette préférence, assistée qu'elle fut par le magnifique passage dit des *Béatitudes* ou *Joies* et que je ne résiste pas à citer ici dans la traduction nouvelle sous la direction de Frédéric Boyer.

J'avoue avoir longtemps hésité entre celle-ci et la version proposée par la Bible de Jérusalem éditée par mes amis, les dominicains du couvent Saint-Étienne à Jérusalem.

D'où vient cette hésitation ? Les deux versions ne sont-elles pas l'une comme l'autre belles ? Sans aucun doute. Mais la première à m'avoir « chronologiquement » ému fut celle de la Bible de Jérusalem.

Étrange force des premiers émois qui s'enracinent en vous. J'ai ainsi été bouleversé dans ma jeunesse lors de ma première écoute de la *Passion* sous la baguette de Karl Richter, puis d'Otto Klemperer. Et on peut me faire entendre toutes les nouvelles versions que l'on voudra, plus justement baroques, plus authentiques, moins romantiques, rien n'y changera, rien ne remplacera l'émotion que suscitent encore celles de Richter et de Klemperer.

Tout cela pour dire mon hésitation, redire que les deux traductions sont belles, qu'il en va des textes comme de la musique : la meilleure des choses à faire est d'aller voir par vous-mêmes et de vous imprégner des deux versions.

Voici donc ces *Béatitudes*, ces *Joies* que j'aime, tant elles justifient à elles seules la mission que s'assigna le Fils des voisins, nos voisins, mon compatriote :

Joie de ceux qui sont à bout de souffle,
le règne des Cieux est à eux.
Joie des éplorés,
leur deuil sera plus léger.
Joie des tolérants,
ils auront la terre en héritage.
Joie de ceux qui ont faim et soif de justice,
ils seront comblés.
Joie des êtres compatissants,
ils éveilleront la compassion.
Joie des cœurs limpides,
ils verront Dieu.
Joie des conciliateurs,

ils seront appelés enfants de Dieu.
Joie des justes que l'on inquiète,
le règne des Cieux leur appartient.

Il n'y avait pas que les Livres, fussent-ils saints ; les fêtes et les liturgies occupaient une grande place aussi dans ces rapports simples au divin.

Parmi les premières, l'Épiphanie détient, de loin, ma préférence. En Orient, l'Épiphanie, *Al-Ghitâss*, *l'immersion*, commémore tous les 6 janvier le baptême du Christ, non l'arrivée des Rois, et ma mère modifiait le menu traditionnel de la fête en lui adjoignant une spécialité culinaire dévolue en principe à la Sainte-Barbe, sorte de célébration du carnaval en décembre.

Que le lecteur qui se sent un peu embrouillé par ces précisions, confuses je l'admets, n'ait pas d'inquiétude particulière. Il pourra toujours mettre la chose sur le dos de la « complexité » orientale.

Bref, l'Épiphanie est l'une de mes fêtes religieuses favorites et je dois à présent avouer que cette prééminence vient de deux raisons que le lecteur pourrait, je le comprendrais, juger peu glorieuses : le menu du repas et un conte légendaire dont je fus, des années durant, l'auditeur crédule.

Les plats d'abord. Ils sont au nombre de trois : les *Zalâbî,* les beignets, les *Qatâyif bî Jawz*, sortes de crêpes fourrées aux noix, et, en tête des trois, la magnifique *Qamhiyyé*, une préparation à base de blé. Trois délices que ma mère servait le soir de la fête, le repas commençant toujours par cette phrase qu'elle se disait à elle-même : « Tiens, mais c'est vrai, c'est l'anniversaire de Rizk. »

Rizk était le frère de mon père, né, on l'aura compris, un 6 janvier, jour de l'Épiphanie. Ce que je n'ai en revanche pas compris à ce jour, c'est la raison pour laquelle ma mère avait besoin de cette entrée en matière. L'anniversaire de Rizk lui servait-il de repère pour se souvenir de la fête ? La fête lui servait-elle de repère pour se souvenir de l'anniversaire ?

Toujours est-il qu'en cette remémoration dans ce dictionnaire, je ne peux résister à l'envie de donner les recettes de ces trois délicieuses préparations, à jamais au panthéon, fort encombré je le reconnais, de ma cuisine idéale.

J'ai demandé à Farouk Mardam-Bey, mon ami de toujours, mon complice impénitent et néanmoins modèle de finesse, d'humour et de culture, bref un homme de grande civilité et civilisation, amateur des lettres, des crus et des bons plats, de me les rédiger.

Un dernier mot avant de lui céder la place, pour que les choses soient bien claires. Ce n'est pas parce que je ne sais pas rédiger une recette que je n'apprécie pas les bonnes choses.

Zalâbiya (beignets)

Ingrédients pour 6 personnes :

3 petits verres de farine (375 g)
2 verres de yaourt
1 litre d'huile végétale pour la friture
1 cuillerée à café de bicarbonate de soude

Pour le sirop de sucre :
2 verres d'eau
3 verres de sucre
1 cuillerée à soupe de jus de citron
1 cuillerée à soupe d'eau de fleur d'oranger

Préparez d'abord le sirop de sucre. Pour ce faire, il faut dissoudre le sucre dans l'eau et laisser bouillir pendant une quinzaine de minutes. Écumez et ajoutez le jus de citron sans ôter du feu. Arrêtez la cuisson une fois le sirop devenu assez épais. Incorporez l'eau de fleur d'oranger et laissez refroidir.

Préparez ensuite la pâte de zalâbiya en travaillant longuement à la main farine, yaourt et bicarbonate.

Mettez l'huile à chauffer et, avec une cuiller à café, formez de petites boules de pâte que vous plongerez dans l'huile.

Laissez-les roussir puis ôtez-les de l'huile avec une écumoire.

Avant de servir, arrosez de sirop de sucre.

'Atâyef bil Jawz (crêpes fourrées aux noix)

Ingrédients pour 6 personnes :
12 pièces de 'atâyef (sorte de blinis d'à peu près 7 centimètres de diamètre)
150 à 200 g de cerneaux de noix concassés
50 g de sucre
2 cuillerées à soupe d'eau de fleur d'oranger
1 litre d'huile végétale
1 grand bol de sirop de sucre

Préparez d'abord le sirop de sucre. Pour ce faire, il faut dissoudre le sucre dans l'eau et laisser bouillir pendant une quinzaine de minutes. Écumez et ajoutez le jus de citron sans ôter du feu. Arrêtez la cuisson une fois le sirop devenu assez épais. Incorporez l'eau de fleur d'oranger et laissez refroidir.

Mélangez noix, sucre et eau de fleur d'oranger.

Déposez au milieu de chaque 'atâyef, du côté criblé de trous, l'équivalent d'une cuillerée à soupe de ce mélange. Rabattez les bords avec les doigts et pressez les contours de façon à obtenir des chaussons en forme de demi-lune.

Faites frire les 'atâyef dans l'huile jusqu'à ce qu'ils acquièrent une belle couleur dorée.

Plongez-les immédiatement dans le sirop de sucre et servez-les bien chauds.

Qamhiyyé (bouillon de blé)

Ingrédients pour 6 personnes :

600 grammes de blé
sucre
un quart de verre d'eau de fleur d'oranger
trois cuillérées à soupe d'eau de rose
2 grenades acides
amandes, pignons et noix émincées

Faites bouillir le blé dans 3 litres d'eau en prenant soin qu'il ne devienne pas pâteux.

Égrenez les grenades.

Une fois votre bouillon prêt, ajoutez-y les graines de grenades, l'eau de rose, l'eau de fleur d'oranger, les amandes, les pignons et les noix émincées.

Consommez tiède.

Au tour du conte légendaire maintenant. L'Épiphanie célèbre donc l'arrivée des rois mages venus adorer l'Enfant-Dieu à Bethléem alors que le *Ghitâss* commémore le baptême du Christ dans le Jourdain, mais pas de problème à cela, rois mages ou baptême, l'essentiel était ailleurs en ce qui me concerne puisque l'on racontait qu'au moment où l'on baptisa le Sauveur, toute la nature se prosterna et que depuis, arbres et plantes se mettent à genoux, chaque Épiphanie, pour célébrer Dieu.

J'avais bien entendu retenu l'épisode des arbres et des plantes à genoux et c'est ainsi que, après avoir dégusté les spécialités de la fête, je me postais tous les ans sur notre balcon qui donnait sur le grand jardin de nos voisins, épiant la silhouette sombre des arbres, des figuiers pour la plupart, guettant le moindre tressaillement dans leur feuillage comme les prémices du miracle que j'allais, j'en étais sûr, voir en direct, conforté que j'étais par les venues régulières de mon père à mes côtés pour me demander : « Alors ? Ils se sont agenouillés ? Pas encore ? Attends encore un peu. ». Puis venait sa dernière apparition toujours accompagnée d'un : « Tu sais, ils ont dû s'agenouiller pendant que tu mangeais la Qamhiyyé. Rentre. Il est temps de dormir. Tu les verras l'an prochain. »

Je n'ai jamais vu les figuiers s'agenouiller. Mais, Dieu m'est témoin, je les ai attendus chaque Épiphanie.

Après les Évangiles, les plats et les arbres à genoux, vient le tour de la liturgie. Byzantine bien entendu, la plus belle de toutes bien entendu aussi, celle qui fit que les messes, nombreuses, auxquelles j'ai assisté en compagnie

des miens relevèrent bien plus des concerts lyriques que des saintes célébrations.

Nous y allions toujours en « famille élargie » pour parler comme les ethno-anthropologues, ce qui, en termes plus simples, signifie que nous occupions la totalité de l'église, ma grand-mère maternelle Marie au centre et sa descendance directe de plus de quatre-vingts âmes autour d'elle.

Souvent quelques parents et alliés venaient grossir les rangs de notre tribu qui, alors, les accueillait dans l'église exactement comme si elle les recevait chez elle. Bref, nous occupions les lieux et mon oncle Élias, encore un, l'un des frères de ma mère, grand dévot devant le Tout-Puissant, qui avait rêvé de se faire prêtre, et en fut empêché par ma grand-mère soucieuse comme elle disait de le voir trouver « un travail plus sérieux », mon oncle donc se chargeait d'interpeller l'officiant pour lui transmettre les demandes des parents : « Élias, dis-lui de chanter tel passage. Élias, dis-lui de reprendre le passage qu'il a chanté dimanche dernier. » Et l'oncle, tout fier de servir d'intercesseur, reprenait à haute voix la demande à l'attention de l'officiant cette fois, sauf que ce dernier l'avait déjà entendue vu que les parents ne prenaient jamais le soin d'exprimer leurs vœux musicaux à voix basse…

Je confesse aussi et enfin que souvent nous avons changé d'église parce que le prêtre ne chantait plus aussi bien ou parce que l'on nous avait signalé l'arrivée d'une « belle voix » dans une autre église.

Parmi tous ces chants, tous ces offices, ceux de la Semaine sainte gardent ma préférence. Long requiem, chants mélangés à l'encens de véritables scènes théâtrales, les fidèles rejouant la mise en croix, puis la mise au tombeau, larmes quand s'élevait la voix du chantre, pétales de roses et aspersions d'eau de fleur d'oranger sur le corps que l'on porte en terre à travers l'église, tout cela demeure pour moi de l'ordre d'un mystère populaire partagé dans des églises toujours plongées dans la pénombre, l'explosion de la pleine lumière étant réservée à l'annonce de la Résurrection.

Et puis, et comme toujours, il y avait les cocasseries sans lesquelles aucune cérémonie, aucun rituel ne serait digne de ce nom.

Ainsi le Jeudi saint où l'on voyait les pénitentes – les hommes y participant rarement – qui allaient de leurs domiciles aux églises, en marchant, en avançant, je ne sais comment le dire, sur les genoux, les plus méritantes d'entre elles choisissant des chapelles plantées au sommet d'escaliers. Je me souviens encore que des rumeurs couraient avant ces fameux jeudis, sortes de bons tuyaux, pour signaler les escaliers les plus longs et les plus raides !

Ainsi également, les sorties de la cérémonie de la mise au tombeau quand, très ému, mon père oubliait d'un coup Romains, grand prêtre, pharisiens, Pilate, centurions et légionnaires et se mettait à insulter subitement, comme si la cérémonie l'avait par magie ramené chez nous, dans l'ancienne église de la ville basse, à Haïfa, les « Anglais perfides, Dieu les maudisse, ils nous ont fait perdre la Palestine ! ».

J'avoue, là encore, que j'étais de son avis et que cette détestation

précoce d'Albion pèsera fortement sur ma sympathie spontanée qui se muera rapidement en sentiment amoureux de la belle langue de France.

Les voies du Seigneur, on ne le rappellera jamais assez, sont vraiment impénétrables. J'en témoigne.

Fondamentalismes

Souvenir d'une interview de Yasser Arafat sur une chaîne étrangère. Saëb Ereikat, l'homme aujourd'hui en charge des négociations de paix israélo-palestiniennes, traduit. Le journaliste pose à Arafat une question apparemment anodine, une façon détournée de remettre en cause la réalité de l'existence de cette Palestine dont se réclame le dirigeant palestinien.

— Qu'est-ce que la Palestine, monsieur le Président ?

À quoi le chef palestinien répond, en arabe :

— La Palestine est juive, chrétienne et musulmane.

Ereikat traduit :

— Palestine is moslem, christi…

Mais il est immédiatement interrompu par Arafat :

— Saëb, traduis ma réponse dans l'ordre que j'ai moi-même adopté !

Arafat voulait-il banalement respecter l'ordre des séquences historiques ? J'en doute fort. Ayant parfaitement entendu la question, il avait décidé de la retourner et, la dépassant, d'exprimer un credo, le sien. J'ajoute et je témoigne pour l'avoir bien connu, suivi, observé des années durant, que cette réponse exprimait sa sincère conviction, l'idée qu'il avait de son pays, idée partagée avec la majorité écrasante de ses compatriotes.

Ce n'est point un hasard si j'ai intitulé cette entrée *Fondamentalismes* et non *Intégrisme islamique*, tant il m'importe de préciser que le Proche-Orient souffre depuis des années d'une maladie qui a atteint les trois monothéismes et non la seule religion musulmane.

Je ne m'arrêterai certes pas sur l'évolution d'un intégrisme chrétien ou musulman au Liban, juif en Israël. Ce n'est pas le propos de ce dictionnaire consacré à la Palestine. Mais il est néanmoins important de le préciser, faute de quoi le risque aurait été grand de donner dans les lieux communs, les clichés surtout.

De même, cette entrée ne sera pas dévolue à une étude du Hamas ou du Jihad islamique palestiniens. Non que cela ne soit important, au contraire, mais parce que l'analyse de ces mouvements et organisations ne serait pas à sa bonne place ici, mais dans un essai. Le lecteur aura d'ailleurs constaté par lui-même que ce dictionnaire ne recèle aucune entrée relative à une quelconque organisation ou formation politiques palestiniennes ou à l'étude d'une situation conjoncturelle et, si l'OLP est très succinctement abordée, c'est en

tant que clé indispensable pour saisir les « territorialités » de l'exil palestinien. Question de longue durée, s'il en est.

Néanmoins, pour éviter tout procès d'intention, toute accusation qui me serait faite d'éviter de parler de « ce qui ternit » l'image des Palestiniens, je prends acte de ce qui suit :

Le Hamas ayant pris le contrôle de Gaza en juin 2007, la Bande est soumise depuis à un blocus sans précédent par Israël. Près de 1 500 000 personnes sont aujourd'hui enfermées dans un territoire qui se trouve être l'un des plus densément peuplés de la planète.

Ce blocus inhumain, aujourd'hui dans sa troisième année, a été accompagné de cycles de violence entre Palestiniens et Israéliens d'une part, le Hamas et l'Autorité palestinienne de l'autre. Au cours de ces affrontements internes, plusieurs centaines de personnes furent sommairement liquidées par les hommes du Hamas qui a instauré depuis un contrôle théocratique sur la Bande. Parmi les épisodes violents, l'opération « Plomb lourd » – c'est le nom de code donné par Israël à sa guerre contre Gaza lancée le 27 décembre 2008 – fut sans l'ombre d'un doute la plus meurtrière pour la population. 1 383 Palestiniens dont 333 enfants et 17 Israéliens y moururent selon les sources de l'Onu.

Ces précisions faites, revenons à la question qui nous occupe et que j'aborderai en termes simples et clairs.

La Palestine, sa société sont traversées aujourd'hui, à des dégrés divers certes, par un courant de type fondamentaliste islamique. L'on pourrait en énumérer les causes, reprendre les épisodes qui lui donnèrent naissance, dire combien la désespérance, l'attente d'une indépendance qui ne venait pas, le sentiment que l'avenir était bouché pesèrent, comment les sociétés ont dans ces conditions tendance à repartir en quête d'un passé glorieux, de références

identitaires rassurantes… Cela est essentiel et servirait sans nul doute à expliquer, à tenter de comprendre. Et comprendre ne veut pas dire approuver…

Mais ces explications, si importantes, indispensables soient-elles, pour une bonne intelligence d'une situation à un moment donné, ne diraient pas pour autant l'enjeu que je formulerai par une simple question, la seule qui compte désormais :

Quel est, au-delà de toutes les données conjoncturelles, le risque fondamental aujourd'hui encouru par la Palestine ?

Celui de perdre le trait fondamental de son identité, sa pluralité, sa « polychromie », sa nature profonde préservée des siècles durant au sein d'une belle et simple hospitalité, celle-là même qui fit de ce petit pays une expérience unique de vie dans une unité d'autant plus solide, robuste, « d'avant-garde » qu'elle ne craignait pas sa diversité structurelle, et un exemple à suivre, une réalité à protéger pour l'ensemble du monde arabe.

La Palestine est aujourd'hui à un tournant. Elle fait face à des enjeux qui dépassent le seul affrontement avec l'occupant et le seul combat pour l'indépendance et la souveraineté.

Il en va de son avenir, de son existence, car une Palestine « monochrome » ne serait plus la Palestine où nous sommes nés, que nous avons aimée et pour laquelle nous nous serons tant battus.

De cela, nombre de Palestinens sont conscients et luttent, dans le respect de la liberté de croyance ou d'incroyance de chacun, pour préserver et faire croître ce que nous avons été, ce dont nous nous sommes enrichis en luttant pour nos droits et pour porter notre terre vers encore plus d'universalisme ainsi que le proclame ce poème, ce testament politique de Darwich :

Si nous le voulons

Nous serons un peuple, si nous le voulons, lorsque nous saurons que nous ne sommes pas des anges et que le mal n'est pas l'apanage des autres.

Nous serons un peuple lorsque nous ne dirons pas une prière d'actions de grâces à la patrie sacrée chaque fois que le pauvre aura trouvé de quoi dîner.

Nous serons un peuple lorsque nous insulterons le sultan et le chambellan du sultan sans être jugés.

Nous serons un peuple lorsque le poète pourra faire une description érotique du ventre de la danseuse.

Nous serons un peuple lorsque nous oublierons ce que nous dit la tribu, que l'individu s'attachera aux petits détails.

Nous serons un peuple lorsque l'écrivain regardera les étoiles sans dire : notre patrie est encore plus élevée et plus belle !

Nous serons un peuple lorsque la police des mœurs protégera la prostituée et la femme adultère contre les bastonnades dans les rues.

Nous serons un peuple lorsque le Palestinien ne se souviendra de son

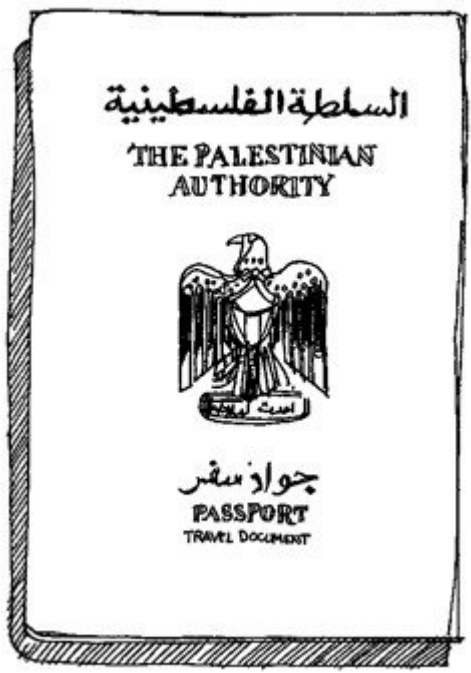
drapeau que sur les stades, dans les concours de beauté et lors des commémorations de la Nakba. Seulement.

Nous serons un peuple lorsque le chanteur sera autorisé à psalmodier un verset de la Sourate du Rahmân dans un mariage mixte.

Nous serons un peuple lorsque nous respecterons la justesse et que nous respecterons l'erreur.

Nous le serons. J'en veux pour preuve l'ovation qui accueillit la lecture de ce poème en cette fin d'après-midi d'un 14 juillet, dans le théâtre romain de la ville d'Arles. Entouré de l'affection de ses éditeurs, de son public français et arabe, baignant dans la lumière de cette Méditerranée qu'il aima tant, face à nous, ses quelques amis présents, Mahmoud donna cet après-midi-là son dernier récital.

Frontières et passeports



Il s'agit du statut juridique des Palestiniens en exil, de la définition du réfugié, de sa liberté de circuler, de s'établir, de travailler dans et entre les principaux pays arabes d'accueil que sont le Liban, la Syrie et la Jordanie.

Concernant les Palestiniens, ces questions relèvent davantage du

cauchemar quotidien que des tracasseries administratives et bureaucratiques que subit tout un chacun, tant il s'agit de démêler un incroyable écheveau de dispositions qui disent, chacune à sa manière, l'extrême méfiance suscitée par l'arrivée puis l'installation dans les pays frontaliers de la Palestine des porteurs de terre que sont les réfugiés.

Aussi convient-il avant d'aborder ces passeports et frontières de voir succinctement la nature de ces fameuses relations entre gouvernements arabes et Palestiniens.

Le lecteur l'aura remarqué, j'ai écrit non point « peuples arabes » mais « gouvernements », ne serait-ce que pour commencer par exprimer ma méfiance des lieux communs quant aux « Arabes qui ont toujours été contre les Palestiniens », formules qui, dans la quasi-totalité des cas, servent à dédouaner Israël de sa responsabilité.

Le but n'est pas non plus de dédouaner les gouvernements mais, ayant depuis longtemps fait mienne cette boutade populaire, épatante de pertinence, en cours chez les Palestiniens au milieu les années soixante-dix – « Les gouvernements arabes sont pour la Palestine et contre les Palestiniens ! » –, d'essayer de comprendre les mécanismes profonds des relations de ces divers États avec la Palestine.

Commençons par le début, à savoir 1948, quand les pays voisins de la Palestine voient arriver des dizaines de milliers d'expulsés qui, une fois la défaite consommée, peupleront les camps de réfugiés. À l'époque, ces régimes sortent d'une défaite honteuse intervenue après des décennies de solidarité active de leurs sociétés avec le combat des Palestiniens *en* Palestine, contre le Mandat et le mouvement sioniste. Ce qui explique que la plupart de ces pouvoirs seront balayés par des coups d'État pour « trahison » et « collusion avec les puissances colonisatrices ». Nasser, officier sur le front de Gaza en 1948, renversera la monarchie égyptienne ; la Syrie sera le théâtre d'une série de coups sanglants dès 1949 ; l'émir Abdallah de Transjordanie qui, avec l'annexion de la Cisjordanie en 1949, fonde le royaume de Jordanie est assassiné en 1951 à Jérusalem et la monarchie irakienne est renversée en 1958 dans un terrible bain de sang par le colonel Kassem qui avait servi dans le corps d'armée irakien devant Jaffa/Tel-Aviv et à qui le gouvernement de Bagdad coupa alors l'approvisionnement en munitions pour l'obliger à faire retraite.

La plupart des officiers putschistes arabes ont donc servi sur le front palestinien et en sont revenus profondément humiliés et convaincus de la collusion de leurs dirigeants avec l'ennemi.

« L'ambiance » est donc à la solidarité active avec la cause des Palestiniens, nouveaux dirigeants et peuples arabes étant à l'unisson engagés dans cette voie. Mais ce n'est pas tout. Ces nouveaux régimes, militaires, autoritaires, sont portés sur le contrôle de toutes les forces vives de leurs sociétés et, *a fortiori*, de ces masses potentiellement incontrôlables, capables de débordements, que sont les réfugiés palestiniens. En effet, peu après le

début de l'exil, ces derniers rêvent de reprendre le combat pour en découdre avec leurs adversaires et rentrer chez eux.

Aussi la tendance non point de liquider la cause palestinienne, mais de *contrôler les Palestiniens*, se manifeste-t-elle très tôt, dès les premiers temps de l'exil. Tendance d'autant plus forte qu'elle coïncide avec les luttes menées contre la France et l'Angleterre coloniales. Les velléités palestiniennes d'actions « autonomes » seront dès lors perçues comme pouvant être utilisées par les maîtres d'hier pour défendre leur emprise déclinante sur le Moyen-Orient.

Depuis, chacun de ces pays arabes, frontaliers ou pas de la Palestine, a vécu son histoire et il n'est pas de mon propos de retracer ici l'évolution du monde arabe durant les décennies passées. Il importe néanmoins, pour bien saisir cette relation entre réfugiés et gouvernements des pays frères, de disposer un peu de l'« arrière-plan », des règles, de ce long séjour des réfugiés chez leurs voisins.

Il s'agit en fait d'une équation à quatre variables ! Elles permettent, si l'on parvient à déterminer la valeur de chacune puis à les associer, d'obtenir une explication, à mon sens pertinente, rationnelle en tout cas, de ces « histoires de famille » arabes.

La première a trait aux lieux et aux temps. En d'autres termes, la relation des gouvernements à la cause palestinienne varie selon *périodes* et *pays* et il convient de toujours aborder les cas dans leur spécificité temporelle et géographique. Ainsi il serait erroné de tout mélanger, de confondre la vision palestinienne de l'Égypte nassérienne avec celle de la dictature irakienne de Saddam Hussein, de mettre dans le même sac l'Algérie du FLN et le Liban des phalangistes…

La deuxième variable a trait à l'intensité du désir de mainmise, de contrôle de ce que l'on appelle la « carte » palestinienne. Ce désir change selon les régimes. Ainsi peut-on comprendre aisément qu'il soit littéralement obsessionnel en Jordanie qui accueille le plus grand nombre des réfugiés et où la majorité de la population est d'origine palestinienne mais infiniment moins préoccupant au Maroc où l'on peut, sans grand risque de perturber le tissu national, adhérer pleinement aux aspirations palestiniennes…

La troisième est tributaire de la proximité ou de l'éloignement du territoire de la Palestine et donc des risques de contagion des sociétés concernées par l'exemple palestinien de lutte et de pluralisme, par les conséquences également de l'édification d'un État palestinien. Ainsi l'Égypte, installée dans sa pesanteur littéralement pharaonique, ne peut se sentir menacée par la proclamation d'un petit État palestinien à ses frontières alors que la Jordanie pourrait y voir une menace pour sa propre existence en tant que royaume et que la Syrie verrait d'un très mauvais œil un petit État qui serait sous influence égyptienne plutôt que sous la sienne…

La quatrième, enfin, concerne la nature même de ces gouvernements. Comment penser que la Tunisie de Bourguiba par exemple pouvait entretenir

avec la Palestine le même type de relations que celles établies par le roi Faysal d'Arabie Saoudite ?

Tout cela pour dire en somme à quel point la nuance et la distinction sont de mise si l'on veut aborder, en leurs temps et lieux, les relations des gouvernements arabes avec les Palestiniens.

S'agissant des réfugiés, l'on peut, sans risque de généralisation, affirmer que tous ces gouvernements ont éprouvé à des degrés, certes divers, un même sentiment à leur égard : la méfiance.

Les divers systèmes, règles ou réglementations arabes du statut des réfugiés palestiniens en exil découlent tous de l'association de ce sentiment de méfiance à l'une ou à plusieurs des quatre variables énumérées plus haut.

Avant de passer en revue les principaux, ceux du Liban, de la Syrie et de la Jordanie, un court rappel historique est encore une fois nécessaire.

C'est en décembre 1949 que l'UNRWA, Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient, est établi suite à la résolution 302 de l'Assemblée générale des Nations unies. Sa mission consistant à « mener à bien, en coopération avec les gouvernements locaux […] des programmes de secours et de travaux » pour les réfugiés de Palestine.

Depuis 1967, l'UNRWA est également autorisé à assister d'autres catégories de Palestiniens. Une nouvelle résolution 2252 de l'Onu du 4 juillet 1967, adoptée un mois après la guerre, autorisait, entérinait en fait, l'initiative prise par des fonctionnaires de l'UNRWA qui, devant l'afflux des Palestiniens poussés vers la Jordanie par la conquête israélienne de la Cisjordanie, avaient organisé l'accueil de ces nouveaux exilés que l'on désignera désormais par le terme de « déplacés » pour les distinguer des réfugiés de 1948.

Ainsi l'UNRWA était autorisé à « fournir une assistance humanitaire, autant que cela est possible, dans l'urgence et en tant que mesure temporaire, à d'autres personnes se trouvant dans la zone, étant actuellement déplacées et ayant un réel besoin d'assistance immédiate suite aux récentes hostilités ».

Depuis, cette résolution temporaire est approuvée annuellement par l'Assemblée générale des Nations unies et le terme « réfugié de Palestine » s'applique à toute personne « dont la résidence habituelle se trouvait en Palestine pendant la période allant du 1er juin 1946 au 15 mai 1948 et qui a perdu à la fois sa maison et ses moyens de subsistance à la suite du conflit de 1948 ».

Les personnes aujourd'hui enregistrées auprès de l'UNRWA comprennent : les réfugiés de Palestine, les personnes déplacées suite aux hostilités de juin 1967 et celles qui ont suivi ainsi que leurs descendants.

À ces deux catégories il faut ajouter celle des Palestiniens qui ne sont ni réfugiés de 1948 ni déplacés en 1967, mais qui, du fait d'une crainte réelle d'être persécutés pour des raisons de race, de religion, de nationalité ou d'opinion, se trouvent hors des territoires occupés depuis 1967 et ne peuvent ou ne veulent y retourner.

L'UNRWA est aujourd'hui actif en Jordanie, en Syrie, au Liban, en Cisjordanie et dans la Bande de Gaza.

Cela étant posé, il faut également préciser que l'UNRWA se chargeant des problèmes de vie quotidienne, les personnes inscrites sur ses registres et porteuses à ce titre d'une carte d'approvisionnement ne disposent pas pour autant d'un document légal de séjour les autorisant à résider sur les territoires des pays arabes d'accueil.

L'émission de tels titres relevant de la souveraineté de ces derniers, il convient maintenant de voir ce qu'il en est dans les trois principaux d'entre eux, la Syrie, le Liban et la Jordanie, sachant que ces pays ont, en 1948, commencé par délivrer uniquement des *titres de voyage*, document qui n'engageait les autorités d'accueil qu'à une reconnaissance du déplacement, forcé, des réfugiés et signe de la volonté de ces mêmes autorités de les voir réintégrer leurs territoire et nationalité d'origine.

Mais le principe de ne rien faire qui puisse porter atteinte au Droit au retour ou préjuger de son exercice par ses détenteurs, unanimement appliqué en 1948, a connu par la suite quelques aménagements, différents selon les pays, sans que cela modifie ou altère le principe du respect absolu du ce même droit.

Le Liban, par exemple, n'a rien changé à ses dispositions de 1948. Les réfugiés continuent à détenir des titres de voyage émis par les autorités libanaises, la Syrie a pour sa part aménagé son système pour permettre aux réfugiés de disposer de nombre de droits sans pour autant avoir à renoncer à leur « nationalité palestinienne ».

Les Palestiniens y disposent de cartes de séjour qui, sans leur décerner la nationalité ou le droit de vote, leur donnent le droit de travailler, d'accéder à tous les services du gouvernement syrien, dont l'éducation, la santé et la fonction publique. La Syrie est le seul pays arabe à offrir de tels services à des réfugiés palestiniens.

Outre le fait qu'elle comptait déjà une forte proportion de citoyens d'origine palestinienne, la Jordanie a accueilli ensuite les déplacés de 1967 et accueille aujourd'hui nombre de Palestiniens qui ne peuvent plus rentrer en Cisjordanie ou à Gaza.

Auparavant, faisant suite au rattachement de la Cisjordanie à la Transjordanie et à la création du royaume hachémite, les autorités jordaniennes ont commencé par accorder la citoyenneté à part entière aux réfugiés palestiniens et à leurs descendants déjà résidant sur son territoire en 1954. Mais la situation s'est compliquée à partir de 1967 avec la prise de contrôle de la Cisjordanie par Israël, le royaume hachémite retrouvant nombre de ses citoyens – Cisjordaniens, c'est-à-dire en fait Palestiniens ! – vivant sous occupation israélienne…

En 1983, un an après le départ de l'OLP de Beyrouth, le roi Hussein annonce qu'il se désengage de la Cisjordanie qu'il remettra à la future autorité palestinienne dès qu'elle sera en mesure d'exercer son pouvoir sur son

territoire. Le roi avait-il en tête de vraiment céder le territoire ? Pensait-il plutôt encombrer l'OLP en la plaçant devant ses responsabilités ? Voulait-il tester le degré d'attachement de ses citoyens d'origine palestinienne à la couronne ? Sans doute tout cela à la fois. Toujours est-il que le gouvernement jordanien institua un système « à deux cartes » d'identité.

L'une, jaune, fut délivrée à ceux qui avaient quitté la Cisjordanie avant le 1er juin 1983. Elle conférait le statut de résident à part entière et accordait tous les droits du citoyen. L'autre, verte, fut délivrée à ceux qui avaient quitté la rive occidentale du Jourdain après le 1er juin 1983. Elle donnait droit à un « passeport » jordanien valide pour deux ans renouvelables, sans pour autant donner un droit de résidence en Cisjordanie. C'était donc l'équivalent d'un titre de voyage amélioré en quelque sorte et il concernait très clairement ceux qui avaient fait « le choix » de l'OLP. Depuis, la carte verte peut donner droit à un passeport d'une validité de cinq ans sans que cela signifie l'octroi pour autant de la nationalité.

Il faut signaler en outre que la majorité des personnes déplacées vers la Jordanie en 1967 étant déjà porteuses de passeports jordaniens, la principale catégorie de Palestiniens non citoyens qui résident en Jordanie est celle des déplacés de la Bande de Gaza. Considérés comme des ressortissants étrangers, ces derniers doivent obtenir un permis de travail, ne peuvent s'employer que dans le secteur privé, utilisent des titres de voyage égyptiens – l'Égypte a administré la Bande de Gaza de 1948 à 1967 – pour se déplacer à l'étranger et doivent obtenir un visa pour pouvoir revenir en Jordanie.

Et ce n'est pas fini, car les choses ont encore évolué depuis l'installation en Palestine de l'Autorité nationale palestinienne et l'émission de passeports par cette même autorité.

Ces derniers sont quelque peu « particuliers » puisque, à la différence de tout passeport, ils ne portent mention d'aucun pays, mais seulement de l'Autorité qui les a émis. Ils officialisent ainsi l'existence d'une autorité, non d'un pays, ce qui n'empêche pas leurs titulaires de pouvoir les utiliser et d'obtenir des visas émis par nombre de puissances de cette planète, États-Unis en tête…

Depuis 2006, le détenteur d'un passeport palestinien délivré par l'Autorité palestinienne est donc considéré comme Palestinien, plus comme Jordanien. De ce fait, les ex-citoyens palestiniens de Jordanie sont désormais tenus d'obtenir un titre de séjour s'ils veulent résider en Jordanie. La mesure rencontre néanmoins des difficultés d'application dans la mesure où la Jordanie et l'Autorité palestinienne n'ont pas de système informatique ou de registres communs permettant à Amman d'être averti de chaque délivrance à Ramallah d'un passeport palestinien.

Face au tollé et à la confusion provoqués par cette mesure, la pratique s'est instituée d'émettre des passeports *temporaires* d'une validité de trois ans, un nouveau nom donné à ces titres de voyage qui n'osent dire le leur et qui se distinguent des passeports non temporaires, permanents, par un tampon

spécial à l'intérieur du document.

En 2004, les autorités de Jordanie ont commencé à annuler le statut de résident ou de citoyen des Jordaniens d'origine palestinienne et à remplacer leurs cartes d'identité jaunes par des vertes. En fait, cette mesure touche principalement, et autant que cela puisse se vérifier, les personnes détenant un passeport palestinien ou travaillant pour l'Autorité palestinienne ou l'OLP ou ayant résidé en Cisjordanie en 1983 lorsque le roi prit la décision de se séparer de ce territoire auparavant annexé à son royaume.

Les informations qui précèdent donnent une idée extrêmement limitée et partielle de la jungle des paradoxes, paperasses et formalités, de la succession ininterrompue de nouvelles dispositions auxquelles sont assujettis les réfugiés palestiniens et, depuis quelques années, les porteurs du fameux passeport de l'Autorité nationale. Il en a résulté depuis six décennies un véritable cauchemar pour les Palestiniens et une sainte horreur de tous les postes-frontières de la planète. Sans parler des épisodes pitoyables que certains Palestiniens, dont je suis, sont contraints de subir à certaines frontières arabes dès lors que le fonctionnaire se rend compte que, titulaire d'un passeport français ou autre, vous êtes néanmoins né *en Palestine* et donc candidat à toutes les tracasseries et contrôles, « fraternels » bien entendu.

Mais revenons à nos frontières. Tout le monde le sait, il ne suffit pas de passer une frontière dans un sens, il faut pouvoir la repasser dans l'autre. C'est évident, me dira-t-on, votre dictionnaire tourne au catalogue de lapalissades. Pas tant que cela, car la course d'obstacles de l'exilé palestinien non porteur d'un quelconque passeport ne se termine pas au moment où il a réussi à être autorisé à partir de sa résidence d'exil pour étudier, voyager ou travailler quelque temps à l'étranger. Elle reprend, infiniment plus difficile, au moment où il s'agit de rentrer… « à son exil », ainsi que l'on rentre *à la maison*.

Ainsi et depuis 1995, les réfugiés palestiniens ont besoin d'un visa d'entrée pour retourner au Liban même s'ils y sont nés et disposent de documents de voyage libanais valides. La procédure prend en règle générale plusieurs mois !

Pour rendre la situation encore plus ubuesque, le décret 478 qui a institué ces mesures affirme ne pas nier le droit de rentrer au Liban des réfugiés palestiniens porteurs de documents de voyage libanais, mais seulement imposer, comme tout autre pays, l'obligation de l'obtention d'un visa pour entrer au Liban !

De même, le réfugié palestinien peut perdre son statut de résident au Liban s'il obtient le statut de résident d'un autre pays. On pense là aux étudiants installés à l'étranger pour leurs études et détenteurs d'une carte de séjour…

Je m'arrête ici, faisant grâce au lecteur de la longue liste de restrictions relatives au travail et à l'emploi, domaines dans lesquels le Liban occupe la tête du peloton. Je m'arrête car le dictionnaire entier pourrait passer à

raconter, énumérer, montrer avec quel malin plaisir l'on perfectionne à longueur de temps ce système de méfiance bien fraternel.

Genet, Jean

Jean Genet n'était pas un ami au sens où on l'entend habituellement. Ayant appris à le connaître, j'avais compris que Jean pouvait vous manifester de l'affection, vous donner beaucoup d'amitié, sans être pour autant un ami. Je me demande d'ailleurs s'il eut jamais un ami, tant cela se passait « ailleurs » avec lui, tant il était en échappée, non en fuite, permanente. Jean s'était fixé pour but, il y a d'ailleurs réussi, d'être à jamais insaisissable. Ce qui ne l'empêchait pas de se montrer souvent affectueux et attentionné, aux

antipodes de sa réputation de personnage dur et difficile. Mais je n'ai jamais su si son attachement n'allait pas davantage à ce que nous représentions qu'à nos personnes. Venant d'écrire cela, je reviens en quelque sorte sur mes pas en me demandant si je ne fais pas fausse route…

Jean était et demeure décidément insaisissable.

De toute façon, il m'a fait le merveilleux cadeau de la plus belle leçon d'écriture – je la rapporte dans mon récit *Le Bien des absents* – qu'un jeune homme pouvait recevoir.

La voici :

« En 1979, je m'attelai à un livre sur l'expulsion des Palestiniens en 1948. Le manuscrit achevé, je demandai à Genet s'il voulait bien le lire. Il accepta et me téléphona deux jours plus tard, comme d'habitude, à l'aube.

— C'est très bien ton livre. J'y ai appris beaucoup de choses.

— C'est tout ?

— Oui, c'est tout !

— Comment ça, "c'est tout" ?

— C'est tout ce qui compte, et tais-toi !

Je ne m'en tins pas là. L'ayant retrouvé dans la journée, je revins à la charge.

— Tu exagères. Tu ne m'as rien dit du texte lui-même.

— La littérature, c'est de la merde.

— Attends un peu, tu as passé ta vie à en faire, de la littérature.

— C'est de la merde quand même, et ton travail de Palestinien, c'est la révolution, pas la littérature.

— C'est ça, mais je ne te lâcherai pas avant que tu ne m'aies dit ce que tu penses de mon livre.

Il cessa soudain de se moquer de moi et me dit :

— Écoute, je vais te donner trois "trucs".

— Des "trucs" ?!

— Oui, des "trucs". Écoute. Chaque fois que tu éprouveras le besoin d'ajouter un adverbe après un verbe, dis-toi que tu n'as pas trouvé le verbe approprié. Méfie-toi des expressions courantes, elles sont toutes fausses. Tu dois être capable d'écrire un livre sans la moindre ponctuation, et il faut qu'il soit parfaitement intelligible pour ton lecteur, alors, et seulement alors, tu ponctueras selon ta respiration et non selon les règles que l'on t'a apprises. Ta bêtise est telle que je te soupçonne d'appliquer toutes les règles.

Il n'avait pu s'empêcher, pour clore ses conseils, de revenir au mode ordinaire de nos échanges. Puis il me rendit mon manuscrit et je découvris, sans grande surprise je l'avoue, qu'il l'avait copieusement annoté de corrections, de traits d'esprit et de coups de colère.

Ainsi, là où j'avais par exemple écrit : "Le mufti *duquel* on attendait une réaction", Genet avait noté : "Je ne savais pas que ton grand dirigeant national était une casserole". Mais ces erreurs-là n'étaient pas les plus graves à ses yeux.

Chaque fois, par contre, et Dieu sait si j'en ai usé, que j'avais utilisé le terme, universitaire et creux à souhait, de *problématique*, Genet était entré dans une grande fureur. Et mon manuscrit m'était revenu, plein de "Non !", "Non et Non !", "Encore ?!", "Ça suffit !"…

Je ne sais aujourd'hui si j'ai réussi à bien appliquer ses "trucs", mais je peux affirmer qu'il est une leçon que j'ai vraiment assimilée. Genet m'ayant définitivement traumatisé quant à l'emploi de *problématique*, je n'ai plus jamais employé ce terme, tant il me devint, soudain, barbare.

J'appris donc, au fil des rencontres, que certains termes le mettaient hors de lui. Je découvris, surtout, que certaines "formules" le faisaient rager. Il en était ainsi de l'expression "mise en abyme" que certains, croyant lui faire plaisir, invoquaient pour parler de ses pièces. Que de fous rires retenus, lorsque les "Jean, votre théâtre est une mise en abyme" se voyaient gratifiés d'un "Arrêtez vos conneries !" hurlant, suivi d'un "Viens, on s'en va !" théâtral, déclamé à mon encontre. »

Jean a croisé les Palestiniens à une période difficile de sa vie. Beaucoup se sont penchés sur cette rencontre ; bien peu y ont décelé l'essentiel, à savoir que Jean, à ce moment, n'écrivait plus depuis des années. Certains, dont Cocteau, imputèrent ce tarissement à l'ouvrage de Sartre *Saint Genet, comédien et martyr* qui, autopsiant littéralement Genet, rendit sa plume inféconde.

Cette thèse me semble convaincante tant Jean était dans son obsession de « l'homme échappé », insaisissable, obsession à laquelle Sartre avait mis comme un terme momentané.

Jean Genet part donc au terme de ces années « stériles » chez les Palestiniens et trouve là, non seulement une cause anticoloniale, mais également une situation, un état de société qui semble avoir réalisé, accompli, involontairement d'ailleurs, l'état de vie qu'il recherchait depuis toujours.

En effet, Genet, qui n'a jamais été en Palestine, n'a connu que les territoires de l'exil, de l'absence, des réfugiés.

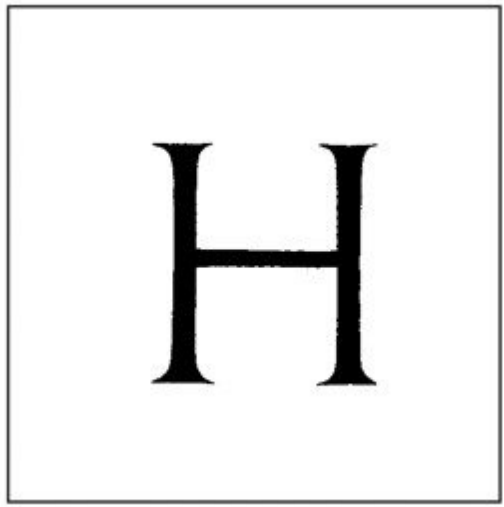
Il pénètre alors un étrange pays, une terre d'invisibilité peuplée de centaines de milliers de personnes sorties du temps, « suspendues aux cordes du vent » – c'est l'expression dont nous usions pour dire notre existence dans ces exils sans lieu ni temps définis.

Genet vivra ainsi parmi des gens habitant un ailleurs qui était aussi un « nulle part » sans que cela les empêche d'avoir une « pesanteur », le terme est de Genet, que bien d'autres peuples sédentaires, vivant chez eux, leur envieraient. Comme si les exilés palestiniens avaient atteint, involontairement, du fait même de leur tragédie, le but qu'il s'était évertué à tenter accomplir sa vie durant.

Je n'oublierai jamais ses mots : « Lorsque vous aurez votre État, vous ne m'intéresserez plus. » Ils me confirmeront ce que j'avance dans les lignes qui précèdent.

Jean retrouvera l'écriture et, en gratitude, offrira aux Palestiniens son *Captif amoureux* qui, par-delà sa grande beauté littéraire, demeure le seul lieu dans lequel Jean Genet aura baissé sa garde.

« Les Palestiniens sont les seuls qui m'aient jamais accueilli sans condition », me disait-il dans les rares moments où il ne me « charriait » pas.



Haïfa, ma ville, *Balad* et *Bilâd,* Pays et Pays

Une brève explication s'impose ici quant aux termes en usage chez les Palestiniens pour dire lieu natal et patrie, une sorte de bizarrerie apparente de vocabulaire mais qui en dit long.

En arabe le terme *Balad* signifie indistinctement pays ou localité d'une certaine importance, *Qarya* désignant le village. Les Palestiniens appellent bien entendu leur pays *Filastîn*, Palestine, mais, depuis 1948, usent rarement, sauf dans les registres officiels ou solennels du terme *Watan* pour dire Patrie.

En effet depuis la *Nakba*, c'est le terme *Balad* qui est en usage pour dire le lieu natal et son pluriel, *Bilâd*, pour dire la patrie, ainsi conçue comme la totalité des « lieux nataux ».

Dès lors, un Palestinien dira *Baladî*, ma ville, mon village natal, et *Bilâdî*, tous les lieux s'il s'agit de la patrie.

D'où vient cet usage particulier du vocabulaire ?

Il est certes attesté dans le langage arabe en général, mais pour désigner davantage les grands ensembles régionaux que les patries et les États au sens contemporain du terme. Ainsi, trouvera-t-on souvent l'appellation *Bilâd al-Shâm* pour désigner le Pays de Shâm ou Syrie historique, *Bilâd mâ bayn al-Nahrayn* pour le Pays d'entre les deux Fleuves, la Mésopotamie ancienne.

Il n'en est pas de même chez les Palestiniens où *Bilâd* porte sur une notion infiniment plus circonscrite, celle de la Palestine au sens contemporain du terme.

Étroitement lié à la disparition, à l'effacement du nom, il est d'abord apparu chez les Palestiniens restés en Israël, chez la minorité qui, ayant échappé à l'expulsion, fut confrontée tant à l'effacement du nom de son pays qu'à l'émergence du nom du pays des vainqueurs, Israël.

L'exilé pouvait continuer à user du terme *Filastîn*, non le citoyen désormais placé sous régime d'exception militaire – il perdurera jusqu'en 1967, soit vingt ans après la *Nakba*. Ainsi naquit cet usage particulier qui permettait à ces Palestiniens d'éviter de prononcer le mot Israël lorsqu'il s'agissait de nommer leur pays.

Balad et *Bilâd*. Cette ruse de vocabulaire qui disait à sa façon la perte est paradoxalement, et sans que ses inventeurs l'aient forcément cherché, utile pour souligner autre chose, la pesanteur particulière que prend le lieu natal pour ceux qui ont perdu la totalité de leur pays.

Haïfa, en ce qui me concerne, comme Saint-Jean-d'Acre, Jaffa, pour d'autres, demeure la ville natale. Celle qui concentre en elle toutes les pertes.

Elle est le réceptacle de toutes les histoires à moi transmises par ceux qui l'ont connue : vie quotidienne, habitudes, douceur de vivre, voisinage et parents, notre vécu, la répression britannique durant le Mandat, les relations malgré tout, le côtoiement, inévitable forcément, avec la communauté juive, les autres communautés étrangères, la ville, le port florissant, sa chute aussi et notre départ vers l'exil.

Mais plus que tout cela, Haïfa est avant tout ma maison natale, édifiée par mon grand-père avant que mon père n'y fasse construire l'étage où je suis né. Ainsi le lieu natal fut-il de tout temps réduit à un espace domestique incluant la totalité de la Palestine. Non par méconnaissance de cette dernière et de son histoire ou par un quelconque chauvinisme de clocher, mais parce que ma familiarité était là.

À ma première visite consciente des lieux, j'ai alors quarante-neuf ans et j'arrive fort d'une connaissance précise des lieux. Tout m'avait été raconté, j'avais tout retenu, jusqu'au dessin des carreaux de ciment qui ornaient le sol de notre demeure. Mon émotion fut simple, profonde, mais discrète, sans le moindre effort pour la dissimuler.

Ma déception aussi de me retrouver recherchant… le quartier arabe dans une ville, qui fut arabe ! De retrouver ce dernier mais si différent des récits et des souvenirs de mes proches, dégradé, aux maisons en grand nombre délabrées, comme des vêtements usés et que l'on n'aurait pu ni remplacer ni entretenir. Le malaise s'accrut encore lorsque je contemplai la ville et sa baie du point de vue aménagé au sommet du Carmel. Sentiment étrange face à un paysage dont on peut désormais seulement imaginer qu'il fut beau, tant il ne l'est plus, avec son habitat désordonné et les cheminées des cimenteries qui bouchent aujourd'hui la baie séparant Haïfa de Saint-Jean-d'Acre, considérée en d'autres temps comme l'une des plus belles de la Méditerranée.

Difficile de parler de cette ville, concrètement, comme le ferait un visiteur relatant, décrivant ce qu'il a vu. Bien que n'ayant en mémoire aucune

image, j'ai eu le sentiment de *revoir*, non de découvrir, ma ville tant j'étais dans un état de douce apesanteur, au comble de l'émotion, aux antipodes de la tristesse.

Y repensant aujourd'hui, je sais qu'au pied du grand escalier extérieur accolé à notre maison, celui-là qui menait au grand jasmin de la terrasse, j'eus la certitude que les marches avaient reconnu mes pas et j'entendis mon père me dire de cette voix qui me ravissait quand il me contait des histoires : « Tu es là maintenant. Entre. Ne crains rien. Tu es chez toi. »

J'empruntai l'escalier en me tenant à la rampe. Mes pas étaient sûrs, mais j'étais mû par un besoin irrésistible de caresser, de poser mes mains là où celles de mes aimés ne se posaient plus, de toucher ma maison. Arrivé sur le seuil, je carressai longtemps le linteau de la porte. Ce fut le seul moment où mes yeux se mouillèrent.

Ce jour-là, Haïfa entra pour la première fois dans ma mémoire et je sus que je l'aimerais comme un lieu qui fut, non comme une ville à retrouver.

Mon exil prenait tout son sens là où il était censé prendre fin, sur le perron d'une maison.

Histoire et conflit. Objectivité, partialité, mémoire ou amnésie ?

Le dîner eut lieu au milieu des années quatre-vingt-dix. J'étais alors en

charge des négociations de paix sur la question des réfugiés et mon ami Éric Rouleau, l'un des meilleurs spécialistes des Proche- et Moyen-Orient, m'avait invité à dîner dans un restaurant du cinquième arrondissement de Paris. Éric souhaitait me faire rencontrer le général israélien Zvi Elpeleg dont il avait fait lui-même connaissance quelques semaines plus tôt à l'occasion d'un colloque.

Je connaissais Elpeleg de réputation. Gouverneur militaire de la zone du Triangle en 1956-1957, premier gouverneur militaire de la Cisjordanie et de la Bande de Gaza en 1967, arabophone, Elpeleg était également l'auteur d'un ouvrage sur Hajj Amin al-Husayni, mufti de Jérusalem et dirigeant national de la Palestine sous le Mandat britannique.

Le personnage était loin de susciter chez moi une quelconque envie de rencontre. Mais Éric vint à bout de mes réticences, arguant que le général, comme beaucoup d'officiers israéliens, gouverneurs militaires ou pas, était devenu un ardent partisan d'une paix négociée et qu'il serait intéressant de l'entendre.

À table, tout alla bien jusqu'au moment où, au détour d'une réflexion sur le mufti, Elpeleg, abordant la guerre de 1948, reprit à son compte l'affirmation que les Palestiniens étaient partis de leur plein gré, qu'ils avaient quitté la Palestine obéissant aux ordres de leurs propres chefs malgré les appels des responsables sionistes à ne pas partir.

Les échanges se tendirent et je tentai de lui démontrer, sans grand espoir de le convaincre d'ailleurs – mais pouvais-je laisser passer de tels propos ? –, comment les Palestiniens avaient été expulsés de force, comment près de soixante-dix massacres recensés à ce jour avaient contribué à « convaincre » les récalcitrants qui refusaient de partir.

Très vite, nous en arrivâmes à citer les cas, région par région, ville par ville, jusqu'au moment où il me dit :

— Ce que vous affirmez est peut-être vrai, mais vous ne pouvez nier que ce ne fut pas le cas à Haïfa où le maire juif de la ville [elle était gérée par deux maires, un pour chaque communauté] appela la population arabe à ne pas partir.

— Oui, mais ces appels furent lancés une fois la ville vidée de la quasi-totalité de sa population. Les gens avaient *déjà* franchi la frontière… et les unités militaires juives étaient *déjà* à l'œuvre dans ses quartiers arabes… Voulez-vous que je vous raconte comment le cousin de mon père fut abattu à la porte de notre jardin, en pleine rue, par des hommes venus chercher mon père et furieux de ne pas l'avoir trouvé ?

— J'en suis désolé. Vous savez, c'était la guerre. Mais il n'en demeure pas moins qu'il y a des archives qui prouvent qu'à Haïfa, les habitants furent appelés à rester.

— Vous savez, cela fait un moment que nous discutons à coup d'archives et de « contre archives », mais je n'en citerai aucune à l'appui de mes propos sur Haïfa !

— Et pourquoi donc ?

— Parce que, s'agissant de Haïfa, l'archive c'est moi ! L'enfant de quinze mois, embarqué avec sa mère dans un camion et « déchargé » avec elle à la frontière libanaise… c'était moi.

La conversation s'arrêta là. Comme toujours quand ce sujet était abordé.

Pourquoi cet emploi du verbe être au passé ? Cette même discussion pourrait-elle prendre un autre cours aujourd'hui que les Nouveaux Historiens israéliens, se fondant sur les archives ouvertes aux chercheurs en 1988, se sont penchés sur l'épisode de la *Nakba* palestinienne, *Guerre d'indépendance* pour les Israéliens ?

Le débat a en effet radicalement changé.

Quelques précisions sont cependant indispensables pour une lecture en amont, seule apte à éclairer les enjeux d'un différend qui est loin d'être seulement historique.

De quoi s'agit-il au juste ? En 1948, le monde, qui sort de l'horreur, qui découvre aussi ce que fut l'enfer des camps et du génocide pratiqué par les nazis, est convaincu non seulement de la nécessité de fonder un État pour les Juifs en Palestine, mais du profond caractère moral, éthique, du projet. Dès lors, l'appui des peuples et des nations au Foyer national juif naissant ne relève pas seulement du calcul des États ou du peu de poids des Palestiniens aux yeux d'un monde encore largement acquis à l'approche coloniale qui considère les peuples autochtones comme corvéables ou déplaçables à merci, mais bien du sentiment d'œuvrer à une naissance qui rend justice aux victimes juives du nazisme.

Perçu comme la réponse adéquate au Mal *absolu* que fut le nazisme, l'État d'Israël sera auréolé d'une légitimité morale et se retrouvera paré des attributs d'un Bien tout aussi *absolu*.

On comprend à partir de là que les circonstances préludant à la naissance de cet État se devaient d'être au-dessus de tout soupçon. La légitimité du nouvel État en dépendait.

Car comment admettre que cet État du Bien absolu était né d'une injustice commise à l'égard d'un autre peuple ? L'État du Bien absolu n'avait donc pu naître que lavé de tout péché « originel », pour reprendre la formule de Dominique Vidal dont les travaux sur le sujet sont à compter parmi les meilleurs, et toute contestation de ce récit idyllique, de cette guerre unique tant elle aurait été propre et exemplaire, toute remise en question des épisodes de l'expulsion en 1948 seront jugées comme relevant d'une démarche tendant non à réparer une injustice, mais à justifier les appels à la disparition d'Israël.

Il va sans dire que cette thèse largement admise dans le monde, ancrée au plus profond de l'être israélien, s'alimentera au discours de déni d'existence qui marque les positions palestiniennes et arabes durant les premières décennies du conflit.

Comment en aurait-il été autrement ? Comment ne pas comprendre, expliquer – ce qui ne veut certainement pas dire justifier – qu'au « Vous n'existez pas » israélien ait répondu en permanence le « Vous n'existerez

plus » palestinien ou arabe ?

On conçoit dès lors que le simple fait d'aborder le sujet de la naissance de l'État d'Israël était immédiatement assimilé à la volonté criminelle de vouloir « jeter les Juifs à la mer ».

La question de 1948, on le voit, dépasse de loin le seul registre de l'Histoire. *Existentielle*, elle équivalait pour l'Israélien qui aurait accepté de l'évoquer à œuvrer à sa propre disparition !

C'était là l'une des principales raisons à l'origine du blocage, du long embargo auquel fut soumise la recherche des véritables événements de 1948.

Ce ne fut pas la seule.

De leur côté, les Palestiniens n'avaient pourtant cessé de raconter, de publier travaux et témoignages à l'appui de leur récit des événements, des épisodes qui avaient abouti à leur disparition.

Mais comme toutes les victimes, ils avaient souffert du refus d'être entendus, enduré la surdité volontaire du monde. Parce que l'Histoire est toujours écrite par les vainqueurs, parce que, comme toutes les victimes, les Palestiniens subissaient deux fois les aléas du sort qui leur fut fait.

Des millions de juifs ont déjà pâti du même traitement. N'ajoute-t-on pas toujours au malheur des victimes, le blâme qu'elles furent responsables de ce qui leur advint ?! Que de fois n'a-t-on entendu, s'agissant des juifs, cette ignominie : « C'est vrai que c'est injuste de leur avoir faire subir ce qu'ils ont subi. Mais êtes-vous si sûr, savez-vous vraiment s'ils n'ont pas, par leurs agissements, poussé à bout ceux qui les ont persécutés ? »

Le triste sort des Palestiniens, victimes des dépositaires du Bien absolu, fut d'être d'office rattachés à la catégorie des victimes *responsables de leurs malheurs*.

Mais la conviction que les Palestiniens n'avaient finalement subi que ce qu'il méritaient étant trop cynique et difficile à défendre, on l'accompagna du postulat prétendument rationnel que voici : tout débat scientifique, historique ou autre, se doit d'être le plus proche de l'objectivité, les victimes directes ne peuvent être entendues dans la mesure où leur souffrance, incontestable, ne peut que porter atteinte à l'objectivité requise, les pousser au parti pris, à la partialité…

Véritable tour de passe-passe, cette logique « imparable » faisait de la reconnaissance du statut des victimes le socle du déni de leur parole !

Elle connut de beaux jours et permit à ceux qui n'ignoraient rien de ce qui s'était passé en Palestine de continuer tout simplement à ne pas vouloir le savoir. Et l'on se demande aujourd'hui combien de morts, combien de peines auraient été évités si ce conflit avait été abordé avec des notions *relatives* du Bien et du Mal, à travers la courageuse pensée d'Hanna Arendt, celle de la banalité du Mal, qui, sans la moindre excuse pour le nazisme criminel, aurait néanmoins permis à Israël d'aborder le futur, donc la vie, autrement qu'avec la peur panique d'être rattrapé par les événements de 1948.

Les Israéliens non plus n'ignorent pas ce qui s'est passé en Palestine en

1948. J'ai souvent pu le constater moi-même, notamment durant les années de négociations de la question des réfugiés lorsque Yasser Arafat m'avait confié la direction de la délégation palestinienne.

Je n'avais cessé, pendant ces années, de me voir opposer la thèse officielle israélienne du départ volontaire des Palestiniens en 1948 et de l'absolue non-responsabilité israélienne du malheur des miens.

Mais bien plus intéressantes que ce discours propagandiste furent les réactions bouleversées de certains interlocuteurs israéliens auxquels je porte aujourd'hui un grand respect et qui répondaient à nos propos par des « J'ai peur ».

Loin de me complaire dans ce qui pourrait être à tort confondu avec un attrait pour les pratiques de confessionnal, j'ai toujours été touché par ces propos. Simplement parce que mon interlocuteur acceptait enfin de dépasser son discours commandé pour ouvrir son cœur et enfin formuler, désigner le lieu où devait « se faire le travail » de dépassement de l'équation tragiquement fausse : la reconnaissance du Palestinien équivaut forcément à la disparition de l'Israélien.

Un épisode entre rires et larmes mérite d'être ici conté.

Cela se passa à Tolède en 1988, lorsque le gouvernement espagnol, grâce au travail assidu de militants des deux bords, au premier rang desquels il faut compter Ilan Halevi, représentant de la Palestine auprès de l'Internationale socialiste, organisa à Tolède une rencontre entre une quarantaine d'Israéliens, une délégation palestinienne de haut rang dirigée par Mahmoud Abbas, l'actuel président de la Palestine, accompagné de Mahmoud Darwich, Leila Shahid, Hisham et Salwa Mustapha et moi-même, et un groupe de personnalités juives et arabes dont Simone Bitton, Hammadi Sid, le regretté directeur du Bureau de la Ligue arabe à Paris, Adel Rifaat et Bahgat Al-Nadi, plus connus comme Mahmoud Hussein, leur nom d'écrivain, André Azoulay, alors l'un des animateurs du groupe *Identité et Dialogue*, de Perl et Robert Scemla, de Daniel Timsit, merveilleux ami, médecin, ancien membre du FLN algérien, des écrivains égyptiens Mahmoud Hussein, des amis Raymond Benhaïm, Paula Jacques et Marc Kravetz et de bien d'autres qui me pardonneront de ne pas les citer tous ici.

La rencontre, historique à plus d'un titre, eut lieu alors que la loi israélienne punissait tout contact avec l'OLP de « trahison pour intelligence avec l'ennemi ».

De même, la participation palestinienne, fortement appuyée par Yasser Arafat, était courageuse qui intervenait en pleine Intifada avec son lot quotidien d'affrontements avec l'occupant. Mais nous étions décidés à aller de l'avant.

Menés dans une atmosphère cordiale, les débats ne tardèrent pas à tourner en rond, tant nos interventions se retrouvaient toutes confrontées au problème de la peur des Israéliens.

Mahmoud Darwich fut le premier à rompre le cercle vicieux et conclut

son intervention par ces mots : « Je l'affirme et vous le savez. Vous n'avez en réalité peur de personne. Vous n'avez peur que de vous-mêmes. »

Un grand trouble s'installa au sein de l'imposante délégation israélienne et je décidai d'aborder, à mon tour, le lendemain, cette même question.

Ayant fait savoir que je ne traiterais plus le sujet qui m'avait été fixé, je m'attaquai à la question de la peur que la délégation israélienne ne cessait de nous opposer.

Je proposai donc de commencer par dresser la liste des peurs qui avaient au fil de l'histoire, en Occident et en Orient, alimenté ce sentiment. Sans en éviter aucun, je plaçai chaque épisode dans son contexte, sans jamais le réduire ou le justifier, mais en l'accompagnant toujours d'arguments qui montraient que nos interlocuteurs parlaient en fait d'autre chose.

Je conclus par ces mots : « En réalité vous avez peur de nous parce que vous vous dites que, vous proposant la paix, nous vous tendons un piège mortel. Pourquoi ? Car chacun de vous se dit en lui-même : "S'ils nous avaient fait subir ce que nous leur avons fait subir, jamais nous n'aurions voulu vivre à leurs côtés. On ne peut donc faire confiance aux Palestiniens." Vous avez certainement peur, je vous crois sincères, tout autant que je suis convaincu que vous avez peur parce que vous savez ce que vous nous avez fait… ! »

Un lourd silence suivit ma conclusion puis l'un des Israéliens demanda une levée de séance, « pour discuter entre nous », et ils montèrent dans leurs chambres.

Deux heures plus tard, Haïm Hanegbi, alors secrétaire à la Knesset du général Matti Peled, vint me voir. Nous nous connaissions bien. Haïm était un ami de longue date. Militant pour la reconnaissance mutuelle, il était, et demeure, doté d'un formidable humour :

— Écoute-moi. Ils sont très émus et certains se sont mis à pleurer une fois là-haut. Ils m'ont demandé de descendre te parler, de te dire qu'ils veulent aborder la discussion dans les termes que tu as formulés. Tu as visé juste. Par ailleurs, j'ai une proposition personnelle à te faire.

— Laquelle ?

— Il va falloir changer le nom de ton organisation !

— Ah bon ??

— Désormais [*notre conversation se déroulait en anglais*] vous appellerez la PLO, PMO !

— PMO ?!

— Oui, *Palestine Medical Organization*, car vous vous révélez experts en états d'âme israéliens…

La question de 1948 attendra quarante ans pour être abordée de front, quand Benny Morris publia son *The Birth of the Palestinian Refugee Problem, 1947-1949 (La Naissance du problème des réfugiés palestiniens, 1947-1949)*.

Qui étaient ces chercheurs qui, sionistes convaincus et citoyens effrayés

de la boîte de Pandore qu'ils risquaient d'ouvrir, s'attelèrent néanmoins à la tâche ?

Venus de disciplines diverses, ils furent appelés en France les Nouveaux Historiens israéliens. Ce n'était pourtant pas le nom qu'ils s'étaient au départ donné. Car pour dire leur remise en question du récit fondateur officiel, ces Israéliens avaient commencé par se présenter sous l'étiquette d'« historiens *révisionnistes* ». Une étiquette qui, se trouvant en France chargée de tous les aléas du courant négationniste de l'Holocauste, fut rapidement remplacée par celles de Nouvelle Histoire et Nouveaux Historiens.

Plus important que l'origine du nom de ce courant fut le moment de son apparition.

Beaucoup attribuent cette dernière au fait que les chercheurs, en manque de documents, ne pouvaient aborder le sujet qu'à la date de l'ouverture au public des archives de 1948, soit quarante ans après les faits conformément à la loi. Sans nier la grande importance des documents, surtout militaires, relatifs aux années 1947 et 1948, l'explication me paraît bien courte.

Elle supposerait que des chercheurs qui ne demandaient qu'à mettre en péril pratiquement les récits fondateurs, légitimateurs surtout, de leur État auraient rongé leur frein des années durant faute de documents enfin objectifs, entendez par là israéliens et non palestiniens…

La raison profonde, bien plus intéressante, est à chercher ailleurs.

En 1988, Israël n'a pas encore surmonté les effets, dévastateurs au plan intérieur, de son invasion du Liban en 1982 et des massacres des camps de Sabra et Chatila. Le déclenchement de l'Intifada en décembre 1987 donne pour la première fois à certains, qu'ils aient appartenu ou non au camp de la paix, le sentiment que, après le Liban, Israël est à nouveau face à la Palestine.

Sauf que cette confrontation qui se déroule « en dedans », perçue comme une « guerre intérieure » *au sein des frontières*, aura des conséquences radicalement nouvelles. Elle agira comme l'écho d'une mémoire enfouie, dérangera une amnésie volontaire et suscitera des questionnements relatifs à un autre épisode, la guerre de 1948 qui, elle aussi, fut une « guerre intérieure ».

Désormais, certains Israéliens ajoutent de nouvelles interrogations à celles nées de l'aventure libanaise et de la répression de l'Intifada : « Qu'avons-nous réellement fait, il y a quarante ans ? N'avons-nous rien commis en 1948 ? »

La question était-elle réglée pour autant, l'abcès, vraiment crevé ?

Il est incontestable que le fait que des Israéliens aient *dit* a radicalement aidé à ce que la parole, palestinienne cette fois, devienne audible, à ce que les récits, tant de fois narrés par les Palestiniens, acquièrent quelque crédibilité. Comme s'il fallait passer par l'*imprimatur* du vainqueur pour que la voix de la victime obtienne droit de cité.

Mais voyons l'aspect positif des choses et reconnaissons que ce courant de recherche israélien, porté par des auteurs – Simha Flapan, Benni Morris,

Tom Segev, Ilan Pappe, Amnon Raz Krakotzkin entre autres – venus de champs divers, de différentes mouvances politiques, qui ne constituaient pas une « École », a néanmoins contribué, même si cela ne fut pas son but premier, à rendre audible la voix des disparus de 1948.

Telles sont les deux réalisations fondamentales de la Nouvelle Histoire : dévoilement d'éléments capitaux grâce à l'ouverture des archives israéliennes *et* remise en question du récit fondateur officiel d'Israël.

Si la première réalisation peut être simplement attestée, la deuxième appelle quelques précisions.

Partant du fait que ces chercheurs n'étaient pas en quête d'une mise à bas de la légitimité de leur pays, loin de là, il faut bien voir comment la confrontation des résultats des recherches avec le profond sentiment de la justesse de l'entreprise sioniste des auteurs aboutit à un paradoxe littéralement « explosif ». Comment, en effet, raconter honnêtement les faits sans aboutir à la conclusion qu'Israël a, pour naître, commis une terrible injustice à l'égard d'un peuple ?

La plupart des ouvrages s'en tireront par une pirouette au dernier chapitre, celui des conclusions et des leçons à tirer.

La thèse la plus répandue pour dépasser la contradiction sera celle de l'expulsion « accidentelle ». Toutes les guerres ne s'accompagnent-elles pas de transferts de populations civiles ?

Orientant la discussion sur le fait de savoir si le transfert fut réellement *intentionnel*, le débat se transformera en quête de preuves matérielles des intentions, non des faits. Cette démarche est celle surtout de Benni Morris, le plus célèbre des Nouveaux Historiens. Mais d'autres ne s'en sont pas contentés qui ont, depuis, continué à aller de l'avant, apportant de plus en plus de preuves quant à la thèse d'un déplacement forcé de la population palestinienne. Le plus célèbre de ces contestataires est Ilan Pappe dont le dernier ouvrage porte sur le « nettoyage ethnique » subi par les Palestiniens en 1948.

Entre ces deux positions, une troisième a émergé. Censée dépasser la contradiction, faire justice à chacun des deux camps, cette thèse se fonde sur le postulat que, dans cette guerre, « les deux camps étaient victimes ». Ainsi se dessine le scénario d'une injustice accidentelle, née de l'Histoire, survenue sans que l'un ou l'autre des protagonistes, coupables certes d'erreurs, ne l'ait commise…

Mais comme la peur a la peau dure, une nouvelle « trouvaille » commence à circuler : la *Nakba* a bien eu lieu, mais c'est une *Nakba* du point de vue des Palestiniens !

Retour donc à la case départ, celle de la relativité du discours des victimes auxquelles on ne concède leur version du récit que pour dire à quel point il est subjectif et donc sujet à caution.

Mais cette question et ce débat ne pourraient-ils trouver *ailleurs* leur solution ? Ne faudrait-il pas quitter, déplacer la question pour l'aborder sous

d'autres angles, en montrant pratiquement que l'acceptation de la vérité historique, la reconnaissance de la responsabilité du malheur causé aux Palestiniens, loin de menacer l'existence d'Israël, serviraient, au contraire, de socle à la réconciliation, assurant par là même la vie des deux nations ?

Nous sommes ici au cœur de la négociation de la question des réfugiés palestiniens indissociablement liée au débat historique. J'en parle ailleurs, dans l'entrée consacrée aux *Réfugiés* et au *Droit au retour*.

Mais, avant de clore, il faudrait se pencher sur une tendance nouvelle, celle des tentatives d'écrire ensemble une histoire commune.

Nées des meilleures intentions, alimentées par un désir sincère de créer les conditions psychologiques et matérielles d'un partage des lieux et de leur histoire, ces tentatives fortement marquées par la mode américaine actuelle de la quête des *Narratives* – terme fourre-tout qui désigne les *récits* – sont en quête d'un « Graal » historique, celui d'une narration commune, écrite à quatre mains, d'*une* Histoire en lieu et place des deux existantes.

Répondant à un désir réel de dépassement des contradictions, ces quêtes n'en sont pas moins inutiles et vouées à l'échec. Car le récit commun n'existe pas. La raison en est évidente, triste mais néanmoins banale : ce qui a eu lieu, a eu lieu et personne n'y pourra rien changer.

Ne vaudrait-il pas mieux opter pour la démarche bien plus productive consistant à raconter chacun son histoire mais au même endroit, ainsi que cela fut concrétisé dans un petit manuel d'histoire en deux colonnes, donnant droit de cité aux deux récits sans pour autant gommer leurs contradictions.

Telle est certainement la seule voie pour écrire ensemble, c'est-à-dire *côte à côte*, pour précisément se découvrir mutuellement et ainsi – à défaut de réécrire l'histoire en la travestissant – se donner les moyens de construire non plus un récit commun, mais un futur partagé.

Curieusement, ce chemin semble être aujourd'hui inauguré par le cinéma des deux bords.

J'aborde ailleurs le cinéma palestinien, le nouveau cinéma devrais-je dire, il me faudrait maintenant dire ce qu'il en est du cinéma israélien, tout aussi nouveau, même si ces précurseurs ont précédé leurs collègues palestiniens dans la création d'un autre regard sur eux-mêmes qui ne pouvait, magie du voir, demeurer longtemps aveugle à l'autre personnage, visible et omniprésent, le Palestinien.

Aujourd'hui, le cinéma israélien ose enfin, non pas dire la réalité israélienne, il le faisait déjà, mais se regarder en faisant abstraction du conflit et cela lui ouvre la possibilité de voir *autrement* l'adversaire palestinien.

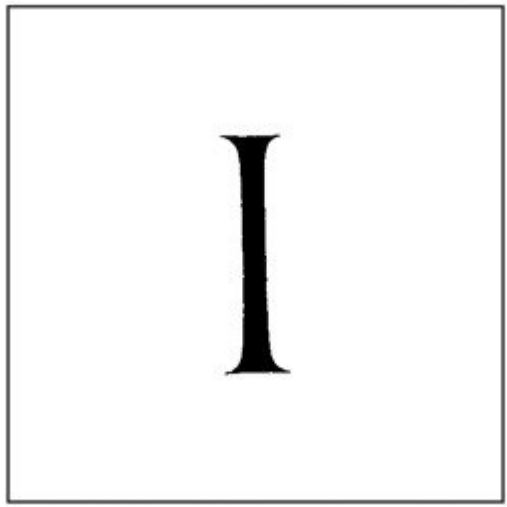
La chose peut paraître paradoxale Elle est néanmoins réelle, tant le fait d'oser enfin se regarder sans prendre en permanence le conflit pour alibi ouvre les yeux, corrige le regard sur le conflit lui-même et fait sortir du magma informe des concepts génériques de « l'ennemi » et des « Arabes » les figures concrètes, forcément humanisées parce que concrètes, des Palestiniens. Cette première avancée est indiscutable, au-delà des thèmes

abordés, que ce soit celui de l'extrémisme religieux en Israël, de la condition de la femme, et ainsi de suite.

Nul ne niera que l'ouverture au camp de l'adversaire fut en grande partie l'œuvre de cinéastes engagés, radicalement pour la plupart, qui commencèrent à aller voir ce qui se passait de l'autre côté, de notre côté. Je pense notamment à ma grande et courageuse amie Simone Bitton, à mes amis Eyal Sivan et Avi Moghrabi – et si j'oublie d'autres artistes, qu'ils me le pardonnent –, à Amos Gitaï avec lequel j'ai pourtant eu un jour des échanges plus que tendus lors d'une émission de radio sans que cela m'empêche d'apprécier son film *La Maison*, sa couverture de l'invasion du Liban en 1982 et, depuis, ses films sur la condition de la femme israélienne notamment.

Cette génération est maintenant suivie par une autre qui me semble, consciemment ou pas, sûrement en tout cas, influencée par la faille ouverte par les Nouveaux Historiens dans les murs du récit des origines. Je pense à des films tels *La Fiancée syrienne*, *Les Citronniers*, *Le Voyage de la fanfare*, films, nombreux désormais, qui, associant drame, tristesse et humour, disent mieux que bien des œuvres et des analyses de quoi sont fait le quotidien des sentiments et la réalité du conflit. Humanisant les protagonistes, ces films rendent le camp adverse plus familier, moins terrifiant et agissent ainsi sur les peurs irrationnelles.

Ces expériences ont enfin instauré des modes nouveaux de travail. Soit par le mélange des équipes techniques, soit par l'appel à des acteurs des deux bords ; une sorte de nouvelle famille est en train de naître, celle de l'image, à laquelle se joignent des photographes d'ailleurs, ainsi le tandem formé par le journaliste Gideon Lévy et le photographe Miki Kratsman, famille fragile, sans cesse attaquée par les occupants purs et durs ou par les adversaires palestiniens ou arabes de la « normalisation » qui n'arrivent pas à faire la différence entre *travailler avec* ceux qui, de l'autre bord, sont vos alliés, et *collaborer* avec les autorités militaires d'occupation ou le Conseil supérieur des colonies !



Images, Jean-Luc Godard et la boîte de chocolats Cadbury's

Ma première boîte à images fut, non un boîtier Kodak mais une *Cadbury's Chocolate Box* en fer-blanc décorée d'images de barres marron et noires, profonde, volumineuse, comme ces boîtes à chapeaux au sommet des armoires dans les chambres des mères et des tantes. Ma boîte à moi était bien au sommet de l'armoire de la chambre à coucher de ma tante, mais elle ne

contenait ni chapeau ni chocolats, mais des photographies.

Ma tante habitait alors à Beyrouth, un rez-de-chaussée avec jardinet et petite terrasse protégée du soleil par un beau jasmin déployé sur une tonnelle. Sans enfant, elle vivait là avec son mari, derrière l'évêché grec-catholique, à proximité de la rue de Damas.

Cette tante, la plus jeune des sœurs de mon père, était aussi ma marraine. Mariée à un menuisier libanais rencontré à Haïfa, elle était partie avant 1948 vivre au Liban et avait emporté dans ses bagages cette boîte de chocolats emplie de photographies de notre famille.

J'ajoute que ma tante, outre qu'elle avait eu la surprenante prémonition de quitter la Palestine en emportant toutes ses photographies, était très myope, très coquette et « très cinéphile » ! Convaincue que le port de lunettes « enlaidissait les dames », elle n'acceptait de mettre les siennes que dans le noir des salles de cinéma et les ôtait à une vitesse impressionnante pour les fourrer dans leur étui dès qu'elle sentait l'apparition imminente du *The End* à l'écran.

C'était ma marraine. Je l'ai aimée comme ma mère.

Les jeudis après-midi, tous les jeudis, je me retrouvais chez elle pour un rituel immuable : déjeuner, regarder les photographies de la boîte de Cadbury's puis partir voir un film dans l'un des cinémas de Beyrouth, les Scala, Empire, Roxy, Radio City, Métropole ou Schéhérazade.

J'ai ainsi, très jeune, vu un nombre impressionnant de films, quasiment jamais des films « pour enfants », et cela a vite fait naître chez moi une curiosité des images ainsi qu'une tendance à « mettre en histoires » tout ce dont j'étais témoin.

J'ai surtout regardé, jusqu'à l'épuisement, les photos, nos photos,

toujours les mêmes, de Haïfa.

L'une d'elles – une seule – m'a troublé, intrigué et obsédé dès mon plus jeune âge. Elle me représentait bébé dans les bras de mon père installé souriant sur un canapé de notre salon. Mon intérêt, cependant, ne venait pas du sujet principal – un homme avec son fils nouveau-né, fièrement présenté à l'objectif – mais de deux taches floues, en fait deux portraits, à l'arrière-plan du canapé, accrochés de part et d'autre d'une grande baie lumineuse. Ces deux taches sombres je les retrouvais sur nombre d'autres photographies et, ma tante me l'avait précisé, il s'agissait des portraits de mon grand-père et de ma grand-mère paternels, tous deux décédés avant ma naissance.

Ces portraits invisibles furent source de douleur pour moi. Trop jeune, l'enfant-réfugié que j'étais n'avait alors aucune image consciente de la perte qu'il savait pourtant avoir vécue avec les siens. Trou noir qui se cristallisa rapidement en une question obsédante qu'aucune réponse n'apaisait : « À quoi ressemblaient mon grand-père, ma grand-mère ? Quels étaient leurs visages ? »

Ma passion pour l'image photographique a commencé avec la quête d'une image à jamais introuvable car, ces deux taches floues mises à part, il n'existait aucune autre photographie de mes grands-parents.

J'ai pourtant baigné dans les images, non seulement cinématographiques mais également familiales. En effet, mon cousin Michel, réfugié comme nous à Beyrouth, avait été « sauvé » par son hobby. Fonctionnaire en Palestine, passionné de photographie aussi, il refit sa vie comme portraitiste, installa un studio et, ayant eu l'intuition de l'arrivée en force des fabricants japonais sur le marché, devint l'agent des marques Canon et autres. Son beau magasin, le *Eastern Photographic Company*, La Compagnie de Photographie Orientale – aucun rapport, du moins conscient, avec les noms des Missions bibliques en Terre sainte… –, fut pour moi, pendant des années, un lieu de fréquentation assidue.

Ce n'était pas tout. Mon beau-frère, médecin, réputé pour ses grands talents de chirurgien, était un étonnant photographe et « cinéaste » qui nous a laissé d'impressionnantes archives de films et de photographies familiales. Il m'a offert mon premier appareil et initié à la photographie, à l'opéra italien et… au tabac de pipe Dunhill, le *Mister Alfred's Own Mixture* notamment !

J'ai donc grandi avec d'innombrables images à ma disposition, mais cela n'a fait qu'accentuer le manque, ma quête de l'image invisible.

J'étais l'enfant à qui Israël avait en quelque sorte dit : Partez ! Circulez ! Y a rien à voir !

Un sentiment qui se trouva confirmé… quarante-huit ans plus tard, lors de ma première visite de Haïfa en 1996.

Faute de pouvoir un jour connaître le visage de mes grands-parents, j'avais alors décidé d'aller leur rendre visite, de me tenir devant leur tombe, leur dire en quelque sorte, puisque je ne les avais pas connus, que j'étais venu les voir. Mais l'invisibilité allait encore frapper comme je le raconte dans ce

court extrait de ma visite, tiré de *Palestine, le pays à venir*.

« *Je suis à une cinquantaine de mètres du cimetière, invisible car entouré de murs et interdit par une lourde porte de fer noire à deux battants. J'essaie d'y accéder, mais la porte est fermée par un gros cadenas.*

« [Ayant récupéré la clef, je reviens au cimetière]

« *Je suis devant la grande porte de fer, je tourne la clé et retire le cadenas. Au lieu de s'ouvrir, l'un des battants glisse et se plante littéralement dans le sol. Mais il reste debout. Je me mets à le pousser, mais il résiste, sans doute bloqué par quelque chose à l'intérieur. Je pousse de toutes mes forces, donne des coups d'épaule, ce qui m'attire les regards méfiants des passants. Au bout de quelques minutes, je parviens à déplacer le battant cassé et découvre qu'il est maintenu à la verticale par un monticule d'ordures et d'objets pourris. Je les retire et les dépose sur le trottoir. Je me glisse à l'intérieur.*

« *Le sol est boueux et le cimetière recouvert d'herbes folles qui m'arrivent aux genoux. Je me mets à la recherche de la tombe de mes grands-parents, sous une pluie fine et persistante. Les pierres tombales ont disparu. À l'exception de deux ou trois d'entre elles datant de l'époque ottomane, taillées d'un bloc dans la pierre, la quasi-totalité des sépultures n'ont plus leur plaque de marbre. Ce n'est pas l'œuvre du temps. Sans doute les a-t-on dérobées pour les revendre ou les réutiliser dans quelque construction. J'en acquiers la certitude après avoir fait systématiquement le tour des lieux, sans trouver le moindre débris de marbre. Ce cimetière est devenu totalement anonyme.* »

Le sentiment d'être confronté au *trou noir*, non trou de mémoire mais trou d'image, était à nouveau là, dans ce cimetière abandonné à Haïfa.

J'avais cependant entrepris ce voyage, ma visite à moi-même, chez moi, la première depuis toujours, sans l'ombre d'une quête de retrouver mes sources. Je n'avais jamais égaré ces dernières et vouloir reconstituer ce qui fut m'avait de tout temps rebuté.

Réaction répandue, prévisible, de défense de tout un chacun face à la perte, la quête éperdue des origines me répugna très tôt. Synonyme de pathos, de complaisance morbide, perçue ainsi en tout cas par l'adolescent fort joyeux et amoureux de la vie que j'étais, la nostalgie devint pour moi l'antithèse de la tendresse. Bref, un certain rapport au souvenir m'a toujours étouffé et j'ai systématiquement fui ceux qui le cultivaient.

Mais alors qu'étais-je venu chercher dans ce cimetière abandonné de Haïfa ? Faire acte d'affection envers mes grands-parents ? Certes, mais pas seulement. Je ne peux que reconnaître que j'étais aussi venu avec l'espoir, entre autres, d'en finir avec ce sentiment de manque, de satisfaire enfin ce besoin de *voir*.

Je recherchais *une* image, celle d'une tombe identifiée, portant deux prénoms, Khalil et Hilâné, qui, plus que la maison natale enfin visitée, allait combler le vide de toutes les images invisibles, atténuer le sentiment têtu du

trou noir et apporter une réponse à cette autre question, la véritable en fait : *Qu'aurais-je vu* si je n'avais pas été chassé de chez moi, si j'avais grandi *à ma place*, dans ma ville natale ?

Je n'ai pas trouvé les deux prénoms mais c'est dans ce cimetière de Haïfa, que je quittai habité par une étrange sérénité, que mon manque fut étrangement comblé et que je trouvai la paix.

Mes premières traces à moi seront blanches, invisibles pour moi, mais pleines de possibilités d'aller ailleurs, de les inventer, de les choisir, d'échapper à la pesanteur des généalogies afin de se remplir de tendresse pour ce qui fut mais que l'on ne souhaite pas pour autant voir revenir.

Des années plus tard, je formulerai ce qui sera devenu un credo de vie, en affirmant, dans *Figures du Palestinien* : « Nos racines sont devant nous. »

Avais-je pour autant abandonné, désormais apaisé, ma quête des images ? Étais-je libéré de mon besoin de *voir*, moi dont l'exil avait débuté par une cécité ? Nullement.

Cette quête de visibilité, *voir* et *être visible*, ne m'a jamais quitté, sans cesse alimentée par mon travail, par les récits entendus et retenus, par la folie du détail de ce que fut la Palestine, c'est-à-dire notre vie, par mes écrits peuplés de paysages effacés, par ma prise de conscience graduelle que l'expulsion du lieu fut également une expulsion du temps. *Hors du lieu, hors du temps* devint la formulation dont j'usai et qui demeure à mes yeux la métaphore pertinente pour parler de l'exil, personnel et collectif.

Mais ce jour de 1996, cette quête, sans disparaître le moins du monde, se transforma, comme muée en son contraire, ce jour où, tel un cadeau de ces grands-parents à qui je venais de rendre visite et qui, peut-être parce que je n'avais pu localiser leur tombe, leur *où*, m'avaient offert une leçon de vie qui m'apaisa et me libéra, me délesta de la nostalgie, pour me charger de l'immense tendresse.

Cette visite inaboutie aurait pu provoquer en moi un ressentiment inguérissable, me pousser à revendiquer un statut de victime éternelle, absolue… Mais il n'en fut rien. Face à cet effacement, un autre sentiment vit le jour : je n'ai pas retrouvé les visages de mes grands-parents, pas reconnu leur tombe dans ce cimetière désormais anonyme, mais la terre, elle, m'avait *reconnu* ! Comme si je n'étais jamais parti, comme si j'avais toujours été là.

Ce changement dans ma quête des images, cette guérison miraculeuse – ma ville natale est après tout, ne l'oublions pas, à deux pas de Nazareth… – eurent lieu l'année de mes quarante-neuf ans. Mais je dois ajouter qu'elle avait été longuement préparée, à mon insu parfois, par les choses de la vie. Parmi ces « choses », il faut parler de ma rencontre en 1969 avec Jean-Luc Godard.

C'est cette année-là que Mahmoud Hamchari, notre responsable de cellule à Paris, nous annonça que Jean-Luc Godard envisageait « de faire un film sur les Palestiniens » et qu'il nous fallait décider lequel d'entre nous pourrait l'accompagner sur le terrain, en Jordanie notamment. Je me proposai

immédiatement.

J'ai raconté dans *Le Bien des absents* cette rencontre ainsi que certains épisodes marquants du tournage d'*Ici et ailleurs* – le film avait commencé par s'appeler *Jusqu'à la victoire*. Je ne reprendrai pas ce récit, mais parlerai de ce que cette rencontre, prolongée par une grande amitié, m'a apporté, de ce qu'elle a transformé dans ma vision des images, de ce qu'elle a ajouté à cette quête de l'image invisible.

Ce que j'ai appris de Jean-Luc Godard s'est produit dans une continuité, celle du travail au départ, des conversations, des discussions, souvent au détour d'une phrase, d'un fou rire, d'une réflexion ou d'un commentaire, en parlant de la Palestine bien sûr, mais aussi et surtout de films, de livres, ces échanges n'étant jamais doctes, jamais associés par Godard à une quelconque leçon, à un « enseignement ».

Au contraire, c'est souvent au détour d'une conversation simple, amicale, que j'engrangeais des sortes de fulgurances, il n'y a pas d'autres termes, pour désigner ces éclairages soudains.

J'ai toujours pensé que Godard avait, entre autres qualités, celle d'être un formidable technicien lumière, un éclairagiste qui parvenait en déplaçant légèrement ses projecteurs à faire surgir les éléments jusque-là invisibles d'une scène. Un peu comme s'il suffisait de « bouger » la lumière pour qu'apparaisse la part auparavant dans le noir. D'où la chance extraordinaire qui m'a été donnée de le voir au travail, reprendre une scène, par petites touches qui ouvraient les portes sur d'autres perspectives, d'autres champs de vision.

Un apprentissage en quelque sorte par la répétition, les multiples reprises

mais qui n'en étaient jamais. Il est vrai que ce mode de travail nécessite une sorte d'« aguet » permanent, un inconfort aussi, celui d'une remise en question inlassable, d'une insatisfaction permanente face à l'œuvre en train de se faire. Mais cet acharnement à aller plus loin, vers les images, dans les images, s'il peut apparaître épuisant, n'est pas gratuit.

C'est dans ce travail en cours, jamais limité au tournage lui-même, mais toujours le débordant, le prolongeant par des discussions, des remises en question, que j'ai peu à peu compris le sens de cette phrase qu'il répétait : « Ce ne sont pas des images justes, juste des images. »

Godard m'a appris le montage, les rapports internes entre les images, qu'il fallait toujours réfléchir en séquences, débusquer la multitude des sens qui s'en dégageaient selon la façon dont on les ordonnait.

Je n'ai ainsi jamais oublié le passage d'*Ici et ailleurs* au cours duquel, utilisant trois visionneuses, Godard commente et démontre les changements de sens qui s'opèrent du seul fait des déplacements dans l'ordre des diapositives.

Il m'a appris aussi le rythme, la cadence, la musique qui pouvait naître de la gestion de la durée, mis en garde contre le brouillage capable de survenir lorsque le mauvais usage de l'émotion aboutissait à un brouillage de la vue. Dès lors, la question de la musique, des sons était capitale. J'ai ainsi toujours été surpris par la justesse des coupes brutales qu'il opère dans ses bandes-son, lorsque le thème musical risque de vous emporter ailleurs, là où vous ne pouvez plus *voir*.

« Ce ne sont pas des images justes, juste des images. » Cette relativité des images, de toute image, fut capitale pour moi, alors en quête d'une image quasiment absolue, qui comblerait le vide de notre disparition en 1948. Elle me soulagea, m'ouvrit aussi d'immenses perspectives, me donnant enfin la possibilité de contourner le mur contre lequel je frappais, comme si elle me montrait que ce que je cherchais n'était pas *dans* le mur, mais sur son autre versant, au-delà de lui, dans l'horizon qui s'ouvrait dès lors *devant moi*, non derrière.

Je vois ce que je veux est le titre d'un recueil de Mahmoud Darwich. Ce recueil, dont j'ai traduit plusieurs pièces pour l'anthologie de Darwich intitulée *La terre nous est étroite*, inclut un poème éponyme dont le premier vers commence ainsi : « Je vois ce que je veux, moi je vois », et qui, par le miracle de la poésie, faisait écho à ma quête, m'indiquait aussi la voie. Mais ma vue était brouillée encore et je ne perçus que tard le message du poète.

Tout cela, ce chemin parcouru grâce à l'amitié, a marqué ma quête, tissé les fils de la réflexion, des démarches, des hasards de la vie, qui se sont rejoints dans le vieux cimetière de Haïfa, lorsque, soudain, je me sentis allégé et que ma vue et ma vie changèrent.

De cette évolution est né un ouvrage, *Les Palestiniens. La photographie d'une terre et de son peuple de 1839 à nos jours*, dans lequel j'ai abordé mon rapport aux images, à mes images.

À sa parution, de nombreux lecteurs, journalistes, amateurs de photographies anciennes, impressionnés par le nombre d'images anciennes récoltées des années durant, m'interrogeaient sur ma « collection », ma passion de « collectionneur ».

Je leur répondais invariablement que je n'étais pas un collectionneur. J'avais pour ma part, et avant d'en être guéri, poursuivi d'autres buts, obéi à une autre obsession, celle de l'image qui comblerait une fois pour toutes mon manque, qui me permettrait soudain de voir, non la série complète dont rêve tout collectionneur, mais l'image introuvable.

Aux antipodes de « l'album » d'une collection, du « beau livre », *Les Palestiniens. La photographie d'une terre et de son peuple de 1839 à nos jours* constitua un exercice de travaux pratiques.

Conçu comme un film, c'est-à-dire « monté » avec un souci constant des cadences, des séquences, des rythmes, des rapports entre les photographies, sublimes parfois, poignantes, émouvantes toujours, ce travail m'apporta la démonstration d'une visibilité retrouvée grâce à une relativisation des images, « juste des images ».

Tentative de trouver non pas les « images justes » mais de réaliser un livre *juste*.

L'introduction de l'ouvrage en question se terminait par ces mots : « Ce travail est le fruit d'une passion pour une histoire, celle de la visibilité retrouvée de mon peuple. Passion doublée d'une autre quête, inlassable, celle de mon propre visage d'enfant, également effacé il y cinquante-cinq ans lorsque ma mère, me portant dans ses bras, franchit le poste frontière de Nakoura vers le Liban voisin et l'exil.

Ce livre est aussi mon album de famille ».

En hommage à celui qui, comme ces fabuleux éclaireurs des tribus indiennes américaines, m'avait tracé la piste, Jean-Luc Godard qui l'apprendra en lisant ces lignes.

Intifada

Le terme a fait son entrée dans les dictionnaires. Le Larousse le place même avec les noms propres tant ce nom commun en arabe est désormais lié à la Palestine dont il a en quelque sorte, tout comme *Nakba*, intégré son corpus « particulier ».

Débutée en décembre 1987, dans les camps de réfugiés de Gaza, l'Intifada s'inscrivait dans un lignage de soulèvements, de révoltes, de Révolutions même, telle celle de 1936-1939 qui contraignit les Britanniques à une réoccupation en bonne et due forme du pays par les armées acheminées des quatre coins de l'Empire.

Toute révolte part d'une conjonction de vecteurs, de lignes de

contestation et de frustration qui, du fait de l'activisme des contestataires, des hasards de l'Histoire aussi, convergent en un point de non-retour, de rupture avec la situation prévalant jusque-là. En Palestine, l'Intifada naquit de la conjonction de vingt ans d'oppression, de répression, d'humiliations par une armée d'occupation, du refus permanent de reconnaître l'Organisation de libération de la Palestine comme le « représentant unique et légitime » des Palestiniens, de la conviction généralisée que la cause de la Palestine risquait de disparaître, si le flambeau n'était pas repris après la défaite de l'OLP à Beyrouth en 1982.

À ces traits évidents de la première Intifada, s'ajoutent d'autres, moins visibles mais tout aussi importants.

Ainsi, ce que j'appellerai la « dimension territoriale ». Jusque-là, parti de l'exil, né dans la tête des réfugiés, profondément marqué par leur vision du monde et leur désir du Retour en Palestine, le mouvement national s'était fixé, de longues années durant, d'accomplir le « saut vers l'intérieur ». L'Intifada le réalisera. Partie de Palestine, *en* Palestine, de chez elle, elle recèlera, par-delà sa revendication « limitée » – l'espace réclamé pour l'indépendance palestinienne est celui de la Cisjordanie, de Gaza et de Jérusalem-Est –, un contenu national, à l'échelle de tout le peuple de Palestine.

Mettant fin à des années d'activisme de l'extérieur vers l'intérieur, à une vision qui, tant que les choses se passaient du « dehors vers le dedans », traitait finalement avec un territoire interdit et relativement abstrait, présent dans l'imaginaire et les souvenirs des exilés, l'Intifada rendit la Palestine concrète.

Pourquoi l'Intérieur palestinien avait-il « attendu vingt ans » avant de prendre sa part à l'entreprise de libération nationale et occuper la place primordiale qui lui revenait ?

La résistance de l'Intérieur n'a certes pas débuté en 1987, mais il est indéniable que ce n'est que cette année-là qu'elle occupa sa place « naturelle » sur la première ligne de feu. D'où venait ce décalage entre l'exil et l'intérieur, la prééminence des exilés sur les occupés ?

Le mouvement national a grandi dans un développement inégal, prévisible, des luttes : conditions de résistance relativement plus aisées à partir des pays arabes, exiguïté des Territoires occupés quadrillés selon un système « perfectionné » par la machine militaire israélienne.

Évidentes, ces données demeurent cependant incomplètes et la raison du décalage doit être cherchée ailleurs, dans le fonctionnement de toute résistance.

Les peuples résistent toujours selon un mode comparable à la course de relais. Les révoltes adviennent au départ, invariablement, en *certains lieux, non tous les lieux,* d'une société, là où les conditions les plus radicales sont réunies et le « témoin » ne change de main que lorsque le « coureur de tête » éprouve une difficulté telle que la course tout entière s'en trouve compromise. Je garde, à ce propos, le souvenir d'un échange avec Faysal Husseini, l'un des principaux dirigeants de l'Intérieur. Lui ayant demandé pourquoi le peuple des Territoires occupés avait « tant attendu pour passer à l'avant-scène », Faysal m'avait répondu avec son sourire et sa douceur coutumière : « Parce que vous l'occupiez ! »

Mais en Palestine ce changement ne fut pas le simple remplacement d'un coureur par un autre. Il en résulta une modification radicale des règles du jeu.

L'Intifada part de la Palestine, non des exils. Désormais, des Palestiniens, dans leurs villes, leurs villages, leurs camps de réfugiés, mais sur leur terre, avec leurs catégories sociales, leurs rapports de production, leurs régionalismes étroits, leurs sentiments nationaux, leurs contradictions, leurs pouvoirs locaux, s'opposent à l'occupant.

Le mouvement est certes le fait d'une partie des Palestiniens, mais toute la Palestine sera présente dans l'Intifada. L'exil n'est pas aboli, les réfugiés ne sont pas rentrés, mais la confrontation se déroule *en* Palestine où une certaine *'Awda*, un certain Retour, est advenue.

Cela modifiera profondément le face-à-face entre Israël et les Palestiniens.

Des conditions et circonstances fort particulières ont permis à Israël de voir le jour. Par la suite, l'idéal d'un « État des Juifs », les principes directeurs de la défense et de la sécurité d'Israël, la nature de son armée, les guerres qui l'avaient, jusqu'en 1967, opposé aux Arabes, feront d'Israël – malgré la présence d'une importante minorité palestinienne en son sein – un espace juif homogène mais guetté en permanence par des dangers venus du dehors, de son environnement immédiat.

L'émergence du mouvement national palestinien en exil, ses actions militaires réduites dans leur grande majorité à des tentatives de traversées des frontières accroîtront encore le sentiment d'être un pays rejeté, contraint de vivre à l'intérieur d'une citadelle assiégée.

Partant, l'Intifada placera l'état-major israélien face à plusieurs dilemmes.

Les habitants des Territoires occupés ne pouvaient être assimilés à une armée étrangère, et l'armée israélienne agir comme si elle se battait en territoire ennemi. Par ailleurs, comment opérer « en campagne » avec la présence dans les lieux d'une population israélienne, celle des colonies ?

Comment, enfin, échapper aux accusations de violation du droit humanitaire ? Pâtissant déjà des conséquences négatives de son invasion du Liban en 1982, des massacres de Sabra et Chatila aussi, Israël n'affrontait cette fois que des civils. Difficile dès lors de faire croire qu'il se battait pour sa survie, son existence comme cela fut le cas chaque fois qu'il s'était agi de guerre avec les pays arabes ou même les fedayin, au Sud-Liban notamment.

La suprématie de la machine de guerre israélienne se tournera alors en son principal handicap. Le recours des Palestiniens aux pierres et à l'insoumission civile amplifieront ce désavantage imprévu.

Moyen de résistance inédit, inversion de l'image médiatique planétairement galvaudée en 1967 du combat du petit David contre le géant Goliath, la guerre des pierres accentuera le sentiment d'une guerre inégale, injuste, opposant de jeunes adolescents à une redoutable armée.

L'image de l'enfant à la pierre occupera les médias et renforcera le sentiment d'un usage excessif, injustifié de la force par une occupation déjà controversée, y compris au sein de sa propre opinion.

L'usage de la pierre fut donc original qui montrait tout d'abord la faiblesse des moyens des occupés. Mais cette donnée objective eut de formidables effets. Elle paralysa, sans l'avoir jamais détruit, le matériel lourd israélien qui avait fait ses preuves face à d'autres matériaux lourds, ceux des armées régulières arabes ou des fedayin palestiniens de mieux en mieux équipés au fil des années. Et il est certain que si les « Enfants de la pierre » avaient disposé d'armes, la confrontation avec les troupes d'occupation aurait été perdue d'avance qui, les plaçant sur un pied d'égalité, utilisant des moyens de même nature que l'occupant, aurait légitimé l'usage par ce dernier de sa puissance de feu. Les pierres ont ainsi immobilisé les chars et renforcé le sentiment d'un soulèvement juste contre l'occupant.

L'Intifada a concerné toute la société, pas seulement les réfugiés des camps des Territoires occupés. Partie d'un univers non déplacé, elle a donné un rôle primordial à la société civile, qui, derrière ses jeunes, s'est organisée en associations, syndicats, autorités locales pour assurer le combat de la deuxième ligne, les forces d'appui à ceux qui affrontaient soldats et colons. Graduellement, une autre société a commencé à émerger qui, sans disposer de territoires libérés, ne profitait pas moins de zones dont l'occupant n'avait plus le plein contrôle. Par là, elle donnera une sorte d'avant-goût de

l'indépendance.

Partant, le processus qui aboutira aux négociations de paix en 1991 sera objectivement enclenché et, sans avoir été réduite, l'Intifada s'arrêtera, sur ordre de ses directions locale et nationale, pour laisser place et donner toutes ses chances à la diplomatie.

Si j'aborde ailleurs cet épisode du feuilleton interminable que sont les négociations de paix entamées il y a vingt ans, le 30 octobre 1991, à Madrid, il faut néanmoins se pencher ici sur l'évolution de l'opinion palestinienne, la perte de l'espoir dans un processus caractérisé par son lot quotidien de reculades et de déceptions, revenir à l'immense espoir né de la signature, le 13 septembre 1993, des accords de paix à la Maison-Blanche.

Ce jour-là, des foules palestiniennes étaient descendues dans les rues de leurs villes et villages, portant drapeaux et rameaux d'olivier. Mais cet espoir, conforté par le retour en 1994 de la direction historique et de milliers de membres de l'OLP à Gaza, l'évacuation par les troupes israéliennes de zones des Territoires occupés ainsi que le prévoyaient les accords, l'installation et les premiers pas de l'Autorité nationale, les premières élections, législatives et présidentielle du 20 janvier 1996, ne tarda pas à s'estomper sous les coups de boutoir des forces opposées à la paix. L'assassinat de Yitzhak Rabin, le 4 novembre 1995, et la multiplication des attentats suicides palestiniens constitueront le point de rupture, de basculement des deux camps dans le désespoir.

J'y reviens ailleurs à l'entrée *Vivre et mourir*, mais il faut déjà dire à quel point cela fut précédé par les mois, littéralement « magiques », de calme – séjournant alors en Palestine, je puis en témoigner – que les deux sociétés, qui « n'en croyaient pas leurs yeux », connurent avant que tout ne se détériore à nouveau.

Le discours des opposants à une solution négociée basée sur le partage gagnera en audience et les déçus de la paix deviendront de plus en plus réceptifs à une campagne qui, sans accuser Yasser Arafat de trahison, n'affirmait pas moins sa « naïveté » à avoir fait confiance à l'ennemi.

La multiplication des phases de négociation, le fait que les négociateurs palestiniens, régulièrement accusés par Israël de « ne pas tenir leurs engagements », en rentraient chaque fois bredouilles, confortèrent encore les sceptiques et les récalcitrants, tant l'écart entre les textes d'Oslo et la réalité quotidienne s'accentuait.

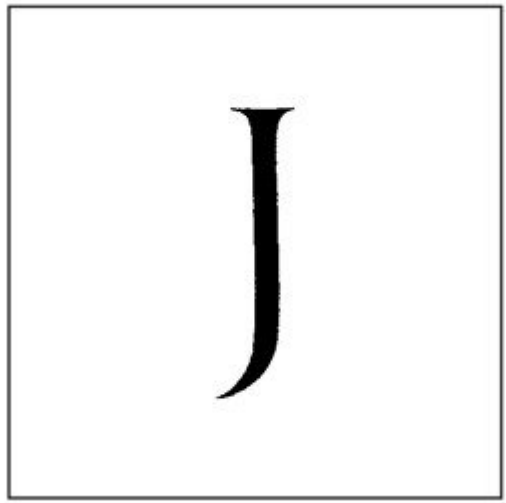
C'est dans cette atmosphère délétère, « pourrie », qu'éclatera à l'automne 2000 la deuxième Intifada, menée par une population convaincue qu'« Israël ne comprend pas d'autre langage », elle surprit une direction partagée entre les tenants de la poursuite, malgré tout, des négociations pour ne pas perdre l'appui international et ceux qui misaient précisément sur une aggravation des événements pour forcer la main aux grandes puissances, États-Unis en tête, et les amener à peser sur Israël.

Un calcul qui se révéla erroné et risqué, et c'est un euphémisme, alors

qu'un bouleversement advenait dans les méthodes mêmes adoptées par le deuxième soulèvement.

Loin de constituer une simple reprise de la première, la deuxième Intifada opta pour l'usage des armes à feu, gâchant dès lors les formidables atouts de celle qui l'avait précédée. Fournissant à l'armée d'occupation et aux groupes de colons les justifications qui leur avaient tant manqué, la deuxième Intifada permettra à Israël de « récupérer », et d'affirmer à nouveau qu'il ne faisait que *se défendre* et protéger légitimement ses citoyens.

C'est sur ce terreau « béni » que les mouvances radicales, fondamentalistes en premier lieu, se développeront jusqu'à remporter les élections législatives au mois de janvier 2006.



Jérusalem en tant que problème réputé insoluble…

Je ne suis pas, loin de là, l'auteur idéal pour parler de Jérusalem. Cette incapacité ne me vient pas du fait que je viens d'une autre région de Palestine ou que le paysage littoral fut toujours mon milieu naturel, mais du caractère même de la ville, de son attribut premier, la sainteté.

Jérusalem, que je connais bien désormais, guidé que je fus lors de mes premières visites par deux de ses enfants aussi fins qu'érudits, je veux parler d'Albert Aghazarian et de Nazmi al-Ju'bî, Jérusalem donc est une ville

envoûtante mais étouffante, sublime de beauté, trop pesante aussi.

Indéfinie – est-elle sacrée, donc divine, humaine, donc « banale » ? –, cette « nature » assignée aux lieux, associée au fait que la ville fut, des siècles durant, l'objet de convoitises venues de toute part, une caisse de résonance de tous les excès que font naître des croyances associées à des désirs d'emprise exclusive, a abouti à faire écran sur une vérité simple mais qui pourrait littéralement révolutionner tout le processus de négociations : Jérusalem est certes une ville unique, mais c'est aussi et simplement *une ville*, avec ses habitants, sa société, ses quartiers, ses réseaux de pouvoir et ainsi de suite…

On l'aura compris, j'aborde cette ville sous l'angle du processus de paix, de l'avenir éventuel d'une négociation.

Ce choix découle de maintes raisons.

Certaines, personnelles, secondaires pour tout autre que moi, sont liées à ma découverte tardive, en 1967, de Jérusalem. D'autres viennent de mon éducation : passionné par les idéologies, les mythes et les phénomènes religieux, j'ai toujours éprouvé aussi une grande méfiance à l'égard des clergés, des intermédiaires entre les divinités et les hommes.

Cela, bien entendu, ne concerne que moi et n'a jamais pesé sur mon respect de la liberté de croyance de quiconque tant que les croyants

acceptaient que d'autres parmi leurs frères humains soient dénués de religion.

Les raisons principales, non subjectives, de mon choix sont, en revanche, liées à un souci « public », celui d'aboutir à la paix, impossible sans une solution pour Jérusalem.

Pour cela, pour sortir de l'impasse, échapper aux sempiternelles histoires de la ville, toutes exclusives les unes des autres, aux passions et délires dont elle est captive aussi, un certain nombre de vérités, constats et propositions peuvent être avancés, quitte à ce que le lecteur, convaincu ou pas, séduit ou non, par leur pertinence, y trouve ou pas des pistes pour sortir des chemins battus, balisés par des siècles de vérités prétendument éternelles.

Jérusalem est, jusqu'en 1948, une ville palestinienne « comme les autres ». J'entends par là que les territorialités politiques de la Palestine étant fortement marquées par leurs coupes verticales, leurs forts régionalismes, la ville de Jérusalem était, malgré ses attributs religieux et symboliques indéniables, perçue comme le point focal de *sa seule* région et que cela n'empêcha jamais d'autres villes « focales », Naplouse par exemple ou Jaffa, de s'affirmer plus importantes que la Ville sainte. Ce n'est qu'avec le Mandat britannique que la ville, instituée siège de l'appareil de pouvoir colonial, le *Government of Palestine*, commença à jouer le rôle de capitale, source centrale du pouvoir.

La ville fut, certes, au fil des siècles, des sièges et des conquêtes, prise pour centre de divers pouvoirs, mais jamais en tant que capitale d'un État-Nation. Aussi faut-il être prudent, se méfier surtout dès que l'on aborde certains récits ou travaux historiques qui la présentent comme une « capitale » immuable, à travers siècles et millénaires.

Bien que souvent convoitée, cible de guerres religieuses ou prétendues telles, Jérusalem a également connu de longues périodes « d'anonymat » qui sont à compter parmi les plus heureuses de son histoire. Je dis bien heureuses, non idylliques, car l'absence de conquêtes venues de l'étranger ne peut signifier pour autant la disparition des luttes internes pour le pouvoir, comme cela est banalement le cas dans toute ville.

Il est ainsi symptomatique de constater à quel point les Ottomans ne portaient pas un intérêt exceptionnel à la cité – ambitionnant de réinstaurer le califat, leurs regards étaient tournés vers La Mecque. Ils ne commencèrent d'ailleurs à se préoccuper vraiment de la ville que vers 1840, après la décennie de l'occupation des provinces syriennes par les troupes d'Ibrahim Pacha, fils de Mohammed Ali, Pacha d'Égypte. La ville prit alors de l'importance pour Istanbul, non en vertu de ses attributs sacrés, mais parce qu'elle fut considérée comme avant-poste, cité de première ligne où il fallait renforcer le contrôle de l'État dans l'éventualité d'une nouvelle invasion égyptienne. L'arrivée par l'Égypte des troupes britanniques du général Allenby en 1917 prouvera que les Ottomans avaient vu juste…

Autre idée fausse fort répandue, celle de la persécution permanente des minorités, juive ou chrétienne, justifiant les interventions des puissances

occidentales, au XIXe siècle notamment. Une juste mesure des choses doit être adoptée à cet égard. Jérusalem fut, jusqu'au milieu du XIXe siècle, avant que les consuls occidentaux puis le gouvernement britannique ne s'activent à s'imposer comme les indispensables protecteurs des minorités locales, une ville mélangée, c'est-à-dire multiple et organisée selon les critères, communautés et quartiers, en cours dans l'ensemble des villes de l'Orient arabe.

Le pèlerinage y tenait certes sa place, centrale, aux yeux des croyants des *trois* religions monothéistes – qui sait aujourd'hui que la Palestine est aussi une Terre sainte pour l'Islam ?

Mais l'interdiction d'accès des pèlerins chrétiens ou juifs, souvent présentée comme la source de tous les problèmes, relève davantage de la propagande que de la réalité des faits. Il est indéniable que les pèlerinages furent suspendus, interdits à tels ou tels ressortissants, à telle ou telle période, mais ce ne fut le cas que durant des périodes bien précises de guerres et de tensions entre États ou avec des Églises « protégées » par certains États. On ne peut, par exemple, « sérieusement » s'étonner que durant les guerres turco-russes, les pèlerins de l'Église orthodoxe, protégée par le tsar, ne pouvaient venir se recueillir au Saint-Sépulcre.

Plus symptomatique est ce constat troublant établi par Youakim Moubarak, un des grands spécialistes de l'histoire socio-religieuse de la ville, que les pèlerins, bien peu nombreux durant les périodes où le pèlerinage était autorisé, se plaignaient en foule dès qu'il était interdit…

Mais ce n'est pas la seule étrangeté dans cette affaire.

Qui sait aujourd'hui que l'Esplanade des Mosquées fut, pendant des siècles, une sorte de place ouverte à toutes les communautés de la cité, que c'est là que les familles, de toutes religions, venaient en pique-nique, les jours de fête, et que l'interdiction faite désormais aux non-musulmans d'accéder à l'Esplanade des Mosquées date d'un arrêté militaire du gouverneur militaire anglais de la ville après sa prise en 1917 ?!

Le Mandat d'une part, le sionisme de l'autre, l'intronisation de la ville comme capitale par le gouvernement colonial, la centralité de Jérusalem dans le projet sioniste vont lui conférer sa centralité *politique* – elle détient déjà la primauté religieuse – *et* en faire le premier enjeu du combat mettant aux prises sionistes et Palestiniens.

Divisée en 1948, occupée et annexée en 1967, Jérusalem est aujourd'hui, nous l'avons dit plus haut, proclamée capitale éternelle par les Israéliens alors que les Palestiniens, en conformité avec les résolutions de l'Onu, revendiquent Jérusalem-Est, la partie occupée en 1967, pour capitale de leur futur État.

Sans entrer dans les détails de la gestion quotidienne éventuelle de la ville à l'avenir – ces questions importantes servent souvent d'arguments à ceux qui prétendent que les problèmes pratiques sont tels que l'annexion de la ville par Israël serait désormais irréversible –, il faut aller à l'essentiel et voir

comment dans la foulée des revendications respectives, la légitimation des demandes est devenue principalement religieuse et comment ce « mélange », cette fusion du religieux et du politique, constitue le véritable nœud du problème.

Les négociateurs israéliens ont ainsi réussi – et les Palestiniens sont facilement tombés dans le panneau – à faire de la liberté des cultes la pierre angulaire de leur négociation, et je dis bien négociation, car réclamer la liberté et la protection pour les fidèles juifs n'a jamais empêché Israël de proclamer *simultanément* sa pleine *souveraineté*, politique cette fois, sur les lieux.

Ainsi, mêlant religieux et politique, les rendant comme interchangeables, Israël a réussi à faire de la négociation de Jérusalem une lutte pour la primauté souveraine du Dieu de chacun et à réduire la négociation à un problème de cultes. L'enjeu de la souveraineté de ce fait passait littéralement à la trappe sans susciter une quelconque réticence chez les parrains américains fort sensibles d'ailleurs, de par leur propre histoire, à une approche religieuse du politique. Qui se souvient encore de la trouvaille abracadabrante de Bill Clinton : Ce qui est juif va à Israël, ce qui est musulman va aux Palestiniens. S'agissant de l'Esplanade des Mosquées, Israël aura le sous-sol, les Palestiniens, le sol !

Je ne sais si quelqu'un a alors demandé au président s'il savait, les sols et sous-sols ayant été attribués, à qui iraient l'air et le ciel ?

Je caricature certes un peu, très peu, mais pour montrer à quels délires peut mener la confusion des deux registres politique et religieux et combien il est impossible de négocier des sentiments, des attachements, « Nous aimons Jérusalem plus que vous », ou encore les primautés divines, « Notre Dieu est plus souverain que le vôtre »…

Dès lors, quelles seraient les règles incontournables pour mener à bien ou, à tout le moins, donner toutes ses chances à une négociation sur Jérusalem ?

L'affirmation, tout d'abord, qu'aucun attachement ne peut faire l'objet d'une négociation. Chaque partie peut dire ses sentiments pour la ville, demander à ce qu'ils soient respectés par les négociateurs sans pour autant réclamer que la solution résolve la question de savoir laquelle des parties concernées disposerait d'un « droit d'amour plus légitime » que celui de l'autre…

L'adoption du principe d'une négociation « profane » – j'emprunte ce qualificatif à Lotfallah Solimane qui avait, en 1989, publié son *Pour une histoire profane de la Palestine* – impose d'établir une nette séparation entre un accord sur la gestion des Lieux saints et des cultes, la liberté de croyance *et* la négociation de la question de la souveraineté sur la ville. Il s'agit, en d'autres termes, de faire l'indispensable distinction entre la *Ville sainte* de Jérusalem et la *ville occupée de Jérusalem-Est*. Ce qui signifie concrètement aussi que, depuis 1967, Jérusalem-Est est aussi, malgré son immense valeur symbolique et spirituelle, un *territoire occupé* comme les autres et, de ce fait,

soumis aux règles du droit international, aux résolutions de l'Onu appelant à la fin de l'occupation et au principe central des négociations de paix inaugurées à Madrid en 1991, celui de l'échange de la paix contre les Territoires occupés. Jérusalem-Est étant, encore une fois, un territoire occupé *comme les autres*.

Pour nous résumer :

S'il n'y avait que le problème de la revendication dite spirituelle, la négociation serait, contrairement aux apparences, plus simple. Pourquoi ? Parce qu'elle se limiterait à la liberté d'accès aux Lieux saints. L'argument de l'attachement religieux, même fusionné avec l'identité nationale, n'est qu'un alibi pour évacuer l'histoire. De plus, cet argument sous-entend qu'il y aurait une hiérarchie, ce qui est fort discutable, dans l'attachement à Jérusalem. Les juifs y seraient plus attachés que les musulmans et les chrétiens. Tomber dans ce travers équivaudrait à inaugurer quelques siècles de pourparlers… et de guerres. Le succès de la négociation réside dans la distinction entre le politique et le religieux, ce qui n'empêche nullement de tenir compte de l'un et de l'autre.

Pour bien saisir la revendication de souveraineté de la part des Palestiniens, il faut voir qu'elle n'est pas née avec l'occupation en 1967, mais qu'elle est inhérente à toute l'évolution, commencée sous le Mandat, qui a fait de Jérusalem le centre du pouvoir en Palestine, bref, une capitale.

Une double évolution à partir des années 1930 a abouti à l'émergence d'un pays au sens contemporain, accompagnée de la convergence de ses classes dominantes vers la cité perçue comme le centre d'un État en gestation. La colonisation britannique consacrera dans les faits et les institutions cette évolution. Que cet État ait été liquidé en 1948, avant de s'épanouir pleinement, n'abolit en rien le mouvement qui tendait à son émergence.

Des années durant, l'on a réclamé des Palestiniens l'acceptation de la résolution 242 de l'Onu. Ce qu'ils ont fait en 1988. Mais on leur répète depuis que cette résolution n'est pas pertinente et qu'il s'agit de trouver une solution pour Jérusalem… Il faudrait s'entendre. Pour les Palestiniens, la résolution 242 pose très clairement un principe fondamental du droit : la condamnation de toute acquisition de territoire d'autrui par la force. Jérusalem-Est ayant été conquis par la force, le droit international y a cours aussi.

Ces rappels faits, une question se pose.

La négociation portant sur l'avenir de la Ville sainte ne pourrait-elle être résolue par une sortie par le haut, en quelque sorte, qui, sans se substituer à l'application nécessaire des règles et lois internationales, les prolongerait, les placerait dans un registre supérieur ?

Je crois cela possible dès lors que les deux parties feraient leur le principe du partage en lieu et place de celui de la division.

Car finalement, si on y regarde de près, toutes les situations ayant prévalu à ce jour – qu'elles aient, comme en 1948 ou 1967, résulté d'actes de guerre, qu'elles soient au centre de nombre d'idées ou de « visions » avancées

aujourd'hui – relèvent du principe de division. Or nous pouvons très objectivement nous rendre compte que ces solutions n'ont jamais été que des issues à terme, que la division ne mène en réalité qu'à la rancœur, au sentiment d'avoir été privé de la partie allouée à l'autre bord, qu'elle aboutit à ce que chacun attende le moment propice pour revenir à la charge et tenter remettre la main sur la totalité de la ville.

La division peut permettre, c'est indéniable, de geler un conflit, d'instaurer un état de « paix froide », mais elle ne résout jamais fondamentalement un différend.

C'est pourquoi je crois qu'il faut que la ville de Jérusalem, une fois acquis le principe de la fin de l'occupation, devrait voir son avenir pensé en fonction du concept de partage, c'est-à-dire du voisinage *ouvert* des deux souverainetés. Une capitale pour deux États.

Une capitale pour *deux* États ?!!

La chose peut sembler impraticable, du jamais-vu, jamais-prévu par le droit. Mais pourquoi pas ? Notamment parce que cette formule n'implique aucun déplacement de population, puisqu'il s'agit en fait de délimiter dans une même ville, ouverte, les territoires respectifs des deux souverainetés.

Elle peut sembler utopique. Mais ce conflit a besoin de voir réaliser quelque utopie. Que disaient d'autre, au milieu des années quatre-vingt-dix, les quatre cents personnalités des deux bords qui avaient appelé à ce que Jérusalem devienne la capitale souveraine des deux États ?

Les temps ne s'y prêteraient-ils guère ? Sans doute. Mais le temps est fait pour s'écouler et changer les temps.

Or Jérusalem vous place précisément dans une étrange relation au temps. C'est, à ma connaissance, la seule ville qui vous donne le sentiment de n'exister que dans la longue durée, ce qui, en langage palestinien, se traduit par la longue patience.

Dans Ibn Shaddâd, le chroniqueur des conquêtes de Saladin, j'ai lu cette conclusion d'un récit littéralement légendaire relatant les hauts faits de Saladin dont la prise de Jérusalem aux croisés ne fut pas le moindre.

Ayant terminé son long récit, sa chronique, par la relation du décès et de la mise en terre du prince, Ibn Shaddad conclut ainsi : « Ainsi passèrent ces temps et les hommes qui y vécurent. Ces temps et ces hommes sont passés comme des songes. »

Cette phrase, belle leçon sur la précarité et la fragilité des choses, me revint immédiatement à l'esprit, un jour où visitant le Saint-Sépulcre avec mon ami Albert Aghazarian, nous nous retrouvâmes dans un étroit et court passage reliant l'accès de la chapelle du Golgotha à l'entrée principale de la basilique, bordé de deux bancs de pierre, de facture clairement franque. Deux femmes venues en pèlerinage s'y étaient assises, fatiguées sans doute par leur tournée de la ville.

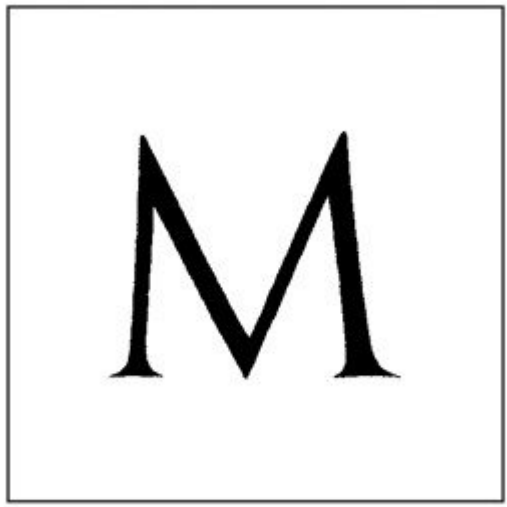
Albert me demanda :

— Ces deux bancs que tu vois là, avec ces deux femmes en sueur, sais-tu

ce que c’est ?

— Deux bancs, que veux-tu que ce soit ?

— Ce sont les tombes de Godefroy de Bouillon et du premier roi franc de Jérusalem !



Manger. Art culinaire

« Chaque fois que tu trouveras à manger, mange. Même si tu viens de te nourrir ! Chaque fois que tu pourras dormir, dors ! Même si tu viens de te réveiller ! Tu te demandes pourquoi ? Parce que tu ne sais pas si tu trouveras encore à manger ou si on te laissera encore dormir. »

Je n'ai jamais suivi ces conseils donnés dans une base palestinienne par un vétéran de la guérilla, parce que je suis très rapidement rassasié de sommeil, parce que j'entretiens surtout un autre rapport, allez disons-le, plus

jouissif à la cuisine.

La cuisine palestinienne est simple, rustique à l'image de son « pays simple ». Issue de la grande tradition culinaire levantine, elle est néanmoins moins raffinée, moins complexe que la cuisine syrienne, de Damas ou d'Alep, moins sophistiquée, et sans l'apparat de celle de sa voisine libanaise. Mais elle demeure, quoi de plus naturel, la plus affectueuse à mon palais, car c'est ma cuisine familiale, celle du littoral nord-palestinien. Le goût pour les produits de la mer y occupant une place de choix, la cuisine « de la maison » était également marquée par les traditions du Liban, celles du sud de ce pays plus précisément d'où ma mère est originaire.

Cette cuisine est, chez moi, indissociable des « mœurs » particulières de la table familiale, des préceptes du bon-vivre, de la bonne hospitalité aussi, de l'accueil fait à nos hôtes, du soin à faire plaisir, il n'y pas d'autres termes, aux siens. De cette atmosphère, me sont restés des sortes de préceptes.

Ainsi, cette phrase si souvent entendue à table, en servant les convives – « Plus tu manges à ma table, plus tu exprimes ton affection pour moi » –, pour passer outre leurs demandes de ne pas être resservis.

Il faut ajouter qu'en dehors de la tradition consistant à faire honneur à son hôtesse, nous étions marqués par le fait que ma mère, excellente et inventive cuisinière, avait, comme je l'ai souvent entendu à table, « la louche lourde », entendez « bien pleine », et cela expliquait pourquoi, lors de nos repas familiaux, les convives insistaient pour être servis par elle, non par mes sœurs, adeptes quant à elles des portions raisonnables.

J'ai ainsi tôt appris que la meilleure façon de ne pas être resservi consistait à laisser un peu de nourriture dans votre assiette, seul signe admis pour signifier que vous êtes rassasié.

Cela me causera quelques problèmes en France où je découvris la pratique généralisée du « saucer », ce « nettoyage » du plat jusqu'à le faire ressembler à une assiette propre. Constatant que je ne « sauçais » point, mes hôtes me demandaient toujours si j'avais vraiment aimé leur cuisine. Certains devaient même penser en leur for intérieur que j'étais finalement un gosse de riche habitué à gaspiller la nourriture. Mais je continue à ne jamais « saucer ».

Mon goût s'est ainsi formé durant l'enfance. Ma mère, qui, outre ses dons reconnus et appréciés par tous, accompagnait ses plats de considérations dépassant les qualités de sa nourriture, me disait souvent : « Je t'ai cuisiné aujourd'hui un plat qui va asseoir ton cœur. »

Je n'ai jamais compris comment le cœur se fatiguait à rester debout, mais je témoigne que cette tendre annonce me faisait le plus grand bien et que, depuis, je sens mon cœur agréablement « assis » après un bon repas.

C'est en famille également que j'ai appris combien la bonne cuisine commençait par un parfum, complexe mais permettant de humer distinctement chacune de ses composantes, qu'elle relevait aussi de la vue, du premier regard en quelque sorte, comme si les yeux pouvaient déceler, avant même de passer au goûter, si le plat était bon ou pas. Et il ne s'agit pas là de

présentation, de décoration de l'assiette, mais d'un sentiment infaillible qui vous fait sentir les choses, exactement comme quand, entrant pour la première fois dans une maison, vous sentez immédiatement si vous pourrez y vivre.

Cette cuisine-là – ma cuisine intime – est finalement un territoire, constitué de ce nous avions transporté, lorsque nous sommes partis, contraints, de chez nous, un territoire bientôt enrichi par d'autres terroirs, d'autres traditions, la française notamment, plats et vins, que je mets au pinacle du bon goût.

Partant de ce pays des sens, j'ai donc choisi d'évoquer ici une cuisine subjective, la seule dont je m'estime capable de parler, quitte à ce que le lecteur trouve ailleurs son bonheur de présentations plus savantes, plus exhaustives aussi, par exemple, dans la collection *L'Orient gourmand*, dirigée par mon ami de toujours Farouk Mardam-Bey qui, ne se contentant pas de l'éditer, y signe sous le pseudonyme d'un grand épicurien andalou, Ziryab, quelques-unes des plus belles pages.

Les recettes qui suivent sont dues entre autres à son aide amicale et complice, sachant que le fait qu'il fût plus versé en littérature culinaire ne nous a jamais empêchés, bien au contraire, de faire de mémorables repas ni de parler jusqu'à n'en plus pouvoir des bonnes bouteilles et de ressortir d'un pas mal assuré de la visite de certains chais…

Quels sont dès lors mes plats préférés, ceux de ma cuisine amoureuse ?

Tout d'abord les préparations de lentilles au sujet desquelles j'affirme que, confronté au même choix, j'aurais certainement fait celui d'Ésaü qui céda à Jacob son droit d'aînesse en échange d'un potage de cette admirable légumineuse. Nous ne connaissons pas la recette de Jacob, mais j'affirme ici, à l'aveugle, que j'aurais moi aussi renoncé au règne et qu'à défaut de savoir si Jacob avait de réels dons de cuisinier, je maintiens que les deux recettes qui suivent valent bien des royaumes.

Mujaddara (bourghol aux lentilles)

Ingrédients pour 4 personnes :

1 verre de lentilles vertes
1 verre de bourghol gros
5 oignons moyens
1 demi-verre d'huile d'olive
1 cuillerée à café de cumin moulu
sel et poivre

Dans une cocotte à fond épais, faites bouillir 3 verres d'eau et ajoutez les lentilles (triées et lavées). Laissez cuire sur feu doux à couvert pendant 30 minutes.

Pendant ce temps, lavez et égouttez soigneusement le bourghol. Ajoutez-

le aux lentilles, avec le sel, le poivre et le cumin, puis mélangez et continuez la cuisson à couvert jusqu'à l'absorption totale du bouillon.

En attendant, découpez les oignons en demi-lunes et faites-les roussir dans l'huile d'olive. Ôtez-les avec une écumoire, versez l'huile dans la mujaddara et mélangez délicatement. Couvrez et laissez reposer quelques minutes hors du feu.

Dressez dans un plat de service et décorez avec les oignons roussis.

Servez chaud ou froid, avec du yaourt, de la salade et des pickles.

'Adass bî Hamud (soupe de lentilles au citron et aux blettes)

Ingrédients pour 6 personnes :

200 g de lentilles vertes
2 cuillerées à soupe de farine
500 g de blettes (feuilles et tiges)
1 oignon
2 citrons
4 gousses d'ail
1 bouquet de coriandre
2 cuillerées à soupe d'huile d'olive
sel, poivre, coriandre en poudre

Faites cuire les lentilles dans un litre d'eau bouillante. Pendant la cuisson, nettoyez les blettes, séparez et épluchez les tiges puis découpez-les en dés, hachez grossièrement les feuilles.

Ajoutez les blettes aux lentilles et versez dessus un demi-litre d'eau. Salez et poivrez.

Hachez l'oignon et l'ail, et faites-les revenir, l'un après l'autre, dans de l'huile d'olive. Hachez ensuite la coriandre fraîche.

Versez le mélange d'oignon et d'ail hachés sur les lentilles et les blettes, et saupoudrez de deux pincées de coriandre en poudre.

Ajoutez la coriandre fraîche, couvrez, et laissez mijoter sur feu doux une dizaine de minutes.

Délayez la farine dans un peu d'eau froide, versez sur la préparation, mélangez et laissez mijoter encore dix minutes.

Versez enfin le jus de citron, juste avant de servir.

Je raconte ailleurs dans ce dictionnaire l'attachement, que je partage, des Palestiniens à la *khubeyzeh*, la mauve. Plante médicinale désinfectante et émolliente efficace contre les maux de gorge ou la toux sèche, la mauve n'occupe pas sa place de choix sur nos tables du fait de ses vertus curatives, mais grâce au merveilleux ragoût qui porte son nom, *Yakhnat al-Khubeyzeh*. Contrairement aux autres recettes, celle qui suit est due à ma sœur qui me l'a

donnée accompagnée de rires car disait-elle : « Je ne comprends pas que quelqu'un comme toi s'amuse à de telles facéties. Je croyais que tu écrivais des livres sérieux. » Et mes affirmations que ce dictionnaire était une œuvre « sérieuse » n'y ont rien fait.

Al-Khubeyzeh (préparation de feuilles de mauve)

Ingrédients pour 6 personnes :

1 kg de mauve
deux gousses d'ail pilées
4 oignons
deux citrons pressés
huile d'olive
sel et poivre

Lavez bien, séchez et faites cuire la mauve, *al dente*, en la plongeant quelques minutes comme pour les épinards, puis la passer rapidement à la poêle, pour la réduire.

Faites revenir dans l'huile les oignons coupés en rondelles, jusqu'à ce qu'ils soient dorés croustillants, les réserver.

Servez la mauve dans un plat, mélangée à l'ail pressé en y ajoutant le jus des citrons, le sel et le poivre.

Nappez-la avec les oignons frits.

Au tour d'un autre plat que j'avoue ne pas particulièrement apprécier. Mais les Palestiniens en ayant fait une sorte d'étendard national, j'en présente la recette de peur d'être accusé d'être un renégat et un traître. Tâche dont je m'acquitte sans récalcitrance car, je dois aussi l'avouer, ce plat n'est pas foncièrement mauvais. Bref, toutes les précautions prises, voici la recette de ce plat que je n'ai pas encore nommé, la divine *Maqlouba*, l'attribut de « divine » servant, certaines lâchetés étant légitimes, à me protéger encore de l'ire de mes compatriotes.

Maqlouba (riz aux aubergines)

Ingrédients pour 6 personnes :

2 kg d'aubergines
600 g d'épaule d'agneau désossée et coupée en morceaux
200 g d'épaule d'agneau hachée
2 tasses et demie de riz Basmati
2 oignons
50 g de pignons

50 g d'amandes mondées
samn (ou mélange beurre-huile)
huile pour la friture
sel et poivre
noix de muscade, cannelle, girofle

Lavez soigneusement le riz et laissez-le tremper une heure au moins dans de l'eau tiède. Épluchez les aubergines, découpez-les en rondelles d'épaisseur moyenne et faites-les dégorger avec un peu de sel pendant une demi-heure. Mettez la viande en morceaux à cuire dans l'eau, écumez plusieurs fois, salez et poivrez. Faites frire les aubergines et réservez-les sur du papier absorbant. Faites rissoler les oignons coupés en demi-lunes.

Dans une cocotte, placez d'abord les oignons et la moitié de la viande, puis la moitié des aubergines, puis la moitié du riz. Disposez le reste des ingrédients dans le même ordre et saupoudrez le riz d'une pincée de sel et d'épices. Couvrez très délicatement de bouillon de viande et laissez cuire à couvert sur feu moyen pendant 10 minutes, puis sur feu très doux jusqu'à l'absorption totale du bouillon. Laissez reposer 5 minutes hors du feu et, pendant ce temps, faites revenir séparément la viande hachée, les amandes et les pignons.

Renversez la *maqlouba* dans un grand plat rond et décorez avec le mélange viande amandes pignons.

Servez avec du yaourt aillé.

Je suis né dans une ville du littoral palestinien où le poisson et les produits de la mer sont naturellement prisés. Outre le goût pour certains, le petit rouget de Méditerranée, le *Sultân Ibrahîm* – pensez donc, nommer un poisson *Monseigneur Abraham*, c'est dire –, ou les deux variétés de la dorade, la grise et la royale, *Farrîdin* et *Jarbîdin*, ou encore et, au-dessus de tous, le magnifique *Luqqus*, le mérou, j'ai appris en compagnie de mon père à choisir le poisson, à ne pas me laisser leurrer par des nageoires rouges, signe de fraîcheur, ou même le brillant de l'œil, quoique plus difficile à camoufler, mais à toujours m'assurer de la fermeté du ventre, sa mollesse étant à proscrire.

Parmi les préparations du poisson, il y a certes les bonnes recettes des rougets frits mais surtout celles du mérou en *Sayyadiyeh*, le Plat du pêcheur ou le *Tâjin Samak*, Tâjin de poisson qui, comme on le constatera plus bas, n'emprunte aux *tajine* de l'Afrique du Nord que le nom.

Tâjin Samak (tâjin de poisson à la crème de sésame)

1 kg de mérou (de lieu jaune sinon) coupé en darnes
3 oignons coupés en lamelles
1 botte de coriandre hachée

5 gousses d'ail pilées
4 cuillerées à soupe de tahiné, de la crème de sésame
1 citron pressé
sel et poivre
huile de friture

Commencez par frire les darnes de poisson en les laissant mi-cuites pour que leur chair reste juteuse.

Retirez les darnes. L'huile servie à frire va vous servir également pour la sauce. Réduire la quantité de cette huile et en garder suffisamment pour faire dorer les oignons à la poêle.

Ajoutez les oignons, la coriandre hachée, l'ail pilé, 2 cuillerées à soupe d'eau. Salez et poivrez.

Placez les darnes dans un plat allant au four.

Arrosez-les de la sauce oignon obtenue.

Faites cuire le poisson 30 minutes au four.

Pendant ce temps, préparez la sauce.

Mélangez les 4 cuillerées à soupe de tahiné, le jus de citron et 1 gousse d'ail pilée. Ajoutez-y 3 à 4 cuillerées à soupe d'eau.

5 minutes avant la fin de la cuisson du tajine, sortez le plat, arrosez-le de la sauce tahiné et remettez-le 5 minutes au four.

Sayyadiyeh (plat du pêcheur)
1 grosse darne de poisson (700 g à 800 g)
4 oignons
500 g de riz
200 g de pignons
sel et cumin moulu

Coupez les oignons en lamelles.

Faites frire la darne sur les 2 côtés dans une casserole.

Avec cette même huile, faites rissoler les oignons. Puis remettez le poisson avec les oignons quelques minutes. Ajoutez de l'eau dans la casserole de façon à noyer le poisson et les oignons et laissez bouillir 5 minutes.

Enlevez le poisson et réservez-le. Retirez un peu d'oignons, le quart de la quantité.

Mettez votre riz dans la casserole avec le reste des oignons, faites-le cuire.

Servez le riz et le poisson, ajoutez-y cumin et sel et nappez le tout avec les pignons dorés au beurre.

Autre plat, typiquement haïfiote, galiléen, apprécié dans ma *petite* Palestine, celle de ma ville et de ma région natales, le *Shulbâto* dont le seul nom fait sourire mes interlocuteurs quand il ne soulève pas la perplexité de

mes compatriotes qui n'en ont jamais entendu parler. C'est vrai que tout le monde ne peut pas se targuer de venir de la Galilée…

Appartenant à la famille des plats maigres servis durant la période du Carême, le *Shulbâto* est simple à préparer. Il est associé chez moi à un rendez-vous infiniment moins sacré : ma mère, faute de temps, le préparait le jour de la grande lessive hebdomadaire…

Shulbâto (intraduisible… sinon par Shulbâto)
1 grand verre de boulghour gros
4 gros oignons
1 kg de petites courgettes
4 tomates fraîches pelées
huile de pépins de raisin
4 cuillerées à soupe d'huile d'olive
1 noix de beurre
sel et poivre

Lavez le boulghour et laissez-le s'égoutter dans une passoire.
Coupez les oignons en lamelles et faites-les revenir.
Coupez les courgettes en rondelles et faites-les revenir avec les oignons.
Faites revenir le boulghour dans une casserole avec la noix de beurre.
Ajoutez oignons, tomates, courgettes et 1 verre d'eau.
Faites cuire à feu très doux.
(N'oubliez pas de lancer votre lessive pendant la cuisson.)

Passons maintenant à un mythe, disputé par plusieurs pays de la région, volé par Israël vous diront, sans mentir, les Palestiniens : les falafels.

Nous les revendiquons et revendiquerons toujours, car ils font partie, comme nos droits inaliénables, d'une célèbre spécialité palestinienne que les Égyptiens nous ont de tout temps disputée – il ne fait pas bon titiller le sentiment national de nos frères de la vallée du Nil – et qu'Israël nous a soufflée, l'instituant spécialité nationale ! Et là je ne peux m'empêcher de faire une pause, pour lancer un appel à ceux de mes lecteurs qui entretiennent de bons rapports avec nos futurs bons voisins israéliens, afin qu'ils adressent à ces derniers la requête de mettre fin à l'hérésie consistant à préparer le *Baba Ghannûj*, la purée d'aubergines, avec de la mayonnaise au lieu de la *Tahina*, la crème de sésame. Qui sait ? Ce conseil désintéressé pourrait être suivi, malgré l'impasse actuelle des pourparlers de paix.

Revenons donc aux falafels pour dire qu'ils font l'unanimité sous tous les cieux et que rien ne vaut un sandwich de falafels chauds et croustillants, à déguster à la sortie d'une séance de cinéma.

Cela fait partie chez nous de la panoplie du vrai cinéphile, quoique je doive encore confesser que si les meilleurs falafels que j'ai goûtés à ce jour sont ceux que sert Iphtim, à deux pas de l'église de la Nativité à Bethléem,

ceux de Mustapha Sahyoun à Beyrouth ne sont pas moins succulents.

Falafels

Ingrédients pour 6 personnes :

200 g de fèves sèches décortiquées
200 g de pois chiches
2 gros oignons
4 gousses d'ail
1 bouquet de persil
1 bouquet de coriandre
sel, poivre, piment rouge en poudre
cumin et coriandre en poudre
levure chimique
1 cuillerée à soupe de bicarbonate de soude
huile pour la friture

Laissez tremper les fèves et les pois chiches pendant 24 heures dans beaucoup d'eau additionnée de bicarbonate de soude.

Rincez soigneusement et passez à la moulinette avec très peu d'eau.

Écrasez l'ail et hachez finement oignons, persil et coriandre.

Mélangez et pétrissez le tout avec la levure, les épices et quelques gouttes d'eau si besoin.

Couvrez d'un torchon propre et laissez reposer au moins 2 heures.

Façonnez la pâte en petites galettes quelque peu aplaties et jetez-les dans l'huile très chaude.

Mettez les galettes à égoutter et servez avec du pain, de la salade verte découpée en lamelles, des pickles de navets, des rondelles de tomates et une sauce à la crème de sésame légèrement aillée.

Au tour de la pâtisserie reine, la *Knafa*, délicieuse à Damas, Alep, Beyrouth ou Naplouse, cette dernière ville en revendiquant la paternité pour plusieurs bonnes raisons dont la moindre n'est pas que la meilleure *Knafa* est celle qui se prépare avec la *Jibna Nabulsiyya*, le fromage de Naplouse. Ayant déjà dérogé avec les falafels, la *Maqlouba* surtout, aux règles élémentaires de la solidarité nationale, je ne prendrai pas encore le risque de présenter un moindre classement entre les villes qui affirment chacune préparer la meilleure *Knafa* au monde. Je me contenterai d'affirmer avec un parfait et conscient opportunisme que toutes les *Knafa* sont bonnes, surtout celle dont la recette suit, mais que celle de Bohsali, place Riad al-Solh à Beyrouth, n'était pas mal non plus…

Knafa

500 g de semoule moyenne, *smîd*
200 g de beurre
un demi-verre d'eau de fleur d'oranger
700 g de fromage blanc, *Nabulsî*

Pour le sirop de sucre :
2 verres d'eau
3 verres de sucre
1 cuillerée à soupe de jus de citron
1 cuillerée à soupe d'eau de fleur d'oranger

Préparez d'abord le sirop de sucre. Pour ce faire, il faut dissoudre le sucre dans l'eau et laisser bouillir pendant une quinzaine de minutes. Écumez et ajoutez le jus de citron sans ôter du feu. Arrêtez la cuisson une fois le sirop devenu assez épais. Incorporez l'eau de fleur d'oranger et laissez refroidir.

Faites fondre le beurre. Mélangez la semoule avec l'eau de fleur d'oranger. Ajoutez le beurre fondu et malaxez le tout pour obtenir une pâte ferme.

Étalez la pâte sur un plateau beurré rectangulaire. Lissez la surface. Mettez au four 45 minutes en prenant soin que la surface ne soit pas dorée, seule la face non visible doit rougir.

Entre-temps, coupez le fromage en tranches fines et trempez-le dans l'eau pour le dessaler. Égouttez-le.

Une fois la pâte cuite, couvrez-la avec le fromage sur 1 cm d'épaisseur, puis retournez le gâteau sur une autre plaque beurrée : le fromage en dessous et la pâte au-dessus.

Si la pâte est un peu dure, badigeonnez-la avec un peu de sirop de sucre.

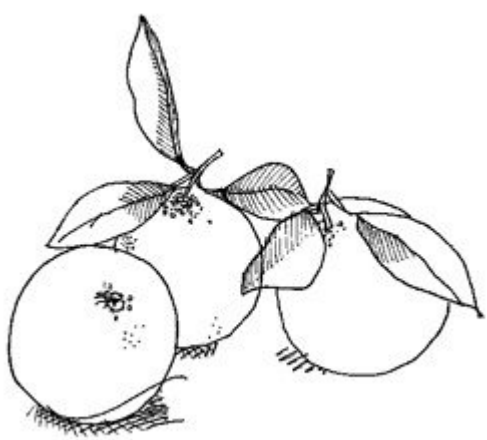
Remettez 5 mn au four pour que le fromage fonde.

Nappez de sirop de sucre.

Au tour de l'agrume. J'ai nommé l'orange reine, indissociable du paysage de notre littoral, exportée dès le XIX^e^ siècle vers la lointaine Californie car, plus résistante grâce à sa peau épaisse, elle supportait le long voyage et arrivait non pourrie à bon port.

Elle est la sœur symbolique de l'olivier, non qu'il y ait le moindre rapport entre les deux arbres, mais parce que le mouvement sioniste en a fait l'un de ses principaux thèmes de propagande. Qui n'a, un jour, entendu le fameux : « Et ils firent pousser des orangers dans le désert » ? Combien savent que ce miracle était bâti sur un double mensonge : il n'y a pas de désert sur le littoral palestinien et, surtout dirais-je, la présence des orangeraies est déjà attestée bien avant la naissance de Monsieur Herzl lui-même. Mais fi des polémiques et ne gâchons pas notre plaisir, cela pourrait me faire un instant oublier les magnifiques soirées dans le jardin de ma tante maternelle sur la côte sud du Liban, qui prolonge le littoral palestinien et ses orangeraies, dont celles de ma tante Nayfé, situées à la hauteur d'al-Bassa, entre Saint-Jean-d'Acre et la frontière libanaise, à l'emplacement de l'actuelle station balnéaire israélienne de Naharya.

J'ai ainsi en mémoire le sentiment d'avoir toujours pensé dans mon enfance que, pour passer en Palestine, il me suffirait de passer de l'orangeraie de ma tante maternelle à celle de ma tante paternelle.



Des jardins de ma tante Salma, entre les villes de Saïda et de Tyr, je garde le souvenir des grands repas familiaux du printemps, lorsque les jardins embaumaient l'air du parfum de leurs arbres en fleurs, des mérous grillés au feu de bois, de la sieste qui suivait sur des draps étendus sous les arbres et de l'incroyable chœur de ronflements qui, ondulant entre les arbres, se mêlaient à la brise dans les feuillages, puis des retours à la maison, les coffres des voitures emplis d'oranges et de citrons de pays.

De l'orange palestinienne, j'ajouterai encore que la variété dite *Shammouti*, terme arabe signifiant *oblong* – ovale pour les amateurs de rugby – eu égard à sa forme caractéristique, est plus connue en Occident sous le nom d'orange de Jaffa et qu'il faut toujours, en la choisissant, opter pour celle qui a la peau la plus lisse, signe de générosité en jus.

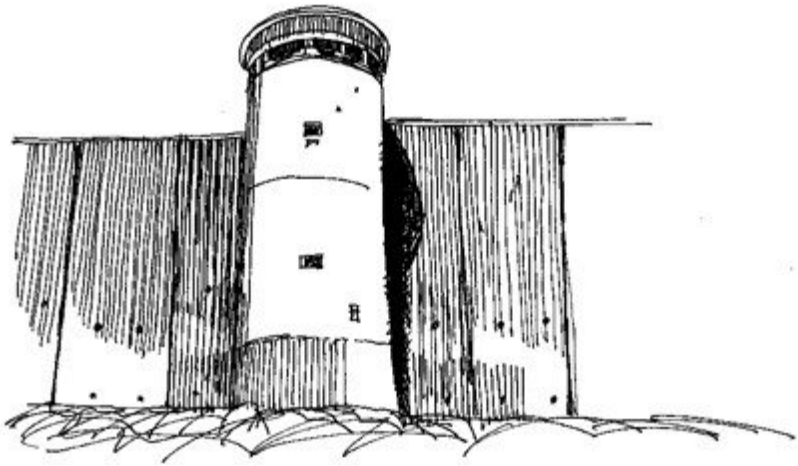
Enfin, pour finir et bien que cela ne soit pas un plat en soi, je ne peux que rendre un hommage aux fruits et à l'huile de l'olivier. C'est pour moi l'occasion aussi de dire quelques mots d'éloge de la France qui m'a accueilli, d'exprimer mon admiration pour l'olive de Nyons, pour la variété noire de la Lucques que l'on appelle la Minervoise et ainsi d'apporter mon salut à ma terre d'élection, à la petite ville de Céret, voisine de la dernière demeure de Walter Benjamin, en qui j'ai toujours vu un frère, à ces Pyrénées-Orientales qui prolongent la Catalogne et Barcelone l'insoumise face aux franquistes ; lieux où depuis quelques années je me sens chez moi, grâce à leurs habitants hospitaliers, sobres et fiers. Là me parviennent encore mieux les voix de Lorca l'Andalou, d'Orwell revenu de Birmanie, des volontaires des Brigades internationales. Là où, et ce n'est pas la moindre des qualités de cette terre, la tapenade, qualifiée du joli nom d'olivade, se prépare sans anchois !

Mur

« *C'est un énorme serpent de métal. Il nous encercle et avale les petits murs qui séparent nos chambres à coucher, salle de bains, cuisine et salon. Un serpent qui ondule pour ne pas ressembler à nos regards droit devant. Un serpent qui brandit son cauchemar et déroule ses vertèbres de ciment armé d'acier souple… qui l'aident à progresser vers ce qui nous reste d'horizons et de bacs de menthe. Un serpent qui tente de pondre entre notre inspiration et notre expiration pour que nous disions enfin : Nous sommes, tant nous étouffons, nous sommes les étrangers. Dans nos miroirs, nous ne voyons que l'avancée du serpent vers nos gorges. Mais, avec un peu d'effort, nous voyons ce qui le surplombe : un ciel que font bâiller d'ennui des ingénieurs qui construisent un toit de fusils et de fanions, un ciel que nous voyons, la nuit, briller de la lumière des étoiles qui nous regardent avec tendresse. Et nous*

voyons l'autre versant du serpent, nous voyons les gardiens du ghetto effrayés par ce que nous faisons à l'abri de ce qui nous reste de petits murs… Nous les voyons graisser leurs armes pour abattre le phénix qu'ils croient caché chez nous dans un poulailler. Et nous ne pouvons qu'en rire ! »

Mahmoud DARWICH



Le projet d'un Mur de séparation date du mois de novembre 2000, lorsque Ehud Barak, premier Ministre d'Israël, donna son approbation pour l'édifier dans les zones nord et centre de la Cisjordanie. L'idée fut reprise en juin 2001 par son successeur, Ariel Sharon. Confié à une commission technique, le projet aboutit à un tracé plus étendu, incluant une « zone de suture », contiguë aux lignes d'armistice de 1949, la « Ligne verte », celle-là même censée devenir la future frontière entre les États palestinien et israélien.

Suite à une série d'opérations suicides meurtrières, Israël annonça la mise en œuvre du projet en avril 2002 et, les premières réquisitions de terres ayant eu lieu, les travaux débutèrent en août 2002.

Prévu sur une longueur de 709 km, le mur atteint aujourd'hui 411 km. Les travaux sont en cours sur 70 km supplémentaires et les plans sont déjà établis pour une troisième phase, finale, de 228 km.

Le Mur est constitué selon les zones de barrières, fossés, fils barbelés, monticules de terre, systèmes électroniques de surveillance, chemins de ronde pour les patrouilles et zones tampons. Aujourd'hui, 45 km du Mur sont constitués de blocs de ciment de 3 à 9 mètres de hauteur.

La terre utilisée pour la construction du Mur est réquisitionnée par ordonnances militaires notifiées aux propriétaires palestiniens. Ces ordres sont exécutoires le jour de leur signature et sont valides même dans les cas où les propriétaires palestiniens n'en auraient pas été notifiés. Ils sont valables pour

une période de trois ans renouvelables sur simple décision des autorités militaires.

Une fois achevé, la plus longue portion du Mur, 85 %, se retrouvera à l'intérieur des Territoires palestiniens et de Jérusalem-Est, ce qui signifie que 9,5 % de ces territoires seront de fait « passés » en territoire israélien.

L'ouvrage a déjà des effets dévastateurs pour les conditions de vie humaines et matérielles, perturbant notamment le réseau de voies de communication rurales. Des centaines de ces routes ou chemins ont ainsi été supprimés et les conséquences sont lourdes pour les travaux des champs et la vie rurale en général.

La fragmentation territoriale de la Cisjordanie s'en est trouvée aggravée, réduite à une série de parcelles coupées les unes des autres. Prétendant y remédier, les autorités israéliennes ont alors confisqué davantage de terres pour construire un réseau alternatif qu'elles ont appelé « tissu vital ». Ces voies sont aujourd'hui longues de 49 km et comprennent pas moins de 43 tunnels et voies souterraines. Ce qui porte, d'ores et déjà, un rude coup au principe de la « continuité territoriale », l'une des bases de la souveraineté, indispensable à tout État palestinien futur.

S'agissant des zones urbaines, cette fois, de Jérusalem et Bethléem, les dégâts sont encore plus visibles.

Ainsi, les Palestiniens qui avaient besoin depuis 1993 de permis pour se rendre à Jérusalem-Est ne peuvent y accéder, même munis d'autorisations, que par trois des points de passage sur les seize qui en contrôlent les accès, et uniquement à pied. En outre près de 25 % des résidents palestiniens de la ville doivent passer par un *check point* pour accéder aux services de santé et d'éducation auxquels ils ont pourtant droit en tant que résidents.

Jérusalem-Est compte six hôpitaux non gouvernementaux qui soignent par ailleurs nombre de malades venus de la Cisjordanie. Les permis pour y accéder sont longs et compliqués à obtenir. Ceux délivrés pour les urgences peuvent certes être obtenus le jour de la demande à travers les services du Croissant rouge palestinien, mais cela nécessite une formalité de coordination avec le Bureau israélien de la coordination pour l'obtention d'une autorisation de passage à un *check point* spécifique. Mais cette dernière est assortie d'une interdiction pour l'ambulance de passer le barrage. Le malade est alors transporté de l'ambulance qui l'a amené dans une autre qui l'attend de l'autre côté. La raison avancée étant que les plaques minéralogiques palestiniennes ne sont pas autorisées à circuler dans Jérusalem !

Le personnel hospitalier est également affecté dans la mesure où, venant en partie de la Cisjordanie, il doit passer obligatoirement par le barrage de Qalandiya, le plus fréquenté de la zone, et il lui est interdit de passer par celui de Hizma, beaucoup moins encombré. Le personnel hospitalier vivant en Cisjordanie et travaillant dans l'un des six hôpitaux de Jérusalem représentait, en 2007, 70 % environ de l'ensemble du personnel de ces derniers.

Enseignants et élèves ne sont pas mieux lotis qui ne peuvent plus

atteindre leurs écoles des faubourgs d'Abou Dis, 'Ayzariyya ou Bi'r Nabâla, désormais isolés par le Mur. Le trajet vers l'école, auparavant proche, peut prendre quotidiennement jusqu'à deux heures.

L'Université al-Quds, la seule à Jérusalem-Est, a perdu le tiers de son campus du fait du tracé du Mur et la moitié de ses 8 000 étudiants doivent faire un détour de 17 km pour rejoindre leurs cours.

Enfin les pratiques cultuelles sont soumises aussi à restrictions. Il est interdit, depuis 2000, aux hommes de moins de 50 ans et aux femmes de moins de 45, d'entrer prier à la Mosquée al-Aqsa les vendredis du mois de Ramadan.

Les chrétiens, de leur côté, qui résident en majorité à Bethléem, ont besoin d'un permis pour venir au Saint-Sépulcre, étant précisé qu'il faut un nouveau permis pour chaque fête…

S'agissant de Bethléem, le Mur passe sur 2 km à l'intérieur de la ville, entoure le site du Tombeau de Rachel et coupe la route qui reliait Bethléem à Jérusalem.

Bethléem vivant principalement du tourisme religieux, ce secteur est en chute dramatique depuis la deuxième Intifada, du fait des régimes de fermetures – les autorités militaires déclarent régulièrement telle ou telle zone ou ville fermée –, ou des restrictions d'octroi de permis aux guides.

Peu de pèlerins ou de touristes passent la nuit à Bethléem, plus de la moitié d'entre eux étant logés à Jérusalem dans les hôtels israéliens, car le parc hôtelier de Jérusalem-Est est très réduit du fait de la quasi-impossibilité d'obtenir un permis de construction de nouvelles installations hôtelières.

Une fois achevé, le Mur aura isolé totalement Bethléem de son hinterland traditionnel.

Au nord de la Cisjordanie, la zone dite « de suture », enclavée entre le Mur et la Ligne verte, s'est vu décerner le surnom de « limbes » par les organisations humanitaires.

Quinze communautés palestiniennes, totalisant près de 10 000 âmes, y vivent. Là, toute personne de plus de seize ans a besoin d'un permis pour continuer à vivre chez elle. Les citoyens israéliens, les colons ou toute personne d'origine juive se trouvant dans cette zone sont exemptés de cette formalité.

Ce « permis de résidence » n'est valide que pour cette zone militaire et ses porteurs sont interdits d'accès au territoire israélien contigu. De même, enfants, personnes malades et paysans de l'enclave ne peuvent accéder au côté palestinien, en fait à leurs terres agricoles, qu'en passant par l'une des portes installées dans la barrière. Certains enfants sont autorisés à rejoindre leurs écoles situées de l'autre côté, à bord d'autobus agréés par Israël, mais de nombreux autres écoliers sont contraints de rejoindre leurs écoles à pied par tous les temps et en toute saison.

Bien qu'ouvertes plus longtemps que celles réservées aux agriculteurs venus de l'autre côté du Mur, les portes qui desservent les communautés les

plus importantes de la zone enclavée sont fermées la nuit. Ce qui pose de graves problèmes dans le cas d'urgences médicales. Ainsi, et selon une enquête conjointe de l'OCHA – le Bureau des Nations unies pour la coordination des affaires humanitaires – et de l'UNRWA, 7 des 15 communautés assujetties à ce régime n'ont pas accès aux premiers soins et une seule peut accéder 24 heures sur 24 aux services d'urgence se trouvant du « côté palestinien ».

À la suite de plusieurs décès pour cause de « porte fermée », il est devenu courant que les femmes enceintes fassent la traversée quelques semaines avant leur terme.

La vie sociale aussi est devenue impossible. Les amis ou parents qui veulent rendre visite aux résidents de l'enclave doivent obtenir un permis et mariages et funérailles ne sont plus célébrés selon la coutume qui veut que les familles, au sens large, se rassemblent. Les alliances matrimoniales en pâtissent également. Les femmes partant, selon la tradition, vivre dans la demeure de leur époux, nombre de parents s'opposent désormais au mariage de leur fille quand l'époux ne réside pas dans la zone, convaincus qu'ils sont de ne plus pouvoir leur rendre visite ou les accueillir.

Dédale littéralement kafkaïen instauré par les autorités d'occupation, le système de délivrance des permis n'est pas subi par les seuls habitants de l'enclave. Il s'applique également à tous ceux qui, possédant des terres agricoles du côté, désormais, israélien du Mur, ne continuent pas moins à habiter l'autre côté palestinien !

Quelles sont les conditions d'obtention de ces autorisations ? Les demandeurs doivent satisfaire aux exigences de sécurité, ne pas avoir eu d'antécédents avec les forces d'occupation, ce qui réduit déjà considérablement le nombre des postulants… Il leur faut également prouver qu'ils ont une « relation à la terre située dans la zone », ce qui signifie que les agriculteurs, parmi eux, doivent présenter un titre de propriété valide ainsi que les documents fiscaux fonciers. Cette demande apparemment simple est en réalité un obstacle souvent infranchissable qui permet d'éliminer de la course une nouvelle proportion des postulants.

Pour le décrire, une courte explication s'impose qui a trait au système d'enregistrement de la propriété terrienne en Palestine.

Hérité du système en cours sous l'Empire ottoman et de l'institution en 1858 de l'obligation d'enregistrer ses terres aux registres fonciers, le recensement de la propriété terrienne demeurait largement inachevé à l'arrivée des Britanniques en 1917.

Ces derniers reprirent la tâche dans les années vingt, les autorités jordaniennes la continuèrent après 1948, mais Israël la suspendit dès 1968 bien que la majorité des propriétés terriennes de la Cisjordanie ne fussent pas encore enregistrée.

Le but de la suspension était clair. Il fallait, d'une part, restreindre au maximum le nombre des propriétaires habilités à réclamer leur propriété *et,*

d'autre part, mettre la main en priorité sur les terres du domaine public. Mais les choses ne s'arrêtèrent pas à ce stade et un redoutable système fut alors mis en place.

Israël, après avoir institué des conditions draconiennes pour l'inscription des propriétés privées, a, comme je l'écris plus haut, subitement suspendu cette formalité et les registres fonciers furent fermés au public. Mais ce n'était que la première phase de l'opération. La deuxième survint au début des années 1980, lorsque Israël, qui avait maintenu douze ans durant les registres fermés, interdisant de fait toute inscription de propriété au nom des propriétaires palestiniens, annonça que toute terre non enregistrée ou non cultivée serait considérée comme terre publique, ce qui équivalait à une gigantesque confiscation.

Revenons aux permis.

Les rescapés de la course, ceux qui n'ont jamais eu d'antécédents avec l'occupant *et* qui, de plus, détiennent des titres de propriété, doivent alors satisfaire aux conditions suivantes pour obtenir un permis d'accès à leurs terres.

Outre le fait que les formalités sont coûteuses pour un simple paysan, le demandeur doit fournir trois plans cadastraux à trois échelles différentes. Le dossier de demande doit être présenté en six exemplaires et l'Administration civile se réserve le droit de confisquer immédiatement la parcelle au cas où il apparaîtrait que celle-ci relève également d'une personne juridiquement « absente »… Or beaucoup de parcelles sont des copropriétés familiales dont un ou plusieurs copropriétaires sont réfugiés ou absents !

Ce système d'extorsion de propriété foncière est décrit en détails dans un rapport de la Banque mondiale, *The Economic Effects of Restricted Access to Land in the West Bank, 2008*.

Et pour finir, que se passe-t-il une fois que les heureux élus se présentent aux portes d'accès de l'autre côté du Mur ?

L'armée israélienne a installé à ce jour 62 portes, dont 12 seulement sont ouvertes quotidiennement, en général pour de courtes périodes. Dix autres portes sont accessibles deux ou trois fois par semaine auxquelles s'ajoutent 33 autres exceptionnellement ouvertes durant la période de la cueillette des olives, sachant que près de 100 000 familles vivent de la culture de l'olivier.

Le Mur traverse aujourd'hui 8 des 11 gouvernorats palestiniens de la Cisjordanie et ravage terres agricoles, fermes, serres et cultures. Une enquête de l'OCHA menée en 2007 a déterminé que près de 220 000 Palestiniens de 67 communautés villageoises étaient propriétaires de parcelles, de tailles diverses, désormais inaccessibles, situées entre le Mur et la Ligne verte. Selon la Banque mondiale, près de 170 000 dunums de terres fertiles sont aujourd'hui d'une manière ou d'une autre affectés par la construction du Mur.

Une fois la construction du Mur achevée, 35 000 Palestiniens, auxquels il faudra ajouter la majorité des résidents de Jérusalem-Est, se retrouveront dans une situation identique à celle que subissent leurs 10 000 concitoyens

enclavés.

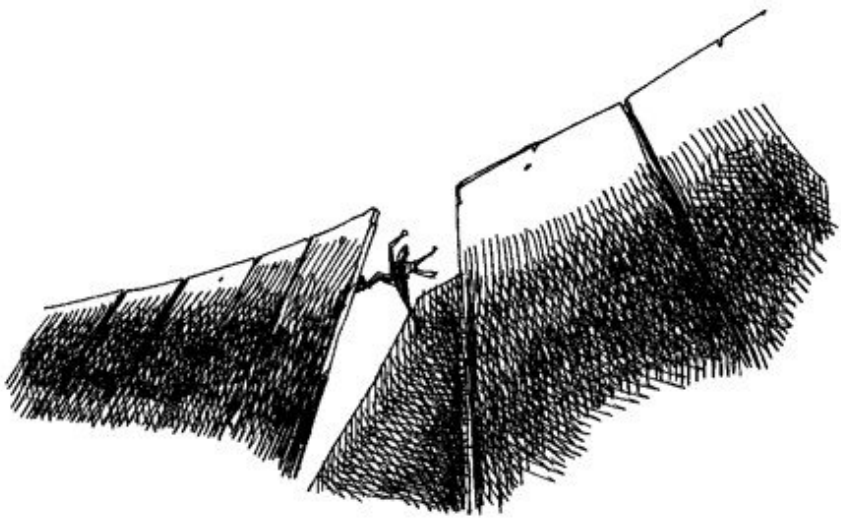
Mais je ne peux clore sans relater un épisode, porteur d'espoir, tellement représentatif de l'état d'esprit des miens, cette descendance de Job, ce peuple de la longue patience.

Ni'lîn et Bil'în sont deux localités palestiniennes qui, depuis que le Mur a été édifié, organisent chaque semaine une journée de manifestations pacifiques contre le Mur. Régulièrement accompagnés de militants venus des quatre coins du monde, de pacifistes israéliens aussi, les habitants se dirigent vers le Mur, chantent leurs slogans, déploient leurs banderoles, sont accueillis par les lacrymogènes toujours, les balles de la troupe parfois, et reviennent la semaine qui suit.

Mais en ce début de novembre 2009, les manifestants ont décidé de fêter à leur façon le vingtième anniversaire de la chute du Mur de Berlin.

Au nombre de 300 environ, ils se sont débrouillés pour faire tomber l'un des blocs, haut de plusieurs mètres, du Mur avant que quelques adolescents, surprenants gymnastes, ne se mettent à y effectuer des figures de voltige comme on peut le constater sur les photographies prises à l'occasion.

« Vingt ans plus tôt, qui aurait imaginé que la monstruosité qui divisait Berlin serait mise à bas ? Mais il n'aura fallu que deux jours pour le faire. Nous avons aujourd'hui prouvé que nous aussi pouvions faire tomber ce Mur. Ici et maintenant. »



Musée-Nostalgie. Folklore et dictons

Chez les Palestiniens confrontés depuis 1948 à une entreprise systématique d'effacement de « leurs traces » sur leur terre, les termes de *culture nationale* se confondent avec *résurrection* et *conservation*, comme s'il

fallait déterrer pour sauver.

Ainsi peut-on lire chez certains auteurs que la culture palestinienne est vieille de dix mille ans, voir fonder des revues aux noms cananéens, rencontrer de jeunes enfants dotés de prénoms plusieurs fois antiques tels ceux d'Ashtar ou d'autres divinités.

Ainsi les habitants de Ramallah ont-ils, il y a quelques années, assisté à un défilé en « costumes d'époque », allez savoir laquelle, qui alla jusqu'au siège de Yasser Arafat afin d'introniser le dirigeant palestinien, « Premier des Cananéens »…

Cela a abouti à une prééminence du folklore comme preuve absolue de l'existence d'une culture enracinée. Sans nier le moins du monde l'importance, la grande beauté souvent des us et coutumes populaires, cette domination de l'aspect folklorique mène à des confusions dans la mesure où elle conduit au remplacement de l'anthropologie et de l'histoire par des collectes en pagaille de matériaux dans les mondes rural et bédouin notamment. La prédominance de ces deux mondes n'est nullement fortuite d'ailleurs. Elle s'alimente tant au besoin vital des Palestiniens de faire resurgir leur monde disparu qu'à la longue tradition des expéditions bibliques menées au XIX^e^ siècle par des missions majoritairement protestantes ou anglicanes.

Ainsi voit-on aujourd'hui, au sein des sociétés exilées ou demeurées en Palestine, confrontées à un occupant qui mène une politique de destruction culturelle programmée visant à détacher un peuple de son terroir en prélude à son déplacement volontaire ou forcé, fonder les sociétés culturelles de telle

localité ou village, les troupes folkloriques, publier nombre d'ouvrages recensant habitudes, recettes, proverbes et dictons populaires. Comme s'il fallait ramener les mœurs disparues et « stocker », faire provision à n'en plus pouvoir, jusqu'au jour où, ressuscitée, la Palestine reprendrait possession de son bel héritage.

Rien à dire sur ce besoin. Prévisible, il manifeste une forme de résistance contre les tentatives d'effacement ; utile, il fait la recension permanente des éléments constitutifs d'un terreau peu banal, celui de la Terre sainte.

Le problème est ailleurs qui se situe à un certain stade de ce processus de recollection. L'obsession de la collecte fait en effet que cette dernière devient une fin en soi et ne débouche plus sur un travail à proprement parler d'analyse, de lecture, du gigantesque matériau rassemblé. Il y a donc aujourd'hui, que l'on me pardonne l'expression, une indigestion de folklore en Palestine.

Il serait injuste néanmoins de s'arrêter à ce constat, de ne pas saluer les excellents travaux de chercheurs palestiniens attelés à l'analyse minutieuse et créatrice de que l'on pourrait qualifier d'anthropologie palestinienne. Je pense par exemple aux travaux de Salim Tamari, dont certains ont été regroupés sous le titre *La Montagne contre la mer. Essais sur la société et la culture palestiniennes*.

Le folklorisme n'est pas la seule maladie des « recherches identitaires ». Une autre sévit aussi, née quant à elle des effets de miroirs déformants à l'œuvre entre Israéliens et Palestiniens.

L'Autorité nationale palestinienne fraîchement installée en Cisjordanie et dans la Bande de Gaza, le ministre de la Culture, Yasser Abed Rabbo, s'enquit de savoir si la France pourrait apporter son aide technique et matérielle à la

conception puis à la création d'un musée palestinien de la *Nakba*. Des réunions préparatoires se tinrent à Ramallah entre officiels palestiniens et muséologues envoyés par la France. Revenus en France, ces derniers, à qui les Palestiniens avaient fourni une liste d'« intellectuels » à rencontrer pour affiner le concept du projet, prirent contact avec moi et un rendez-vous fut fixé.

Je commençai par les écouter me rapporter les premières conclusions de leurs discussions à Ramallah mais je devinai, longue fréquentation oblige, dès les premières phrases, la teneur des demandes de mes compatriotes. Les Palestiniens affirmaient vouloir posséder un « musée de la Mémoire », en fait, un Yad Vashem « à l'envers », qui ramènerait tout à la fois la mémoire effacée et raconterait la *Nakba* de 1948.

Mes interlocuteurs ayant terminé leur présentation, je leur annonçai que faute de pouvoir leur dire de quoi devait être constitué un musée de la Mémoire palestinienne, je pouvais leur indiquer ce qu'il ne fallait pas, selon moi, faire.

Partant de ma conviction qu'aucun malheur n'est le reflet inversé d'un autre, que toute tragédie est unique, que le désir de fonder un musée où se raconte l'expulsion de 1948, notre sortie forcée des lieux et du temps, est plus que légitime à condition de ne pas aboutir à une compétition entre les victimes pour savoir qui remporterait la palme de la souffrance, de ma certitude enfin qu'un musée de la *Nakba* devait aussi *montrer* l'avenir et bien souligner que la perte, si douloureuse fût-elle, était aussi l'occasion de se dépasser, de faire le choix de la vie, de ne pas s'enfermer à jamais dans une identité sclérosée marquée au seul sceau du malheur – l'incroyable vitalité des Palestiniens n'en apporte-t-elle pas aujourd'hui la preuve concrète ? –, bref qu'il était salutaire que les Palestiniens pussent penser leur mémoire non dans la comparaison avec l'Holocauste mais *indépendamment* de lui.

Cela est bien sûr plus facile à dire qu'à réaliser, tant les deux histoires se sont retrouvées imbriquées, enchevêtrées, tant une interrogation lancinante et légitime, permanente chez les Palestiniens – « Comment ceux qui ont tant souffert peuvent-ils tant nous faire souffrir ? » –, brouille cette affaire des deux mémoires, empêche de voir que nous sommes précisément en présence de *deux* mémoires, même si le passé est régulièrement appelé à la rescousse pour justifier les exactions de l'occupant ou, dans une moindre mesure il est vrai, fournir aux occupés l'excuse historique pour leurs propres erreurs et égarements.

Mes interlocuteurs m'écoutèrent avec attention, m'affirmèrent que mon propos les « soulageait », car la demande palestinienne les avait fort « embarrassés » et nous nous séparâmes en nous promettant, comme souvent, lorsque l'on sait que l'on ne se reverra pas, « de reprendre contact ».

Le projet s'arrêta là et la belle maison traditionnelle, domicile d'une grande figure de la culture palestinienne de l'époque mandataire, 'Arif al-'Arif, acquise et restaurée par le ministère pour accueillir le musée, finit

comme local d'une administration.

Cet épisode me poussa néanmoins à continuer de réfléchir à la question de la représentation de la mémoire en évitant le double écueil du rapport stérile au passé et du folklorisme fossilisé comme celui du *Red Indian Museum* domicilié dans le quartier de Harlem, Manhattan – les disparus d'hier exposés chez les descendants des esclaves, il fallait oser le faire ! – avant d'être récemment transféré au *Smithsonian Institute* de Washington D.C.

Un séjour à Vienne et une visite littéralement loufoque devaient apporter quelques éléments de réponse à mes interrogations sur le contenu d'un musée de la *Nakba*.

Cela eut lieu en 1994, lorsque, en compagnie de Salim Tamari, membre de ma délégation aux négociations multilatérales de paix sur les réfugiés, nous partîmes pour Vienne travailler aux archives de l'UNRWA, l'agence de l'Onu en charge des réfugiés depuis 1949.

Là, un jour de repos, nous décidâmes Salim et moi d'aller visiter le musée Freud, son domicile en fait, *Berggasse 19*.

Soucieux de nous immerger dans l'atmosphère viennoise, nous partîmes en tram et longeâmes, en cinéphiles satisfaits, la grande roue où fut tournée la scène d'anthologie du *Troisième Homme* de Reed, celle de la rencontre entre les deux personnages joués par Orson Welles et Joseph Cotten, au cours de laquelle Welles développe sa « théorie » sur la différence entre les tumultes qui accouchèrent de la Renaissance italienne et le calme et l'ordre – sans volupté bien entendu – suisses qui gratifièrent l'humanité du « Coucou Clock », l'horloge à coucou…

Sur le chemin, je parlai à Salim de la correspondance qu'Arnold Zweig, psychanalyste sans parenté avec Stefan, réfugié en Palestine dès 1933,

entretint jusqu'en 1939 avec Sigmund Freud, où se fait jour la déception grandissante de Zweig revenu dans la « Terre promise ». Je lui racontai que ce Zweig habita le Carmel à Haïfa et comment la lecture de cette correspondance me procura tout à la fois satisfaction – enfin quelqu'un qui ne se laisse pas leurrer par le mythe ! – et déception puisque Zweig, tout tombé de haut qu'il fut, ne dit mot de ce qui advenait aux Palestiniens, autour de lui.

Ce qui nous amena à parler également d'autres esprits, lucides et courageux qui virent et ne se turent point, tels Ahad Ha'am ou – il est moins connu – Moshe Menuhin, une des voix du judaïsme mystique, le père de Yehudi Menuhin qui, immigré à Haïfa avec toute sa famille dans les années vingt, se rendit rapidement compte de ce qui attendait la population palestinienne et décida de partir aux États-Unis, cette fois. Il l'écrivit. L'ouvrage porte le titre *The Decadence of Judaism in Our Time*. Menuhin fut littéralement persécuté, présenté comme un dérangé mental par les ultras sionistes américains mais il marqua sans l'ombre d'un doute l'engagement, plus tard, de son fils en faveur de la paix et de la réconciliation. Je lui racontai aussi – les tramways, les transports en général, sont propices à la conversation – que Jean Genet admirait profondément le *Moïse* de Freud et m'avait dit : « Tu te rends compte ? Il a trahi son peuple pour ce qu'il considérait être la vérité et il le fit aux pires moments, alors que son peuple était l'objet d'une terrible persécution. »

Arrivés au musée, situé à l'étage de l'immeuble, nous fûmes surpris par les portes fermées en dépit de la plaque indiquant qu'il s'agissait des bonnes heures d'ouverture. Je sonnai. Une lucarne vitrée, située dans la partie supérieure de la porte, s'entrebâilla et une dame nous demanda ce que nous voulions. « Visiter », dis-je. Alors la porte s'ouvrit et je glissai à Salim en pouffant de rire : « Tu vois, c'est comme pour la cure. Il faut en exprimer le désir. »

À peine étions-nous entrés que la dame referma et nous demanda : « Quelle langue ? » Nous répondîmes : « Quelle langue ?? » Elle répéta : « Oui, Quelle langue ? » Sans trop comprendre pourquoi elle posait cette question, nous répondîmes : « English, French. » Elle nous tendit alors deux classeurs, en fait la lecture requise du visiteur ! Ce lieu commençait à devenir particulièrement étouffant.

La suite fut encore plus étrange. Les pièces étaient parcourues par quelques visiteurs, déambulant dans un silence d'église, leur « lecture » à la main. Elles étaient surtout vides, absolument vides ! Des objets et meubles de Freud ne subsistaient que des cartels épinglés çà et là, jouxtant quelques photographies avec des légendes comme : *Ici se trouvait le divan, Ici, le bureau* et ainsi de suite… Je me souvins alors que Freud parti à Londres pour fuir le nazisme, Marie Bonaparte avait réussi à faire suivre ses meubles dont il ne restait dès lors que les photographies et ces cartels qui en signalaient les emplacements.

Notre visite fut donc très brève et, après avoir glissé à Salim, je ne pus

m'en empêcher, que « le tapis persan que l'on voit sur la photo, étalé sur le divan, est un beau Qashgaï », nous nous dirigeâmes vers la sortie où l'on vendait quelques cartes postales et… porte-clés. Et la porte palière se referma derrière nous.

Sur le chemin du retour, je me dis que finalement cette visite si brève aurait malgré tout été plus longue que celle de Gustav Mahler. Un ami psychanalyste m'a en effet raconté que « n'allant pas bien », Mahler avait exprimé le désir de consulter Freud. Ce dernier descendit sur le perron de l'immeuble accueillir son illustre visiteur qui, ayant mis pied à terre du fiacre, dit à son hôte qu'il trouvait bien joli le jardin, ce à quoi l'autre répondit par la proposition de faire le tour de l'immeuble avant de monter à l'appartement. Ce qu'ils firent. Mais revenus sur le perron, Mahler dit qu'il se sentait beaucoup mieux, remonta dans son fiacre et repartit.

Invité en 1998 par l'École nationale du patrimoine à une table ronde intitulée *Le Musée et les cultures du monde*, j'abordai la question du contenu d'un musée palestinien en racontant ma visite chez Freud à plusieurs dizaines de conservateurs, ébahis je l'avoue, qui se demandaient à quoi s'attendre après une telle entrée en matière.

Mais les rires cédèrent la place à l'intérêt lorsque, au terme de mon récit, j'ajoutai : C'est en sortant de chez Freud, dans le tramway du retour, que je me suis dit que je venais de visiter ce qu'aurait pu être un musée de la *Nakba*…

D'où me venait ce sentiment ? Qu'est-ce qui m'avait amené à penser qu'il y avait là un musée qui aurait pu être celui de la *Nakba*, de la perte et de la disparition réunies ?

La question me préoccupa encore. J'y revenais régulièrement quand les questions de la mémoire étaient abordées. Je décidai, comme on dit, d'en savoir un peu plus. Un article d'Anne Soulier dans *Psychanalyse Magazine*, intitulé « Sur les pas de Sigmund Freud, une visite au Berggasse 19 », me permit d'y voir plus clair.

« *Il ne reste donc plus rien au 19 Berggasse*, écrit notamment Anne Soulier. *Le divan le plus célèbre de l'histoire de la psychanalyse est à Londres ainsi que le bureau du Professeur, ses statuettes, ses livres* […] *L'exil de 1938 est présent dans toutes les pièces.* […] *En ce qui concerne la trace définitive de ce que fut le 19 Berggasse, rendons hommage à Edmund Engelman, puisque c'est lui qui prit une centaine de photos de l'appartement, dans l'urgence, en mai 1938. Engelman a scrupuleusement photographié l'itinéraire pour arriver jusque devant la porte d'entrée du "PROF Dr FREUD", depuis la rue et à l'intérieur, pas un pan de mur ne lui a échappé.* […]. »

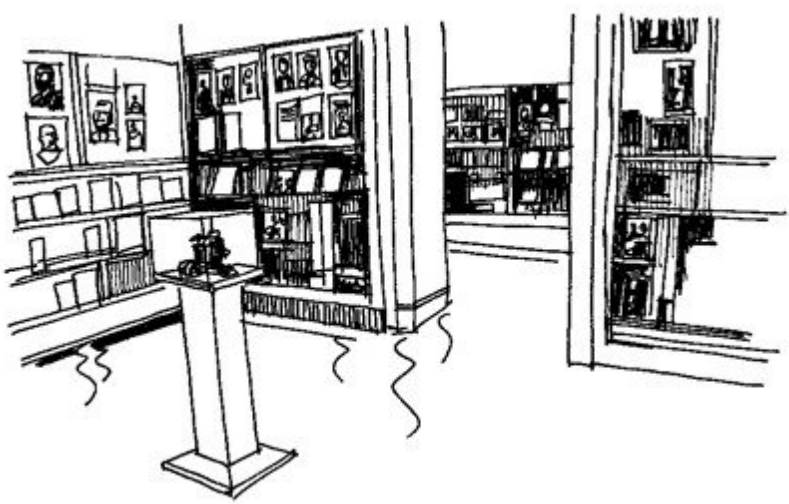
En 1948, la Palestine est entrée non sous occupation, mais dans l'absence. Pour les Palestiniens disparus en 1948, sortis du temps, mis à la porte, chassés, vidés de leur terre, le défi d'un musée de la *Nakba* ne serait-il pas de dire cette absence et ce vide ?

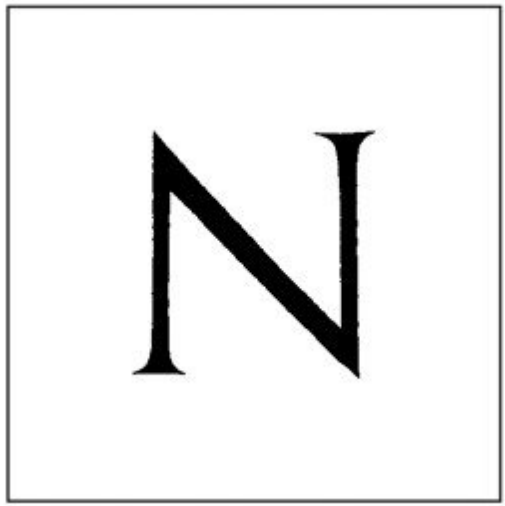
Un musée vide d'objets, vide de la nostalgie qui pourrait naître de la présence même de ces objets, occupé par les seuls cartels signalant où se trouvaient les disparus et leurs lieux, dessinant une cartographie du vide mais pleine de la présence invisible de ceux qui, avant d'être poussés vers l'absence, avaient été présents en ces mêmes lieux, ne serait-ce pas la solution à la question d'un musée de la Nakba ?

Non par choix d'une amnésie volontariste, forcée et artificielle, condamnée à vous exploser à terme dans les mains, mais pour pouvoir dire tout à la fois le passé et un avenir qui en serait un jour libéré, pour que ce passé pesant devienne vraiment un passé, que nous puissions nous en séparer sans jamais l'oublier.

Cette vision est certes rigoriste. Je sais qu'un tel musée ne verra pas le jour. Son concept apparaîtrait comme abstrait, théorique, injuste surtout, au regard de nombre de victimes des exils et de l'absence forcés. Mais j'ai tenu à en parler ici pour dire, à travers ce musée impossible, ce que pourrait être un musée du souvenir, un lieu qui, ne se contentant pas de « raviver » la mémoire – que cette formule est détestable ! –, permettrait de la préserver, mais saine, à l'abri du pathos.

Un tel musée ne verra jamais le jour pour une autre raison, plus prosaïque : pour éviter que, furieux d'avoir réglé un droit d'entrée pour ne rien voir, les visiteurs ne saccagent guichets et locaux, ne tabassent le personnel. Quand bien même ce personnel palestinien se révélerait infiniment plus aimable que la dame du *Berggasse 19*…





Négocier

Ayant fait partie des négociateurs, participé, du côté palestinien, à la préparation puis à la conférence de Madrid d'abord, aux négociations bilatérales de paix à Washington ensuite avant de me voir confier, cinq ans durant, la direction de la délégation palestinienne aux négociations multilatérales de paix sur les réfugiés, je constate que peu d'ouvrages ou de témoignages des participants fournissent les moyens de se retrouver dans la multitude des détails, l'enchevêtrement des événements et rebondissements,

bref de comprendre les enjeux sans pour autant être grand spécialiste, de connaître aussi les causes fondamentales de la stérilité, à ce jour, du processus, de savoir enfin s'il faut désormais jeter le bébé avec l'eau du bain.

La *possibilité* de négocier *une* paix est apparue dans la foulée de la première guerre du Golfe lorsque, forts de leur victoire, les États-Unis furent convaincus qu'ils pouvaient « ordonner » la région du Proche-Orient, non point à leur guise, mais de façon plus favorable à leurs intérêts. Cette victoire suivait de peu ce que l'on qualifia alors d'effondrement de l'empire soviétique, la chute du mur de Berlin en constituant le signe emblématique.

Accusés d'avoir été les alliés de Saddam Hussein, les Palestiniens semblaient alors devoir être totalement exclus du processus bien que les émissaires américains eussent pris le soin d'établir des relations et des contacts suivis avec des dirigeants de l'intérieur, des Territoires occupés en 1967.

C'est dans ce contexte que le secrétaire d'État James Baker commence ses navettes au Proche-Orient dans le but d'amener à la table des négociations, qui débuteraient par une conférence internationale à Madrid, les acteurs concernés : Israël, Liban, Syrie, Jordanie et Palestiniens.

Les États-Unis entendent alors associer les Palestiniens au processus mais sans pour autant leur reconnaître le statut de nation.

Cette négociation fut la première d'envergure après la guerre froide. Ce qui signifiait que les règles du jeu, qui avaient prévalu depuis la Seconde Guerre mondiale, étaient bouleversées. Et bien que le rituel de la convocation de la conférence de paix, les procédures communiquées aux parties concernées fissent état de la présence de « deux parrains », les États-Unis et la Russie, les négociateurs se rendirent rapidement compte que le parrain « effectif » serait l'Américain. D'ailleurs, après avoir fait de la figuration aux séances inaugurales, les délégués russes ne se présentèrent même plus aux sessions de négociation.

Et les pays qui, jusque-là, n'avaient préservé leur relative « indépendance » qu'au fait qu'ils pouvaient quand, trop pressés par les États-Unis, menacer de se rallier au camp soviétique ou vice versa, se retrouvaient face à un joueur unique, non talonné par le temps.

Les États-Unis endosseront alors le rôle de première puissance *solitaire*, unique maîtresse du jeu, des lieux et des durées, libérée de l'inquiétude que les Soviétiques auraient pu tirer profit des blocages ou des retards du processus. Cette règle, ce mode de suprématie n'a pas varié depuis. Malgré la participation des Européens, de la Russie et de l'Onu à tel ou tel stade des pourparlers.

Les Palestiniens partent donc pour Madrid tout à la fois forts, car reconnus, et handicapés, puisque tant l'OLP que les représentants de Jérusalem sont « interdits de négociation ».

Victimes d'un procès qui faisait d'eux, *collectivement*, sans l'ombre d'une exception, les suppôts de la dictature de Saddam Hussein, les

Palestiniens étaient comme requis de se racheter, ce qui, en termes clairs, signifiait réduire leurs aspirations.

Pourtant ces premiers négociateurs, tous venus de l'intérieur, détenaient d'importants atouts, conscients qu'ils étaient qu'aucun des pays qui tentaient de faire d'eux un élément annexe de tel ou tel partenaire arabe n'avait les moyens de venir à bout de cette vérité têtue, incontournable : la Palestine est l'épicentre du conflit. Mais ce n'était pas tout.

Forte de la fidélité des négociateurs venus de Cisjordanie et de Gaza, l'OLP fut, dès le premier jour, et quoique en coulisses, présente à Madrid. Les États-Unis comme Israël le savaient d'ailleurs, ce qui convainquit les délégués palestiniens que le boycott était relatif.

Il faut enfin souligner un point en apparence technique, instrumental, qui ne fut pas sans conséquences sur le contenu des négociations.

Les Palestiniens ne disposaient pas alors d'un « corps diplomatique » au sens classique du terme. Les négociateurs chevronnés issus des rangs de l'OLP n'étaient pas admis à négocier directement et ceux de l'intérieur venaient, quant à eux, de la société civile ! Médecins, ingénieurs, syndicalistes, professeurs d'université, notables et militants constituaient une délégation en apparence hétéroclite, requise, de surcroît, de mener la première grande négociation de l'après-guerre froide… Mais ces « non-professionnels » surprendront, agréablement le monde et… leur propre peuple.

À Faisal Husseini qui, lors d'une rencontre à Jérusalem, lui demandait quelle était la finalité des négociations, le secrétaire d'État américain James Baker répondit : « *You'll get more than autonomy and less than a state* », « Vous obtiendrez plus qu'une autonomie et moins qu'un État ». Lapidaire, cynique, la formule avait l'avantage de la clarté. Elle disait en réalité la finalité que les États-Unis assignaient au processus. Ce qui ne les empêchera pas de changer de choix et d'opter par la suite pour la formule des deux États. Mais cela surdéterminera des années durant la marche des rencontres ainsi qu'il ressort des règles du jeu, de la procédure des négociations.

Quelles étaient ces règles ?

La veille de leur envol pour Madrid, chacune des délégations reçut deux lettres de Washington. Adressées aux Jordaniens, Libanais, Syriens, Israéliens et Palestiniens, elles étaient intitulées *Lettre d'invitation* et *Lettre d'assurances*. La première invitait les parties à Madrid et leurs fixait les règles de la négociation, la seconde rassurait chacune des parties concernées quant à la finalité du processus.

Les Palestiniens se virent ainsi préciser le principe directeur de « L'échange de la Terre contre la Paix », conformément aux résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité, désormais baptisées, « termes de référence » du processus de négociation.

Par ailleurs, chacune des parties négocierait un traité bilatéral, *définitif*, avec Israël à l'exception des Palestiniens qui devaient commencer par

conclure un accord transitoire, le traité définitif ne devant intervenir qu'au terme d'une période intérimaire de cinq ans.

À l'appui de ce traitement spécial, un argument supposé irréfutable, de bon sens : la durée du conflit, les ressentiments imposaient de remettre à plus tard les questions « explosives », celles de Jérusalem, des colonies et des réfugiés, de ne les aborder qu'au terme de la période transitoire indispensable pour calmer les esprits et, grâce à des « mesures de consolidation de la confiance », les fameuses *Confidence building measures*, instaurer un climat plus serein entre les parties.

Ce fut exactement le contraire qui advint, puisque ce délai devint celui précisément mis à profit, par les colons notamment, pour rendre les dossiers réputés difficiles quasiment impossibles à aborder.

Une règle non écrite mais bien comprise de toutes les parties fut posée dès le départ des négociations : Quiconque *apparaîtrait* comme refusant de négocier sera pénalisé, même si le blocage vient en réalité de la partie adverse. « *Keep dancing* » (« Continuez à danser »), et gare à quiconque sortirait de la piste. Ceux parmi les lecteurs qui ont lu ou vu le beau *They Shoot Horses, Don't They ?* (*On achève bien les chevaux)* auront une idée plus précise de la règle en question. Il était primordial aux yeux des États-Unis que la négociation ne s'arrête pas, sa « constinuité » étant, en l'absence de véritable accord, le signe de son succès !

Prenant appui sur trois points forces – ne jamais interrompre les pourparlers mais laisser toujours ce soin aux Palestiniens, se présenter en permanence comme en quête d'un partenaire introuvable et profiter du concept de période intérimaire –, Israël jouera sans discontinuer la carte du temps, refusant, chaque fois que l'occasion se présentait, de fixer le point de départ de la période transitoire.

Ainsi le début du compte à rebours de ces fameuses cinq années fut régulièrement soumis à de nouvelles conditions à remplir par le partenaire palestinien. Comme Israël était tout à la fois partenaire et « examinateur », « l'élève » ne cessera d'être recalé, requis de passer de nouvelles épreuves. Un jeu avec le temps qui se révélera extrêmement profitable pour ceux qui, dans le camp palestinien, ne souhaitaient pas voir conclure d'accord et qui comprirent vite comment faire capoter les négociations chaque fois qu'elles « risquaient » d'avancer. Jeu qui fera d'eux les alliés objectifs de ceux qui, tant au sein de l'*establishment* militaire israélien qu'au sein des colonies, refusaient de voir la paix advenir.

La période intérimaire n'eut jamais lieu.

Plus grave encore. Le report permanent de la période en question fut mis à profit par Israël pour multiplier les faits accomplis sur le terrain, vider de toute substance par avance les questions du statut final et les rendre pratiquement « non négociables ».

Question. Comment se fait-il que les Palestiniens, conscients de tout ce qui précède, aient néanmoins continué dans ces conditions à négocier ?

La Palestine qui « arrive » à Madrid est euphorique de sa visibilité retrouvée, prête à tout pour ne pas repartir dans l'absence. Or c'est cette menace qui pesait sur sa tête si elle sortait du jeu. Les critiques de la « prestation » des négociateurs palestiniens n'ont jamais compris ou apprécié le poids de cette affaire de la visibilité retrouvée.

Des erreurs furent certes commises, mais l'ivresse de la réémergence des deux noms de *Palestine* et de *Palestiniens* fut la plus forte. Elle aboutira à une précipitation dans les concessions, la plus grave d'entre elles étant d'avoir accepté que la question des colonies, même si elle devait être négociée au « statut final », ne figurât pas dans le préambule des accords d'Oslo. Ce fut en réalité la condition pour qu'Arafat soit présent sur la pelouse de la Maison-Blanche. Tout le monde savait pourtant que ce n'était qu'une question de temps avant que les États-Unis ne cèdent et n'admettent ce qu'ils savaient mieux que quiconque, c'est-à-dire qu'aucun accord ne verrait le jour, ne serait viable sans l'OLP. Mais là encore, la hâte, l'ivresse qui avait succédé à des décennies de déni d'existence, la peur de manquer l'occasion l'emportèrent.

De leur côté, les États-Unis étaient sans nul doute désireux d'aboutir à un accord mais *à leurs* conditions. Et ils détenaient pour cela un formidable atout. N'étant pas talonné par le temps, Washington pouvait laisser traîner à loisir les choses, attendre que les parties se plient à ses conditions, sachant que le partenaire le plus faible, l'occupé en l'occurrence, céderait le premier.

Il en naîtra une stratégie non du « laisser faire » mais du « laisser pourrir », stratégie confortée par un autre usage en poltique, central aux États-Unis, celui du pragmatisme.

Le terme est souvent confondu avec réalisme. Ce pragmatisme-là est très particulier et il peut se définir ainsi : les intérêts des États-Unis ayant priorité sur tout, n'est juste que ce qui peut prendre corps, se concrétiser, et garantir les intérêts américains, « ce qui peut marcher » en somme, et non ce qui est juste, conforme au droit.

Ainsi dans le cas qui nous occupe, les demandes américaines étaient certes faites à l'une et à l'autre des parties. Mais Israël ayant les moyens de tenir tête, la partie palestinienne se retrouvait invariablement soumise à de redoutables pressions puisqu'elle pouvait, du fait même de sa « faiblesse », plus facilement céder.

Tout cela se déroulant sans l'ombre d'un état d'âme ou de référence à un quelconque principe.

Je retrouve dans mes notes prises au cours de la négociation les minutes de rencontres durant lesquelles, ne cherchant jamais à nous convaincre de la justesse ou de l'équité de leurs demandes, les interlocuteurs du Département d'État se contentaient de mettre nos réticences sur le compte de nos sentiments qu'ils disaient comprendre mais qui, selon eux, ne concernaient que nous !

« *We know this is a highly emotional issue* » (« Nous savons que c'est là un sujet très émotionnel »).

Puis le couperet tombait : « Dites ce que vous avez sur le cœur avant de passer aux choses sérieuses, les *practical issues*, les enjeux concrets, car tout le reste est abstrait, ou historique ce qui revient au même. »

Quant au droit international, il devint rapidement clair que, bien que les États-Unis eussent enclenché le processus de paix sur la base des résolutions de l'Onu, ces dernières furent vite considérées par Washington comme étant le véritable obstacle à la paix.

Quoi de plus logique pour un État qui croit fondamentalement aux rapports de forces et qui ne tolère les règles internationales que contraint ou si elles confortent sa position ? Ainsi les négociations furent-elles l'occasion d'une sempiternelle demande des États-Unis d'abandonner les termes de référence, entendez les résolutions de l'Onu, pour « élaborer [nos] propres termes de référence »…

Il y eut bien entendu d'autres enjeux, d'autres difficultés, de multiples rebondissements, plusieurs présidents américains, nombre de Premiers ministres israéliens, l'assassinat de Yitzhak Rabin, le décès de Yasser Arafat, la montée du Hamas palestinien, l'arrivée de l'extrême droite israélienne avec le gouvernement Netanyahou et, le temps passant, le retour de certains joueurs qui avaient disparu un temps du terrain, la Russie notamment. Mais l'atmosphère des négociations demeura, avec toutes les variantes que l'on voudra, celle que j'ai tenté ici de décrire succinctement et qui empoisonna en permanence le processus.

Une question demeure. Les accords d'Oslo furent-ils la « catastrophe » que certains affirment ?

La percée d'Oslo, alors que les négociations qui se déroulaient à Washington depuis près de deux ans étaient dans l'impasse, constitua une surprise pour l'ensemble des partenaires. Plus que le secret bien gardé des rencontres ou le fait que les pourparlers en Norvège furent présentés comme une remise en question par des intermédiaires européens de la mainmise de la diplomatie américaine sur le processus de paix, le véritable coup de théâtre fut celui de la reconnaissance simultanée entre les deux principaux acteurs du conflit. Un courte lettre échangée la veille des accords entre Rabin et Arafat marque la véritable rupture historique : Rabin y reconnaissait l'OLP comme représentant des Palestiniens et Arafat y reconnaissait Israël.

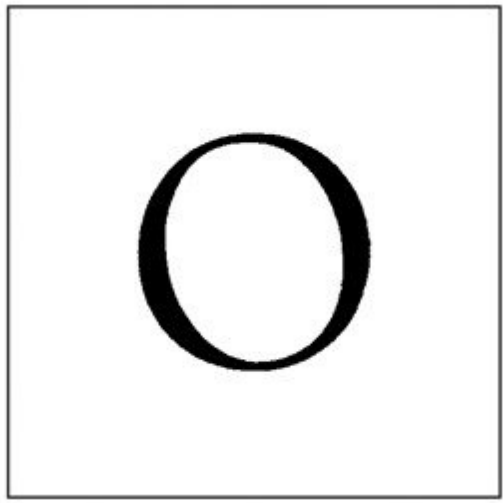
Le reste, tout le reste, peut être remis en question. Les accords d'Oslo, ceux qui les ont suivis, peuvent être critiqués, rejetés, abolis, amendés, le processus de paix peut être décrié, proclamé mort, rien n'y changera. La reconnaissance échangée la veille des accords est le seul point de non-retour et il est positif.

Cela dit, le processus est-il mort ? La réponse est oui s'il est question de ce que nous avons connu ces vingt dernières années. De quoi serait-il mort ? Du temps qui passe, des colons qui sont aujourd'hui près de 540 000 en Cisjordanie, du Mur, du scepticisme des Palestiniens qui ont vu leur vie se détériorer au fur et à mesure de la poursuite des négociations, du fondamentalisme qui, *pour la première fois dans leur histoire,* on ne le soulignera jamais assez, se développe dans leur société, des attentats et des représailles, d'une occupation qui met le plus grand soin à empoisonner la vie quotidienne des populations occupées, du temps qui passe et qui se révèle le plus grand ennemi de la paix et le meilleur allié de ceux qui n'en veulent pas.

Une question demeure néanmoins qui, sans réduire la gravité de toutes les autres, est capable de tuer tout espoir de sortie de la crise actuelle, celle des colonies.

Maintenant que les colons sont parvenus à rendre la paix quasi impossible, quel miracle soustraira les deux peuples au sort funeste qui les attend, car pour reprendre la titre du beau livre de Rachel Mizrahi, si *L'un meurt, l'autre aussi*.

SHALOM
SALAM



Organisation de libération de la Palestine (OLP)

Il suffit d'entendre OLP pour penser Palestiniens, tant la première est indissociable des seconds. Il n'en fut pas toujours ainsi.

Les premiers temps de la *Nakba* virent se succéder la peine puis la révolte. Elle naquit d'une prise de conscience simple, les réfugiés ayant réalisé que leur exil, contrairement à ce qu'ils pensaient, ne serait pas momentané, mais durable.

Un intense activisme en naîtra. Une expérience généralisée des prisons

arabes aussi. Nous savons aujourd'hui que, faute de disposer encore de leurs propres outils politiques, les Palestiniens investirent alors tout ce qui de près ou de loin pouvait ressembler à une organisation ou un parti arabes, avec une nette préférence pour les formations les plus radicales.

Ces agitateurs lancés à corps perdu dans leur refus de l'absence n'étaient pas pour autant en rupture fondamentale avec le panarabisme dominant. Mais ils lui reprochaient ses lenteurs, ses calculs, convaincus que leur « temps », eux que l'on avait « sortis » du temps, était infiniment plus réduit. À cette impatience, s'ajoutait leur désir, hautement suspect pour les régimes, de vouloir parler pour soi, de voir les Palestiniens parler pour eux-mêmes, décider par eux-mêmes.

Alors et en attendant de pouvoir le faire, ils joueront les mouches du coche et, menant de petites actions militaires, feront régulièrement monter les tensions aux frontières entre Israël et ses voisins.

C'est durant ces années que se formera le credo du Fath qui, plus tard, prendra la direction du mouvement national palestinien jusqu'à se confondre avec lui. Au mot d'ordre nassérien : « L'Unité est la voie du Retour » – entendez qu'il faut que les Arabes s'unissent pour abolir la *Nakba* et accomplir le Retour en Palestine –, le Fath opposera celui, inversé, du : « Le Retour est la voie de l'unité », à savoir que c'est dans le combat pour le Retour que les Arabes s'uniront. Mais comment appliquer un tel mot d'ordre, clairement opposé à la stratégie de Nasser alors porté aux nues dans l'ensemble du monde arabe ?

En continuant à dire sa volonté de parler pour soi mais sans cesser, pas encore, de se considérer comme force d'appoint du grand corps arabe. Alors au « Retour voie de l'unité », s'ajoutera la formulation du rôle spécifique que les Palestiniens s'attribuent. Ce sera le *Tawrît*. Le terme, aux limites de l'argot arabe, signifie mouiller quelqu'un à son corps défendant. Les Palestiniens vont donc, par leurs actions limitées de harcèlement de l'adversaire, le pousser à réagir contre les États et, ce faisant, entraîner ces derniers dans l'arène, hâter l'affrontement décisif. Ce qui, dans le langage des États, s'appelle « provocation ».

La répression viendra, rapide, l'urgence de contrôler aussi. Certains pays arabes ont en effet compris l'utilité de ces petits groupes qui, appelant à la lutte immédiate, pourraient constituer de bons et *inconscients* supplétifs contre d'autres régimes arabes concurrents qu'il s'agit d'embarrasser en montrant leur manque d'ardeur à se lancer dans la bataille contre l'ennemi.

Urgence de contrôler qui, en 1964, amènera Nasser à fonder l'OLP dans le cadre de la Ligue des États arabes. Il s'agit principalement d'endiguer la « turbulence » chronique des réfugiés et de contrôler leur volonté d'action. Littéralement prise d'assaut par Arafat et ses hommes en 1968, l'OLP devint *le territoire* au sein duquel s'exprimait la volonté nationale palestinienne, celui du consensus entre les nombreuses sensibilités politiques et idéologiques cimentées par l'idée du Retour en Palestine et la nécessaire « autonomie de

décision palestinienne ».

Historique, libératrice, cette prise de contrôle de l'outil s'accompagna immédiatement d'une prise de contrôle armé des camps de réfugiés. Elle fit naître un immense espoir dans les sociétés arabes traumatisées par la défaite de juin 1967 et signifia un retour des Palestiniens non en Palestine, mais sur la scène. Les réfugiés géraient désormais leur combat, comme des acteurs, les principaux concernés d'ailleurs, et non plus comme des troupes d'appoint inféodées à telle ou telle stratégie de tel ou tel État arabe.

Mais l'essentiel demeurait ailleurs.

L'OLP « palestinienne » est née dans un état de société très particulier, celui d'un peuple éclaté, dispersé entre les pays d'accueil frontaliers de la patrie perdue et des exils plus lointains, obsédé par la menace d'une absence définitive. Partant, deux tâches apparaîtront comme primordiales : le *regroupement* des déplacés, leur liaison, politique, à défaut d'être physique *et* la permanence de leur *unité*, seul rempart contre la disparition qui guette.

Par la suite, sièges israéliens et arabes, affrontements permanents avec Israël ou tel ou tel gouvernement arabe constitueront le quotidien d'une OLP qui parviendra malgré tout, au prix de grands sacrifices et grâce à la légitimité que lui octroie son peuple, à prendre pied sur la scène et à imposer son existence comme « le représentant unique et légitime du Peuple palestinien ».

Pour mener à bien son projet, l'OLP devait surmonter en permanence deux difficultés : l'éparpillement de la société palestinienne et la préservation de son unité.

Cette dernière n'était pas évidente. Comment donner libre cours à la diversité politique, bâtir ce qu'Arafat appelait fièrement « la démocratie palestinienne dans le forêt des fusils », sans pour autant mettre en péril une unité perçue comme le meilleur rempart face à la disparition ?

La solution longtemps adoptée et pratiquée eut pour nom le consensus.

Des années soixante jusqu'à la session du Conseil national palestinien qui vota, en 1988, le principe d'une solution négociée sur la base des résolutions de l'Onu, toutes les décisions importantes palestiniennes furent adoptées par voie consensuelle. Ce n'est pas un hasard si le premier vote à la majorité eut lieu lorsque le mouvement palestinien reçut la proposition américaine de participer au processus négocié, c'est-à-dire lorsque, fort de l'Intifada sur le terrain, il fut accepté pour la première fois comme partenaire à part entière

Depuis, comme pour prouver aux Palestiniens que leur choix avait été erroné, démentir l'espoir né des Accords d'Oslo, l'évolution sur le terrain a plongé l'OLP ainsi que l'Autorité nationale palestinienne fondée par elle dans une crise permanente.

Plus grave, la paix sans cesse plus lointaine a, indirectement, fait ressortir un paradoxe qui pourrait s'avérer mortel : fondée pour accomplir le Retour, l'OLP est bien rentrée en Palestine mais *sans ceux qu'elle s'était engagée à ramener chez eux*.

Interminable, le conflit israélo-palestinien demeure pétri, façonné par sa durée. Plus précisément, ce conflit sans épilogue est néanmoins le théâtre de fins multiples, à répétition, comme si, en l'absence de solution, c'était là le seul moyen de conclure sans pour autant clore. Mais il semble bien que l'impasse, cette fois, sera difficile à surmonter et qu'un certain épilogue prend forme, épilogue dans la vie d'une organisation à ne pas confondre bien entendu avec une fin de la cause palestinienne.

Mais alors, si la cause palestinienne demeure, qu'est-ce qui serait « fini » ? Qu'est-ce qui dès lors pourrait disparaître avec le passage du combat de l'extérieur vers l'intérieur, de l'exil vers le territoire jusque-là interdit, rêvé, de la Palestine ? À quoi l'Intifada puis les négociations auront-elles mis un terme ?

J'ai, maintes fois, au fil de ce dictionnaire, avancé que l'OLP est un territoire, la « terre d'accueil » des diverses composantes du mouvement national, le lieu aussi où s'accomplit la jonction entre ces mêmes composantes.

Le retour « amputé », celui des hommes de l'OLP, non du peuple palestinien, a mis fin au territoire particulier, de substitution, de remplacement momentané de la terre que l'on avait institué en exil. La « rentrée » de cadres et de membres de l'appareil équivalait à une mutation profonde de l'OLP qui, d'espace « en vie », investi, habité, ne fut plus qu'un assemblage d'organes bureaucratiques, « inertes ». Comme si le changement de lieu, le transport d'un territoire rêvé sur une terre ferme, réelle, matérielle, la mutation que cela impliquait – on ne lutte pas chez soi comme on lutte à partir de l'exil – disaient la fin d'un mission.

Paradoxalement et malgré ce qui peut ressembler à un échec stratégique – que signifie donc ramener ses cadres et laisser derrière soi son peuple ? –, l'OLP s'est aussi retrouvée « victorieuse ». Étant parvenue à mettre fin au tristement célèbre « ils n'existent pas », elle a placé, ramené son peuple sur la scène.

Mais elle n'avait pas prévu, le pouvait-elle d'ailleurs, que la visibilité nouvelle acquise qui mettait un terme à la surdité du monde s'accompagnait désormais d'écoute : Maintenant que vous êtes visibles, qu'avez-vous à dire ?

Les Palestiniens n'ont pas démérité à ce propos, dont le discours est celui de la reconnaissance mutuelle dans la justice et l'égalité. À ce détail près que les Palestiniens s'exprimant désormais à partir du territoire palestinien et plus des exils, ce discours est, par la force des choses, tenu par l'Autorité nationale à Ramallah.

En prenant pied à l'intérieur, on a finalement, et bien que 60 % du peuple de Palestine demeure hors de sa terre, mis quelque part un terme à la géographie de la *Nakba*.

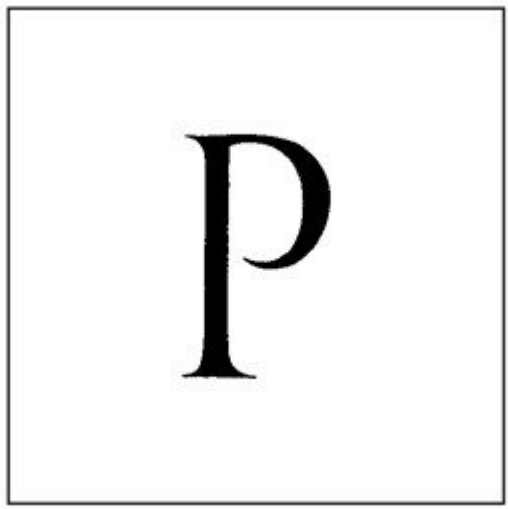
La perte de la Palestine avait imposé à ceux qui voulaient la retrouver de découvrir, de prendre possession du monde, d'aller dans la géographie élargie, d'assimiler ses règles, d'apprendre à y mener batailles pour pouvoir

précisément retrouver l'autre géographie, la petite, celle de la Palestine. Et l'on peut dire sans exagérer que la condition du retour fut et demeure un grand détour par le monde, l'imposition de l'aspect le plus large, celui de l'humanité des Palestiniens et de l'universalité de leur cause, pour pouvoir satisfaire la réclamation spécifique, locale, de leurs droits.

Ce chemin a été parcouru, mais le retour dans la « petite Palestine » a signifié aussi, les retrouvailles avec une petite société, celle des territoires occupés en 1967, son provincialisme, ses réseaux locaux de pouvoir et de clientélisme, et surtout le fait que cette société-là, sans avoir le moins du monde démérité dans la résistance, était une société d'occupés, non d'expulsés, une société qui avait résisté par l'enracinement, la fixité dans sa terre quand les communautés de l'exil ne devaient leur survie qu'au mouvement, à la mobilité permanente, au cosmopolitisme acquis à travers la planète, à leur obsession et leur capacité à détenir un art de la traversée des frontières.

Rentrée en Palestine, l'OLP se retrouve, *via* l'Autorité nationale, son gouvernement, son Conseil législatif élu qui lui tient lieu de parlement, confrontée à deux « modes de monde » et nul ne peut aujourd'hui prédire l'issue de cette cohabition tendue.

Mais nombreux sont ceux qui pourront déjà faire leurs ces mots de Mahmoud Darwich, en conclusion d'un discours prononcé il y a plus de vingt ans devant le parlement en exil : « Que l'idée est grande. Que l'État est petit ! »



P ou B ? B ou P ? Telle est la question

Non, vous ne rêvez pas, c'est une reprise d'une entrée figurant à la lettre B. Que vient-elle faire ou refaire ici ? Tout simplement le B se substituant au P chez les Palestiniens, il aurait été partial de ne faire figurer cette entrée qu'à la lettre B. Donc reprise et comme disent les maîtres de danse des comédies musicales américaines : « *Once more with feeling !* » (« Encore une fois et avec encore plus d'ardeur »).

Les Palestiniens souffrent d'une incapacité, une invalidité d'ordre linguistique en fait, que je ne suis jamais parvenu à expliquer mais dont je continue à sourire, avec tendresse, il faut le préciser.

Pensez donc, ladite « élite intellectuelle du monde arabe », le peuple qui s'est en permanence acharné à apprendre, ceux qui, partis des dures conditions de l'exil ou de l'occupation, se retrouvent aujourd'hui à des positions clés dans nombre d'universités, de centres de recherche, d'institutions arabes ou étrangères sont dans leur écrasante majorité incapables de prononcer la lettre P !

On pourrait me faire remarquer que mon étonnement est surfait, que l'explication est simple, évidente. Le P n'existant pas en arabe, il n'y aurait pas lieu de s'interroger sur cette incapacité. À quoi je répondrai que les choses sont moins évidentes qu'il n'y paraît puisqu'il suffit de parcourir quelques kilomètres, d'aller au Liban voisin pour constater qu'un autre peuple tout aussi arabophone que le palestinien, n'a aucune difficulté avec ce sacré P…

Mais revenons en Palestine.

Étrange handicap donc d'un petit peuple qui peut se targuer de compter un taux impressionnant de citoyens bilingues ou trilingues, de maîtriser aussi un éventail surprenant de langues étrangères pour la simple raison que dans leur soif d'apprendre, les Palestiniens se sont, des décennies durant, précipités sur les offres de bourses d'études avant même de se demander dans quelle langue les enseignements proposés seraient dispensés.

C'est ainsi que l'on rencontre aujourd'hui nombre de Palestiniens qui, outre la quasi-totalité des langues occidentales dominantes, maîtrisent, liste non exhaustive, les langues balkaniques, celles de l'Asie centrale, l'islandais, le finlandais, le hindi, le croate, le slovaque, des dialectes africains et ainsi de suite…

L'on se dit que ces polyglottes ont dû quand même en rencontrer, des lettres P, à chaque détour de mot quasiment. Mais rien n'y fait puisque vos interlocuteurs diront invariablement B dès qu'apparaîtra un P et que vous entendrez toujours des : « La Balestine est au cœur du broblème israélo-arabe et nous luttons pour notre indébendance. »

Déformation persistante, inscrite dans « la longue durée », pour parler comme un historien de la célèbre École des Annales et donner quelque vernis scientifique à ce travers national.

N'ai-je pas vu de mes yeux dans les années soixante-dix à Beyrouth des posters édités en anglais par le département de l'Information unifiée de l'OLP avec le slogan *Long live Balestine*, *Vive la Balestine ?*

Un ami libanais ne m'a-t-il pas rapporté cette conversation en anglais encore avec un haut cadre palestinien dans les années quatre-vingt :

— Mais comment est-ce possible que toi, diplômé de grandes universités américaines, tu ne parviennes pas à faire la différence entre le P et le B ?

— *Ya Akhi, I know the difference but I don't know where to but it !* [Mon frère, je connais la différence mais je ne sais où la blacer !]

N'ai-je pas reçu, il y a quelque temps, dans mes fonctions diplomatiques, un courrier à en-tête d'un des départements de l'Autorité nationale palestinienne avec un *B.O. Box*, *Boîte Bostale* imprimé en toutes lettres au milieu de l'adresse dudit département ?

La radio palestinienne installée dans les territoires palestiniens depuis la prise de fonctions de l'Autorité nationale palestinienne, la *Palestine Broadcasting Corporation* (*PBC*) n'a-t-elle pas pris pour sigle acronyme BBC, et fièrement imprimé ce dernier sur tous ses documents ?

Certains penseront que la confusion n'était pas fortuite, que la tentation de se présenter comme la prestigieuse BBC expliquerait l'erreur ! Mais ce n'était même pas le cas. Le B avait encore frappé. Tout simplement.

De ce phénomène qu'il me semble utile de signaler ici, ne serait-ce que pour avertir nos interlocuteurs, ne pas les surprendre, leur éviter de se plonger dans quelque dictionnaire à la recherche de mots inexistants, je ne fournirai aucune explication. Un bon linguiste ou phonéticien y parviendrait certainement, quoiqu'il me semble malaisé d'expliquer une déformation opérant quasiment à l'échelle d'un peuple.

Mais il m'importe de tenir le lecteur au courant d'une récente et redoutable évolution du phénomène dont personne ne peut prédire où elle nous mènera.

J'en fus récemment témoin à Paris, dans l'exercice de mes fonctions, encore une fois. (Si quelqu'un m'avait dit que, nommé ambassadeur de la Palestine auprès de l'Unesco, je me retrouverais aux premières loges d'un observatoire linguistique…)

Mais revenons à la redoutable évolution.

Les Palestiniens savent que l'imprononçable P est néanmoins la première lettre du mot Palestine. Comme ils savent aussi que leur pays se nomme dans leur arabe maternel *Filastîn*, ils ont décidé depuis quelques temps que le P de Palestine tenait lieu du F de *Filastîn* et comme ils prononcent le P, B, cette dernière lettre, par le jeu d'une algèbre linguistique (B = P = F donc B = F), s'est retrouvée remplaçant le F !

Je me suis ainsi entendu dire *en arabe* par l'un de mes visiteurs, écrivain de surcroît, membre d'une délégation officielle :

— Aujourd'hui, j'ai beaucoup marché dans Baris. Imagine-toi que j'ai été des Galeries Labayette jusqu'à la tour Eibbel !

Quelle sera la prochaine lettre-victime, maintenant qu'après l'anglais et le français, l'arabe est à son tour touché ?

Dieu seul le sait. Mais que ces habiles artisans, ces passeurs de lettres entre les langues sachent ici combien ils me sont sympathiques.

Paix et réconciliation

Cela fait maintenant près de vingt ans que cela dure. Un processus diplomatique inabouti, sans cesse bloqué, malgré les professions de foi, les serments renouvelés d'allégeance à la paix, les déclarations d'amour à cette valeur suprême, répétés à l'envi, sincèrement ou pas.

Qu'importent d'ailleurs les sentiments vrais, les efforts véritables pour y aboutir quand la figure imposée par le parrain américain des négociations ne requiert des acteurs que renouvellement régulier du serment au détriment d'une quelconque pénalisation de ceux qui jurent chercher la paix tout en sabotant la négociation, de ceux qui ne jurent que pour pouvoir saboter.

Qui se souvient encore des mots de Yitzhak Shamir, Premier ministre d'Israël, lors de l'ouverture de la conférence de Madrid, qui ne confirmait son adhésion à une solution négociée du conflit que pour ajouter : « Nous négocierons pendant 10 000 ans ! »

J'écris ceci pour dire la déception et la sourde colère qui habitent ceux qui, comme moi, ont cru et voulu cette paix encore introuvable.

Mais que signifie ce mot de quatre lettres, si galvaudé, si trahi qu'il en est venu à perdre son sens ?

« *Faire la paix* » n'est pas simplement le contraire de « *Faire la guerre* », une action pacifique par opposition à une autre, violente.

La paix peut, bien entendu, désigner des temps d'où la violence aura été évacuée, mais faire la paix – on peut le demander à quiconque s'est retrouvé un jour négociant avec son ennemi d'hier – est une affaire extrêmement violente. Et ce qui la distingue de l'activité guerrière n'est pas qu'elle est dénuée de violence, loin de là, mais qu'elle consiste à tourner vers soi la violence que l'on destinait jusque-là à son adversaire.

Faire la paix signifie avant tout *se faire violence*, se vaincre soi-même pour supporter de se retrouver parlant à celui que l'on considère comme l'artisan de son malheur, la source de ses peines.

J'en parle en connaissance de cause. Tel fut mon sentiment le jour où je me suis retrouvé à la tête de l'une des délégations palestiniennes, chargé de la bataille de la reconnaissance des droits des Absents, celle de la réparation des torts contre eux commis, ces millions d'exilés et de réfugiés dont j'étais.

Parler de la violence de mes émotions alors serait banal, tant de tels états d'âme sont normaux, tant je les avais prévus, moi, l'enfant jeté avec sa mère à la frontière, qui se retrouvait, en 1993, comme désigné par le sort pour porter la parole de tous ceux qui depuis 1948 n'en finissaient pas d'attendre que justice leur soit rendue.

Ce sur quoi j'insiste ici, c'est la violence que je me suis faite pour n'avoir ne serait-ce qu'envie d'adresser la parole aux délégués israéliens qui se tenaient devant moi.

Je l'ai pourtant accompli au détriment de mes sentiments, de mon corps également, par conviction politique, parce que le temps était venu de donner sa place à la parole, que les Palestiniens allaient être reconnus dans la foulée, qu'ils allaient quitter l'absence. Je pensais aussi que la seule façon de sortir de

l'impasse et du blocage consistait précisément par commencer à être voisins. J'ai adhéré au principe du partage, parce que je n'ai jamais supporté les bains de sang et que la perpétuation du conflit ne pouvait aboutir qu'à de nouveaux morts et victimes. La paix, telle que je la percevais et perçois encore, valait la peine de se faire violence.

Quelle est-elle donc alors, cette paix ?

Une paix qui ne serait que la fin de la belligérance n'est pas la paix. Incontestablement utile pour calmer les belligérants, elle instaurerait un état de choses, une atmosphère propice, parfois indispensable, pour aller plus avant, plus loin. Cette paix-là est l'une des conditions des transitions, sachant que toute paix véritable profonde requiert des phases intermédiaires, ne serait-ce que pour commencer à habituer les anciens protagonistes à la possibilité, non utopique, du vivre autrement.

Les transitions peuvent néanmoins être risquées si elles ne sont pas le théâtre de changements, si elles ne changent les esprits, ne fournissent les petites preuves quotidiennes que le choix qui a été fait est le bon. Faute de quoi la paix, tout comme la « guerre froide », devient, sans que forcément les hostilités reprennent, une « paix froide ».

Comment qualifier autrement aujourd'hui les relations entre Israéliens et Égyptiens alors qu'ils ont conclu la paix en 1977 et que le front est calme depuis trente-deux ans !

Il existe donc des paix transitoires, nécessaires, mais à condition de ne pas les confondre avec leur vraie finalité, la fin réelle des conflits, non leur gel.

Il en est d'autres, fausses, trompeuses, catastrophiques tant elles n'ont de la paix que le nom. C'est le cas de la situation qui prévaut en Palestine depuis les Accords d'Oslo, devenus le repoussoir de l'idée même de paix.

Que penser quand vous entendez, ce fut mon cas, un homme des Territoires contrôlés par l'Autorité palestinienne et néanmoins soumis au cauchemar quotidien du Mur, des colonies, des barrages militaires, des interdictions en tout genre vous dire : « Finalement, nous vivions mieux quand nous étions occupés par Israël »…

Catastrophiques, ces conditions sont en train de pousser une société vers un désastre, voulu, espéré et recherché par certains apprentis sorciers, celui du jour où la majorité d'un peuple sera prise dans les rets du fondamentalisme.

Et puis, il y a la paix véritable, celle qu'il faut souhaiter, à l'avènement de laquelle il faut travailler, celle de la vraie reconnaissance, celle qui n'aura plus besoin de garanties internationales, ni de suivi, de traités de défense commune, celle qui tiendra par la seule adhésion de ses tenants, et qui portera alors le nom de réconciliation.

La réconciliation est le stade supérieur de la paix, celui où elle se mue en valeur de civilisation, quand elle ajoute au choix de la raison celui des cœurs.

Elle nécessitera des périodes intermédiaires, pour élaborer un nouvel art du voisinage, pour apprendre, se rassurer aussi, se prouver son bon choix,

inventer des formes nouvelles du politique, d'autres idées de la nation. Cela prendra du temps, demeurera vulnérable, à la merci des coups, des reculs, incontestablement, mais seul ce choix dégagera les anciens belligérants de la spirale de la mort, seul il convaincra les Palestiniens que leurs droits étaient finalement au rendez-vous, seul il garantira l'existence que les Israéliens affirment rechercher et abolira les propos que je reproduis ici, recueillis en octobre 2009 auprès d'un écrivain israélien, son identité n'est pas précisée, par David Hare pour la *New York Review of Books* :

« *Les Israéliens ont un sens très précaire de l'avenir. C'est incroyable, mais le pays lui-même se sent comme provisoire.* […] *Quand je me rends en Grande-Bretagne, je constate que les gens font des projets pour 2038.* […] *Aucun Israélien ne fait des projets aussi lointains sans un pincement au cœur – une façon de se demander si nous serons encore là. Nous paraissons si forts de l'extérieur, nous avons une telle armée, une telle quantité d'armes nucléaires, nous sommes si certains de notre expansion. Pourtant, de l'intérieur, nous ne ressentons pas les choses ainsi. Nous avons la sensation que notre existence n'est pas garantie.* […] *Après soixante ans, Israël n'est pas encore un foyer.* »

Raconter, historiens traditionnels et modernes

L'année 1948 fut celle du grand traumatisme. Des événements tragiques s'y déroulèrent et elle marqua l'aboutissement du processus d'expulsion des Palestiniens de la Palestine et la disparition de cette dernière.

1948 fut aussi un *limen*, au sens latin de seuil, pas ou linteau d'une porte, dans la mesure où elle ajoutait à la division du temps en un « avant » et un « après » 1948 une autre division, spatiale cette fois, entre un « en Palestine » et un « hors de Palestine ». Les Palestiniens parleront désormais du *dehors* et

du *dedans*, de *l'extérieur* et de *l'intérieur*, Al-Khârij wa Al-Dâkhil.

Cette nouvelle donne spatiale marquera profondément le discours, les récits et les travaux historiques. Elle chargera la composante territoriale d'une pesanteur telle qu'il sera littéralement impossible de trouver une histoire qui ne donne dans la géographie.

C'est à travers ce prisme qu'il faudra désormais aborder les enjeux, perçus comme vitaux, existentiels par l'une et l'autre des deux parties, tel celui de l'existence ou de la disparition du peuple de Palestine, de l'existence ou de la disparition du nouvel État israélien. Il en résultera un usage démesuré de la « preuve par l'Histoire », événements *et* « identité » de l'espace confondus.

Car, en 1948, les Palestiniens ne perçoivent pas leur pays comme un territoire occupé, mais comme une terre engloutie, et le conflit qui relève désormais du registre de la disparition, non de l'occupation, prend une tournure radicalement nouvelle. Avec pour conséquence le fait que le personnage de l'historien sera investi d'une mission dépassant le champ de la recherche *stricto sensu*. L'Histoire, dans la mesure où elle est censée préserver de la disparition, est désormais « science d'urgence », appelée à la rescousse pour légitimer.

Cet usage n'est certes pas exclusif au conflit israélo-palestinien, toutes les revendications nationales y ont recours. Mais il revêt ici une intensité démesurée. Dans la mesure où l'une des deux parties, la Palestine, est obsédée de réintégrer le « temps » historique dont elle vient d'être chassée, tandis que l'autre est terrifiée que cette réintégration ne s'accomplisse au prix de sa propre « sortie » de ce même « temps ».

On comprend dès lors comment, à partir de 1948, chacun des deux protagonistes perçoit son Histoire comme exclusive de celle de l'autre. Non point que ces deux Histoires soient différentes, spécifiques, mais au sens que l'une ne peut exister que si l'autre est niée.

Un double déni qui trouvera son prolongement, présenté comme *son fondement absolu*, dans une définition particulière du principe de légitimité : en Palestine, l'antériorité de la présence sur la terre équivaut à la légitimité d'un droit de présence *exclusif et sans partage* sur cette même terre. En d'autres termes, l'antériorité de la présence de l'un légitime non seulement son existence, mais aussi *l'absence* de l'autre !

Mais il n'en fut pas toujours ainsi et l'écriture de l'Histoire avant 1948, même marquée de la spécificité de la société arabe palestinienne, ses modes de récits, ses rapports à la durée, au temps, aux lieux, même si déjà « engagée », confrontée au sionisme sur la terre même de Palestine, relève d'autres règles et vise d'autres cibles, différentes de celles qui apparaîtront après 1948.

Jusqu'en 1948, le mode dominant de l'écriture de l'Histoire chez les Palestiniens est celui des chroniques, des annales, et les rares ouvrages présentés comme « historiques modernes » sont en réalité des manuels

scolaires.

Les historiens palestiniens de la période mandataire (1917-1948) furent donc avant tout des chroniqueurs et leurs travaux, quelles que fussent les différences de leurs styles, avaient la forme traditionnelle des annales, du journal tenu au jour le jour et alimenté par deux sources, celle de la tradition – on raconte que, on peut lire telle et telle chose chez tel ou tel auteur, tel fait est attesté par le témoignage d'untel qui le tient d'untel… –, celle du témoignage oculaire, du propre vécu de l'auteur de la chronique, cette deuxième source donnant aux journaux leur saveur, leur style et leur décernant le titre d'œuvre.

Ces chroniques traitent toutes – comment en aurait-il été autrement ? – de la première des préoccupations nationales, le projet du Foyer national sioniste, du combat pour l'indépendance, de la cause arabe. Mais elles n'abordent pas que ces sujets vitaux. Au contraire, elles laissent libre cours dans la foulée à tous les ingrédients de la vie de leur auteurs : événements personnels, rencontres, règlements de comptes voilés à l'occasion avec tel ou tel rival, politique ou personnel, et ainsi de suite, ce qui en fait aussi une mine d'informations sociologiques, politiques.

Les premiers temps qui suivent la *Nakba* sont ceux du choc et du traumatisme. Mais cela fut de courte durée et deux ouvrages, bientôt suivis par une infinité d'autres, marqueront la reprise du récit à partir du moment où il avait été interrompu par la noyade du pays.

Ces deux ouvrages ont en commun d'être, l'un et l'autre, monumentaux, de couronner et de conclure pour le premier la longue période des chroniques, d'inaugurer pour le second un nouveau mode d'écriture de l'histoire, celui de « l'inventaire ».

Le premier fut *Al-Nakba*, *La Catastrophe*, d'ʻÂrif al-ʻÂrif. Cette somme en six volumes, compilation quasi exhaustive de toutes les données, événementielles et autres, racontait l'année 1948. Avec cette œuvre, la forme chronique connaissait son apogée, sa forme « culminante » qui sera le signe de sa fin. Comme si une telle œuvre disait aussi que les temps ne seraient plus aux chroniques.

Le second est l'ouvrage monumental – dix volumes – de Mustafâ Murâd al-Dabbâgh, *Bilâduna Filastîn*, *Notre Patrie, la Palestine*. Concernant Dabbâgh et son surprenant ouvrage, il est un passage de l'introduction dans lequel il raconte la genèse de son livre et que je cite ici tant il me semble annoncer la nouvelle forme qui va remplacer la chronique.

« *Après que les colons juifs à la fin d'avril 1948 eurent occupé Hayy al-Minshiyya à Jaffa, ils commencèrent à progresser vers les autres quartiers de la ville. Les partisans palestiniens, malgré leur petit nombre et la vétusté de leurs armes, leur opposèrent une résistance farouche, mais ne purent les arrêter.*

« *La situation empira. L'eau et l'électricité furent coupées, rapidement le pain manqua. Mon cousin vint me trouver. Il avait loué un petit voilier en Égypte et était venu à Jaffa sortir ses frères. Il ne me lâcha qu'après que j'eus*

accepté de partir avec eux.

« *Je n'emportai qu'un petit bagage qui contenait mon manuscrit de 6 000 feuillets sur l'histoire et la toponymie de la Palestine. Mon livre, ma seule œuvre, le fruit de ma vie durant les dix années passées à en rassembler la documentation et à l'écrire.*

« *Nous embarquâmes, mes cousins et moi, en compagnie d'autres réfugiés, puis nous levâmes l'ancre. La mer était houleuse, ses vagues de plus en plus hautes, des vents furieux et des pluies en rafales nous enveloppaient. Notre embarcation commença à prendre l'eau de toutes parts et le capitaine nous ordonna d'alléger la cargaison pour ne pas couler.*

« *J'enlaçai mon livre, mais le bras d'un marin, aidé par le flux d'une vague qui avait inondé notre voilier, arracha ma sacoche et la jeta à la mer. Ainsi disparut mon livre, ainsi furent perdues mes longues années.*

« *L'exil passa et la stupeur dans laquelle nous plongea le désastre de la perte de notre patrie se dissipa. Je décidai de me remettre à mon livre, pour les Arabes, pour mon peuple de Palestine, qu'ils n'oublient pas leur patrie spoliée et qu'ils travaillent à sa délivrance. Je suis revenu à mon livre, attiré par la force irrésistible des souvenirs de ma terre bien-aimée, dominé dans mon être par un besoin qui jamais ne me lâche.* »

Cet épisode clairement fabriqué de toutes pièces est intéressant à plus d'un titre.

Dabbâgh estime que son livre est un livre-pays qui « contient » *toute* la Palestine – terre, gens, faune et flore ! – et il commence par noyer son ouvrage pour le faire émerger des eaux, dans l'exil beyrouthin. Tout comme la terre de Palestine, le livre-Palestine serait donc déjà écrit, perdu, noyé puis retrouvé. Difficile de trouver allégorie plus explicite du retour de la noyade à l'air libre.

Mais ce n'est pas tout. Ce faisant, Dabbâgh fabrique un « livre-remède » qui montre précisément comment revenir à l'air libre. Et il n'est pas exagéré de dire que, à l'époque, aujourd'hui encore, la démarche de Dabbâgh se confond avec le sentiment collectif le plus puissamment partagé par les exilés palestiniens : leur terre n'a pas été occupée, mais noyée, portée disparue – sentiment qu'à mon niveau personnel j'ai vécu comme un terrible trou noir – et il convient de la ramener à la vie, *intacte*, dans *l'exact état* où elle se trouvait quand elle disparut.

C'est là que la forme choisie par Dabbâgh prend toute sa signification. Comment conserver ce que les flots ont recouvert ?

L'inventaire total, obsessionnel, apportera la réponse. La terre doit être désormais « répertoriée » dans ses infimes détails. C'est la condition des retrouvailles et de l'abolition du temps de la disparition. Né du traumatisme causé par la perte d'un monde, base matérielle de l'idée du Retour, l'inventaire visera à répertorier tout ce qui venait de disparaître.

Parallèlement à cette voie inaugurée par l'ouvrage de Dabbâgh – il mettra des années à l'achever –, d'autres orientations vont marquer les écrits

de l'après-1948.

Un courant politique dominant dans les années cinquante, au diapason d'ailleurs du monde arabe, percevra dans *La Catastrophe* un complot ourdi contre les Arabes en général, les Palestiniens en particulier : la patrie a été perdue du fait d'une conspiration des grandes puissances *et* de la trahison des « régimes arabes félons, vendus aux puissances coloniales ». Cette vision des choses s'avérant en parfaite symbiose avec les événements qui secouent alors la région du Proche-Orient, théâtre de plusieurs coups d'État.

Une autre approche, moderniste, aspirant à un traitement rationnel des événements, voit le jour aussi, celle de la génération de jeunes palestiniens issus des classes relativement aisées qui, dans les années trente-quarante, avaient terminé leurs études dans des universités européennes prestigieuses, Cambridge et Oxford, notamment. Certains de leurs aînés les y avaient précédés, mais en nombre nettement plus réduit, après la Première Guerre mondiale.

Bientôt rejoints par des jeunes universitaires venus des pays arabes, ils se retrouveront, nombreux, à l'Université américaine de Beyrouth, où ils seront pour la plupart professeurs. Un courant, bientôt mû en organisation politique clandestine, verra le jour, mené par Constantin Zurayk, un historien syrien, laïc et moderniste, auteur de *Ma'na al-Nakba*, *Le Sens de la Nakba*, ouvrage fondateur qui, posant pour la première fois les questions rationnelles quant à la perte de la Palestine, appelle à tirer les leçons de l'Histoire. Cette mouvance comptera de nombreux jeunes intellectuels palestiniens.

Nombre de futurs cadres palestiniens et arabes en seront issus qui fonderont les instituts de recherche dont le célèbre Institut des études palestiniennes avant de constituer le gros des effectifs de l'intelligentsia de l'Organisation de libération de la Palestine. Deux convictions dominent en leur sein : la Palestine a été perdue car les Arabes ont manqué le rendez-vous avec la modernité *et* nul espoir de salut en l'absence d'une citoyenneté qui maîtrise harmonieusement modernité et arabité.

Troisième courant enfin, qui apparaît comme un vestige, sur le plan de la forme en tout cas, des chroniques, celui caractéristique des Mémoires. De nombreux acteurs et dirigeants des luttes à l'époque du Mandat britannique se mettent à rédiger leurs souvenirs et témoignages. Pour rétablir la vérité, montrer également qu'ils n'ont ni failli ni démérité.

Ces trois modes de récit cohabiteront des années durant, mais portée par la renaissance politique du mouvement national en exil, l'approche scientifique, moderniste, supplantera les autres pour devenir, dans les années soixante, la « vitrine » de la production intellectuelle palestinienne dans le monde arabe et à l'étranger.

Une nouvelle étape commence, marquée par la place centrale, pour ne pas dire démesurée, qu'occupe désormais l'historien « organique », pour paraphraser Gramsci.

Figure emblématique associant connaissance *et* engagement, menant de

front le combat scientifique et national, l'historien est celui qui *sait*, tout à la fois, tirer les leçons de l'Histoire, sauvegarder le passé nié par Israël et apporter les preuves et les arguments à l'appui de la justesse et la légitimité des aspirations.

Un nouveau champ de recherche voit le jour dans les années 1965-1990. Étroitement lié au fait qu'ayant accumulé les reconnaissances, populaires et officielles, imposé de plus en plus l'existence des deux noms, *Palestine* et *Palestiniens*, installé sur la scène la réalité d'un peuple de Palestine, le combat palestinien a ouvert aux historiens de nouvelles perspectives de recherche jusque-là délaissées du fait d'une autocensure volontaire et collective. En effet, partant de l'urgence extrême et permanente du combat pour la reconnaissance, aucun sujet ne devait être abordé s'il ne servait la lutte.

Les années 1965-1990 marquent le début d'une « normalisation » progressive. L'historien peut désormais, sans renoncer à son engagement, sortir du registre de la *défense et illustration*.

En d'autres termes, il est enfin possible d'enrichir la plaidoirie historique, de s'offrir le luxe « d'oublier » un moment Israël pour se pencher par exemple sur l'histoire médiévale, ottomane de la Palestine, sur la vie quotidienne et sociale de son peuple, d'élargir aussi le champ de l'investigation à des domaines extérieurs, sans être contraint de les aborder forcément sous l'angle de leur relation au conflit israélo-arabe.

Réfugiés. Le temps de l'exil, le temps en exil (Exil III)

« Ceux qui ont disparu vivent toujours en moi. Le mime rend l'invisible, visible, l'absent, présent. »

Ces mots du mime Marcel Marceau auraient pu parfaitement s'appliquer aux réfugiés palestiniens à la conditon de préciser toutefois que le « disparu » en question fut un pays.

Les Palestiniens sont, depuis 1948, des « porteurs de pays », en ce sens que le monde de l'exil, la société fondamentalement rurale des camps, se vit comme un *pays déplacé* avec ses relations sociales, ses habitudes, ses coutumes mais également ses paysages, sa faune, sa flore et ainsi de suite.

La chose s'explique tout d'abord par le fait que le désir du Retour se confond avec la conviction de la nécessité de rentrer mais en ramenant le pays avec soi. À quoi s'ajoute une donnée rarement relevée, celle de la diversité des strates sociales victimes de l'exil.

En 1948, la « citadinité » palestinienne fut littéralement détruite. Les villes, leur monde urbain, principalement établi sur le littoral palestinien, furent conquises, vidées comme le reste du pays mais leurs habitants, du fait de leurs relations sociales ou familiales dans les pays arabes d'accueil, furent rares à se diriger vers les camps.

Classes moyennes, dotées d'un savoir-faire professionnel, d'une « aisance » à occuper l'espace urbain, non dépourvues de relations et connaissances, refusant de perdre leur vie en ville pour une autre, plus « paysanne » dans les camps, ces citadins n'eurent de cesse qu'ils se « recasent » dans les villes arabes. Ils y réussirent. Sans perdre pour autant leur désir de Retour en Palestine, leur engagement plus tard dans les rangs du Mouvement national le prouve. Sauf que ces catégories et classes voyaient dans leurs retrouvailles avec la Palestine la récupération au premier chef de leur « place », leur prééminence politique et économique. Le Retour chez soi s'accompagnant d'un retour de son pouvoir et de son rang.

Ce n'était pas le cas des habitants des camps, paysans ou semi-nomades venus du monde rural, bucoliques, portant dans leurs têtes et sur leurs épaules collines, vallées, villages, champs, vergers, vignes, troupeaux, bref un univers spécifique qui ne pouvait « se retrouver » dans les camps.

Les villes arabes pouvaient refléter, ne serait-ce que partiellement, les cités palestiniennes. Jamais un camp ne rappela l'univers des campagnes palestiniennes.

Dès lors, les réfugiés porteront leur pays perdu, ils en deviendront les substituts temporaires et nulle surprise à constater que la résistance repartira des camps, pétrie de la vision du monde de leurs habitants.

Les bourgeoisies urbaines palestiniennes les rejoindront, mais avec

l'obsession de retrouver un pouvoir dont les sionistes les avaient dépossédées et que les classes dominantes arabes leur refusaient.

L'engagement des groupes dominants palestiniens, réel et sincère, recèlera sa part de frustration et ces bourgeois patriotes ajouteront en permanence à leur manque du pays leur autre « manque ».

Dès lors, le conflit opposera fondamentalement, du moins durant les premières décennies qui suivront l'année 1948, les réfugiés à Israël, les « porteurs d'une terre » aux « porteurs d'un Livre ».

Les camps seront organisés à l'image du pays perdu. Leurs quartiers reproduiront ceux des villages d'origine, mêmes structures familiales et de parentèles. De surcroît, le départ s'étant fait par pans régionaux en quelque sorte, les camps réorganiseront leurs espaces, leurs territorialités internes à l'image des « géographies » d'origine. Ainsi le pays noyé se retrouvera-t-il comme « redessiné » en exil, sans que cela le fasse revivre pour autant. Car aucun camp n'est une patrie, aucun pays arabe, la Palestine.

Dès lors, assignés à « demeure forcée » en terre d'exil, les Palestiniens habiteront un territoire unique, celui d'une durée particulière, celle du temps transitoire, provisoire, d'autant plus absolu qu'il est l'expression de leur refus d'oublier.

Le pays exilé sera alors celui du temps de passage, de l'entre-temps absolu, de l'entre-deux, du temps figé par la volonté de ceux qui, refusant de se noyer après leur terre, bloquent la marche des heures et des jours, attelés qu'ils sont à conserver le pays qu'ils transportent et portent en attendant de le refaire surgir des eaux.

Mais s'ils sortent du temps immédiat, ces exilés se révéleront extrêmement habiles à organiser l'attente et leur mouvement national, leurs organisations, leurs unités de guérilla agiront, réagiront toujours en fonction de ce critère double – un immédiat figé, un avenir qui attend –, obsédés qu'ils seront à préparer la réintégration du temps banal qui s'écoule et ponctue la vie de tout un chacun.

Revue d'études palestiniennes

Jérôme Lindon fut l'une de mes grandes rencontres. Difficile d'énumérer tout ce que j'ai appris avec lui. J'aimais sa façon de se jeter à l'eau, de foncer sans l'ombre d'une hésitation au-devant des adversités dès lors qu'il était convaincu qu'il fallait y aller. Sa devise de vie – « Faire son travail » –, héritée d'un idéal de Résistance, m'a enrichi.

D'apparence austère – il fut pourtant, avec Gilles Deleuze, l'un des amis avec lesquels j'aurai le plus ri –, Jérôme Lindon était extrêmement réticent aux remerciements et compliments. Il y répondait invariablement par un : « Je n'ai fait que mon travail. »

Cette notion de « travail » avait commencé par m'intriguer avant de m'éclairer sur l'homme et son combat exemplaire tant pour le livre, le métier d'éditeur que pour son appui à des causes qu'il jugeait justes en passant par ce registre jamais abordé en public, celui de sa judéité et de la responsabilité dont il s'estimait investi pour préserver l'éthique d'un certain judaïsme.

Je l'ai fréquenté de l'année 1981, lorsqu'il décida d'accueillir la *Revue d'études palestiniennes* aux éditions de Minuit, jusqu'à sa mort en 2001. Nous nous sommes beaucoup vus ces années-là. Je passais quasiment tous les jours aux éditions pour quelque affaire ayant trait à la revue. Imbattable pour « identifier » les pas dans l'escalier, il ouvrait brusquement la porte de son bureau à mon passage au deuxième étage pour me demander « si j'avais un peu de temps » pour le voir une fois mon travail terminé.

Nous avons ainsi discuté tant et tant et de tout, forgeant une amitié, à ce jour intacte, faite d'apprentissage – j'ai appris à son contact, en le regardant agir, la manière idéale de pratiquer le métier d'éditeur –, de partage aussi de moments de grande émotion.

Je le vois encore à l'Institut du monde arabe venant à grandes enjambées vers Arafat et moi. Le président palestinien, qui effectuait alors sa première visite officielle en France, s'apprêtait à quitter la salle où, forts de l'appui d'Edgard Pisani, nous avions réuni près de soixante-dix personnalités du monde de la culture pour une rencontre avec Abou Ammar. Nous ayant rejoints, Jérôme Lindon me dit : « Dites-lui qui je suis et demandez-lui si je peux l'embrasser ! »

Ce que je fis – pensez donc, demander à Arafat si on pouvait l'embrasser ! Arafat, bien plus petit que Lindon, tendit le bras, attrapa ce dernier à la nuque, l'attira vers lui et l'embrassa avec une sincère affection.

Je l'entends encore me dire à chacune de nos rencontres après la mort de notre ami Gilles Deleuze : « Comme Gilles nous manque. »

Tous deux aujourd'hui me manquent.

La *Revue d'études palestiniennes* a vu le jour en 1981, lorsque l'Institut des études palestiniennes où j'avais travaillé avant ma venue en France prit contact pour me demander si j'étais prêt à participer à la création d'un périodique trimestriel de langue française. Mes interlocuteurs venaient de recevoir une donation annuelle d'une fondation créée par un homme d'affaires palestinien en mémoire de son épouse disparue, la Fondation Diana Tamari-Sabbagh.

Ce fut sans aucun doute l'un des atouts fondamentaux pour le lancement de la revue. Nous disposions non seulement des fonds, mais ces derniers n'étaient accompagnés d'aucune condition de rentabilité. Au contraire, la seule chose requise de nous était de faire connaître notre cause en France. Imaginez – ce fut le cas – un financier qui, lors des réunions de bilan annuel, vient vous remercier non parce que vous avez fait des bénéfices, mais parce que votre cause est mieux défendue…

L'autre atout fut la composition de l'équipe rédactionnelle : Roger Nabaa, Dominique Roch et Nawaf Salam à Beyrouth, Leila Shahid au Maroc où elle résidait encore, Farouk Mardam-Bey et moi-même à Paris. Nous étions de fait déjà très liés, complices et admiratifs de nos travaux respectifs. À cela s'ajoutait ce que Gilles Deleuze me rappelait souvent : « Vous avez la chance d'être portés par une même cause. »

Cela ne signifia jamais absence de discussion ou de débats. Au contraire. Ceux-ci furent toujours animés mais positifs, sans ressentiment, car aucun de nous n'avait des choses « à prouver » aux autres.

Le troisième atout fut sans conteste l'accueil qui nous fut réservé aux éditions de Minuit. L'épisode mérite d'être conté qui éclaire encore la

personnalité de Jérôme Lindon et montre également la censure hypocrite dont était l'objet la cause palestinienne en France.

N'ayant pas la moindre idée du système de distribution des périodiques, je pris contact avec les NMPP pour leur demander si elles accepteraient de prendre en charge notre diffusion. Un véritable marathon commença, parsemé d'obstacles nouveaux qui surgissaient à chacune de mes nouvelles rencontres avec les employés de ce réseau. Il s'acheva par la condition de payer des droits, exorbitants, en France et… au Liban car les NMPP y avaient aussi un représentant !

Je compris qu'il ne fallait plus insister et, découragé, j'appelai Gilles Deleuze pour lui demander s'il pouvait m'obtenir un rendez-vous avec une personne qui pourrait me guider et me conseiller.

— Tu sais, moi je ne connais que Jérôme.

— Peux-tu lui demander rendez-vous pour moi.

Ce qu'il fit non sans me préciser que Jérôme Lindon avait tenu à ce que je sache qu'il « ne s'estimait pas qualifié en la matière »…

C'est donc avec scepticisme que je me retrouvai dans son bureau. Il me posa une seule question :

— Vous avez un projet de revue. Pouvez-vous m'en parler ?

Ce que je fis, une vingtaine de minutes durant, sans être une seule fois interrompu par mon hôte.

Mon propos fut en réalité d'une extrême simplicité. Conscient que Lindon connaissait la question palestinienne, dispensé dès lors des considérations sur la nature du conflit, les enjeux, la conjoncture immédiate, j'abordai d'entrée de jeu « l'identité » que nous comptions donner à la *Revue* si nous parvenions à trouver un territoire d'accueil. J'insistai sur cette notion de l'accueil, affirmant à mon interlocuteur que j'espérais que cette revue pratiquerait « l'hospitalité ferme », ouverte mais sans malentendu aucun quant à ce qui pouvait nous séparer de nos invités, fondée sur le respect mutuel mais avec le souci constant d'y voir une expression du principe d'égalité. J'ajoutai que ce dernier était à mes yeux le plus important des trois principes fondateurs de la République, non en vertu d'une quelconque hiérarchie, mais parce qu'il demeurait le moins appliqué. Je conclus enfin sur ce qui représentait la force principale de notre cause : son évidence. Que réclamaient donc les Palestiniens sinon le droit d'être un peuple comme les autres, banalement ?

Et je terminai en disant que notre travail ferait connaître la Palestine, son peuple, son histoire, sa cause, sa « production » intellectuelle, littéraire, artistique, que la *Revue* serait également le lieu où d'autres que nous, de notre bord ou du camp adverse, viendraient « chez nous » parler d'eux-mêmes et que de ce cette « conversation » naîtrait l'identité de notre publication.

M'étant tu, je l'entendis, et je ne sais s'il se rendit compte de ma stupéfaction, me dire :

— Les éditions de Minuit vous accueilleront !!! Pouvez-vous m'écrire votre premier éditorial et me l'envoyer avant demain matin ?

Je revins chez moi, téléphonai immédiatement à Farouk qui accueillit la nouvelle avec une suite de « C'est pas vrai, c'est pas vrai » et envoyai dès l'après-midi mon projet intitulé « Un peuple comme les autres ».

La revue était née et dans le plus pur « style Lindon ».

C'est également dans le cadre des éditions de Minuit, de l'admirable professionnalisme de leur équipe, sa belle et bouleversante solidarité, que se produisit une autre rencontre – il y en eut tellement durant ces années qui furent nos plus belles –, lorsque Lindon m'envoya faire la connaissance de Pierre Vidal-Naquet.

— Il est essentiel que Pierre soit « avec nous ». Il est extrêmement courageux et il faut que vous le mettiez au courant de notre projet.

Je me retrouvai ainsi un après-midi, rue Monsieur-le-Prince, à deux pas de l'Odéon, dans le bureau de Pierre Vidal-Naquet qui, à peine assis, me demanda :

— Savez-vous où vous êtes ?

— Dans le bureau d'Auguste Comte !

Ayant remarqué la plaque apposée à l'entrée de l'immeuble, je n'avais eu aucun mérite à répondre correctement. Mais cela eut l'effet d'établir une confiance immédiate. Je venais de marquer un point.

— Parlez-moi de votre projet.

Ce que je fis, encore une fois sans être jamais interrompu, mais me disant en moi-même, au fur et à mesure que je parlais, que je le sentais de plus en plus attentif, intéressé par ce que je racontais : « Ça y est, c'est bon, c'est bon. »

Mais je tombai des nues quelques minutes plus tard, lorsqu'il me demanda :

— Où avez-vous acquis une telle maîtrise du français ?

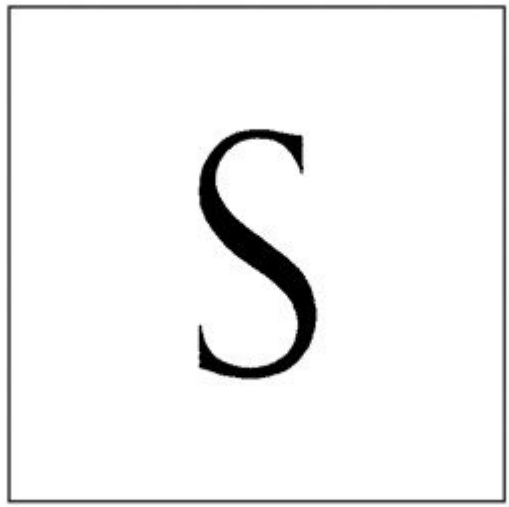
Nous devînmes de grands amis, nous nous battîmes pour nombre de causes, contre le révisionnisme notamment, ce qui nous vaudra à la revue l'accusation d'être des « agents du sionisme ».

Pour revenir à la *Revue d'études palestiniennes* – qui devint rapidement, amour français des acronymes oblige, la REP –, le comité de rédaction adopta dès le départ une ligne éditoriale simple, mais qui fut infiniment offensive parce que *sereine*.

Elle se fondait sur deux principes que nous exprimions ainsi : Nous sommes un peuple comme les autres et nous allons vous permettre de mieux nous connaître en présentant à nos lecteurs divers aspects de notre histoire, de notre culture, de notre société, de notre combat aussi pour nos droits et : Nous sommes un espace d'accueil, ouvert aux autres paroles, mais sur la base d'un principe d'égalité incontournable à nos yeux. Vous nous honorez en venant chez nous, mais n'oubliez jamais que nous vous honorons en vous accueillant.

La revue accueillit ainsi un nombre impressionnant d'auteurs arabes et étrangers, français surtout, devint une source de référence sur la question palestinienne et réussit, au terme de 108 livraisons trimestrielles, vingt-sept

ans d'existence et plus de 32 000 pages sur la Palestine !, à installer cette dernière dans les paysages culturel et politique français, ce qui équivalait, ce fut notre défi majeur, à humaniser les Palestiniens.



Saïd, Edward

Et l'identité ? je dis.
Il répond : Autodéfense…
L'identité est fille de la naissance. Mais
elle est en fin de compte l'œuvre de celui qui la porte, non le legs d'un passé.
Je suis le multiple…
En moi, mon dehors renouvelé…
Mais j'appartiens à l'interrogation de la victime.
N'étais-je de là-bas, j'aurais entraîné mon cœur
à y élever la gazelle de la métonymie…

Porte donc ta terre natale où que tu sois…
et sois narcissique s'il le faut.

— Exil, l'univers extérieur,
exil, l'univers intérieur.
Qui es-tu donc entre eux ?
— Je ne me définis pas vraiment
de peur de me perdre. Je suis ce que je suis
et je suis mon autre dans une dualité
harmonieuse entre parole et signe.
Si j'étais poète, j'écrirais :

Je suis deux en un,
telles les ailes d'une hirondelle
si le printemps vient à tarder
je me contente de porter la bonne nouvelle.

Il aime des pays et les quitte.
(L'impossible est-il lointain ?)
Il aime migrer vers toute chose,
car dans le libre périple entre les cultures,
il y a place pour quiconque
cherche l'essence de l'homme.
Voici qu'une marge avance, qu'un centre recule.
L'Orient n'est pas absolument Orient,
ni l'Occident, Occident.
Car l'identité est plurielle,
elle n'est pas citadelle ou tranchées.

J'ai tenu à commencer par ces quelques vers tirés du portrait d'Edward Saïd par Darwich dans son poème « Contrepoint ».

Je le fais pour deux raisons. La première, évidente, tient à la beauté des vers à lui dédiés. La seconde, moins connue, est qu'Edward Saïd, si doué, si productif, s'est jusqu'au bout plaint à Darwich de n'avoir pas écrit de

roman…

Il fut et demeure l'un des trois Palestiniens les plus célèbres du siècle dernier : Arafat, le combattant, Darwich, le poète, et Saïd, l'intellectuel.

Ne se contentant pas d'occuper, comme chacun de ses deux compatriotes, l'un des sommets du triangle symbolisant le paradigme de la Palestine moderne, Edward Saïd était aussi un lutteur – « *I'm a fighter* », me dit-il un jour parlant du cancer contre lequel il se battit des années durant – pour les droits des siens et un grand amoureux des lettres et des arts.

Sa notoriété est aujourd'hui planétaire. Autant admiré en Orient qu'en Occident, Edward Saïd laisse derrière lui une œuvre impressionnante par la qualité et la diversité des sujets abordés.

Ce dernier trait impressionne particulièrement le lecteur car, ne se contentant pas d'être curieux de tout, Saïd abordera ses sujets avec une grande veine créatrice.

De ses travaux sur l'orientalisme à ses écrits sur la Palestine en passant par la critique littéraire, sur Conrad notamment, ses textes sur la musique –, je pense à son travail sur le *Moïse et Aaron* de Schoenberg, sa déconstruction de l'*Aïda* de Verdi –, son texte courageux sur le devoir de connaissance de l'Holocauste, ses pamphlets aussi contre Arafat ou la manière dont les négociations de paix étaient menées, sa belle et courageuse autobiographie, Edward Saïd aura été la grande figure culturelle palestinienne après 1948.

Sa biographie porte le titre *Out of Place* – improprement traduit à mon sens par *À contre-voie*, dans la mesure où le titre français met l'accent davantage sur une pensée à contre-courant que sur le fait qu'Edward Saïd fut l'un des grands penseurs de l'exil et que cette autobiographie, *Out of Place* (*Hors du lieu*), de son lieu, disait fondamentalement les déplacements, tant physique que symbolique.

C'est cet homme de culture et d'exil que je rencontrai pour la première fois à Beyrouth, en 1978, qui me posa tout de suite, tant la chose l'obsédait, la question suivante :

— Toi qui vis en exil, envisages-tu jamais de revenir vivre en Palestine ?

— Je ne sais plus. Et toi, envisages-tu de quitter New York ?

— Non.

Ce choix délibéré ne pouvait en réalité que consolider la vision universelle qu'il avait de son combat pour le droit des siens, et élargir encore plus son horizon.

L'œuvre d'Edward Saïd est aujourd'hui mondialement connue, traduite dans des dizaines de langues. Ses initiatives aussi, notamment son projet partagé avec Daniel Barenboïm de fonder une formation symphonique à laquelle participeraient des jeunes musiciens des deux bords.

Je ne m'attacherai donc pas à ajouter une présentation de l'œuvre à la multitude de celles déjà publiées mais à présenter, en signe d'hommage et d'amitié, cet intellectuel hors du commun, sans omettre notre brouille après des années d'amitié. Nous avions alors deux visions différentes du processus

de paix et Edward, dans sa fougue de pensée, supportait souvent mal la contradiction qu'il assimilait à une trahison.

La première chose que l'on remarquait chez lui était sa capacité de synthèse et de formulation soutenue par une rare énergie. Infatigable, Edward Saïd « produisait » vite et bien avec le don d'aller à l'essentiel. C'était aussi un homme de combat, résistant aux aléas de la vie, en permanence sur l'offensive.

Je repense encore à cette rencontre à Londres à l'automne 1988, quelques semaines avant la convocation du Conseil national palestinien à Alger qui allait prendre la décision d'entamer les négociations de paix avec Israël sur la base des résolutions 242 et 338 de l'Onu.

Nous étions donc à Londres, une dizaine de Palestiniens réunis par Edward à la demande de Yasser Arafat pour réfléchir à l'élaboration d'un projet de nouvelle plate-forme politique à proposer aux représentants qui allaient se réunir à Alger. Nous ne savions pas alors que la direction nous faisait travailler, à notre insu, sur le projet de Déclaration d'indépendance de la Palestine !

C'est au cours de l'une de nos réunions qu'un employé de l'hôtel où nous étions descendus vint porter une télécopie à Edward. Ce dernier en prit connaissance puis revint à nos débats.

Ce soir-là, au cours du dîner, nous apprîmes que la télécopie en question émanait de son médecin qui lui faisait part des résultats des analyses qu'il avait subies avant de s'envoler pour Londres et lui annonçait qu'il était atteint d'un cancer…

Il faut dire aussi que l'homme était d'une grande élégance, d'une aisance « vieille européenne », ce qui joua fortement sur la perception qu'eurent de lui ses concitoyens américains. Ce trait n'était pas seulement vestimentaire, loin de là. Lui répondait une élégance culturelle puisée à une connaissance véritable du vieux continent et un don réel à faire résonner ce dernier dans la culture américaine qu'il maîtrisait tout autant.

De ce mélange, naissait un charme indiscutable soutenu par une très belle langue et un don rare à envoûter les auditoires. À quoi s'ajoute le fait que Saïd était également bon musicien qui avait, depuis sa tendre enfance, suivi une formation de pianiste. Devenu professeur à la Columbia University, il avait continué à pratiquer le piano et je me souviens encore, quand il m'arrivait de loger chez lui à Manhattan, de réveils, tôt le matin, sur les notes d'une sonate jouée au salon où ses deux pianos occupaient littéralement tout l'espace.

Je me rappelle aussi une visite faite à Edward, quelque temps plus tard. J'étais alors professeur invité à l'université de Princeton, et en compagnie de mon ami Michel Butel, venu passer quelques jours de vacances à New York. Michel admirait beaucoup Saïd et ce dernier avait été emballé par *L'Autre Journal* que Butel avait créé à Paris.

Rendez-vous pris, nous nous retrouvâmes chez Edward dans son

appartement donnant sur l'Hudson River et je compris tout de suite qu'Edward avait décidé de gagner l'admiration de Michel.

Après les mots de bienvenue, il attaqua d'entrée de jeu en me disant :

— Tu sais, j'étais hier à Carnegie Hall, un concert Schubert par Maurizio Pollini.

— Et alors, ça t'a plu ?

— Oui, mais je préfère Brendel.

Puis sans mot dire, il se dirigea vers l'un des pianos et entreprit de jouer un passage d'une sonate.

— C'est ainsi que Pollini la joue. Écoute maintenant comment Brendel la joue…

Et, bien entendu, il rejoua le même passage à la façon de Brendel. Michel était sans voix.

Le lendemain, je lui téléphonai :

— Edward, tu as mis le paquet, hier.

Il se mit à rire.

Les souvenirs sont nombreux qui demeurent mais le plus beau, celui qui aujourd'hui m'émeut encore, est finalement le plus simple.

C'était un après-midi de septembre. Je logeais chez lui. Revenu de son cours en fin d'après-midi, il me demanda :

— Que dirais-tu si nous allions nager à Long Island ?

Je ne connaissais Long Island que par les films et j'acquiesçai immédiatement.

Nous partîmes en voiture, nageâmes à Long Island avant de rentrer à Manhattan à la nuit tombée. Ce fut mon premier bain dans l'océan Atlantique et c'est le souvenir le plus tendre que je garde de cette amitié interrompue pour cause de politique.

La brouille intervint avec les négociations de paix. Edward était de plus en plus remonté contre la partie palestinienne, ses mauvaises prestations, sa méconnaissance profonde des émissaires américains dont le rôle était pourtant décisif dans le processus. Je pensais, quant à moi, que ces manquements demeuraient secondaires, tant j'estimais décisive la reconnaissance enfin obtenue de l'existence des Palestiniens. Ce fut étrangement comme s'il avait été plus réaliste que moi, et moi, davantage marqué par mes obsessions de réfugié palestinien en quête de la reconnaissance du nom de sa terre natale. Aucun de nous, je le comprends aujourd'hui, n'avait totalement raison.

Les choses se compliquèrent encore lorsque ces différends éclatèrent au grand jour avec Arafat et qu'il assimila quiconque était en accord avec ce dernier à ce qu'il considéra bientôt comme « la clique d'un dictateur ».

Cela nous éloigna encore, car j'étais loin de partager sa vision du chef palestinien.

Il est décédé sans que nous nous soyons revus. À ma grande peine. Il demeure pour moi un ami.

Après sa mort, nombreux furent ceux qui s'autoproclamèrent gardiens et gardiennes de son temple, chargés de débusquer les hérésies, de veiller sur l'orthodoxie de la pensée du maître…

La disparition de Mahmoud Darwich sera suivie du même phénomène.

Tel est malheureusement le tribut inévitablement versé par les grands hommes.

Signes et symboles. Sir Herbert et les timbres-poste, les cerfs-volants de Jérusalem, Yasser Arafat et sa *hatta*

Quelques informations succinctes tout d'abord sur l'histoire philatélique palestinienne.

Le timbre-poste adhésif vit le jour en 1840 et la Palestine ottomane disposa d'un service postal régulier dès cette date. Les timbres, toutefois, ne furent mis en circulation qu'un quart de siècle plus tard, les cachets postaux étant seuls utilisés jusque-là.

Les postes ottomanes ne devaient néanmoins pas conserver le monopole des services postaux. Entre 1850 et 1870, les missions consulaires de l'Allemagne, l'Autriche, l'Italie, la Grande-Bretagne, la France et la Russie, tirant parti de leurs privilèges imposés à un Empire défaillant, ouvrirent des bureaux de poste indépendants à Jaffa, Jérusalem et Haïfa et utilisèrent leurs propres timbres, oblitérations et marques postales. Ils furent rejoints en 1859 par l'Égypte, autorisée à ouvrir un bureau de poste à Jaffa.

Avec l'occupation du pays par les Britanniques en 1917, le service postal ottoman fut interrompu au profit des vainqueurs. Plusieurs émissions de timbres eurent lieu tout au long du Mandat, marquées par des batailles symboliques entre les autorités d'occupation et la population occupée. Ainsi, par exemple, durant la révolution de 1936-1939, les maquis palestiniens émirent-ils leurs propres timbres.

Les émissions palestiniennes furent interrompues à partir de 1948, mais la Jordanie et l'Égypte, qui avaient pris le contrôle de la Cisjordanie et de Gaza, émirent leurs propres timbres « palestiniens » dans ces régions. Émissions qui disparurent à leur tour avec l'occupation en 1967 de ces mêmes territoires.

L'Autorité palestinienne installée en Palestine à la suite des Accords d'Oslo, de nouvelles émissions virent le jour portant la mention *Autorité nationale palestinienne*. Il est possible aujourd'hui d'utiliser ces émissions pour le courrier en partance des régions contrôlées par les Palestiniens.

Mais l'épisode que je voudrais relater, bien que portant sur une histoire de timbres, relève en réalité de la lutte des symboles, de l'extrême sensibilité aux signes, aux messages qu'ils véhiculent.

Succédant aux autorités militaires d'occupation après la prise de la Palestine aux Ottomans en 1917, sir Herbert Samuel fut, à la tête d'une administration civile, *The Government of Palestine*, le premier haut-commissaire du pays. Temps troublés dans l'ensemble de la région dont les peuples découvraient que les promesses d'indépendance « pour après la guerre », faites par les Alliés, n'avaient pas été tenues et que de nouvelles colonisations allaient remplacer les Ottomans. En Palestine, les tensions et les affrontements sont exacerbés aussi par le rejet de la population du projet d'un Foyer national juif en Palestine, promesse de lord Balfour au mouvement sioniste.

Avec leur duplicité coutumière, les autorités britanniques multiplieront les déclarations et promesses équivoques pour perpétuer leur emprise sur leur nouvelle prise coloniale et tenter de faire croire à chacune des deux parties que Londres satisferait ses aspirations.

Un étrange épisode « postal », en droite ligne de ce discours équivoque, eut lieu en ces années, en 1920 très exactement, qui mit le feu aux poudres.

Les timbres civils devant remplacer les émissions des forces d'occupation – les timbres portaient jusque-là la seule mention *EEF* [*Egyptian Expeditionary Forces, Corps Expéditionnaires égytiens*] – le haut-commissaire sir Herbert Samuel prit la décision d'apposer sur la mention *EEF* la surcharge *Palestine* en anglais, arabe et hébreu, non sans avoir fait suivre le *Palestine*, en hébreu, des deux lettres hébraïques, *Aleph* et *Youd*, les deux premières lettres d'*Eretz Yisra'el*. Ainsi le pays qui s'appelait *Filastîn* en arabe, *Palestine* en anglais devenait *Eretz Yisra'el* en hébreu.

L'initiative suscita manifestations et troubles qui menèrent les Britanniques à accepter un « compromis », dérisoire victoire, il faut bien le dire, des dirigeants palestiniens de l'époque : le mot *Filastîn, Palestine* en arabe, serait imprimé en caractères plus gros que dans les deux autres langues…

Ce genre d'épisode, courant tout au long du Mandat, perdure encore, chaque camp brandissant ses symboles, l'un pour bien montrer que seul Israël existe, l'autre pour rappeler que les Palestiniens n'ont jamais cessé d'exister.

On pourrait ainsi rappeler ces épisodes sous l'occupation après 1967, lorsque les gouverneurs militaires de l'Administration civile israélienne de la Cisjordanie et Gaza [*sic*] interdirent que les couleurs blanche, rouge, noire et verte, celles du drapeau palestinien, soient associées et que les tailleurs de Jérusalem se mirent à exposer dans leurs vitrines des coupons de tissu où l'on retrouvait pêle-mêle les couleurs proscrites.

Se souvenir aussi de ces scènes de soldats en chasse d'enfants qui avaient confectionné leurs cerfs-volants avec ces mêmes couleurs…

Ces épisodes, comme je l'ai dit, étaient tragi-comiques, destinés le plus souvent à ridiculiser les soldats. Mais il faut s'arrêter sur un usage du symbole qui releva du grand art, celui de l'instauration par Arafat de la *hatta* comme signe de ralliement national et preuve visuelle planétaire de l'existence d'un peuple.

Coiffe masculine traditionnelle des paysans et des Bédouins, composée d'un carré de tissu de couleur unie, blanche ou noire, ou à damier blanc-rouge ou blanc-noir, retenue sur la tête par deux cordelettes en anneau, la *hatta* distinguait traditionnellement les ruraux des citadins, ces derniers étant, au fil

des temps, passés du turban oriental au tarbouche ou fez ottoman.

Omniprésentes avant 1948, ces deux coiffes masculines cèdent occasionnellement, lorsque les délégations de notables partent pour des missions à l'étranger, à Londres notamment, la place au feutre occidental qui se mélange alors aux tarbouches. Nombre de photographies de l'époque le montrent. De même, les tarbouches disparaissent des têtes des dirigeants dans les périodes d'insurrection, la *hatta* devenant alors signe de participation à la lutte armée dans les maquis, symbole de guerre donc.

À la naissance du mouvement national palestinien en exil, les fedayin se couvrirent tout naturellement de la *hatta* à damier blanc et rouge, ce qui, à la fonction de couvre-chef, ajouta celle du masque pour préserver l'anonymat des combattants. La *hatta* devint ainsi l'emblème planétaire de la résistance palestinienne.

Visible durant les années de la lutte armée, brandie par les enfants de l'Intifada, plus célèbre que le drapeau palestinien lui-même, elle fit une entrée remarquée sur la scène internationale lors du premier discours d'Arafat à l'Onu en 1974.

Chargée de sens, elle créa un incident diplomatique à l'ouverture de la conférence de paix à Madrid. Ce jour-là, tant l'OLP que ses symboles étant « interdits d'apparition directe » à la table des négociations, Saeb Ereikat, l'un des négociateurs de l'« intérieur », aujourd'hui en charge des négociations de paix, choisit de s'en parer et, par écrans télé interposés, transmit un message à l'intention de son peuple et du monde : l'OLP était bel et bien là, présente à la table de Madrid.

Ce symbole, repris à son compte par tout un peuple, par des milliers de jeunes aussi à travers le monde solidaires de son combat pour ses droits, a eu toutefois pour promoteur incontesté Yasser Arafat qui en fit tout à la fois sa marque distinctive, l'étendard de sa cause et le signe de ralliement de ses partisans et sympathisants. Et il le fit avec une adresse, un « flair », une perspicacité tels qu'il est quasiment impensable que la chose fût née du seul goût spontané pour cette coiffe traditionnelle palestinienne.

Ainsi, très tôt, dès l'apparition des fedayin quasiment tous coiffés de la *hatta* rouge et blanc, Arafat opta pour le modèle noir et blanc. Il fut quasiment le seul à faire ce choix et ces couleurs devinrent rapidement comme son modèle déposé qui permettait de le repérer, de le voir, de le distinguer, même au milieu de foules de *hatta*.

Cette image choisie, il en prit un soin extrême. Simple coiffe paysanne, pastorale, de la terre de Palestine, il lui donna ses lettres de noblesse en l'instituant parure de chef et ne se déplaça jamais sans en avoir plusieurs, lavées et repassées avec le plus grand soin. J'ai été témoin maintes fois de la préparation d'entrevues ou d'interviews et j'ai vu comment, chaque fois, il commençait par changer de *hatta* pour une autre, impeccablement repassée.

J'ai constaté – ce qui est plus fort encore – comment ayant décidé de l'instituer signe de combat politique, signe de paix aussi et de confiance, il l'enlevait pendant les affrontements militaires pour se coiffer d'une casquette d'officier.

J'ai vécu aussi avec les miens toutes les phases où elle devint langage interne, familial, comme confidentiel, code compris de nous seuls, lui et nous.

Cela eut lieu quand, dans cette conversation ininterrompue et silencieuse entre un peuple et son dirigeant historique, il commença à transmettre des « messages » par la façon de disposer et de plier ce simple carré de tissu.

Ainsi, un certain port était signe de confiance, lors des rencontres notamment avec d'autres dirigeants de pays amis, un autre signe de deuil et ainsi de suite…

Et puis, surtout devrais-je dire, arriva le jour où la *hatta* devint image de la terre natale, lorsque non satisfait de tous les autres signes et signaux, Arafat s'occupa de la partie de tissu de la *hatta* qui pendait initialement dans son dos. Ramenée sur son épaule droite et l'ayant fait glisser pour qu'elle tienne sous son large col boutonné sur l'épaule, il l'arrangeait, la pliait de sorte à reproduire la « silhouette » de la carte de la Palestine !

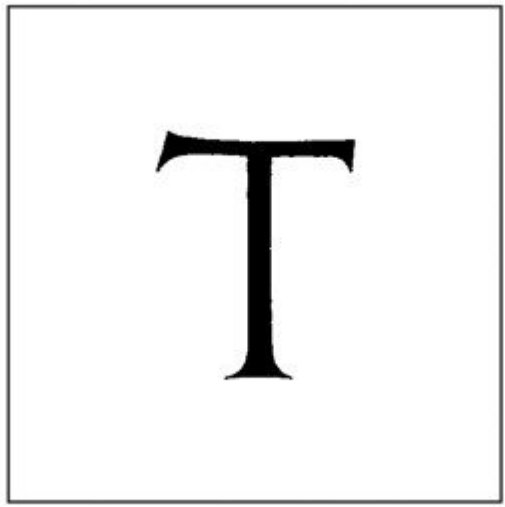
Ce qui nous faisait rire aux éclats, de ce rire des enfants qui viennent de réussir un coup sans être découverts.

Arafat fut, entre autres, un maître ès-images, « *The master of the unexpected* », « Le maître ès-inattendus », ainsi que l'avaient qualifié des journalistes britanniques. Il eut surtout une conscience précoce de l'impact de la visibilité retrouvée pour son peuple. Je me souviens ainsi avoir été mêlé à un incident extrêmement parlant qui demeure pour moi un des moments marquants de mon apprentissage politique.

Cela se passa en France, en 1968-1969. Je venais d'arriver de Beyrouth pour poursuivre à Paris mes études universitaires. Détaché de l'organisation à Beyrouth, je rejoignis la cellule clandestine du Fath activement dirigée par Mahmoud Hamshari. C'était l'époque où nous avions, entre autres instructions, d'aller partout où nous pouvions défendre notre cause – c'est alors que j'ai eu la meilleure formation qui soit pour m'exprimer en public puisque j'ai appris à parler devant des salles qui, lorsqu'elles n'étaient pas hostiles, étaient, dans le meilleur des cas, incrédules.

Sillonnant le pays, soumis à une cadence stakhanoviste par Hamshari, nous avons donc porté la parole de nos droits légitimes. Quelques jours après l'une de ces interventions – nous y avions participé à trois, René Gargour, Izzedine al-Qalaq, deux amis hélas disparus que j'ai aimés comme mes frères, et moi –, Hamshari nous informa que des photographies de la rencontre avaient paru dans la presse arabe, qu'Abou Ammar les avaient vues et l'avait appelé pour lui transmettre le message suivant à notre intention : « Félicite-les pour le travail qu'ils font. Mais demande-leur pourquoi ils sont si mal fichus. Qu'est-ce que c'est que ces habits ? Ne savent-ils pas qu'ils représentent leur peuple ? »

Bêtement réduit par certains à un bon usage « publicitaire » des médias, ce souci permanent d'Arafat d'une certaine visibilité fut capital pour la réémergence d'un peuple supposé n'avoir jamais « existé ».



La Terre sainte (Religion II)

Depuis son retour en Palestine en 1993, Yasser Arafat assistait, tous les Noëls, à la messe de minuit en l'église de la Nativité à Bethléem.

Assis au premier rang, ses épaisses lunettes sur le nez, il s'appliquait, feuillet en main, à chanter, en latin, le célèbre :

Adeste fideles, laeti triumphantes,
Venite, venite in Bethlehem.

Retransmise tous les ans par des dizaines de chaînes de télévision, cette scène suscitera jusqu'au décès du dirigeant palestinien des réactions contradictoires.

Certains y verront un formidable coup de publicité, de propagande même, de la part du grand artiste de l'image qu'était Arafat : « Pensez donc, un dirigeant arabe palestinien, musulman croyant et pratiquant, aller à la messe de minuit et faire semblant en plus de chanter en latin un cantique de Noël du XVIIIe siècle attribué à saint Bonaventure ! Quel coup de pub ! Quel artiste ! »

D'autres y verront une absence de fanatisme de sa part et un message d'ouverture envers les trois religions du Livre : « En Palestine, il en est ainsi. Nous avons toujours vécu en bonne entente entre juifs, chrétiens et musulmans. »

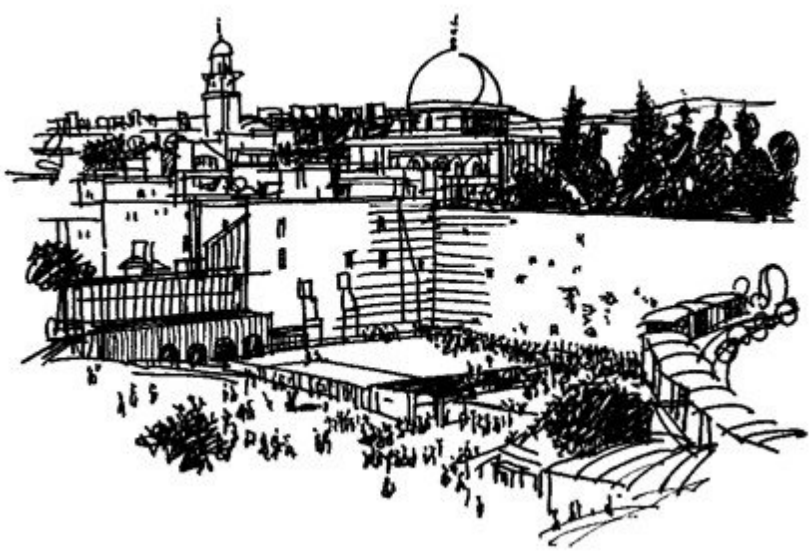
Peu de témoins de cette scène penseront néanmoins que si Arafat envoyait sans l'ombre d'un doute messages et signes, il ne manifestait pas moins, de façon on ne peut plus simple et claire, l'un des traits de la religiosité populaire en Palestine.

Mais qu'est une Terre sainte ? Qu'est cette Terre sainte de Palestine ?

Qu'a-t-elle de particulier ?

La Terre sainte ne doit pas, comme c'est souvent le cas, être confondue avec les lieux saints. En effet, de nombreux pays possèdent des lieux saints, Lourdes en France par exemple, sans être pour autant des terres saintes. Ainsi une Terre sainte est un lieu qui sanctifie ses lieux saints ainsi que la délimitation élargie de ces derniers, les sites sacrés.

La terre de Palestine est sainte pour le judaïsme, le christianisme mais pour l'islam aussi. Comme l'écrit Tarif Khalidi, un autre enfant de Jérusalem, spécialiste de l'histoire du christianisme médiéval en Palestine à qui l'on doit entre autres *The Muslim Jesus*, *Un musulman nommé Jésus*, important travail sur la place du personnage de Jésus dans l'islam : la Palestine des premiers temps islamiques « *fut rapidement remplie et sanctifiée par les souvenirs et les lieux sacrés dédiés aux compagnons de Mahomet. Des ascètes, des savants, des personnages vénérables s'y pressèrent en foule, apportant chacun sa parcelle de sainteté à la géothéologie du pays. S'ajoutant à toutes les confréries juives et chrétiennes qui y vivaient déjà, ces pieuses sociétés islamiques firent de la Palestine un véritable champ de lumière. C'est en Palestine que l'Islam découvrit l'urgence de définir sa relation avec ses deux grands prédécesseurs et, définissant cette relation, il en vint à les assimiler. En Palestine aussi que se manifesta ce processus d'assimilation* [par l'Islam] *et qu'il se cristallisa au contact des sanctuaires de ses rivaux. En Palestine enfin que le soufisme et l'ascétisme musulman qui étaient un prolongement naturel des courants mystiques juif et chrétien, déjà très forts, découvrirent que cette terre était le lieu idéal pour la rencontre des trois religions et leur dialogue mystique* ».



De cette triple sacralité découle un trait unique, lourd de conséquences d'ailleurs : la Palestine est *concomitamment* Terre sainte aux yeux des trois religions…

Ainsi lorsqu'en 1878 C. R. Conder publie son *Tent Work in Palestine*, c'est la somme de ses campagnes de fouilles dans le cadre de la mission d'exploration britannique, le *Palestine Exploration Fund*, il y adjoint en appendice un *Index des sites à l'ouest du Jourdain, mentionnés par la Bible et les textes apocryphes* où se trouvent répertoriées 622 localités, toutes palestiniennes, mais qui sont aussi des sites sacrés « mélangés » pour ainsi dire, célébrés par les trois religions.

Les tombeaux des personnages vénérés par les trois religions couvrent le pays et leurs célébrations saisonnières, les *mawâsim*, sont l'occasion de grandes processions populaires auxquelles participent les Palestiniens des différentes communautés, sans distinction. Il est vrai que la toponymie des lieux relevée par Conder s'y prête : pas une ville, un village qui n'ait son *walî*, ou saint patron : tombeaux de Caïn au sud-est d'Hébron, de Noé à Doura, d'Abraham, Sarah, Léa, Jacob et Joseph à Hébron, de Rachel près de Bethléem, de Siméon à Qalqiliya, de Benjamin près de Kfar Saba, de Moïse à l'est de Jérusalem, de Jethro près de Tibériade, des fils d'Aaron à 'Awarta, de David à proximité des remparts de Jérusalem, dans le site du Cénacle de Jésus, d'Élie sur le mont Carmel, d'Élisée à Sabastya, de Samuel à Nabî Samu'îl, de Jonas à Nabi Yûnus et ainsi de suite.

Cette réalité de terrain, pour ainsi dire, a longtemps laissé penser que la Palestine était une terre de syncrétisme, que cet étonnant mélange des cultes et des célébrations ne manifestait finalement non pas une sorte de fusion, mais de confusion des dogmes.

Il n'en est rien.

Nous sommes là en présence d'un phénomène unique : se considérant comme les enfants des lieux, les Palestiniens se sont, de tout temps, considérés comme dépositaires et propriétaires de tout ce qui s'y était déroulé !

De là une forme « d'unité de diversité », si je peux m'exprimer ainsi, un pluralisme, dont je parle ailleurs dans ce dictionnaire, et qui fut, à tort, confondu dans la période contemporaine avec la démocratie.

Les Palestiniens n'appartiennent évidemment pas, chacun, aux trois religions abrahamiques, mais forment une unité faite de composantes distinctes, juive, chrétienne, musulmane, et la question se pose dès lors de savoir *pourquoi* ces différences ont des siècles durant, jusqu'au XX^e^ siècle, échappé aux pratiques d'exclusions réciproques ? Ou comment expliquer ce qu'écrit Tarif Khalidi ou l'image de Yasser Arafat chantant des cantiques à Noël ou encore le fait que le personnage omniprésent, dans la poésie de Mahmoud Darwich, se trouve être le Christ ?

Le grand Claude Cahen y répondait déjà dans sa description de la société

palestinienne médiévale : « Une société multiconfessionnelle très remarquable où l'islam politiquement domine, mais où subsiste sans peine une proportion considérable d'autres fidèles, d'autres confessions, dans une symbiose dont on chercherait vainement alors les équivalents en d'autres sociétés. »

Cette terre « remarquable » subit une transformation fondamentale au XIX^e^ siècle. Le concept de Terre sainte va se trouver en quelque sorte chargé « d'ingrédients » nouveaux. User de l'expression « composantes délirantes » serait certainement plus approprié, car cette période est témoin d'une confusion du mythe et de l'histoire qui se tourne rapidement en *remplacement* de l'histoire *par* le mythe.

L'origine de cette approche se trouve en Angleterre où la confrontation fait rage entre l'Église anglicane et Darwin, oppose la théorie de l'évolution des espèces au dogme créationniste de l'Église anglicane selon lequel le Livre, à savoir la Bible, et très précisément la Genèse, ne sont pas seulement source de foi mais ouvrage d'Histoire : la terre, l'Homme et les espèces sont nés concrètement, ainsi que le décrit le récit biblique, non selon la théorie de l'évolution darwinienne.

On comprend aisément dès lors comment cette guerre idéologique va se déplacer forcément et rapidement vers les lieux, les seuls, où pourrait être établie l'ineptie des thèses de Darwin : la Palestine.

L'une des premières conséquences de ce « voyage » singulier vers la Terre sainte consistera à adopter de nouveaux modes de preuves et d'opposer à l'expérimentation scientifique la preuve par la généalogie. Ainsi, à la théorie scientifique de l'évolution des espèces, on opposera une théorie généalogique : Dieu ayant créé l'univers exactement selon la relation fournie par la Bible, l'on contrera l'évolution darwinienne par une remontée du temps jusqu'à… Noé.

Cette remontée vers les origines ne se déroulera pas en vase clos, en querelles d'écoles opposant théologiens et scientifiques. Elle investira un espace physique, la terre même des origines, une terre qui se trouve alors être aussi terrain d'une autre confrontation, bien réelle cette fois, entre les désirs d'emprise des puissances occidentales engagées dans la mise à bas de l'Empire ottoman et ce dernier qui résiste contre sa disparition programmée. C'est dire si l'affrontement entre l'Église et Darwin s'inscrivait dans le contexte politique des conquêtes et des dominations à venir.

De ce conflit entre les « origines » divines et la « théorie des origines » naîtra un principe dévastateur sur le plan politique : qui détient *l'antériorité* dans des lieux dispose d'un droit de légitimité sur l'avenir de ces mêmes lieux. Ou encore : celui qui se trouvait en un lieu avant quelqu'un d'autre y détient un droit de présence exclusive.

Avant même l'apparition des théories de Herzl, le terrain était donc préparé pour l'accueil d'une fable historique : la Palestine *appartient* à un peuple *élu* il y a quelques millénaires. En vertu de quoi ce peuple détiendrait une sorte de *droit de propriété sur les lieux*.

Ainsi se trouvait énoncé le principe-base des déplacements forcés qui culmineront en 1948. Mais il faut préciser tout de suite qu'il n'y avait pas là « complot » mais jonction entre un délire idéologique et une politique de conquête, entre des appétits impériaux britanniques et une conviction profonde du protestantisme en général, de l'anglicanisme en particulier : la foi anglicane est l'accomplissement, la « forme suprême » du judaïsme.

Cette conviction aura des effets sur les comportements dont on peine à croire aujourd'hui qu'ils aient pu exister. En voici quelques exemples puisés dans une multitude d'autres.

En 1860, des Anglais fonderont une société pour la conversion des juifs à l'anglicanisme, dont l'un des membres les plus éminents fut James Finn, consul d'Angleterre à Jérusalem. L'homme développa une théorie fumeuse selon laquelle, pour convertir les juifs de Palestine à l'anglicanisme, il suffirait de célébrer les offices anglicans en hébreu ! Le temple dans lequel étaient pratiquées ces « expériences » est aujourd'hui le siège, à Jérusalem, près de Bab al-Khalil, d'une organisation intégriste millénariste chrétienne.

Auparavant, à l'occasion de deux campagnes de fouilles, en 1838 puis 1852, l'archéologue Edward Robinson avait été à l'œuvre en Palestine. Célébré comme « le plus grand arpenteur du monde », Robinson mesurait tout ce qui lui tombait sous la main – remparts de Jérusalem, site de Massada qu'il fut le premier à identifier – puis comparait ses mesures à celles fournies dans le Livre sacré ! L'authentification « scientifique » du caractère historique de la Bible se faisait donc par la comparaison des mesures…

Qui plus est, ne se contentant pas d'arpenter, Robinson recueillait des récits oraux pour tenter d'établir les liens linguistiques avec les récits anciens. Alors pour réunir toutes les conditions scientifiquement nécessaires à son projet, il décidera d'entrer en Palestine à partir de l'Égypte, se conformant ainsi à l'itinéraire de… Moïse vers la Terre promise, non sans avoir « eu les pieds lavés à la mode biblique par une esclave nubienne »…

L'Américain William Francis Lynch suivra Robinson en 1847. À la tête d'une expédition d'exploration géologique de la vallée du Jourdain et du bassin de la mer Morte, Lynch sera le premier à calculer la profondeur de cette dernière, déterminant ainsi le point le plus bas du globe. Il montrera également que la grande faille géologique de la vallée provenait d'un séisme survenu il y a des millions d'années. Découvertes scientifiques incontestables qui ne l'empêchèrent pas d'affirmer que la géologie de la mer Morte… confirmait l'épisode de Sodome et Gomorrhe !

Des projets de détournement des eaux du Jourdain, de creusement d'un canal pour y déverser les eaux de la Méditerranée, noyer Tibériade et sa région fleurirent alors dans le but de restaurer un paysage florissant conformément à la description biblique. Ainsi les « juifs qui ont réussi à garder vivant leur esprit commerçant [*sic*] repeupleront la Palestine et la Grande-Bretagne les protégera »…

Après les arpentages et les missions géologiques, le tour vint de

l'inventaire de la « faune » humaine : « Tout comme les fouilles […] nous ont permis d'admirer la beauté et les merveilles […] des cités antiques, les coutumes éternelles de l'Orient nous mènent à la connaissance précise et satisfaisante des plus importants de tous les temps, les temps passés », selon W. M. Thomson, pasteur résidant en Palestine de 1833 à 1879, auteur en 1859 de *The Land and the Book*, le plus grand best-seller aux États-Unis après *La Case de l'Oncle Tom*. Élaboré à partir d'une foule de détails et d'observations, l'ouvrage défendait la thèse suivante : en Palestine, tout, absolument tout, est *encore en l'état comme aux temps bibliques* et si cela échappe au visiteur moderne c'est qu'il ne connaît pas les coutumes locales et que les Palestiniens ne s'expriment que par métaphores !

La démarche de Thomson fit naître nombre de vocations dont celle de Henry Baker Tristram, évêque de Durham en Grande-Bretagne. Avec lui, on quitte l'arpentage, la géologie et l'anthropologie par la « métaphore » pour la zoologie. L'évêque établira que la faune du pays est bien biblique !

Ces quelques exemples délirants fournis, il faut à présent revenir aux conséquences, bien réelles quant à elles, de l'idée d'élection de la Terre sainte.

Là s'opère un dangereux glissement.

Le pays étant *promis* à un *peuple élu* par Dieu, la terre, de promise, attribuée à un peuple, deviendra elle-même élue et, dès lors, requise d'être à la hauteur de son rang.

Or la Palestine, terre simple et humble, n'avait pas la majesté indispensable à son « élection ». Alors et pour que *le décor corresponde au texte*, on réinventera les lieux, on créera de toutes pièces une Palestine qui n'existait pas, bref on montera une scène pour que s'y déroule la pièce. Cette approche est alors, à de très rares exceptions près – des hommes de science comme A. P. Stanley de l'université d'Oxford, Harriet Martineau, admirée par Auguste Comte, des contestataires aussi, tels David Strauss ou Ernest Renan qui remettront en cause, l'un et l'autre, la biographie du Christ, se dresseront face au raz de marée obscurantiste –, caractéristique de l'approche occidentale.

Cette dernière usera, à l'appui de ses thèses, d'un médium nouveau, révolutionnaire, la photographie naissante. Présentée comme l'outil parfait de réalisme pour reproduire la réalité, elle est opposée à la peinture censée n'être que l'expression toute subjective des sentiments du peintre. L'image photographique sera donc avancée comme la preuve irréfutable du bien-fondé des thèses de l'Église d'Angleterre. Nous disposons enfin, pour la première fois dans l'histoire, claironnent pasteurs et évêques, d'un moyen de reproduction à l'identique, pour nous permettre de voir de nos yeux « *ce que les Prophètes ont vu des leurs propres* » !

Les lieux, devant être conformes à ce que les Prophètes avaient vu mais étant loin de répondre à cette attente, la photographie se chargera de les « modifier ».

J'ai montré dans mon livre *Les Palestiniens. La photographie d'une*

terre et de son peuple de *1838 à nos jours*, des dizaines d'images à l'appui, comment s'était opérée cette fabrication par l'image d'une Palestine irréelle.

Mais la réalité était là, les images n'y changeront rien. Ce qui s'offrait à la vue des voyageurs et visiteurs demeurait loin de correspondre à ce qu'ils avaient envie de voir.

L'étude des Bédouins par exemple, figures paradigmatiques s'il en fut – Abraham n'était-il pas un Bédouin nomade ? –, soulevait de plus en plus de questions qui ne « collaient » pas au texte du scénario. Les juifs de Palestine, même eux – ashkénazes avec leurs costumes à la polonaise ou séfarades « tellement orientaux », si éloignés de leurs ancêtres guerriers et paysans –, infirmaient les hypothèses. Quant aux chrétiens locaux, il était quasi impossible de les distinguer de leurs compatriotes musulmans…

Alors, la majorité écrasante des illustrations, représentations, gravures et photographies montreront, dans leur très grande majorité, la dégénérescence de l'autochtone, soulignant ainsi l'obstacle majeur qu'il représente pour « la rédemption morale » du pays.

Cette terre décevante, « souillée », dénaturée par « ses indigènes » attendra dès lors d'être restaurée, pour revenir à ses origines et trouver sa rédemption. À ce « détail » près qu'il ne s'agissait pas d'une rédemption des gens, mais des lieux, d'une *rédemption de la terre*. Et pour qu'elle advienne, il faudra que ses habitants, cause de sa dégénérescence, en partent. Le problème n'était plus le lieu, mais ceux qui le peuplaient.

Alors cette terre sera graduellement abordée comme un espace *potentiellement* vide, *attendant sa délivrance* par l'expulsion de ses habitants/occupants désormais illégitimes.

Redoutable vision que celle ici énoncée, qui ne s'est pas concrétisée en un jour, un séjour, une expédition, mais au terme de décennies de déformations et, condition incontournable pour inclure un récit dans « son vrai décor », de mainmises successives sur le paysage.

L'entreprise ne fut pas aisée. La théorie darwinienne de l'évolution, la géographie, la géologie, l'archéologie la contredisaient. La difficulté sera tournée grâce à une démarche qui, baignant dans l'air du temps, en harmonie avec les théories millénaristes, jouant à fond le conservatisme, alimentée par le scandale soulevé par la théorie de l'évolution et les « peurs » irrationnelles accompagnant toute découverte, imbue enfin de l'idée de sa suprématie culturelle absolue sur les « sauvages », trouvera en Palestine un terrain privilégié pour ses visées réactionnaires.

À partir de là, la Palestine, la Terre sainte, entre dans son histoire coloniale et les préparatifs de l'expulsion à venir s'accompagnent d'une redéfinition de l'Arabe.

Qu'est-ce donc qu'un Arabe ? La réponse empruntera un cheminement pervers. Elle commencera avec les louanges du Bédouin, le vrai Arabe, le seul digne de ce nom, le noble nomade du désert. Et le mouvement étant le trait fondamental de l'Arabe, forcément nomade, ces Arabes que l'on louera ne

seront admirés que parce qu'ils ne faisaient que « passer » par la Palestine…

La population sédentaire, la majorité écrasante des gens en fait, contredisait-elle cette image idyllique, menaçait-elle sa crédibilité ? On résoudra la chose par le mépris raciste dans la plus grande tradition coloniale : les gens, dans les villes et les campagnes, seront présentés comme les « résidus » d'envahisseurs venus avec la conquête islamique, comme les vestiges vivants mais déchus de l'œuvre de l'Islam, non sans dresser un piédestal au noble Bédouin du désert qui passe sur son beau pur-sang et sort du décor.

Et lorsque, né dans la foulée de l'affaire Dreyfus, des pogroms, en Russie notamment, de la montée des nationalismes européens, le sionisme viendra, il trouvera un terrain aménagé pour accueillir ses thèses : la redécouverte de la Terre sainte aura finalement servi à la préparer à la colonisation qui se chargera, le jour venu, de la « débarrasser » de ses enfants.

Terreau et pays [Extraits d'un lexique personnel]

Contrairement aux apparences qui pourraient laisser croire à une entrée portant sur l'identité collective, nationale, ce que je m'empresse de démentir dès le sous-titre, ces « terreau », « patrie », « pays » me placent devant la question la plus personnelle qui soit : « Quel *Palestinien* suis-je ? »

Question « particulière », dans la mesure où de nombreuses entrées de ce dictionnaire se penchent sur le « Qui sommes-nous ? », alors celle-ci tente de tracer les contours du *je* dans le *nous*, la trace du Palestinien dans *les* Palestiniens, l'imbrication d'un sort individuel dans la destinée collective.

Se posant à lui-même la question, Mahmoud Darwich y avait répondu ainsi dans son poème, « Une rime pour les *Mu'allaqât* » :

> *Qui suis-je ? C'est la question que les autres posent*
> *et elle est sans réponse.*
> *Moi ? Je suis ma langue, moi*
> *et je suis un, deux, dix poèmes suspendus*.

J'aurais pu, certes, emprunter à mon ami un extrait de poème, clore la question à l'aide de quelques-uns de ses beaux vers, tels ceux-ci extraits de « Sur une pierre cananéenne de la mer Morte », qui expriment admirablement, mieux que je ne saurais l'écrire, mes sentiments « identitaires » :

> Maintenant dans mon passé j'éclaire
> *pour mon présent*
> *son lendemain… Alors mon temps*
> *m'éloigne de ma place*
> *parfois et ma place m'éloigne de mon temps.*
> *Et les prophètes sont tous des miens.*
> *Mais le ciel est loin*
> *de sa terre et je suis loin de mes mots…*

Mon choix de ces vers n'aurait pas été exclusivement esthétique. Il m'aurait permis de poser aussi la question des devenirs, pas seulement celle des origines, de signaler en quelque sorte ma position, mes coordonnées, répondre à la question : « Où êtes-vous, là, en ce moment précis ? », aborder espace *et* temps.

Rares auront été les individus ou les groupes qui, comme les Palestiniens, auront autant usé du temps pour parler du lieu, usé du lieu pour parler du temps.

Ces interrogations, on le devine, ont de tout temps constitué une partie essentielle de mes questionnements, de mon introspection la plus intime. J'ai tenté d'y répondre dans mon essai *Figures du Palestinien. Identité des origines, identité de devenir* qui porte sur le devenir collectif palestinien généralement abordé en mouvement, jamais à partir d'une hypothétique « date de naissance », mais aux antipodes du commerce si florissant, si payant j'ose le dire, dans notre région, des mythes fondateurs, des âges d'or et autres paradis perdus, des identités immuables partout et toujours.

Abordant, ici et maintenant, la question mais sur le plan personnel, individuel, puisqu'il s'agit de *mon* Dictionnaire amoureux, j'affirme d'emblée que fidèle à ma règle constante de vie – *nos racines sont devant nous* – je n'ai aucune réponse « synthétique », forcément artificielle, à proposer.

Je suis comme tout un chacun, fait de multiplicités, totalement assumées, vécues comme des ingrédients enrichissants, « centrifuges », jamais « centripètes », en mouvement permanent, toujours.

Sans doute est-ce là un des bienfaits de l'apprentissage de la vie en exil, dans cette délicieuse apesanteur pourtant née d'un déplacement forcé.

Cette entrée sera dès lors faite de parcelles, de parties de mes territoires privés, vécus, portés, transportés, transformés surtout au gré des jours.

Cette entrée constituera donc un lexique *dans* le dictionnaire, la figure formée par l'articulation, le montage au sens cinématographique, l'organisation au gré de la liberté, de séquences et de cadences constitutives d'une réponse, forcément et heureusement incomplète, à la question : « Quel Palestinien suis-je ? »

À cette question, je répondrai par un tour, petit tour, d'horizon, inventaire partiel de mes dieux lares transportés à la manière des voyageurs antiques pour protéger le foyer, pour se prémunir contre les vicissitudes de la vie et les surprises des voyages.

Enfance

Je viens, j'ai grandi au sein d'une famille qui avait érigé la simplicité en règle de vie, une famille chrétienne de petits notables patriotes établis dans une belle ville du littoral méditerranéen, à l'abri d'un cap montagneux couvert de pins parasols et de thym sauvage.

J'ai été élevé dans la gentillesse, la vraie, c'est-à-dire celle tout à la fois malicieuse et généreuse, rieuse, jamais blessante. Très jeune, on m'a inculqué des règles peu orthodoxes eu égard à ce que les enfants s'entendent répéter à longueur de journée.

Parmi les principes, nombreux, dans lesquels mon père m'a élevé, cette règle, martelée tout au long de ma scolarité chez les jésuites au Liban, lorsque je rentrais le soir, chargé de sermons sur « nos fautes indélébiles » et le pardon que nous devions sans relâche quêter. « La culpabilité est une invention des curés pour nous tenir sous leur coupe. Le péché n'existe pas, tu n'es coupable de rien et d'ailleurs si le péché existait, cela prouverait que Dieu n'existe pas. N'affirment-ils pas que Dieu est bonté absolue ? Comment pourrait-il en vouloir aux hommes ? Nous ne sommes coupables de rien. Mais que cela ne te fasse jamais oublier que tu es responsable et qu'il faut que tu sois en toutes choses un gentleman ! », me disait mon père.

J'avoue que ce dernier point peut sembler étrange dans la bouche d'un homme qui, sa vie durant, se battit contre le Mandat britannique, contraint à plusieurs reprises à s'échapper vers le Liban voisin pour échapper aux ordres de bannissement vers les îles lointaines de l'Empire de Sa Gracieuse Majesté… avant de revenir à la maison à la faveur d'une amnistie générale.

Ou encore, parlant de son amour pour ma mère : « Il y eut des disputes entre nous mais sache que je ne l'ai jamais, pas une fois, laissée s'endormir triste. N'oublie jamais cette règle. Jamais, quoi qu'il se fût passé durant la

journée, ne laisse jamais s'endormir triste la femme que tu aimes. »

Ou encore, admirable de liberté, cette leçon politique, quant à la relation au pouvoir, aux rapports de pouvoir : « Respecte toujours celui à qui tu es en position de donner un ordre, ne respecte jamais celui qui est en position de t'en donner. »

Et puis il y avait cet étrange conseil que j'ai toujours suivi sans savoir à quoi il servait, qui aujourd'hui me reste comme le socle de l'immense affection pour cet homme disparu l'année de mes vingt ans. J'ai relaté les circonstances au cours desquelles il me fut inculqué dans mon récit, *Le Bien des absents*.

« *Nous passions l'été dans le village libanais de Sofar. Ouverte sur une profonde vallée, notre maison était parcourue par le vent. L'après-midi, après la sieste, mon père m'emmenait en promenade et nous devions, pour rejoindre la grand-route, passer entre une double haie de tailleurs de pierre. Mon père me disait alors : "Quiconque s'approche des tailleurs de pierre s'expose aux éclats ; prends soin de toujours clore l'œil le plus menacé." Je fermais l'œil gauche, lui, le droit et, main dans la main, nous bravions les périls. À nous deux, nous n'avions plus que deux yeux. Ma joie était pleine et mon amour pour cet homme qui, ne donnant jamais de vrai conseil de père et me parlant sans relâche d'un chez-nous disparu, m'est de tout temps apparu comme venu d'ailleurs, avant que je ne réalise, mais ne le savais-je pas déjà ?, que là-bas aussi j'étais né, entouré d'autres gens, au milieu de demeures qu'une mer interdite, et si familière, berçait*. »

Ma mère de son côté n'était pas en reste. Lorsqu'elle me trouvait soucieux ou triste, elle me répétait à l'envi ce conseil qui aurait pu contribuer grandement à la théorie du Dr Freud lui-même : « Déleste-toi et tu flotteras ! »…

J'ai grandi dans une famille où l'humour était apprécié. Malgré ce que nous vivions. Un humour distancié, une autodérision qui aidait contre la désespérance des temps. Et il aurait été difficile de s'imaginer que cette famille, venue à l'automne 1948 s'installer au troisième étage d'un immeuble d'un quartier de Beyrouth, débarquait d'un douloureux exil. Une famille dont on entendait souvent les rires dans la rue. Car chez moi l'on riait certes beaucoup mais l'on parlait aussi très fort et il suffisait qu'il fasse un peu chaud, que les fenêtres fussent ouvertes pour que toutes les conversations soient suivies par le voisinage. Je me souviens encore avec tendresse comment, descendu de l'autobus scolaire, je devinais, dès que j'avais mis les pieds sur le trottoir, qui étaient nos visiteurs du soir.

Cet humour, Jean-Luc Godard l'a qualifié, lors de l'une de nos conversations, de rire des « désespérés ». Je ne suis pas sûr que ce fût le cas chez moi. Je me rends compte aujourd'hui que c'était, je l'écris sans emphase aucune, un rire de résistance, de foi dans la vie et dans un avenir meilleur. Un rire simple, tourné le plus souvent contre soi, un rire familial, presque naïf, comme au cours de ces repas où l'on voit les enfants partir dans des fous rires

aussi complices qu'inexplicables.

J'ai surtout appris ainsi que le rire n'advenait jamais au détriment de la tristesse, que l'on pouvait tout à la fois manifester les deux, que cela était surtout d'un grand réconfort dans la peine. Je sais aujourd'hui également pourquoi, de tous les auteurs que j'ai découverts, de tous ceux que j'aime et admire et ils sont légion, Anton Tchekhov demeure à tout jamais le plus cher à mon cœur, comme s'il était de ma famille, mon deuxième grand frère.

J'ai toujours retrouvé chez lui ce rire tendre, où la frontière entre les larmes et le sourire était difficile à tracer, lu ses nouvelles, assisté à ses pièces avec une boule dans la gorge et un sourire aux lèvres.

Ayant parlé du rire, il me faut aussi parler de la tristesse, tout aussi présente. Elle était digne, « en sourdine », nombre d'enfants, palestiniens ou pas, qui ont connu mon sort le confirmeront.

Soucieux de protéger leurs petits, de pallier le manque, les adultes, dans leur illusion que leurs enfants ne se rendent pas compte de leur propre peine, essaient de revêtir celle-ci d'affection débordante. Mais les enfants sont des « éponges » – les adultes oublient toujours qu'ils ont été un jour des enfants – qui absorbent tout, notamment les peines qu'on essaie de leur épargner.

J'ai eu une enfance heureuse mais lucide et je peux dire que cela m'a raffermi sans pour autant m'éviter la tristesse des exilés. Au contraire, comme nombre d'enfants dans mon cas, je me suis chargé à mon tour d'alléger la peine des miens. Sans trop savoir comment d'ailleurs, mais avec la ferme détermination qu'un jour, moi, nous, les enfants de Palestine, nous allions changer tout cela. C'est ainsi que de protégés, nous nous sommes institués protecteurs de nos familles. De cela j'ai parlé avec nombre d'amis et de connaissances de ma génération, celle des enfants de 1948, et j'ai eu confirmation de ce que je savais déjà, que nous étions nombreux à avoir décidé très tôt qu'un jour nous nous chargerions des choses et, illusions enfantines, qu'on allait voir ce que l'on allait voir.

De l'enfance et de l'adolescence à Beyrouth demeure une parenthèse magique : celle de nos vacances, tous les étés, dans la petite ville de Sofar.

Située à près de 1 000 mètres d'altitude, posée sur une ligne de crête, ouverte sur de profondes vallées, la ville était un centre de villégiature très prisé.

C'est là que demeurent mes plus beaux souvenirs libanais, là que j'ai joué à perdre haleine, écouté, fasciné un orchestre italien jouant des mambos, vu des dames arriver en grande pompe au Grand Hôtel, massacré les épîtres de Paul, Pierre et d'autres aux Corinthiens ou je ne sais plus qui, après que le curé de la paroisse eut convaincu ma mère que venir lire l'épître à la messe renforcerait ma connaissance et ma maîtrise de la langue arabe, accompagné des chasseurs à l'aube pour me retrouver amoureux du royal *hajal*, la perdrix, regardé tous les jours passer le train à crémaillère qui assurait la ligne Beyrouth-Damas et qui, ayant atteint Sofar, s'arrêtait pour vider l'eau bouillonnante de sa chaudière, aussitôt recueillie par une longue file de

ménagères chargées de bidons car le train de Sofar assurait le service d'eau bouillante pour les lessives, appris à prendre mes premières photos, lu durant la sieste quotidienne *Les Trois Mousquetaires* et nombre d'autres aventures, été si souvent au cinéma dans les jardins du Grand Hôtel, dans une salle réduite à un rectangle de trois murs et un écran tendu à la place du quatrième permettant ainsi au voisinage posté sur les balcons d'assister gratis à la projection d'un film « à l'envers » avec de gros problèmes de déchiffrage des sous-titres, là enfin que débuta mon histoire d'amour, encore en cours, avec les trente-deux sonates pour piano de Ludwig van Beethoven.

À Sofar, le soleil frappe fort et ma mère et mes sœurs étaient en permanence soucieuses que les enfants n'attrapent pas un « coup de soleil », je suppose qu'elles voulaient parler de méningite. Nous étions donc obligés de jouer avec un chapeau sur la tête, ce qui ne les empêchait pas de revenir sur le coup de onze heures, nous intimant de rentrer immédiatement, car nous étions en eau et risquions cette fois « la pneumonie » ! Mes jeux étaient ainsi interrompus mais j'en rends grâce aujourd'hui à ma sœur May qui, me voyant surexcité, m'emmenait pour me calmer au salon, m'installait dans un fauteuil, plaçait un microsillon sur le tourne-disques et me disait : « Maintenant, écoute. »

J'ai ainsi découvert les trente-deux sonates pour piano de Beethoven et j'en suis depuis amoureux au point de pouvoir les chanter, un peu faux je l'avoue, dans leur intégralité. Don encombrant qui fait que ma fille cadette évite de se placer près de moi au concert car j'arrive difficilement à réprimer mon besoin d'accompagner en chantonnant, très bas, le pianiste et que cela, affirme-t-elle, la ridiculise.

L'on me demande souvent si j'ai subi le racisme à Beyrouth, si les « Arabes ont vraiment bien accueilli les Palestiniens ».

Aucun Palestinien n'est dupe de la fausse compassion qui cache souvent l'envie de nous entendre dire que, tout compte fait, les Israéliens ne nous ont pas plus mal traités que nos « frères arabes ».

J'ai vécu des moments difficiles, à mon échelle d'enfant bien entendu, lors de mes premiers jours d'école lorsque mon parler arabe palestinien à l'accent bien caractérisé devint l'objet des moqueries des autres enfants. Je perdis ce jour-là mon accent pour le retrouver spontanément lors de mon premier contact avec la résistance palestinienne, comme je le raconte à l'entrée *Engagement* de ce dictionnaire.

Autre sujet de gêne, les questions qui m'étaient invariablement posées par les parents lorsque j'étais invité chez des camarades libanais. Un « Comment t'appelles-tu ? », immédiatement suivi d'un « D'où êtes-vous ? ».

Il était clair que cela manifestait une sorte de réticence vis-à-vis d'un enfant palestinien, « *qui n'était pas d'ici* », malgré le fait que j'appartenais au même milieu social que mes hôtes.

Cela est sans doute une forme de racisme. Et je crois qu'il émanait d'un mépris de classe à l'égard des Palestiniens considérés, toutes catégories

confondues, comme des va-nu-pieds. Il faut dire qu'à l'époque, certains milieux de la bourgeoisie libanaise avaient repris avec beaucoup de conviction la thèse israélienne, alors florissante, selon laquelle les Palestiniens, après avoir vendu leurs propriétés aux Fonds nationaux juifs, avaient couru se plaindre et prétendre qu'ils avaient été dépouillés de leur patrie.

Il y entrait, je le crois aussi, un fort sentiment de jalousie, une sorte de revanche minable vis-à-vis des citoyens d'un pays où un grand nombre de Libanais avaient trouvé jusqu'en 1948 de meilleurs emplois que ceux qu'ils trouvaient ou ne trouvaient pas au Liban. Et l'on entendait souvent des réflexions comme : « Après avoir vendu leur pays, ils viennent nous piquer notre travail. » À quoi s'ajoute le fait indéniable que, techniciens, cadres, médecins, universitaires brillants, acharnés à sortir leurs familles de la détresse, réputés pour le sérieux de leur travail, nombre de Palestiniens des classes moyennes urbaines avaient déniché de bons postes au Liban. Le cas de ma propre famille en constitue un exemple vivant.

De même, plus tard, dans l'adolescence, j'ai souvent entendu, mais je pouvais alors répliquer et me défendre, des remarques du type : « Tu es quelqu'un de bien. Jamais on n'aurait cru que tu étais palestinien » ou : « Tu es palestinien mais tu n'es pas comme eux. » Encore une fois, j'étais en âge de répliquer et régler mes comptes avec ceux qui me tenaient de tels propos.

J'ajoute que ce genre de remarques participe hélas de l'universel raciste. Ainsi, il y a quelques années *Le Nouvel Observateur* publia-t-il une enquête sous la plume d'un journaliste, il se reconnaîtra, qui me rappela de mauvais souvenirs. L'enquête portait sur l'antisémitisme de certains Arabes en France. Nous eûmes droit alors, Leila Shahid, la déléguée générale de la Palestine en France, et moi-même à un encadré « de faveur ». Photographies à l'appui, nous étions présentés comme des Palestiniens qui ne pouvaient être accusés du moindre antisémitisme. L'encadré se terminait néanmoins par une remarque bien pernicieuse qui disait en substance ceci : ils ne sont pas antisémites, mais peut-être que, plus intelligents, plus habiles que les autres, meilleurs connaisseurs de la France, s'arrangent-ils pour bien cacher leurs véritables sentiments…

Pour en revenir à mon expérience libanaise, ce racisme a toujours existé au Liban qui atteindra son paroxysme lors de la guerre civile libanaise commencée à partir des années soixante-dix, et au cours de laquelle, cela aussi doit être affirmé, les Palestiniens ne furent pas, loin de là, exempts de fautes à l'égard du peuple libanais.

Mais tout cela étant clairement dit, il faut rendre aussi justice aux Libanais. À mes très nombreux amis d'enfance, à ceux parmi eux qui le sont encore, que je n'ai jamais perdus, toujours à mes côtés, aussi proches que mes plus proches amis palestiniens ou français.

Il faut également rendre justice aux Libanais qui, par milliers, nous ont ouvert leurs cœurs et leurs demeures, ont enduré avec nous, combattu et sont, nombreux, tombés à nos côtés.

Bref, cette question ne fut jamais en noir et blanc, et rien ne serait plus injuste que de l'aborder dans les termes simplistes que l'on entend ici ou là.

Et, pour finir, un court témoignage sur un épisode advenu à mon père à notre arrivée à Beyrouth en mai 1948.

Mon père avait, du temps où il était en Palestine, une relation d'affaires à Beyrouth, un dirigeant de société qui, ayant appris que nous étions arrivés avec « rien que nos vêtements sur le corps », s'enquit de nous et vint trouver mon père pour lui remettre sans un mot un trousseau de clés.

Très ému, mon père posa une question dont il connaissait pertinemment la réponse :

— Qu'est-ce que c'est ?

— Ce sont les clés du coffre de la société. Tu les gardes et tu te sers de tout l'argent dont tu as besoin. Sans me le demander.

Mon père n'utilisa jamais ces clés.

Je n'ai pas oublié les moqueries à l'école, cette histoire de coffre non plus.

Famille, « mon clan »

Il ne s'agit pas ici de raconter l'histoire du clan, les Sanâbira, de la tribu des Ghawârina qui se fixa au XVII^e^ siècle et donna son nom – Sanbariyya – à une localité encore répertoriée dans les années trente dans la région de Tibériade, avant de « migrer » vers la côte pour se fixer dans la ville de Haïfa. Il serait certes plaisant de revendiquer mes origines bédouines, mon « sang bleu » du désert en quelque sorte, avec pur-sang, cavalcades et caravanes à l'appui. Mais l'on ne peut décemment dénoncer sans relâche les mythologies originelles et s'en parer… Aussi me contenterai-je de présenter quelques-uns de mes nombreux oncles et tantes pour décrire de façon vivante le milieu, l'ambiance familiale, mon « atmosphère », toute révérence gardée envers Mademoiselle Arletty.

L'oncle Anis. Il était spirite et dirigeait une association à Haïfa qu'il disait en contact avec d'autres associations, en Belgique notamment, ce qui lui permettait, il me l'a affirmé, de se faire signaler le passage des fantômes à travers l'Europe, de suivre à la trace notamment un esprit qui s'était présenté à son groupe à Haïfa. « C'était un esprit extrêmement méchant, qui avait envoyé valser contre le mur la table autour de laquelle nous étions réunis. Quelque temps plus tard, nos correspondants belges nous ont affirmé qu'il avait fait le même coup à Bruxelles. »

Cet oncle était également d'une érudition peu commune s'agissant des trois grands Livres, qui citait allègrement des passages entiers de la Bible, des Évangiles et du Coran. Il passa le plus clair de son existence à rédiger un livre dans lequel il entendait faire la synthèse des trois monothéismes, avec, il faut l'avouer, une légère préférence pour le Christ… À Beyrouth, en contact avec les jésuites, seuls aptes à ses yeux à débattre avec lui, il retrouvait une fois par

semaine l'un d'eux pour des joutes théologiques et revenait triomphant : « Cet après-midi, je t'ai écrasé le révérend père Dupré-Latour ! » Je fus l'un de ses confidents, un élu quasiment, car il estimait que le reste de la famille était « inculte » et donc pas de niveau. À signaler également le fait qu'il était insortable à la messe. Connaissant la liturgie sur le bout des doigts et de la langue, à l'affût durant l'office, nous l'entendions souvent crier de son banc à l'attention de l'officiant : « Ce n'est pas comme ça, tu te trompes, le prêtre ! » Il refit le coup et consterna ma mère au baptême de ma fille aînée, dont il sortit furieux car le prêtre avait omis de réciter je ne sais quel passage. Il conduisait une traction avant, provoqua un nombre incalculable d'accidents et fut la première personne que je vis capable de faire la sieste, assis raide sur sa chaise.

Tante Adma. La sœur cadette de ma mère, fille de savonnier – c'était le métier de mon grand-père maternel –, ne vivait que pour être propre. Très belle, ses bains étaient interminables, les récits de ses bains plus longs encore. Je l'ai beaucoup aimée pour sa profonde gentillesse, parce qu'elle nous faisait beaucoup rire et que, à chaque visite chez nous, elle venait dans ma chambre, parcourait du regard mes étagères bondées de livres :

— Mon chéri, c'est quoi tous ces livres ? Tu as lu tout ça ?

— Mais non.

— Bon, maintenant, tu arrêtes la lecture. Ça suffit, ta tête ne le supportera pas et tu deviendras fou !

L'oncle Michel. Un des meilleurs amis de mon père. Directeur des douanes à Haïfa, grand original devant l'Éternel, il avait même constitué un « Club des originaux » avec pour règle de s'habiller chaudement l'été, légèrement l'hiver.

Avec le début des combats en 1948, il annonça dans la pagaille générale qu'il transférait ses services à Naplouse d'où il se remit à émettre des communiqués mettant en garde la population de ne pas profiter du désordre pour… trafiquer, envoya tous les jours deux de ses aides effectuer des contrôles, menaça un trafiquant jordanien de prison, reçut de ce même trafiquant des menaces de mort et partit pour l'exil libanais en emportant ses tampons des douanes palestiniennes. À Beyrouth, nous le voyions régulièrement, notamment lors des fêtes de Pâques où, selon la tradition, mon père et lui faisaient le tour des parents et connaissances pour leur souhaiter de joyeuses fêtes. Ils m'emmenaient avec eux dans un taxi réservé la veille et qui nous transportait d'un parent à l'autre, avec, toujours, en fin de tournée, une dispute entre les deux hommes pour décider qui paierait le taxi. Alors les choses devenaient surréalistes : mon père devait le laisser régler la course, faute de quoi il sortait de sa poche une somme égale à celle que mon père venait de verser, déchirait en morceaux les billets puis les balançait par la fenêtre de la voiture en les accompagnant d'un : « Voilà ! Tu es content comme ça ? »

C'est lui qui me fit découvrir, à l'adolescence, la Série Noire de

Gallimard !

La tante Nayfé. Une des sœurs de mon père. « La plus grande fanfaronne et menteuse qu'il te sera jamais donné de rencontrer », me disait mon père. D'une intelligence vive – il le fallait pour la cohérence des histoires qu'elle nous débitait –, elle avait épousé le maire de la ville de Bassâ, de surcroît grand propriétaire de plantations d'agrumes sur le littoral nord, à l'emplacement de la cité balnéaire actuelle de Naharya, et continua en exil de jouer à la grande propriétaire terrienne qu'elle n'était plus. Mais la fortune lui sourira à nouveau lorsque son fils, mon cousin Joubrane, aussi vif d'esprit que sa mère, partit dès les années cinquante pour l'eldorado koweïtien et revint, quelques années plus tard, multimillionnaire. Il se chargea alors de faire vivre la totalité des membres de sa grande parentèle de frères, sœurs, neveux et nièces. Extrêmement drôle – j'adorais l'écouter conter ses aventures à Koweït où il affirmait avoir gagné l'amitié de l'émir en le faisant rire, ce qui lui avait ouvert le chemin de la fortune –, il offrit un jour une longue tournée européenne à ma tante, sa mère. Elle en revint avec une photo où on la voyait posant sur la pelouse des jardins de Versailles et nous eûmes droit à cette photo à chacune de nos visites.

Au tour de mon parrain et de ma marraine, Rizq et Nahîl.

J'ai déjà brossé dans *Le Bien des absents* quelques-uns des traits de ce frère de mon père, de ses intuitions financières qui avaient abouti à la faillite de l'entreprise familiale. Je reviens à lui, car le personnage disposait d'une série inépuisable de hauts faits qui me l'ont toujours rendu éminemment sympathique, sans le prendre pour autant pour modèle, l'entreprise aurait été extrêmement risquée. Je raconterai néanmoins ici deux de ses histoires, en en réservant d'autres à des livres futurs, car, les bons conteurs vous le diront : « Ne racontez jamais d'une traite toutes vos histoires. Vous pourriez devenir inintéressant. »

Mon oncle Rizk donc – cela se passe durant la période mandataire, pendant la révolution de 1936-1939 plus précisément – était un grand joueur de bridge et avait à ce titre noué une bonne relation avec un officier britannique également passionné par ce jeu. En 1937, l'officier en question reçut le commandement du poste-frontière de Naqoura avec le Liban, point de passage fermé tous les jours de 17 heures à l'aube du fait des accrochages nocturnes avec des combattants arabes qui tentaient de s'infiltrer en territoire palestinien. La nomination de l'officier fut une très heureuse coïncidence car mon père et son frère faisaient alors la navette entre la Palestine et la ville de Tripoli au Liban-Nord pour acheter des armes puis organiser leur passage en contrebande vers les maquis palestiniens des monts de Galilée et de Naplouse. Plus habile que mon père, moins « classique », dirais-je, mon oncle mit au point une technique très efficace pour faciliter l'infiltration de sa cargaison. Sa voiture chargée, il se présentait régulièrement un quart d'heure avant la fermeture de la frontière, se garait, montait voir l'ami bridgeur :

— Je viens te saluer à la hâte. Je rentre de Beyrouth. J'avais du travail

avec nos correspondants au port et je suis un peu pressé car il faut que je passe avant la fermeture, si je veux dormir à Haïfa.

— Comment cela passer ?! Tu vas rester et nous allons faire une partie de bridge.

— Mais il est tard et… je ne pourrai plus traverser la frontière.

— Tu oublies qui est le chef du poste ?!

Ainsi, l'oncle Rizq disputa de nombreuses parties de bridge avec un trio de gradés avant de redescendre accompagné du commandant du poste qui se faisait un plaisir d'ordonner que l'on soulevât les barrières devant son véhicule et sa cargaison, le tout accompagné d'un « Gare à toi, si tu ne montes pas me saluer, à ton prochain passage ».

L'autre histoire de l'oncle date, quant à elle, des premiers temps de l'exil libanais, lorsqu'il se découvrit soudain colombophile, loua, bien que sa situation matérielle fût des plus précaires – sans doute emprunta-t-il l'argent à un ami –, une maison près de la sienne qu'il emplit de beaux pigeons et nous annonça que son plus grand plaisir était d'y aller après la sieste, les regarder tournoyer en volée dans le ciel.

Il embaucha pour cela un *Kashshâsh Hamâm*, un homme chargé donc de dresser les volatiles, puis de leur faire faire leurs exercices de vols quotidiens. Quelques mots sur cet étrange métier que l'on rencontre dans toutes les villes d'Orient. Chaque *Kashshâsh* donc dresse ses pigeons à voler en formation et les guide du sol à l'aide d'un long roseau au sommet duquel est noué un tissu de couleur que les pigeons reconnaissent comme leur signal. Dessinant de son roseau des cercles, traçant des sortes d'hyperboles, le *Kashshâsh* indique ainsi à ses pigeons les figures à effectuer dans le ciel, avant de les rappeler à regagner le pigeonnier. Mais ce n'est pas tout. Ce sport a aussi une étrange dimension puisque de nombreux *Kashshâsh* faisant voler leurs pigeons à la même heure, il est licite, pour les plus doués d'entre eux, de guider leur volée de telle sorte qu'ils en encerclent une autre et se débrouillent, guidés par le roseau du *Kashshâsh* au sol, pour kidnapper un pigeon ou deux et les forcer à intégrer la volée des kidnappeurs avant de regagner leur pigeonnier. On devine dès lors que l'adresse du *Kashshâsh* est d'autant plus reconnue qu'il a de nombreux pigeons volés à son tableau de chasse. Ces « vols » sont licites, autorisés, mais le *Kashshâsh* ne s'en tire pas sans pénalité : voleur impuni, il ne peut – comment faire foi au témoignage d'un voleur ? – servir de témoin dans les cours de justice, d'autant que ce métier n'est pas entaché de cette seule pénalité. S'y ajoute une réputation de mauvaise moralité. Les *Kashshâsh*, toujours installés sur les toits, n'en profitent-ils pas pour zieuter les femmes dans les intérieurs sur lesquels ils ont vue ?

Quoique grand amateur de femmes, mon oncle n'était pas, je l'atteste et m'en porte témoin, un voleur de pigeons et j'avoue que je n'ai jamais compris d'où lui était venue cette colombophilie soudaine qui consterna mon père et me rendit mon parrain encore plus sympathique.

Au tour de ma marraine maintenant.

Je n'exagère pas en disant qu'elle fut ma seconde maman et qu'elle m'a profondément marqué par sa belle humeur, sa gentillesse et sa grande simplicité. Elle avait une élégance naturelle et ne se laissait impressionner par personne.

Sans enfant, elle vécut simplement avec son mari menuisier qui n'était pas moins aimable qu'elle et qui devint, dès l'apparition de mon goût immodéré pour les livres, mon fabricant personnel de bibliothèques. Ce n'était pas la seule de ses qualités. Il m'initia à l'arak, délicieux alcool oriental à base de raisin et d'anis, la meilleure boisson qui vaille d'ailleurs pour accompagner un mezzé, et je devins ainsi son compagnon de boisson de fin d'après-midi sous le jasmin de leur petite terrasse à l'entrée de leur jardinet.

Ma marraine, de son côté, était tout à sa passion du cinéma, je dis passion faute de connaître un terme plus fort, et je pense aujourd'hui que je tiens d'elle mon amour pour le cinéma et les images en général.

Sa cinéphilie était d'autant plus surprenante qu'elle était myope, très myope, au point que lorsque, enfant, je disais à mon beau-frère médecin : « Ma tante est très myope », il me répondait invariablement : « Ta tante n'est pas myope. Elle est aveugle. »

Elle était, disons, myope au point de ne quasiment rien voir. Mais le problème est qu'elle était également très coquette et convaincue que les lunettes l'enlaidissaient.

J'ai, des années durant, tous les jeudis après-midi, attendu ma tante qui passait me prendre pour aller au cinéma. Nous partions à pied, main dans la main, et nous parcourions la demi-heure séparant notre domicile de la salle de cinéma dans une inconscience absolue du danger, moi tout excité à l'idée de voir un film, elle, sans lunettes, aveugle aux voitures et aux tramways qui manquaient nous écraser, sourde aux vociférations des conducteurs : « Mais où sont tes yeux ? Où sont-ils ? »

Une fois dans la salle, je la voyais subrepticement poser la main sur la fermeture de son sac, l'ouvrir dès que le noir se faisait, chausser ses lunettes, deux loupes en fait, puis, avec un extraordinaire flair, reposer sa main sur la fermeture du sac dès qu'elle estimait proche la fin du film, enlever avec une incroyable agilité ses lunettes, les fourrer dans le sac avec l'apparition du *The End* sur l'écran et me demander, la lumière revenue dans la salle : « Alors, mon chéri, tu as aimé ? »

J'ai ainsi fait toute mon initiation cinématographique avec ce rituel des lunettes. Mais je dois ajouter aussi que, grâce à elle, je n'ai pas commencé par les films dits pour enfants, mais par découvrir « ceux des grands », comme nous disions. Et je me rends compte aujourd'hui que cette tante avait un goût surprenant qui me permit de voir, tôt, de beaux films et de partager avec elle sa passion pour Laurence Olivier et, surtout, Vivien Leigh.

Cette période fut ainsi celle d'un long plaisir béni. Il me suffit encore de me souvenir de la succession des éclairages, lumière blanche puis pistache, puis rouge, puis rose, qui enveloppaient la salle annonçant le début de la

séance, pour ressentir le même frisson que j'éprouvais chaque jeudi après-midi.

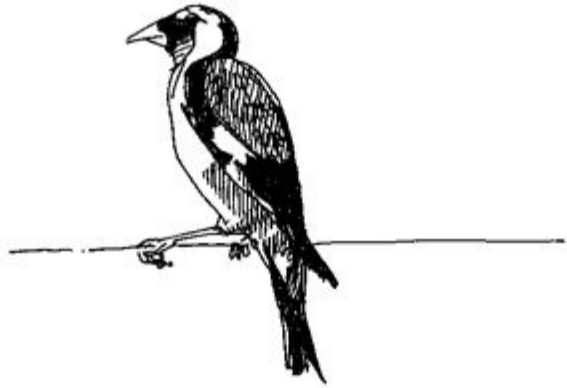
Je termine par un hommage à la bonne moralité de ma tante, pour ne pas laisser le lecteur s'imaginer qu'elle m'emmenait voir n'importe quoi. Je témoigne qu'elle refusa de m'emmener voir *La Tour de Nesle* avec Silvana Pampanini dont la mise à l'affiche provoqua un grand débat à Beyrouth avec plaintes et articles de presse par les autorités scolaires et religieuses. « Ce n'est pas pour toi, mon chéri », me dit-elle, sans que cela l'empêche, quelque temps plus tard, de me raconter par le menu les scènes que je n'étais pas supposé regarder.

Ces personnages hauts en couleur et bien d'autres encore, figures emblématiques de mon enfance, m'ont marqué. Ils furent un peu mon monde immédiat, ils m'apprirent, sans l'avoir vraiment cherché, comment aborder le manque, le dépaysement, et m'enseignèrent leur art de vivre, un art de vivre à l'attention de ceux qui n'étaient plus « à leur place ».

Environnement naturel

Certaines bêtes, certaines plantes, comestibles ou ornementales, font partie de mon paysage personnel, de *ma* Palestine. Disparue corps et biens en 1948, la Palestine fut en quelque sorte transportée en exil avec tout ce qu'elle « contenait », et, au premier chef, sa nature. Cette dernière variant au gré des origines des exilés, ceux issus du monde rural demeurant à ce jour porteurs et dépositaires du moindre détail des lieux perdus sans que cela empêche d'autres de garder vivants leurs propres liens avec leur milieu naturel antérieur. Cela s'explique en partie par le fait que les villes palestiniennes, celles de l'hinterland surtout, étaient encore en 1948 des « agro-cités », des lieux dans lesquels la trame des relations rurales demeuraient très vivaces.

Ma « nature » est simple et je commencerai à en énoncer les éléments en arabe car, malgré mon bilinguisme, mon aisance quasi naturelle à circuler dans la langue française, les habitants de ma nature me viennent toujours à l'esprit dans mon arabe maternel. Les voici pêle-mêle : *al-Za'tar*, le thym, *al-Maryamiyya*, la sauge, *al-Hassûn*, le chardonneret, *al-Khubayza*, la mauve, *al-Zaytûn*, l'olivier, *al-Saruw*, le cyprès, *al-Yasamîn*, le jasmin, *al-'Inab*, le raisin, et *al-Farass*, la jument.



Flore

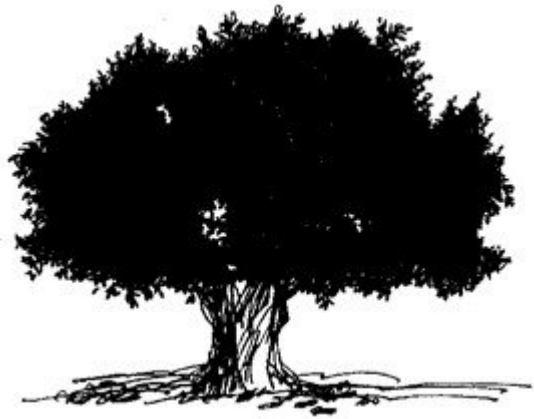
Le thym couvre l'ensemble de la Palestine et, moulu, mélangé aux graines de sésame grillées et au rouge sumac, il subit, selon sa région d'origine, des assaisonnements d'épices différentes. De couleur bien verte, mélangé à l'huile d'olive, le thym constitue un aliment incontournable du petit déjeuner. J'en ai abondamment consommé les matins d'examens scolaires car me disait mon père : « À la différence de l'oignon qui provoque une somnolence et rend bête, le thym ouvre les cellules du cerveau ! » Je n'ai jamais compris comment s'ouvraient les cellules, mais je demeure grand consommateur de cette délicieuse préparation bien que je ne passe plus d'examens depuis fort longtemps. J'avoue même que le thym me sert de test secret d'appréciation sélective de mes nouvelles connaissances. Je leur en offre toujours en prenant soin de bien observer leur réaction…

La sauge maintenant. Panacée universelle depuis des temps reculés, parée d'innombrables vertus, digestives notamment, elle est l'équivalant palestinien de la menthe additionnée au thé dans les pays du Maghreb. Objet de louanges alternées de soupirs amoureux – Aaah, la sauge ! –, elle porte un nom distinct en Palestine, *al-Maryamiyya*, la Mariale, en référence à la Vierge Marie et à l'épisode de la fuite de la Sainte Famille en Égypte.

Selon une légende populaire, l'âne qui transportait l'Enfant-Dieu ne parvint jusqu'au havre égyptien que grâce à la sauge dont il s'était nourri sur le chemin ! Cette plante simple et humble aurait ainsi sauvé le Seigneur et il n'est pas étonnant qu'elle soit si appréciée des enfants de la terre où Il naquit.

J'ai retrouvé par le plus grand des hasards une légende analogue en… Provence où, cette fois, la sauge sauva l'Enfant-Dieu placé sous son ombre d'une mortelle insolation. Est-ce là un vestige de la légende des trois Marie, débarquées en Camargue pour évangéliser l'Occident ? Débarquaient-elles, en bonnes Palestiniennes, avec de la sauge plein les poches ?

La mauve. Plutôt que de la plante, c'est d'un plat qu'il s'agit cette fois, un ragoût de mauve à la souris d'agneau, consommé avec du riz, assaisonné de jus de citron et de cumin moulu. Plat simple, paysan, à l'image de la cuisine palestinienne, plus humble que ses voisines damascène ou alépine. Ma mère le préparait admirablement mais je ne pris conscience de son importance « nationale » que le jour où, avec d'autres membres du Parlement palestinien en exil, nous étions, sous forte escorte, emmenés dans les cars de l'armée algérienne vers la Cité des Pins pour une session de notre parlement en exil. J'entendis soudain des hurlements dans notre car – « Arrête, arrête, Khubbeyzé, Khubbeyzé ! » –, vis notre conducteur freiner et plusieurs passagers se précipiter vers les bas-côtés de la route, cueillir à tout-va des bouquets de mauve, abondante dans ce pays frère ! Résultat de cette cueillette improvisée, l'escorte ferma à clé les portes de notre car à chacun de nos déplacements.



L'olivier. Il est notre étendard végétal, notre symbole intemporel, celui de notre résistance, omniprésent dans toutes les formes d'expression culturelles, artistiques, politiques. Il se pare d'une présence millénaire – il existe encore en Palestine des oliveraies datant de l'époque romaine, appelées *Zaytûn Rumânî*, oliviers romains ou, et surtout, *Zaytûn al-Massîh,* oliviers du Christ.

L'olivier est fort apprécié sur le pourtour méditerranéen. Bien des pays disposent d'oliveraies infiniment plus vastes, d'espèces plus variées que les nôtres, mais je n'ai nulle part trouvé plus bel éloge de cet arbre que celui des paysans palestiniens : « L'olivier est l'arbre qui ne te déçoit jamais. »

Aussi, pour illustrer cet attachement collectif, mon goût personnel, ma consommation immodérée d'olives et d'huile, je citerai ces extraits d'un poème, encore un, de Mahmoud Darwich, « Le Deuxième Olivier » :

« *L'olivier ne pleure ni ne rit. Il est le seigneur des pentes pudiques. De son ombre, il recouvre ses jambes et il ne se dévêt pas de ses feuilles devant la tempête. Debout comme s'il était assis, assis comme s'il se tenait debout, il vit en frère d'une éternité familière et en voisin d'un temps qui l'aide à faire provision d'huile de lampe et à oublier les noms des envahisseurs à l'exception de ceux des Romains, ses contemporains, qui empruntèrent quelques-uns de ses rameaux pour tresser les couronnes. Ils ne le traitèrent pas en prisonnier de guerre mais en grand-père respecté dont la noble dignité brise les glaives. Dans l'argenté de son vert ascétique, la timidité de la couleur pour dire et pour regarder plus loin que la description. Ainsi n'est-il ni vert ni argenté. Il aurait la couleur de la paix si la paix avait besoin d'une couleur. On ne lui dit pas : Que tu es beau ! Mais : Que tu es noble et vénérable. Et lui, il entraîne les soldats à abandonner leurs fusils et il les entraîne à la nostalgie et à la modestie : "Rentrez à la maison et, avec mes huiles, allumez vos lampes."* »

Le cyprès. Souvent à tort associé aux cimetières, omniprésent dans la multitude des jardins de mosquées, d'églises, de couvents, il est l'arbre par excellence de ma région natale, la Galilée, où il abonde. C'est là qu'il se dresse, fin et droit, sans doute de cette variété dite italienne, répandue en Toscane. Chez lui, chez nous, il présente sur fond de ciel clair les seules aspérités d'un paysage tout en rondeurs et lignes courbes. Comme s'il était une métaphore naturelle de notre caractère à la fois bonhomme et irréductible. Droit et svelte, il réussit à ne pas obstruer la vue sans pour autant être obligé de sortir de scène.

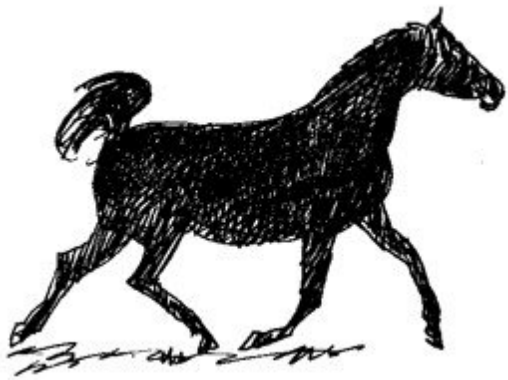
Le pin parasol. C'est un peu notre drapeau méditerranéen, le signe de notre appartenance à cette mer familière, familiale. C'est aussi, à mon niveau, l'arbre par excellence de la sieste – un art que je vénère et pratique sous toutes les latitudes et en toute saison –, à laquelle il fournit sa lumière très particulière, éparse, ses semis de points d'ombre et de clarté et sa musique, celle des cigales, sans qui toute sieste demeure incomplète et qui me manquent tant lorsque je m'endors, l'après-midi, sous les cieux du nord.

Le jasmin. Je devine mon lecteur se disant que je n'évite pas un seul cliché oriental. Le jasmin, ses boutons coniques à pointe violacée, la blancheur nacrée de ses fleurs, m'a accompagné toute ma vie, sur les balcons parisiens ou aujourd'hui, dans le petit jardin de Céret. Élément permanent de la mythologie familiale, envahissant notre terrasse à Haïfa, compagnon des nuits d'été, réagissant à la moindre brise pour inonder le voisinage de son parfum subtil, il dit l'enfance, le passé andalou également, et me rappelle, en ces temps de décadence arabe, la belle subtilité, la grande sensualité qui furent en d'autres temps notre plus belle parure. Aussi, le lecteur appréciera, j'en suis certain, le fait que je sois parvenu, il y a quelques mois de cela, et au terme d'un épisode proprement rocambolesque, à me faire, très gentiment d'ailleurs, offrir par les jardiniers des jardins royaux de l'Alcazar de Cordoue un magnifique plant de leurs serres…

Le raisin. J'ai bien dit le raisin, non la vigne, pour rassurer d'entrée de jeu les amateurs comme moi du divin breuvage, et reconnaître d'entrée de jeu que le vin de Palestine relève plus de la piquette que du bon cru. Je serai en revanche infiniment plus laudateur, objectivement, du raisin palestinien, son étonnante variété – pensez donc, plus de 54 variétés recensées dans les vignes d'al-Khalil –, aussi délicieux que le vin est mauvais, avec une mention spéciale pour l'art des tonnelles, un autre lieu paradisiaque, comme le frère jumeau du pin parasol, si propice aux siestes.

Faune

Le chardonneret. Beau avec son plumage jaune et sable, sa tête rouge, il possède une merveilleuse gamme de chants, bien que moins puissants que ceux du serin qui le dépasse en taille et en volume sonore, jamais en finesse. Il est l'oiseau oriental par excellence, inséparable tant des intérieurs domestiques que des marchés qu'il emplit de ses chants. Je garde le souvenir de celui, en cage, chez ma marraine qui chantait comme un malade dès qu'il entendait… tirer la chasse d'eau. Chants endiablés, déchaînés que je provoquai, enfant, avec à la clé le réservoir d'eau de l'appartement vidé et des réprimandes.



La jument enfin. Dressant plus haut ma liste, j'ai volontairement parlé de la jument, pas du cheval, non que j'aime celle-là plus particulièrement que celui-ci, mais parce qu'il s'agit pour moi d'une jument, unique, la nôtre, qui vivait dans la cave voûtée sous notre maison de Haïfa, magnifique pouliche offerte à mon grand-père par un grand chef des tribus druzes du Golan syrien, Sultân al-Atrash, et qui devint la monture de mon père. Elle s'appelait Dahma, la bleu-de-nuit, sa robe était d'un noir absolu à la seule exception de l'étoile blanche ornant son chanfrein. Je ne l'ai jamais vue, mais je peux décrire les moindres détails de son anatomie. Elle tenait une place essentielle dans les regrets de mon père en exil, comme si, l'ayant perdue, il avait perdu la Palestine. Excellent cavalier, grand connaisseur en pur-sang arabes, il m'enseigna enfant, au cours de véritables travaux pratiques, comment choisir son cheval. Il m'emmenait souvent regarder le défilé des chevaux avant la pesée à l'hippodrome de Beyrouth et me montrait, chevaux à l'appui, les caractéristiques et éventuelles faiblesses des bêtes magnifiques passant devant nous. Je ne le vis jamais parier ; sa passion était ailleurs, alimentée par un manque, celui de sa jument, dont il ne se remit jamais. Je connais toutes les « histoires » de Dahma, indissociable désormais de notre maison de Haïfa, je me souviens de ma tristesse, lors de ma première visite de la maison natale en 1996, de constater que sa « maison » à elle, la cave voûtée, servait désormais de local et d'atelier à un peintre d'enseignes commerciales… L'exil, c'est

souvent cela aussi, un ensemble de petits détails douloureux, insignifiants pour les autres.

Parmi ceux-ci, le souvenir, durant l'enfance, d'un jeu avec mon père, à Beyrouth. Postés sur notre balcon, il me demandait de lui dire ce que je voyais dans les formes dessinées par les nuages dans le ciel, mais précédait souvent mes réponses par un : « Là, regarde bien, ne vois-tu pas un cheval au galop ? » Cherchait-il alors dans ces masses cotonneuses un signe de Dahma lancée, bride abattue, dans les airs ?

Traduire

1969. Regroupés au sein de la cellule du Fath en France, nous avions décidé de lancer une revue militante que nous nommerions *Fedayin*. La décision prise, les tâches du comité de rédaction et des responsables de la diffusion militante fixées, nous passâmes rapidement à l'élaboration du premier sommaire et il fut décidé que la quatrième de couverture serait dédiée à un poème des poètes de la résistance dont la réputation commençait à gagner le monde après avoir enflammé le monde arabe.

Le choix se porta sur un poème de Mahmoud Darwich extrait du recueil *Habîbatî Tanhadu min Nawmihâ (Ma bien-aimée sort de son sommeil)* et je fus chargé de le traduire.

Ce fut mon premier poème traduit. Mais revenu tout content avec ma traduction, je reçus une douche froide de la part d'un des camarades qui, après avoir pris quelques minutes pour lire mon travail, me dit :

— Qu'est-ce que tu nous as fait là ? De l'Eluard ?!! Donne, donne, je vais revoir tout ça.

Et il s'arrangea en quelques coups de stylo pour que le poème ne fût plus, comme il disait, outré, « de l'Eluard », mais bien révolutionnaire.

Les années passèrent sans que j'eusse l'occasion de traduire qui que ce soit. Plus tard, ayant fait la connaissance de Mahmoud Darwich et devenu l'un de ses amis proches, je me suis retrouvé un jour discutant avec lui des traductions françaises de ses poèmes.

— Comment trouves-tu ces traductions ?

— Pourquoi me poses-tu cette question ?

Il esquiva la réponse. C'était sa façon de faire quand il voulait sonder quelqu'un :

— Parce que tu es un homme de goût et que tu aimes la poésie.

— C'est cela. Bien sûr, monsieur Darwich. Maintenant, dis-moi pourquoi tu me poses cette question.

— Je ne peux lire mes poèmes en français. Mais je sens comme un malentendu quand les gens m'en parlent en France.

— Je vais te dire alors ce que j'en pense. Je trouve ces traductions tout à

la fois honnêtes et réductrices.

— Réductrices ?

— Oui, elles ne rendent qu'une part de toi, la palestinienne, comme si ta poésie était assignée à résidence par ta cause.

— Pourrais-tu me donner un exemple ?

— Non. Sauf à trouver que certains termes pourraient être traduits par d'autres que ceux choisis, ce qui serait d'ailleurs inélégant et injuste à l'égard de tes traducteurs. Écoute, je vais te dire les choses autrement. Je n'entends pas ta musique. Désolé, c'est peut-être un peu abstrait, mais je ne trouve pas d'autres mots pour te dire mon sentiment.

D'autres mots, j'aurais pu en trouver, mais j'étais un peu gêné par cet échange, par mon sentiment que Mahmoud, comme toujours, savait à l'avance ce qu'il voulait entendre et savait comment se le faire dire. Il me le confirma par ces quelques mots :

— Non, ce que tu viens de me dire n'est pas abstrait, pas abstrait.

Quelques jours plus tard, il aborda encore la question de la traduction, ses traductions, mais en prenant bien soin, cette fois, de le faire sous l'angle de la traduction en général de la poésie.

Terriblement complices, rodés à une relation quasiment sans paroles, nous nous comprîmes immédiatement et je lui dis dans un grand éclat de rire :

— Mahmoud, il y a une chose que je voudrais te demander. M'autorises-tu à faire un essai de traduction de quelques-uns de tes poèmes que j'aime particulièrement.

C'était ce qu'il attendait. Que je fasse la demande, comme si elle venait exclusivement de moi. Mais ayant, lui aussi, immédiatement saisi que cela ne m'avait pas échappé, il me répondit, rigolard, en français cette fois :

— Bienne soûr, monsieur Sannbaarr.

J'ai ainsi, en 1994, commencé un vrai travail de traduction, mais exclusif puisque je ne traduis depuis que la poésie de Darwich et ce dans une sorte d'engagement amical que même la mort de mon ami n'interrompra pas.

Les « clauses » de notre accord étaient simples.

— Je te propose la chose suivante. Je travaillerai en alternance une fois pour moi, une fois pour toi, un livre de moi, un recueil traduit pour toi et ainsi de suite.

Je n'avais pas prévu qu'il irait infiniment plus vite que moi et que, rapidement, je me retrouverais avec une liste de recueils attendant leur tour pour être traduits.

Mais je tins bon, non pour appliquer à la lettre notre accord, mais parce que j'estimais qu'une traduction devait prendre son temps, reposer avant que le traducteur n'y revienne, pour la réentendre, tenter de voir si sa musique était celle du poète, non la sienne propre.

Cela m'attira souvent les reproches d'admirateurs sincères et pressés mais tellement convaincus que Darwich n'était finalement qu'un auteur de tracts poétiques, qui réclamaient des traductions immédiates pour les publier

et coller à l'actualité… Mais Mahmoud, qui avait immédiatement saisi le respect du poème qu'impliquait mon souci, n'a jamais exercé la moindre pression sur moi à ce sujet. Bien au contraire.

J'ai à ce jour traduit une bonne part de l'œuvre poétique de Darwich – Farouk Mardam-Bey et Yves Gonzales s'étant chargés de traduire la magnifique prose de *Une mémoire pour l'oubli* – et j'en suis non seulement fier, mais honoré de la confiance accordée par mon ami, prenant conscience aujourd'hui qu'il n'est plus là de l'immense présent qu'il m'a fait.

Et je reconnais avoir ressenti un immense bonheur le jour où il me fit parvenir sa préface à l'anthologie *La terre nous est étroite*, car finalement toute cette histoire de traduction était une simple histoire d'amitié, au sens le plus fort du mot. De cette préface, belle, instructive pour qui s'intéresse à la vision poétique de Darwich, à sa perception de la place occupée par son poème, j'extrais ces quelques lignes, élogieuses à mon égard, je le reconnais sans fausse modestie :

« *Toute langue possède son système de signes, son style, sa structure propres. Le traducteur n'est pas un passeur du sens des mots mais l'auteur de leur trame de relations nouvelles. Et il n'est pas le peintre de la partie éclairée du sens, mais le guetteur de l'ombre et de ce qu'elle suggère.*

« *Aussi le traducteur de poésie se retrouve-t-il dans la position du poète parallèle, libéré de la langue d'origine et faisant subir à la langue d'accueil un sort identique à celui que l'auteur du poème a déjà fait subir à sa propre langue.*

« *C'est dans cet espace de libération de l'œuvre originale que le traducteur commet cette belle et inévitable trahison, qui protège la langue du poète de la pesanteur de sa nationalité mais aussi de sa dissolution dans la langue de la traduction. Et la poésie traduite se retrouve ainsi placée devant l'obligation de préserver tant les attributs universels de l'œuvre que les traits qui signalent ses origines spécifiques déjà exprimées dans une autre structure de langue et un système de références propres.*

« *C'est cette dualité qui fait le charme particulier de la poésie traduite. Que ce soit par goût du dialogue entre ce qui est commun à tous et ce qui distingue chacun ou par soif de découverte de l'immense richesse et variété de l'expérience poétique, la poésie traduite développe également la capacité de toute langue à renouveler ses styles et ses constructions à l'écoute de l'expérience d'une autre langue.*

« *On voit ainsi comment un traducteur original et créatif détient la force de construire ou de démolir. Le poème traduit n'est plus la seule propriété de son auteur mais aussi celle de son traducteur, qui devient également son poète. Et peu nous importe de savoir dès lors si la pièce traduite est supérieure ou inférieure à l'original.* »

Ces propos montrent la finesse du poète, sa profonde connaissance, sa maîtrise de tout ce qui touchait à son œuvre, ils disent surtout sa générosité. Celle-là même dont il a fait preuve à mon égard et que j'ai reçue, comme je le

dis plus haut, comme un extraordinaire cadeau de la vie.

On m'a souvent demandé, lors de rencontres ou de débats, d'expliquer comment je traduisais. J'ai systématiquement répondu que je n'avais aucune théorie de la traduction, mais que cette aventure aux confins du professionnalisme, du métier de traducteur, indissociable de mon amitié avec le poète, m'a permis, d'une certaine façon, de mieux savoir qui j'étais, d'affiner encore ma conscience de mes deux parts, palestinienne et simplement humaine.

Mais je ne m'en tenais pas là, ce qui n'aurait pas été très honnête car, si je n'avais élaboré aucune théorie de la traduction, j'avais néanmoins pris conscience, sur le tas, par la pratique, d'une règle troublante tant elle est éloignée de ce qui se dit en général sur la traduction.

J'ai constaté à maintes reprises qu'une fois remplies les tâches de base indispensables – le vocabulaire du poète, son corpus, son système propre de métaphores et d'images, sa rythmique, le mode de passage des scansions et cadences de la langue d'origine vers celles de la langue de la traduction, la solution aussi harmonieuse que possible des différences de structure entre l'arabe et le français –, l'essentiel continuait à échapper au traducteur.

Ce dernier est certes sur la bonne voie, mais il lui faut trouver cette clé indéfinissable : entendre dans la langue traduite le poème d'origine. Cette alchimie se déroule au niveau de l'oreille, elle est musique originale puisque dans une langue nouvelle, mais également, et c'est essentiel, identifiable, propre à la voix du poète dans *sa* langue.

Et ce défi, très étrangement, ne peut être relevé par l'accomplissement des seules « tâches de base ». Il relève du souffle respiratoire même du poète.

En d'autres termes, la poésie est également une affaire de poumons, car le poète écrit selon qu'il respire, à la cadence de ses inspirations et expirations, finalement avec son corps, et pas seulement avec son imaginaire ou son inspiration poétique cette fois.

Je sais aujourd'hui que ce qui m'a fondamentalement aidé dans ce travail, qui est venu s'ajouter au labeur normal, prévisible de la traduction, m'est pour l'essentiel venu de mon amitié avec Darwich, d'une proximité qui a fait que je savais finalement comment il respirait.

Tout comme je crois que les bons traducteurs, ces « traîtres fidèles » comme les qualifiait Darwich, sont forcément dans l'amitié de leurs poètes. Troublante résonance avec les belles premières pages du *Qu'est-ce que la philosophie ?* de Gilles Deleuze se posant la question : Qu'est-ce que l'ami ?

De cette conviction aujourd'hui mienne, je reçus un jour la confirmation par Darwich à qui je n'ai jamais parlé de cette histoire de poumons tant je pense que l'amitié se doit de ne jamais se transformer en emprise, possession et dissection de l'ami.

C'était lors d'une soirée à la Maison de la poésie et nous avions décidé avec Jacques Lacarrière, André Velter, le directeur du théâtre, et moi-même d'accompagner Mahmoud sur scène et de lire alternativement les traductions

françaises des pièces qu'il déclamerait.

Parmi celles que j'avais proposées à Mahmoud, un long poème que j'aime particulièrement, « Trêve avec les Mongols devant la forêt des chênes ». Mahmoud commença par hésiter, par peur, c'était récurrent chez lui, de trop en faire, de peser sur l'auditoire :

— Écoute, c'est trop long. Je ne veux pas gêner les gens en leur imposant des pièces trop longues.

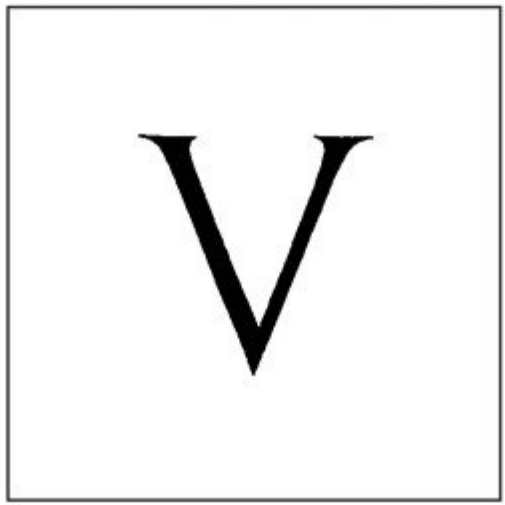
Comme j'insistai, il me fit alors la proposition suivante :

— Voici ce que nous allons faire. Je lirai une strophe en arabe, tu liras la strophe en français et ainsi de suite, en alternant les deux langues jusqu'à la fin.

Ce qui fut fait. Son intuition, comme toujours, était juste. Au bout de quelques couplets les deux langues commencèrent à se mélanger, sans accrocs, en belles résonances malgré toutes leurs différences, et une véritable magie enveloppa la salle.

Mais le moment le plus beau, inoubliable, ce fut lorsque Mahmoud, assis à mes côtés, se pencha vers moi et, pendant que je lisais, me chuchota :

— J'entends mon poème.



Vide, expulsion et noyade

« La spoliation des Palestiniens était inscrite dans l'image même du "Juif nouveau", ce nouvel autochtone lié à la terre, né de la conception du refus de l'exil. Les Arabes étaient des rivaux dans l'imagerie, car le "juif nouveau" devait être tout ce que l'Arabe réel était déjà, qui dès lors n'avait plus droit à l'existence concrète. »

Ces lignes sont d'Amnon Raz Krakotzkin, un ami israélien, professeur de philosophie. Elle figure en exergue à cette entrée car elle disent en

quelques lignes l'essentiel, la quintessence de cette histoire de « vide ».

En 1978, je commençai la rédaction de mon premier livre, *Palestine 1948, l'expulsion*. Elle me prit cinq ans. Je voulais, par passion, par besoin surtout, *dire*. Tout simplement *dire*.

Mais cherchant à *dire,* j'ai *vu* ce qui m'était auparavant caché.

Ainsi le fait que le remplacement des Palestiniens par ceux qui allaient devenir les Israéliens était inscrit, dès sa genèse, dans l'idéal sioniste, le fait aussi qu'Israël était né selon un processus intimement proche de celui qui avait préludé à la naissance des États-Unis, que ces deux naissances « par remplacement » de l'autochtone ne pouvaient advenir puis durer que si elles faisaient table rase de la présence de ce dernier, en le déplaçant puis en le remplaçant.

J'acquis ainsi la conviction que nous étions non point, comme l'affirmaient à tort certains, les « juifs des Israéliens », mais leurs Peaux-Rouges, que nous n'étions pas, et quel que fût le nombre de nos morts, victimes d'un génocide, mais d'une terrible machine dévolue à faire le vide par déplacement forcé.

Comment cela fut-il possible en Palestine ? La réponse est à chercher dans des raisons religieuses, coloniales ou impériales, mais surtout dans une culpabilité générale au lendemain de l'effondrement du nazisme, elle-même couplée à un désir de rédemption au rabais. Les lâches d'hier, ceux qui s'étaient tus devant l'horreur quand ils n'y avaient pas adhéré, applaudissaient soudain à la disparition d'un petit peuple et se dédouanaient de leur immense dette vis-à-vis des victimes juives.

Les autres victimes, palestiniennes cette fois, entraient alors dans ce que j'appelle le « vide », l'État d'Israël agissant comme une formidable machine à fabriquer de l'absence palestinienne, par les armes, les déplacements forcés, mais aussi l'effacement systématique des traces, de toute trace, de ceux qui désormais, privés de leur nom, croupissaient dans les camps de réfugiés, relégués à un univers de toiles et de tentes.

La Palestine n'est pas une terre promise, mais une patrie déplacée, et les Palestiniens ne sont point des apatrides, des sans-patrie, mais des êtres privés de *leur* patrie.

Ce malheur particulier a produit une forme particulière de résistance, qui ne peut être saisie si l'on ne démonte pas les règles et mécanismes par lesquels s'est opéré le transfert d'un peuple hors de sa terre.

L'État d'Israël est né en 1948. Son avènement couronnait un combat ininterrompu, inlassable, tout au long du Mandat britannique, en Palestine et sur la scène mondiale, dans les domaines politique et militaire, dans les têtes et les cœurs de ses soldats. Multiples situations, infinités de cas particuliers devant lesquels le sionisme avait invariablement tenté, et souvent réussi à trouver la réponse à une seule question : que faire pour que la disparition du Palestinien constituât la garantie de l'existence de l'Israélien ?

L'État du Vide, né en mai 1948, concrétisa l'aboutissement de

l'application d'un certain nombre de règles et de lois qui avaient régi et sous-tendu l'entreprise de fabrication de l'absence palestinienne.

Pour opérer, pour acquérir la capacité de produire de l'absence, cette entreprise particulière se devait de prendre son envol à partir de l'absence même qu'elle entendait réaliser.

Le videur devait commencer par être aveugle à la vision de celui qu'il entendait expulser. Pour surmonter la principale difficulté inhérente à une situation dans laquelle il côtoie malgré tout la présence physique, la pesanteur culturelle, le *paysage* de ceux qu'il est venu expulser et remplacer, le videur dut se vider lui-même de l'image de l'Autre et simultanément s'organiser en un corps clos, qui empêcherait le retour de cette présence dont il se sera justement débarrassé.

Mais les colons, malgré les apparences, ne sont pas vides de l'image des colonisés ou du poids de leur présence. Au contraire, ils en sont totalement habités mais à travers une image dévoyée.

J'ai dit plus haut ma découverte du fait qu'Israël, comme les États-Unis, était né d'un processus de remplacement de l'autochtone. Sauf que cette opération de prestidigitation, « *Now you see it, Now you don't* », cette fabrique d'invisibilité ne laisse personne indemne et notamment pas les remplaçants qui, ayant évacué l'Indien ou l'Arabe, s'en retrouvent habités.

Courte parenthèse ici pour illustrer mon propos sur cette profonde intimité, cet effet de miroir entre la conquête de l'Ouest américain et celle de l'Est palestinien.

Responsable de la *Revue d'études palestiniennes*, invité à Strasbourg par le Parlement des écrivains, j'y participai à un débat avec un groupe de Peaux-Rouges invités à ma demande. Parmi eux, Louis Owens, d'ascendance choctaw et cherokee. Nous nous liâmes rapidement d'amitié et je lui demandai, à la veille de son retour vers la Californie où il résidait, s'il voulait bien écrire une lecture « indienne » du film *Danse avec les loups* de Kevin Costner.

Le film remportait alors un immense succès public et était présenté comme une œuvre généreuse de défense des grands disparus du continent nord-américain. Owens rédigea son article. J'en extrais le passage suivant :

« *Figure mythique tenant du Christ et du chevalier du Saint-Graal, Dunbar* [c'est le personnage de Costner] *essaie de sauver à la fois le paysage et lui-même avant de trouver et de revendiquer un graal exclusivement américain. Le splendide paysage tout autour du poste avancé est vide à perte de vue. Dépeint comme un Nouveau Monde paradisaque* […], *il est prêt à être habité, ce qui est exactement la façon dont les Puissances coloniales ont d'emblée considéré le continent. Cependant, si l'on en juge par l'avant-poste mystérieusement déserté, les autochtones se révèlent être déjà de véritables obstacles à une telle appropriation. Si le film de Costner doit résoudre le troublant paradoxe du peuple colonial élu habitant un espace déjà densément peuplé, alors il va lui falloir s'occuper de l'Indien, et, logiquement, l'effacer.*

[…] *Fantasme euraméricain fondamental – et inquiétant –, consistant à s'inséminer l'indianité, à absorber et à s'approprier tout ce qui a de la valeur dans l'univers indigène, en tant que prélude à l'éradication et au remplacement de l'indigène réel*. […] *Comme un vampire psychique, le personnage de Costner, à partir de ce moment du film, ne va cesser de devenir de plus en plus "indien" jusqu'à ce que dans une ultime absurdité, il devienne meilleur Indien que les Indiens eux-mêmes.* […] *Quand il aura absorbé tout ce qui peut l'être, les Indiens deviendront superflus et on pourra s'en débarrasser. Il sera alors temps d'effacer et de remplacer l'Indien – c'est-à-dire de réaliser le fantasme supérieur du colonisateur.* […] [Un] *sentiment de n'être pas chez soi tourmente le colonisateur. Mais ce que le colonisateur convoite n'est rien d'autre que le rapport de l'indigène au lieu, à la terre envahie et volée. Et si cette relation originelle, pure, que l'Indien entretient avec l'espace peut être d'une façon ou d'une autre revendiquée et récupérée, alors l'envahisseur moralement maculé peut renaître du ventre du paysage en toute innocence.* […] *Depuis les premiers temps de l'entreprise coloniale, l'envahisseur européen a manifesté un désir pervers et paradoxal, à la limite du grotesque, d'être indien. D'habiter non seulement le continent, mais aussi ses habitants originels.* »

On le voit bien, il s'agit d'absorber, d'ingurgiter les disparus, pour pouvoir jouir du lieu, du paysage. Pour ces colonisations visant l'absence de l'autochtone, le lieu est l'enjeu, non le colonisé.

Mais comment faire ? Comment devenir plus palestinien que le Palestinien – plus légitime à revendiquer *son* lieu – et garder ses distances pour se protéger de la simple familiarité humaine qui pourrait s'emparer de vous ? Comment préserver votre différence absolue ?

« *Quand le village arabe était inaccessible et distant, le désert exerçait sa magie sur le jeune soldat juif, ses dômes arrondis, ses toits anguleux, ses arbres dispersés qui semblaient pousser sur l'horizon enflammaient l'imagination des hommes du bataillon pendant des semaines.* […] *Tant qu'il n'était pas conquis, le village avait quelque chose de la splendeur légendaire du désert. Mais, une fois le village tombé, ce même soldat voyait le soleil matinal et le paysage différents où, quintessence de la saleté alentour, régnaient les mouches.* »

Ces lignes sont extraites de *The Sacred Landscape* (*Le Paysage sacré*). Son auteur, Meron Benvenisti, y résume parfaitement l'*état d'âme* paradoxal de la communauté juive à l'époque du Mandat, quand les Palestiniens étaient encore là : « L'attitude de la population juive vis-à-vis du paysage arabe – humain et naturel indistinctement – était un étrange mélange de mépris, d'anxiété, d'affection, de sentiment de supériorité, d'humanitarisme, de curiosité anthropologique, de romantisme et par-dessus tout d'ethnocentrisme européen. »

On le voit, la fabrication du vide est paradoxe, fondamentalement, qui instaure une absence mais sans parvenir à la débarrasser de la présence des

absents. « *Le "juif nouveau" devait être tout ce que l'Arabe réel était déjà, qui dès lors n'avait plus droit à l'existence concrète* », pour reprendre encore le propos d'Amnon Raz Krakotzkin.

Le regard du colon est ainsi constamment posé sur le colonisé et cette permanence dans la perception de l'Autre est totalement dominatrice dans la mesure où ce dernier voit son image non seulement perçue, « vue » par le colon, mais totalement construite, élaborée par lui aussi.

Toute colonisation accompagne ainsi son implantation physique d'une construction de l'image dont elle entend habiller les colonisés.

Raciste, xénophobe, dominatrice, cette vision des colonisés n'en est pas moins omniprésente dans la tête de ceux qui, finalement, tout en dominant les colonies, sont peuplés des images racistes qu'ils ont octroyées aux autochtones. C'est même là, à la limite, la condition du déroulement normal de toute entreprise coloniale qui se retrouve double peuplement : *être* dans les colonies et les *avoir en soi* aussi. On ne peut dominer l'Autre sans être totalement peuplé de lui et les colons sont toujours « bourrés », pleins à craquer de ceux qu'ils méprisent et semblent ne jamais voir.

On voit dès lors l'immense difficulté pratique à laquelle seront confrontés les tenants d'une présence née de l'absence du peuple remplacé. Cette absence devant fournir l'assise qui légitime la présence des remplaçants, le sionisme devait ainsi commencer par tenter d'expulser, avant la lettre en quelque sorte, avant la *Nakba* de 1948, la présence des Palestiniens, encore en Palestine, de la tête même des futurs expulseurs.

Il ne s'agissait plus de voir les dominés à travers les déformations racistes, mais de développer la capacité des colons à les « absentifier », à échapper ainsi à la pesanteur, ne fût-elle que physique, de leur présence.

C'est à ce niveau que les opérations de fermeture de la communauté juive, tout au long du Mandat britannique, qu'on entourait au sens propre et figuré de tours et de palissades, prennent leur sens profond et dévoilent leur fonction essentielle : bâtir au départ un certain vide, en faire un territoire national virtuel, non reconnu encore ni doté de souveraineté, préserver sa cohésion, c'est-à-dire son étanchéité, avant de le proclamer sur une terre que les implantations humaines parcellaires d'abord, la guerre d'expulsion généralisée ensuite, auront rendue apte à servir de territoire, de réceptacle. Puis, une fois l'État installé, tenter de le sauvegarder en forteresse hermétique, forte de son armée.

La pratique du vide fonctionnera à sens unique, sans attente, surtout sans désir de réponse. Ainsi l'histoire du sionisme sous le Mandat, celle d'Israël ensuite jusqu'aux premiers contacts secrets dans les années soixante-dix bientôt suivis des pouparlers de paix, seront une succession de chocs brutaux, de guerres, entre les deux communautés palestinienne et israélienne. Mais ce qui distinguera cette colonisation des autres n'est pas le fait qu'elle croise le fer avec les autochtones, mais qu'elle agira avec l'obsession que les messages, les signaux, même guerriers, envoyés par ces derniers ne laissent aucune trace

à l'intérieur de l'espace clos de la colonisation.

La colonisation sioniste relèvera ainsi d'une démarche baignant dans la peur panique de voir *resurgir en soi*, *en son propre sein*, l'absent que l'on a remplacé. Elle renverra des années durant « les signaux » palestiniens. Elle s'évertuera aussi à ne laisser aucune trace chez ces derniers. Ainsi entendus, les contacts entre les deux camps relèveront en permanence d'une sorte de succession de « chocs » de frontières, réduites à leur essence de ligne en déplacement, de limites extrêmes, dépourvues d'au-delà et d'en deçà. L'expulsion, si on veut la réduire à une seule image, fut une « bousculade » parfaite, qui mit en contact des corps clos les uns aux autres.

La Palestine fut vidée grâce à un mouvement répétitif, comme en cascade, dont la guerre de 1948 ne fut que l'épisode majeur. La période mandataire fut le théâtre d'un inlassable mouvement qui, tantôt implantait une colonie, tantôt fermait un secteur d'activité – la production, la circulation et les échanges des biens, les institutions – et qui, une fois ces lieux établis en réseau clos, les aménageait comme partie déjà intégrante du territoire qui, en 1948, s'appellera Israël.

Parlant de la politique d'acquisition des terres durant le Mandat, Ygal Allon, l'un des principaux stratèges de la guerre de 1948, explique : « *Il fallait qu'une surface sans cesse grandissante fût placée sous l'autorité du peuple juif. Les terres étaient choisies en fonction de leur emplacement stratégique le long des routes et autour des principales zones de colonisation. Dans chaque nouvelle implantation, tout, jusqu'à l'emplacement précis des immeubles, était décidé par une unité secrète de l'armée sioniste, elle-même alors clandestine, qu'était la Haganah, et ce dans le but d'assurer la meilleure structure offensive et défensive.* »

C'est ainsi qu'Israël fut « fondé » tout au long du Mandat en une multitude de lieux isolés, au fur et à mesure que des vides limités se reproduisaient en d'autres vides et lorsque la guerre généralisée débuta, elle fut présentée comme une tentative de défense des colonies isolées, alors qu'en réalité elle reliait ces dernières entre elles, rendant possible le vide d'autres espaces que ces nouvelles liaisons délimitaient.

C'est ainsi que se déroula la guerre. Les sionistes en feront un prétendu modèle de guerre de mouvement, alors qu'il s'agit en réalité de guerre répétitive des vides au cours de laquelle on assistait, chaque fois que deux espaces préalablement vidés entraient en liaison, à la naissance d'un troisième à eux semblable, et ainsi de suite, jusqu'à ce que la totalité des points, d'avancée en avancée, constitue une ligne continue, celle des « frontières » de l'État d'Israël *en* 1948.

Alors, et pour abolir l'avenir des expulsés, l'on s'attaqua à leur passé.

Les Palestiniens furent de tout temps considérés comme n'ayant jamais existé. Nous sommes là au cœur d'un certain rapport à la durée, au temps.

Pour s'accomplir, acquérir légitimité surtout, l'expulsion doit ainsi être rétroactive. C'est-à-dire qu'il lui faut pouvoir indistinctement circuler dans les

deux directions de l'avant et de l'après, du passé et du futur. Si ce dernier reste possible à façonner – on peut le dévoyer, le pervertir –, le passé présente l'énorme difficulté d'exister, d'être déjà… passé.

Pour les sionistes, cette impossibilité à abolir le « temps palestinien » – les Palestiniens n'auraient jamais existé – n'était pas seulement issue du fait que l'arabité était partout présente en Palestine, mais également de ce que ses clés se trouvaient « à l'intérieur » du champ palestinien, là où précisément les expulseurs ne voulaient surtout pas pénétrer.

Apparaît ainsi un étonnant constat. Le projet sioniste, si déterminé fût-il à déplacer les Palestiniens, demeura, du fait même des modes spécifiques de ce déplacement – le « transfert » selon la terminologie de Ben Gourion –, impuissant à s'attaquer au passé des Palestiniens, c'est-à-dire à le « truquer » selon le mode opérationnel classique de toute colonisation. Ainsi, contrairement aux colonisations espagnole, française, anglaise, portugaise, le sionisme n'a jamais aspiré à une domination culturelle.

Aucun Palestinien n'a eu droit, ainsi que les Algériens par exemple avec le « nos ancêtres les Gaulois », à un « nos ancêtres les Hébreux ».

Limité sur ce plan par sa nature propre, le sionisme niera le passé palestinien par une sorte de gymnastique redoutable consistant à contracter passé, présent et avenir.

« La Palestine est vide d'Arabes », « Les Palestiniens n'existent pas ». Terrible usage des verbes au temps présent qui permettait d'affirmer tout à la fois que les Palestiniens n'avaient jamais existé et qu'ils continueraient forcément à ne pas exister. « Les immigrants [juifs] considèrent les Arabes comme inexistants depuis toujours », écrivait Ahad Ha'Am, ce Juste qui, venu en Palestine, se rendit compte, très tôt, de ce qui s'y préparait. « Depuis toujours. »

Le temps était ainsi aboli qui permettrait l'absence intemporelle. Et les Palestiniens, inexistants en Palestine, se verront supprimer jusqu'à leur nom. Alors, et tant qu'ils ne l'auront pas eux-mêmes ramené à la vie, ils s'appelleront seulement Arabes. « Arabes de Eretz Yisra'el », « Arabes des Territoires », « Réfugiés arabes au Liban, en Syrie, en Jordanie »…

Et ces Arabes-là étant ceux qui, en « partant » de Palestine, avaient confirmé aussi qu'ils n'avaient jamais existé, ceux qui étaient restés – tous les Palestiniens ne sont pas partis en 1948 – se retrouveront en instance de départ, d'absence.

Mais les fantômes sont obsédants. Même si l'abstraction de l'autochtone palestinien, le véritable « jonglage » avec le réel sont largement facilités par la vision coloniale qui tient toujours les populations colonisées pour menu fretin, « ne comptant pas ».

Les fantômes sont obsédants et le pari, quasi impossible à tenir puisqu'il s'agit tout à la fois de prendre la place/de devenir le *Palestinien réel* tout en s'en lavant les mains.

Me revient ici en mémoire une scène du film *Noces en Galilée* de

Michel Khleifi, lorsque des femmes palestiniennes qui ont accueilli chez elles une soldate israélienne ivre la déshabillent, la couchent puis l'habillent à son réveil d'une magnifique robe brodée palestinienne et font ainsi apparaître une autre femme, provoquant la fureur-panique des officiers qui ordonnent immédiatement à leur soldate de revêtir son uniforme kaki…

De ce pari impossible naîtra la figure du Palestinien/cauchemar : « L'Arabe deviendra le cauchemar de l'Israélien. […] Plus qu'un être effrayant, l'Arabe […] est une irritation [!] qui empêche l'Israélien de vivre sa vie comme il l'entend », écrit dans son *Unease in Sion*, *Malaise dans Sion*, Ehud Ben Ezer, écrivain israélien né dans la colonie de Petah Tikva.

Fantômes obsédants de l'Indien rouge et du Palestinien rouge qui « empêchent de dormir », qui font raconter ce rêve emblématique du 11 août 1972 par le journaliste Y. Geffen dans le quotidien *Maariv*, sous le titre « Songe d'une nuit d'été » : « Un vieil Arabe vient vers moi, déplace le portrait de mon grand-père et dévoile le portrait de son propre grand-père. […] Cela fait un moment que je sens que cette maison ne m'appartient pas. Mais dernièrement, un autre sentiment est venu s'ajouter au premier, je sens que quelqu'un vivait dans cette maison avant que nous y venions. »

Fantômes obsédants qui empêchent de dormir, et, quelquefois, de vivre aussi. Ce fut en tout cas mon sentiment le jour où un ami israélien me raconta l'histoire que je rapporte telle que je l'ai entendue :

— J'ai fait partie, enfant, des familles qui avaient été regroupées dans toutes sortes de véhicules aux abords des villes de Ludd et Ramleh et nous avons été immédiatement logés dans une des maisons palestiniennes dont les occupants venaient d'être expulsés. Tu sais que le procédé fut monnaie courante en 1948, les juifs étaient installés dans les localités palestiniennes dès qu'elles tombaient. Il fallait occuper tout de suite la place pour empêcher les habitants d'y revenir.

— Je sais. Beaucoup de Palestiniens racontent qu'ils ont laissé ce jour-là un repas encore chaud sur leur table. Mais j'ai toujours cru que c'était là une image, une façon de dire que la *Nakba* s'est abattue sur eux comme la foudre.

— Ce n'était pas une image.

— Cela a dû être difficile, compliqué, de vivre en « remplaçants », dans un lieu, au milieu d'objets qui vous rappelaient à longueur de temps une autre présence.

— C'est vrai. Mais sais-tu ce qui fut le plus dur ?

— Non.

— L'eau !

— L'eau ?

— L'eau, oui l'eau, l'élément indispensable à la vie. Eh bien, des années durant, nous avons bu dans *leurs* verres. Je ne suis jamais parvenu à me débarrasser de cette culpabilité-là.

En 1948, un épisode quasi inconnu des Palestiniens eut lieu qui dit la

quintessence de ce qui venait d'advenir. Sans combats, ni morts, ni horreurs, il demeure à mes yeux horrible. Le voici, tel que retrouvé par le sociologue palestinien Salim Tamari dans le bulletin (2001) de la Southern Province of the Moravian Church in North America, une des multiples Églises américaines fondées à Prague au XVe siècle et dont une British Mission of the Moravian Church eut, jusqu'en 1948, la charge de la léproserie où étaient regroupés des lépreux des deux communautés, juive et palestinienne, de Palestine.

Voici l'épisode. « Pendant la guerre israélo-arabe de 1948, la partie sud-est de Jérusalem devint territoire israélien. Les lépreux ainsi que le personnel soignant arabe durent quitter l'hôpital. Les lépreux trouvèrent refuge dans la très vieille léproserie turque à Silwân où les soins et traitements étaient insuffisants. » Tamari ajoute : « Ainsi, par une terrible ironie de l'histoire, les lépreux arabes ainsi que 800 000 Arabes non lépreux furent déplacés. Les lépreux juifs demeurèrent à Jérusalem-Ouest et les lépreux arabes quittèrent Talbieh [un des quartiers devenus israéliens] et marchèrent jusqu'à Silwân. »

Cet épisode consternant de la séparation des lépreux résonna en moi, lorsque je le découvris, comme en écho à la profonde tristesse qui m'envahit, il y a quelques années de cela à Argelès, dans les Pyrénées-Orientales.

C'est là qu'avaient été installés les premiers camps de regroupement des réfugiés espagnols qui avaient traversé la frontière, celle-là même que Walter Benjamin n'avait pu franchir en direction d'un éventuel salut outre-Atlantique.

J'avais été invité par l'Association des enfants et petits-enfants des réfugiés espagnols, dans le cadre d'une commémoration de la *Retirada* – c'est le nom donné à cet exode, l'équivalent de notre *Nakba* –, pour précisément parler de notre départ à nous, vers les exils. La rencontre fut émouvante et digne.

À l'issue du débat, on me convia à regarder les archives constituées par l'Association et je découvris l'ampleur du malheur imposé à ces Espagnols qui, encore une ironie de l'histoire, s'illustreront par la suite dans les maquis français contre les hordes nazies. Une partie des archives que l'on me montra à Argelès regroupait les arrêtés municipaux des autorités locales françaises qui, toutes, enjoignaient de ne pas « se mélanger » aux nouveaux venus ! Là, je tombai sur une série de terribles arrêtés enjoignant aux paysans français de prendre toutes les dispositions nécessaires pour que… leurs bêtes ne se mélangent pas à celles que les paysans espagnols emmenaient avec eux, en exil !

Les années ont passé, j'ai parcouru mon chemin, initié dans ma propre histoire d'enfant « expédié » en exil avec sa mère, et je suis, depuis des années, engagé dans un combat contre les séparations/ségrégations, où qu'elles adviennent.

Mais avant de clore cette entrée, je voudrais aborder une interrogation qui, malgré mon travail, mes recherches, toute la connaissance accumulée,

continue de me choquer. Non qu'elle me soit « incompréhensible » – je connais tous les arguments, toutes les explications à l'appui de ce principe de séparation – mais parce que je trouve ce dernier toujours aussi insupportable.

Ainsi le propos de Léo Pinsker, parmi tant d'autres « pères » du sionisme.

Défenseur de l'assimilation au départ, bouleversé par les pogroms de 1881, Pinsker rédigera à Berlin son *Auto-Émancipation* dont sont extraites les lignes suivantes : « Un corps rejette naturellement tout corps étranger, alors autant nous exclure nous-mêmes avant d'être rejetés, autant fonder un État ethniquement homogène qui nous protège du rejet et dans lequel nous rejetterons à notre tour tout corps étranger. »

Une vision des choses qui, partie d'un malheur indéniable, se retrouvera être le fondement d'une conception dévoyée du principe même de refuge. Comment des êtres cherchant refuge – en anglais, refuge se dit *Haven* et paradis, *Haeven*… –, des persécutés, se retrouveront-ils se battant pour établir un « État ethniquement homogène » ?

Pourquoi la cohabitation – on se réfugie toujours chez quelqu'un – doit-elle se muer en exclusion ? Je dis *Pourquoi* car je connais la réponse au *Comment,* mais c'est contre ce *Pourquoi* que je me bats.

Je ne sais si elle lira ces lignes, mais je voudrais, pour terminer, raconter cette conversation avec Yaël Dayan, dans un café du boulevard Saint-Germain, à Paris.

C'était l'époque des contacts secrets avec les pacifistes israéliens, bien avant les négociations débutées à Madrid. Nous avions tous les deux participé à ces rencontres et un jour, au lendemain d'une réunion organisée à La Haye, Yaël, de passage à Paris, m'avait donné rendez-vous.

Provocatrice à l'envi, un trait hérité probablement de son père, Moshe Dayan, habitée par l'inquiétude partagée par beaucoup d'Israéliens, Yaël attaqua la conversation en me demandant à brûle-pourpoint :

— Je voudrais que tu me dises pourquoi toi, si ferme sur les principes, si dur quant à l'Histoire de ce qui nous oppose, tu luttes pour la paix !

Sa question m'énerva. J'y vis l'expression d'une profonde défiance à mon égard et je lui rétorquai sur le même ton :

— Pour ne plus être obligé de continuer d'en discuter avec toi !

Je ne sais si Yaël Dayan lira ces lignes, mais qu'elle reçoive aujourd'hui la véritable réponse à sa question :

— Parce que je n'admets plus ce *Pourquoi*.

Voyager ou « Se rendre visite »

J'ai commencé très jeune à voyager bien que mon premier voyage eût été forcé. Plutôt que voyageurs partis visiter je ne sais quelle contrée, nous

fûmes en réalité mis à la porte. J'ai ainsi commencé par être un déplacé, non un voyageur, un peu comme un objet que l'on aurait pris et posé ailleurs.

Depuis, tous mes déplacements, y compris ceux plaisants comme les départs en vacances, sont précédés chez moi de courts symptômes fiévreux. Manifestations pathologiques bénignes mais qui me trahissent chaque fois, font rire mes proches, sans que j'arrive à les endiguer malgré ma capacité à en parler avec force clés psychologiques à l'appui.

Des progrès sont toutefois à signaler aujourd'hui, au terme de décennies d'exil et de milliers d'heures d'introspection sur les troubles propres aux exilés, mes troubles tout particulièrement. Ainsi mon incapacité à passer devant une bagagerie sans y entrer pour en ressortir avec un bagage…

Des progrès sont donc apparus récemment puisque je me suis rendu compte que les mêmes manifestations avaient lieu quand… je rentrais de voyage.

J'en ai déduit que je m'approchais enfin de mon but : être toujours dans le mouvement volontaire, ce qui équivaut à n'être nulle part. Revanche sur le sort qui peut se résumer en ces termes simples : vous m'avez déplacé ? Très bien. Plus jamais on ne me trouvera à la place où je suis censé me trouver !

J'ai bien entendu beaucoup voyagé par goût, par besoin, par obligation. J'ai longtemps voyagé mais sans être autorisé à « rentrer » en Palestine et j'ai ainsi longtemps éprouvé le sentiment de n'avoir nulle part où rentrer, mais des lieux où revenir. Seulement.

Cela ne m'a pas empêché d'être littéralement amoureux de certains lieux où je revenais toujours – Paris, Barcelone, Naples, Damas, Fès, Perpignan et, depuis quelques années, la petite ville de Céret dans les Pyrénées-Orientales – mais sans jamais, Céret mis à part, avoir le sentiment de « rentrer à la maison ».

Le lecteur peut prendre ce court avant-propos pour un prélude au récit de mon premier retour, en 1996, en Palestine. Quitte à en décevoir plus d'un, à infirmer l'antienne de tous les récits d'exil et sans la moindre recherche d'un facile paradoxe, je peux dire aujourd'hui que ce premier retour « chez moi » fut, malgré l'immense tendresse, l'émotion qui m'habita dès que mes pieds foulèrent le sol de ce que, jusque-là, j'appelais de façon abstraite « ma terre », l'occasion du bel éveil à ma pleine conscience.

Ce jour-là, j'ai appris *chez moi* que l'exil m'avait fait cadeau d'une libération de toutes les pesanteurs de tous les lieux, permis ainsi de mieux voir, goûter ces derniers, de remplacer la nostalgie par l'amour, qu'il m'avait laissé en compagnie d'un autre exil, intérieur, celui que nous portons, chacun, en nous.

Nul reniement dans cela.

Mon premier voyage en Palestine, ma première *visite*, devrais-je plutôt écrire, eut lieu aux mois d'avril et mai 1967, à la veille de la tristement célèbre guerre des Six-Jours.

En réalité, elle s'était entièrement déroulée, et pour cause, en

Cisjordanie. Mais je n'eus aucun sentiment d'être à la maison. Jérusalem me pesa, je ne supportai pas l'atmosphère religieuse. Je ne subirai le charme de la ville qu'à ma deuxième visite, en 1996, que je vécus comme étant la première tant était fort mon sentiment de n'avoir encore jamais vu Jérusalem.

De ce premier passage chez moi, je n'ai gardé qu'un souvenir.

Nous étions arrivés de nuit à Jéricho, sans beaucoup d'argent, un ami et moi, et nous avions décidé de dormir dans la Coccinelle que nous conduisions depuis Beyrouth. Garés près d'un mur d'enceinte dans une rue déserte, nous nous étions endormis, émerveillés par le ciel étoilé au-dessus de la ville et aux sons d'un quintette de Dvořák diffusé par la radio.

Le réveil, aux premières heures du jour, fut plus que brutal, non du fait de la lumière crue, mais à cause des éclats de rire de dizaines d'enfants tambourinant sur les vitres de notre véhicule. Nous nous étions, sans nous en rendre compte, garés le long de l'enceinte de leur école !

Depuis, je suis souvent allé en Palestine, j'ai retrouvé mes lieux, ceux-là mêmes que les récits de mon père m'avaient préparé à connaître dans leurs moindres détails. J'ai, chaque fois, ressenti, compris, comme par osmose, combien ce paysage me connaissait, comme il ne m'avait pas oublié, comme je lui ressemblais, sans que cela réduise mon sentiment, non point d'être en visite en Palestine, mais de *m'y rendre visite à moi-même*, comme un voyageur qui serait tout à la fois du dehors *et* du dedans, étranger *et* chez lui.

Sans prétendre me confronter à certains de mes célèbres prédécesseurs qui ont alimenté le genre florissant que fut et demeure « le voyage en Orient », sans aborder les critères à partir desquels j'ai élaboré mon palmarès personnel des voyageurs – Volney ayant fait le récit le plus intelligent,

Lamartine, le plus pataud, Chateaubriand, le plus convenu, Flaubert, le plus décevant, et Nerval, le plus beau –, je voudrais raconter l'une de mes « visites », dans l'espoir que les faits relatés diront, mieux que les explications qui précèdent, ce qu'est le visiteur du dehors et du dedans.

Elle eut lieu en avril 2003 dans le cadre d'un groupe formé de l'écrivain américain Russel Banks, président du Parlement international des écrivains, des deux lauréats du Nobel de littérature, le Nigérian Wole Soyinka et le Portugais José Saramago, du poète chinois exilé aux États-Unis Bei Dao, du poète et romancier sud-africain Breyten Breytenbach, du romancier espagnol Juan Goytisolo, du romancier italien Vincenzo Consolo, du secrétaire général du Parlement Christian Salmon, du metteur en scène Olivier Py, de l'administrateur de son théâtre, alors à Orléans, Paul Rondin, et d'autres participants qui me pardonneront de ne pas citer leur nom en raison de la défaillance de ma mémoire. Leila Shahid, alors déléguée générale de Palestine en France, et moi-même étions du voyage. En voici le récit.

Il débuta, en ce qui me concerne, par des réminiscences de l'enfance, en raison des termes choisis pour désigner notre projet.

Nous avions en effet décidé de « rendre visite » à un ami, Mahmoud Darwich, encerclé ainsi que la population de Ramallah par les troupes israéliennes. Mais ces deux mots, « rendre visite », malgré la situation tendue, éveillaient en moi des résonances familières, familiales en réalité.

Lorsqu'ils sortaient, mes parents me disaient toujours : « Nous allons rendre visite. Ne t'inquiète pas, nous ne tarderons pas à rentrer. Mais gare à toi si nous te trouvons réveillé à notre retour. » Je dois dire que ces « visites » dont je n'étais pas me décevaient. Elles m'irritaient aussi dans la mesure où elles me privaient des histoires que mon père me racontait le soir.

Le lecteur comprendra aisément pourquoi, ce matin-là à Roissy, j'étais comblé. Cette « visite en Palestine », non seulement j'en étais, mais j'allais également, comme chaque fois, en ramener des histoires, « mes histoires ».

Des histoires on peut choisir d'en faire le moteur de sa vie, mais je dois dire que celles venues de mon pays ne ressemblent pas aux autres que je ne cesse de glaner et d'emmagasiner au rythme de mes pérégrinations d'exilé mû par un besoin permanent de me déplacer, habité par un délicieux sentiment d'apesanteur et de liberté.

Les histoires de Palestine sont donc particulières car elles se déroulent toujours – c'est du moins ainsi que je les entends, les perçois et les sélectionne – à la frontière entre le rire et la tristesse, la sédentarité et le nomadisme, l'humanité et la cruauté, l'infiniment proche et le terriblement éloigné, ma voix et l'écho de toutes les voix qui traversent l'air de ma terre.

Alors que j'écris ces lignes, me reviennent les mots de Leila Shahid, qui s'était improvisée guide de voyage et emportée par la chaleur de son hospitalité, lorsque, pour décrire le paysage que nous voyions défiler du car qui nous emmenait de Jérusalem vers Gaza, pour nous dire que la Palestine

était un petit pays, elle remplaça la banale expression : « Tout ici est à un jet de pierre », par un magnifique : « Tout ici est à une aile d'hirondelle. »

Les histoires que je raconterai ici sont aujourd'hui « à une aile d'hirondelle » de moi, si proches et déjà lointaines, comme embuées par le vacarme des chars de l'occupant, la méchanceté et la fureur de ses soudards qui suivirent notre retour de Palestine.

À Roissy, avant le décollage, Juan Goytisolo me tend un journal marocain :

— Tu sais que mon texte sur notre voyage a été repris par la presse marocaine ?

Je prends le journal et remarque au premier coup d'œil que la photo de Juan figurant en tête de l'article a été noircie au stylo-bille par ses soins.

— Tu n'avais pas envie que l'on voie ta photo ?

— Tu n'y es pas du tout. L'article est de moi, mais ils se sont trompés de photo. Au lieu de ma photo, ils ont mis celle d'un ministre marocain !

— Ne t'inquiète pas trop. La pratique est courante dans la presse arabe. Tu te souviens de l'inauguration par la France d'un centre culturel dans la maison habitée par Rimbaud à Aden ? La presse arabe avait alors couvert l'événement, mais en remplaçant la photo de Rimbaud par celle de… Rambo et c'est ainsi qu'à la place des traits d'Arthur, les lecteurs découvrirent le visage, qu'ils connaissaient déjà du reste, de Sylvester Stallone…

— Ça ne m'étonne pas du tout. Lors du procès de Carlos en France, un journal du Maroc avait illustré les rapports des audiences avec une photo de Carlos Fuentes…

— Tu vois bien que le « Je est un autre » est, contrairement à toutes les élucubrations des critiques, un constat réaliste…

Quelques minutes plus tard, un passager entra en cabine, s'installa dans le siège voisin de celui de Russel Banks et engagea immédiatement la conversation avec lui. Il s'agissait d'Oliver Stone. Je fus pris de fou rire : décidément, des histoires, j'en aurais à raconter. Christian Salmon et Breyten Breytenbach m'expliquèrent alors que Stone faisait un film sur Arafat et que l'assistant espagnol du cinéaste s'était déjà enquis de savoir si nous allions rencontrer le président palestinien.

La veille, Mahmoud m'avait téléphoné à une heure tardive.

— Tout se passe bien ? On se voit demain ?

— Absolument, et j'attends avec impatience de te revoir.

— Moi aussi. Tu m'as manqué. Écoute. Nos amis vont-ils rencontrer le président ?

— Je ne le crois pas. Ils tiennent à ce que cette visite se limite à celle d'un poète assiégé, toi, et ils craignent que la rencontre avec Arafat ne donne un caractère exclusivement politique à l'initiative. Je sais, en tout cas, qu'ils en discutent ce soir et je ne veux en rien influer sur leur décision.

— Je comprends bien. Mais le Vieux, tu le connais. Il sait qu'ils

viennent et la seule question qu'il se pose est de savoir s'ils lui rendront visite dès leur arrivée de l'aéroport ou plus tard, dans la soirée !

— Je ne sais quoi te dire. On verra sur place. En tout cas, ils en discutent ce soir à leur hôtel et je connaîtrai leur décison demain à l'aéroport.

— Quand vous en parlerez, dis-leur qu'après tout, Arafat est lui aussi assiégé.

Dans l'avion, Russel Banks soulève la question avec moi :

— Les avis sont partagés sur l'opportunité de cette rencontre et aucune décision n'a été prise.

Je lui sers alors l'argument de Mahmoud :

— Nous avons décidé de rendre visite à Darwich parce qu'il est assiégé, or Arafat l'est aussi.

— C'est vrai, mais Arafat n'est pas un écrivain, me répond-il en riant…

—Si tu lui posais la question, il te dirait que si…

Nous sommes une centaine de personnes réunies au centre Sakakini à Ramallah. La maison, une belle demeure du XIX^e^ siècle, fut celle d'un réformiste palestinien, Khalil Sakakini, qui marqua de son empreinte moderniste des générations de ses concitoyens. Transformée en centre culturel, elle abrite aujourd'hui le siège de la revue *al-Karmil* animée par Darwich. Cette première matinée de notre visite est consacrée à une rencontre avec des écrivains, des artistes et des responsables d'associations. Les femmes sont majoritaires dans l'assistance et il y règne une hospitalité d'une belle simplicité. Difficile de s'imaginer que nos hôtes, si ouverts et sereins, sont assiégés, soumis à des tracasseries quotidiennes – barrages, fouilles, vexations gratuites, files d'attente, tirs de soldats – qui leur empoisonnent littéralement la vie.

Georges Ibrahim, le responsable du théâtre *al-Qassaba*, prend la parole. Il décrit les difficultés de sa compagnie : le casse-tête des comédiens qui, n'habitant pas Ramallah, mettent des heures pour passer les *check point* de l'armée et venir aux répétitions ; les problèmes budgétaires ; les coûts de production… Il conclut par ces mots :

— Notre plus grande frustration, néanmoins, c'est d'être privés de public ! Tout ce que je vous ai décrit n'est rien comparé au fait qu'après avoir parcouru cette véritable course d'obstacles pour monter un spectacle, nous faisons face à… l'absence du public car les gens ne peuvent arriver jusqu'au théâtre…

Et pourtant, le sentiment qui demeure de ces longues listes de doléances, de cruautés vécues au quotidien, de ghettos imposés et multipliés à l'infini, de longues files d'ouvriers attendant que le bon vouloir, le bon plaisir quasi régalien des soldats les autorisent à regagner leurs maisons, le sentiment qui demeure, dis-je, est celui de l'incroyable vitalité des Palestiniens, de leur force de vie pétrie de patience, non celle des gens soumis, mais celle du souffle de Job. Et, à plusieurs reprises au cours de ce séjour, je me surprends me disant à

moi-même : Après tout, mon pays fut celui de Job.

Ainsi, le soir de notre arrivée, au cours du dîner donné en notre honneur par Mahmoud Darwich et ses camarades écrivains. Une rencontre durant laquelle la centaine de convives parla de tout sauf de l'occupation : littérature, œuvres en cours, projets d'avenir… J'y ai vu le signe indéniable d'une naissance annoncée, celle d'une liberté sereine.

Après le dîner, Saleh Abd al-Jawad, un ami, aujourd'hui professeur à l'université de Bir Zeit, me propose de faire une courte promenade.

— J'ai quelque chose à te montrer. Vois si d'autres personnes veulent nous accompagner.

Nous nous retrouvons sur une hauteur de Ramallah, Saleh, Russel, Christian, Fouad Moughrabi et moi. Fouad est également un vieil ami, rentré au pays après une vie passée à enseigner aux États-Unis. Je me souviens qu'à l'époque je prenais un grand plaisir à correspondre avec lui, non seulement à cause de l'amitié qui nous liait ou de son humour toujours décalé, mais aussi à cause de son adresse postale et de ma grande empathie pour les Peaux-Rouges ! Fouad habitait en effet Chatanooga, une ville qui avait conservé son nom indien, et j'aimais tracer son adresse sur mes enveloppes.

Ce soir-là donc, nos amis nous ont montré, étalées sur les collines devant nous, les lumières de Jérusalem, de Ramallah ainsi que celles recouvrant les hauteurs des deux collines qui séparent les deux villes.

— Voilà, disent-ils, vous voyez tout. Notre situation est là sous vos yeux, Jérusalem interdite, Ramallah occupée et entre elles, les colonies illuminées.

Ce « paysage » était plus éloquent que toutes les explications. La Palestine, l'occupation de la Palestine, comme nos visiteurs allaient le constater tout au long de leur séjour, est de l'ordre du visible. Il suffit de regarder, car les lieux ici se donnent à voir et vous dispensent le plus souvent d'expliquer.

Je ne connaissais pas ce point de vue sur les hauteurs de Ramallah, mais des « panoramas-état des lieux », comme celui-ci, j'en avais déjà vu lors de mes précédents séjours. Je savais surtout, au plus profond de moi, que cette terre ne se contentait pas de se donner au regard, mais qu'elle me regardait aussi et me reconnaissait. Et je me suis demandé si les Israéliens ne savaient pas que notre terre nous reconnaissait au premier coup d'œil et si leur inquiétude la plus intime ne provenait pas justement de cette obstination de la terre à reconnaître ses enfants.

Très vite, mes pensées partirent ailleurs. Abandonnant le petit groupe d'amis, elles se portèrent vers la lune incomplète et les étoiles innombrables de ce ciel transparent. Nuit transfigurée dans laquelle j'ai retrouvé quelques instants mes parents, me disant qu'avant le départ et la noyade de notre ville de Haïfa, mon père et ma mère venaient tous les ans, en villégiature, à Ramallah et que cette lune incomplète et ces mêmes étoiles, eux aussi les avaient vus mais qu'ils ne les reverraient plus jamais.

Je ne revins à mes amis que sur le chemin du retour, à quelques centaines de mètres de notre hôtel. Alors pour dire quelque chose, comme pour m'excuser de mon absence, je m'adressai à Saleh :

— Que votre vie est dure en ces temps.

— Tu sais, le plus dur c'est le ronronnement, le ronronnement des avions espions, sans pilote. Personne ne les voit, mais tout le monde les entend, pendant des heures parfois, et tout le monde comprend qu'ils sont en train d'effectuer les repérages et qu'un assassinat est en cours de préparation. Ensuite viennent les hélicoptères, un, deux, trois parfois, qui prennent position, immobiles dans le ciel, puis tirent leurs missiles sur une maison ou une voiture. Ce ronronnement quasi permanent, c'est ce qui nous épuise…

Le lendemain matin, je me suis encore promené avec Saleh, Juan, Vincenzo Consolo et Bei Dao. Ils voulaient marcher dans Ramallah et j'étais à la recherche de *maryamiyyé*, la sauge, pas n'importe laquelle, la *maryamiyyé baladiyyé*, c'est-à-dire « de pays ». J'en trouvais.

— C'est bien de la *maryamiyyé baladiyyé* ? demandai-je à la paysanne accroupie devant son baluchon empli de plantes.

— Nulle autre main que celle de Dieu ne l'a arrosée, me répondit-elle.

Je me dis que Dieu, s'il existait, était un sacré bon jardinier et j'en achetai deux bouquets, tandis que Saleh enchaînait à la suite de la paysanne mais à l'intention de nos compagnons rendus perplexes par mon achat. Que venaient donc faire les plantes médicinales dans un voyage politique en terre occupée ?

— C'est notre thé à la menthe à nous ! dit Saleh.

Juan, qui réside au Maroc, comprit immédiatement ; Vincenzo qui est sicilien comprit aussi; mais Bei Dao, Chine lointaine oblige, demeura poliment et silencieusement perplexe. C'est du moins ainsi que j'interprétai son gentil sourire.

Contrairement à nombre de mes compatriotes résidant en Cisjordanie, j'aime Gaza. Ce sentiment éprouvé à chacun de mes séjours dans cette étroite bande côtière peuplée de camps de réfugiés, je la rencontre encore… ce matin et j'en sais l'origine. L'univers des déplacés, malgré la misère, les difficultés quotidiennes et « l'étroitesse » étouffante qui se dégage des lieux, demeure pour moi un endroit de grande humanité. J'aime Gaza pour la gentillesse des malheureux qui y sont entassés depuis un demi-siècle, pour leur hospitalité, pour leur attachement irréductible à la vie.

Accueillis au poste-frontière d'Erez par les responsables de l'UNRWA qui vont nous accompagner pour une visite des camps de Gaza, Khan Younès, Deir al-Balah et Rafah, nous savons que cette journée sera menée littéralement au pas de charge, car le visiteur doit tenir compte du fait que les barrages israéliens qui parsèment la Bande peuvent être fermés à n'importe quelle heure et sans préavis.

La première image qui s'impose au voyageur à Gaza est celle des murs.

On en voit partout : blocs de ciment surmontés d'anneaux en acier, comme un gigantesque jeu de Lego, que l'on peut monter et démonter à volonté, transporter et réemboîter pour édifier de nouveaux murs, là où l'occupant a décidé de couper les routes, d'entourer les colonies, d'étouffer les camps et d'instituer ainsi une sorte de colonisation mobile, en déplacement constant, qui rogne tous les jours un peu plus de terres agricoles et encercle encore plus de sources d'eau. À Gaza, plus qu'ailleurs en Palestine, la visibilité coloniale est nette, et le découpage et l'encerclement, plus flagrants.

Une autre image s'impose également à partir des murs, non point ceux de la colonisation mais ceux des camps cette fois. Phénomène sans doute lié à l'Intifada, les graffitis, mots d'ordre, slogans et messages personnels n'ont jamais été aussi nombreux. À Gaza, le visiteur a le sentiment de traverser une forêt extrêmement dense de mots, une forêt lisible qui raconte la révolte, crie les aspirations et présente, réalisés au pochoir, les visages des jeunes tombés face à l'occupant. Mais que l'on ne s'y trompe pas, je n'ai quasiment vu aucune affiche à Gaza, rien que des inscriptions. Comme si les habitants avaient choisi d'écrire eux-mêmes leurs histoires, et, ce matin, de la fenêtre du minibus qui nous transporte, je lis et relis les inscriptions qui se déroulent devant mes yeux et je note sur mon carnet certaines qui me bouleversent. Ainsi cette phrase notée à Khan Younès : « Si tu savais comme tu me manques, mon Samîh – Ta maman », ou encore : « La maman de Bilâl et d'Omar leur manque »…

Une troisième constatation s'impose au visiteur, à Gaza : les colonies sont un chantier permanent et l'on ne peut que se poser la question de savoir pourquoi un État qui affirme sa disposition à évacuer, contrairement à la Cisjordanie, toutes les colonies de Gaza, investit-il dans de telles dépenses ?

Ainsi, pour cette véritable autoroute suspendue dont nous avons vu, çà et là, les pilotis massifs en construction et qui est destinée à relier entre elles la totalité des colonies de la Bande… Ou encore le site d'al-Mawâniss qui présente à lui seul un condensé de l'histoire passée et de l'occupation présente.

Situé en bordure de mer, faisant face au camp de Khan Younès installé quant à lui à l'intérieur des terres, al-Mawâniss est une zone fertile et bien irriguée. N'ayant pu à ce jour annexer al-Mawâniss, les colons se sont implantés entre elle et le camp de réfugiés. Une double muraille, faite de ces blocs de ciment dont je parlais plus haut, ceinture d'un côté al-Mawâniss et fait face, de l'autre, au camp de réfugiés. Comme pour étrangler, « insulariser » en quelque sorte, la première et refouler le second. Plus grave, cette deuxième muraille bouge en permanence : les habitations qui lui font face sont en effet la cible quotidienne des tirs des soldats sous prétexte de sécurité et de risques d'attentats. Ces aggressions permanentes ont pour effet de vider les habitations de façade de leurs occupants, contraints de se mettre à l'abri dans les maisons de « seconde ligne », ce qui permet le déplacement de la muraille, et d'inclure ainsi de nouvelles terres dans l'enceinte de la colonie et de faire passer les habitations de la « seconde ligne » à la première, pour les soumettre à leur tour aux tirs et ainsi de suite…

Nous nous sommes tenus là pendant plus d'une heure, à écouter les explications de l'avocat Raji Sourani qui anime l'une des principales associations de droits de l'homme à Gaza.

Sorte de cours en plein air, étude de cas *in situ*, qui nous a permis de voir la mise en œuvre de la colonisation, mais aussi et surtout de comprendre comment la Palestine tout entière, et pas seulement al-Mawâniss, avait été spoliée et vidée de son peuple au fil des ans.

De ce court séjour à Gaza, trois souvenirs resteront dans ma mémoire.

Nous sommes réunis en début de soirée au siège de l'association de Raji pour une rencontre avec les écrivains de Gaza. Les participants interviennent les uns après les autres et disent leur joie de nous accueillir, combien ils sont touchés que « l'on ait pensé à eux » – les Gaziotes ont le sentiment permanent d'être un peu les laissés-pour-compte de la société palestinienne, la « marge » qui n'attire pas toujours les délégations étrangères. La réunion se déroule comme d'habitude, simple, chaleureuse et amicale, jusqu'à l'intervention d'un jeune écrivain, un inconnu de moi, qui s'addresse à José Saramago :

— J'ai suivi hier la soirée poétique donnée à Ramallah [*la rencontre avait été retransmise en direct par la radio palestinienne*] et je suis jaloux de vous tous. Vous, qui habitez à des milliers de kilomètres de la Palestine, avez pu rencontrer mes amis écrivains palestiniens que je n'ai pu voir depuis un an, alors que je vis à quelques kilomètres d'eux… Aussi et pour vous dire mon amitié, j'ai apporté un de vos livres traduits en arabe par Kadhim Jihad, le meilleur traducteur qui soit. Est-ce que vous saviez que votre livre avait été traduit en arabe ? Non ? Alors permettez-moi de vous offrir mon exemplaire

en signe d'amitié.

Plus tard, l'ayant accosté pour lui dire combien il m'avait ému, j'apprends de sa bouche qu'il est poète, qu'il habite Khan Younès et qu'il a passé six heures au barrage militaire pour venir nous voir et offrir, non point l'un de ses propres recueils, mais son exemplaire arabe du livre de l'un des visiteurs…

Dans la soirée, nous nous sommes tous retrouvés dans un hôtel de Gaza, pour une réception en notre honneur. Il m'est difficile de décrire ici la simplicité et l'élégance de cette soirée qui regroupa près de deux cents personnes, venues dire leur amitié et leur gratitude de voir des amis venus de si loin, pour s'enquérir de leur situation. Difficile d'expliquer ce trait collectif chez les Palestiniens qui, lorsqu'ils sont dans les situations les plus extrêmes, commencent toujours par s'enquérir du bien-être de leur invités et ne parlent quasiment pas de leurs propres peines. À Gaza, nos hôtes se sont comportés comme des princes.

Ce ne fut pas la seule grande rencontre publique de ce voyage. Elle avait été précédée deux jours plus tôt par une soirée poétique à Ramallah, au théâtre *al-Qassaba*, où pendant plus de trois heures des auteurs palestiniens et les membres de la délégation présentèrent des extraits de leurs œuvres, à cette particularité près que les lectures furent faites dans les langues de leurs auteurs face à un public qui buvait littéralement les mots anglais, arabes, français, espagnols, italiens, portugais, chinois ou yoruba, le dialecte natal de Wole Soyinka. Ce fut l'une des plus belles soirées littéraires auxquelles il m'ait été donné d'assister, une rencontre durant laquelle le mélange des langues fut affirmé comme acte de paix et de fraternité.

Plus tard dans la soirée, j'appris que des centaines de personnes n'avaient pu accéder à la salle par manque de places et que la majorité des participants venaient de l'extérieur de Ramallah. Pour ne pas manquer l'événement, ils étaient partis de chez eux dès l'après-midi et avaient passé plusieurs heures aux barrages avant de rejoindre la ville… Cette nuit-là, je me suis couché avec des souvenirs d'un passage des *Dix jours qui ébranlèrent le monde* de John Reed qui raconte comment tous les soirs de ces célèbres dix jours, et pendant que l'ancien ordre s'écroulait, les théâtres de Moscou n'avaient jamais désempli. Puis je me suis dit : « Cette nuit en tout cas, Georges Ibrahim qui souffre tant de voir sa salle vide s'endormira heureux. »

Le troisième souvenir de Gaza est celui d'un parfum. Des effluves plutôt de fleurs d'oranger portés par le vent, enveloppants, persistants jusqu'à donner une impression d'ivresse. Ils nous suivaient partout, comme si, envers et contre tout, la terre natale s'obstinait à rappeler sa présence bonne et familière.

Le séjour à Jérusalem fut gris, pluvieux, lourd de pressentiments. L'attentat de Natanya, les informations que nous avions reçues de concentrations militaires et d'acheminements de chars lourds vers les zones palestiniennes ne pouvaient que conforter notre certitude d'événements graves et imminents. La seule question qui demeurait était celle de savoir si l'attaque – ce sera une guerre en bonne et due forme – débuterait la veille ou le lendemain de notre départ pour Paris.

De l'après-midi dans la vieille ville, de la promenade que nous y fîmes, guidés par Albert Aghazarian, le meilleur connaisseur qui soit de la cité, je garde encore l'image du colon qui, m'ayant « repéré » debout devant le Centre culturel suédois en compagnie d'Olivier Py, passa devant moi et marmonna, une fois à ma hauteur et sans ralentir le pas : « Idbah ! Idbah ! Égorge ! Égorge !! », avant de s'éloigner pris d'un rire saccadé et hystérique. J'expliquai alors à Olivier qu'en Palestine, tout est visible, surtout les êtres humains et que ce colon fou et sanguinaire avait au premier coup d'œil distingué *le* Palestinien du Français qui se tenait près de lui.

Le reste de la visite fut encore plus morose et triste, tant cette ville si vivante d'habitude était comme morte, retranchée derrière ses portes closes.

Le lendemain, nous sommes partis pour Jaffa à la rencontre de responsables et de membres de groupes pacifistes israéliens. Lueur d'espoir dans la grisaille. Mais le cœur n'y était plus. Et ni Amnon Raz ni Yitzhak La'or ni Yael Lerrer, mes amis israéliens que je retrouvai avec joie, ne purent dissiper la lourdeur de l'air. Comment s'y seraient-ils pris d'ailleurs, eux qui étaient aussi préoccupés que nous par le compte à rebours d'une opération de représailles qui n'attendait que la fin de la Pâque pour commencer ?

C'est sur ces tristes notes que ce voyage se termina, à Jaffa, au milieu de bâtisses magnifiques, pour la plupart délabrées aujourd'hui, mais qui

continuent à dire l'art de vie qui prévalait en cette ville avant l'exode de la majorité écrasante de sa population palestinienne.

Mais je tromperais le lecteur en le laissant sur une fausse impression, si je ne rapportais pour finir un incident cocasse qui eut lieu à Tel-Aviv où nous devions passer cette dernière nuit.

Arrivés en fin d'après-midi donc dans un grand hôtel – avec cette laideur caractéristique des établissements appartenant aux grandes chaînes internationales, grand aussi par le nombre « industriel » de ses chambres –, je ne fus pas surpris par la présence des soldats postés à l'entrée qui contrôlaient systématiquement les clients et leurs bagages. En Israël, la sécurité est obsessionnelle et l'attentat récent n'avait certes pas arrangé les choses. Mais une surprise m'attendait le lendemain matin, lorsque au sortir de ma chambre je vis plusieurs dizaines de soldats en armes dans le long corridor menant aux ascenseurs. Elle céda vite la place à un véritable malaise : au fur et à mesure des vingt-six étages me séparant du hall, la cabine de notre ascenceur ne cessa de s'arrêter pour livrer accès à d'autres soldats et c'est ainsi que j'atteignis le rez-de-chaussée au milieu d'une vingtaine de militaires en armes…

Mais le pire était encore à venir.

À peine sorti de l'ascenseur, je me retrouvai dans un hall noir de monde, face à des centaines – oui des centaines – de soldats. Mais là, voyageur égaré au milieu d'une forêt kaki, je fus pris de fou rire.

Que le lecteur me pardonne, mais j'avoue que, en ce moment grave, plutôt que de penser à l'occupant, à la militarisation ou à la guerre, je n'ai eu à l'esprit que la tête de Buster Keaton, se réveillant dans *Fiancées en délire*, entouré de dizaines de prétendantes en robes de mariée… avant de prendre ses

jambes à son cou et de dévaler pentes et vallées.

Je retrouvai Yael qui, se rendant immédiatement compte de mon état, fut prise à son tour de fou rire.

— Que font-ils tous ici ?!! Tu es folle de nous avoir logés dans cette caserne…

— Tu sais qu'en ce moment c'est la crise dans le secteur hôtelier. Alors, pour faire tourner la boîte et le patriotisme, la direction de la chaîne a décidé d'offrir un week-end gratuit à tous les soldats qui, du fait de la mobilisation, ne pouvaient passer leur Pâque en famille !

Quelques heures plus tard dans l'avion, une autre scène, infiniment moins drôle, m'attendait, comme s'il m'était interdit de repartir ne serait-ce qu'avec une illusion de légèreté. Ayant entrepris de raconter à ses voisins certaines scènes qui l'avaient profondément choqué lors de ce séjour, Olivier Py s'attira la colère de plusieurs autres passagers qui se mirent à vociférer avant qu'une femme ne se dresse soudain dans l'allée et hurle :

— Nous aussi, nous avons le droit de tuer des enfants…

Deux jours après notre retour, l'invasion commença.

Au premier matin de la guerre, j'ai appelé Mahmoud.

— Alors ? As-tu des nouvelles sur le sort d'Abou Ammar ? J'ai quasiment passé une nuit blanche, m'attendant à apprendre que les soldats l'avaient assassiné. Je me suis assoupi, épuisé, à l'aube.

— Non. Rien de nouveau. Mais je m'attends au pire.

Je me mis alors à pleurer.

— J'ai fait un rêve ce soir. J'étais chez moi et soudain le plafond s'est mis à se fendiller. J'ai alors couru me mettre à l'abri dans une autre pièce, mais pour constater que le plafond, là aussi, se fendillait. J'ai couru vers une troisième et ainsi de suite…

— … C'est vrai. Arafat aura été notre toit. Mais pourquoi pleures-tu ? Tu as peur ?!!

— Pas du tout. Je pleure de rage ; je ne supporte pas qu'on l'humilie ainsi.

— Ne t'inquiète pas. Il vient d'abandonner son personnage de dirigeant pour celui du prophète. Ne t'inquiète pas. Je t'embrasse.

« Le Vieux », *Al-Ikhtyâr*, Yasser Arafat

Jusqu'à son décès, Arafat, que nous appelions « Le Vieux », aura été la figure de proue du combat palestinien.

Personnage complexe, « insaisissable » pour certains, irritant pour d'autres, il fut et demeure aimé et regretté par les siens.

Non que les Palestiniens aient été « aveugles » à certains aspects de son

commandement, mais parce que, comme, l'écrivit Darwich à sa disparition, « personne ne nous ressembla autant que lui ».

Redoutable tacticien, obsédé à imposer tant la visibilité de son peuple que le droit des siens à parler « pour eux », à être maîtres de leur destinée, Arafat aura fait preuve d'un don surprenant de « navigation » dans une mer houleuse, soumise au bon vouloir des puissants.

Il fallait être doué, habité surtout par une foi inébranlable en son bon droit pour parvenir à gérer l'inextricable écheveau de contradictions qu'étaient les visées simultanées d'Israël, des gouvernements arabes, des deux « Grands », américain et soviétique, des autres puissances et grands blocs du monde.

Il réussit ce pari d'autant plus impressionnant que le Mouvement national palestinien qu'il incarna fut, on l'oublie, le plus long de l'histoire contemporaine.

Mesure-t-on aujourd'hui la foi, le souffle nécessaires pour lutter soixante ans durant ?

Le concernant, la clé du « souffle » était évidente. Il me l'a dit un jour : « Ne t'y trompe pas. On pense que nous, les dirigeants de la Palestine, portons notre cause. En fait c'est notre peuple qui nous a en permanence portés, lui qui, dans les moments où tout semblait perdu, est venu à la rescousse. » Puis il ajouta après que je lui eus confié à quel point nous étions blessés chaque fois qu'on lui manifestait haine et mépris : « Tu sais, je n'ai aucun orgueil personnel lorsque l'intérêt de mon peuple est en jeu. »

Pour comprendre sans pour autant justifier ce que l'on pourrait appeler son « système de gouvernement », il faut associer plusieurs données.

Comme tout personnage « historique » – Arafat en fut un –, le dirigeant palestinien était pleinement conscient de sa place symbolique, de son rôle déterminant et des acquis qu'il avait tant contribué à matérialiser. De ce fait, son exercice, sa vision de son pouvoir furent, sans l'ombre d'un doute, fortement personnalisés et sans réel partage.

Ensuite la situation des Palestiniens encourant le risque de la disparition, de la sortie définitive de la scène, la multitude de leurs ennemis, l'état de siège permanent auquel ils furent soumis ne pouvaient que renforcer une allégeance à un chef qui, contre vents et marée, les défendit sans jamais se mettre à l'abri, sans jamais les laisser seuls en première ligne. Car ce chef ne se contentait pas de mener son camp, mais allait jusqu'à régulièrement s'infiltrer, pour se faire encercler avec les siens et risquer sa vie. Ce comportement fut déterminant dans l'attachement des Palestiniens. Je me souviens encore de son éclat de rire lors d'une rencontre à Tunis – Mahmoud Darwich, Farouk Mardam-Bey et d'autres amis étaient présents – quand je lui dis : « Abou Ammar, finalement tu sais si bien retourner les situations difficiles que nous nous demandons si tu ne serais pas prêt à "payer" pour qu'on t'assiège ! »

Son pouvoir était sans nul doute patriarcal. Mais, cela dit, il faut ajouter à cela une spécificité toute palestinienne.

Arafat, qui s'inscrivit dans la tradition de pouvoir de son pays, appliqua en permanence une règle bien antérieure à la *Nakba* de 1948, règle que l'exil allait d'ailleurs renforcer, cette « Loi » non écrite, déjà énoncée dans ce dictionnaire : en Palestine, quiconque aspire à une direction « nationale » se doit de préserver, sauvegarder et protéger les pouvoirs et régionalismes locaux qui, en échange, lui font allégeance. Corollaire de ce système de pouvoir, non point un équilibre au sommet, mais le fait que tout dirigeant national prend en ligne de compte, comme en amont de ses propres décisions, les éventuelles réticences que tel ou tel autre dirigeant pourrait manifester.

C'est ainsi que le pouvoir d'Arafat fut en réalité moins absolu qu'il n'y paraissait. Dans la mesure où le chef palestinien devançait toujours les oppositions éventuelles, en les prenant en compte, en devançant les demandes ou critiques d'un Abou Iyad, d'un Abou Jihad, d'un Khalid al-Hassan pour nommer certains chefs du Fath mais aussi d'un Georges Habache ou d'un Nayef Hawatmeh, à la tête d'autres organisations « opposantes », membres de l'OLP.

Car le maître mot de ce pouvoir très personnalisé fut celui de *consensus*, assise réelle de la légitimité du président palestinien.

Règle qui ne sera abandonnée qu'en 1988 lorsque, pour la première fois au cours de leur exil, les Palestiniens décidèrent par un vote à la majorité d'opter pour la solution négociée du conflit sur la base du principe des deux États.

Ce jour-là, conscient tant de l'enjeu que de l'opportunité qui se

présentait de ramener son peuple sur la scène, Arafat prit, au parlement en exil réuni à Alger, le risque d'aller au vote et gagna son pari.

Arafat fut et demeure, je l'ai écrit plus haut, aimé de son peuple. Un attachement fait de confiance, de complicité avec un homme familier, rieur et prévenant, de la certitude surtout que « Le Vieux » était totalement dévoué à l'entreprise de « résurrection » de notre nom effacé, *Palestiniens*.

Il fut et demeure aimé parce que cette période de notre histoire se confondit pour la majorité écrasante du peuple palestinien avec une aventure littéralement « familiale ».

Nous avons ainsi fonctionné des décennies durant comme une grande tribu menée par un homme qui jamais n'abandonna ses hommes, un personnage qui laisse un acquis indéniable.

Personne ne dit plus désormais que les Palestiniens n'existent pas.

Vivre. Mourir. Résistants ou commandos suicides ?

Il est des jours où, avec des camarades, nous nous disons que nous sommes finalement des rescapés, car tant des nôtres sont tombés. Je me souviens ainsi de l'année 1978 comme l'une des plus horribles. En quelques mois, la moitié de mes amis disparurent et je faillis en perdre la raison tant ma peine était lourde, tant la vie me devint alors insupportable.

Durs moments qui m'avaient préparé à connaître la tristesse de Jean-Pierre Vernant à qui nous avions rendu visite un jour avec Jean-Luc Godard dans le cadre d'une émission de France Inter.

Vernant, à qui je demandai à un moment s'il se rendait encore souvent à Toulouse, sur les lieux de son combat dans la Résistance, m'avait répondu :

— Non. Vous comprenez, il n'y a plus personne.

Et je devinai immédiatement qu'il parlait de ses camarades décédés.

Nous savions pourtant tous à quoi nous en tenir. Nous savions que notre engagement incluait, entre autres risques, celui d'être abattus et nous avions, trop tôt hélas, appris la différence entre la mort qui survient comme l'épilogue naturel d'une vie et celle qui est en réalité une interruption brutale de cette dernière, celle qui « brise une vie ».

Mais nous avions fait nos choix, pris nos engagements et nous vivions ainsi que l'écrivait Jean Genet en épilogue à sa magnifique élégie funèbre, *Quatre heures à Chatila*, que nous avions eu d'ailleurs l'honneur de publier dans la *Revue d'études palestiniennes* : « Au retour de Beyrouth, à l'aéroport de Damas, j'ai rencontré de jeunes fedayin, échappés de l'enfer israélien. Ils avaient seize ou dix-sept ans : ils riaient, ils étaient semblables à ceux d'Ajloun. Ils mourront comme eux. le combat pour un pays peut remplir une vie très riche, mais courte. C'est le choix, on s'en souvient, d'Achille dans l'*Iliade.* »

Nous avons beaucoup ri aussi. Non par une quelconque inconscience, mais parce que l'engagement pour une cause juste, le sentiment de faire le monde, non de le refaire, font entrer dans la jubilation.

Nous savions donc, mais nous riions quand même car nous sentions, de façon confuse, qu'il fallait profiter de ces moments de magique légèreté que prodigue le fait d'être en résistance et que nous ne ririons plus « pareil », une fois que « l'État serait là ».

Aucune morbidité là-dedans, aucune joie malsaine liée à l'usage des armes, mais la certitude que personne n'aimait la vie plus que nous, même si nous n'ignorions pas que nous risquions de la perdre à tout instant.

À ce détail près que nous ne voulions pas la perdre, que nous nous battions pour vivre selon notre bon plaisir, c'est-à-dire dans la liberté pleine, et que la mort, si elle survenait, ne pouvait être qu'accident.

Nous pleurions aussi, souvent, les uns devant les autres, au milieu des foules : pleurer n'est jamais signe de faiblesse mais de force, celle des êtres qui osent montrer les failles de leur cuirasse et qui, malgré tout, s'exposent.

Nous avons ainsi appris à rire, à pleurer dans la peine, dans les joies aussi, sur les autres et sur nous-mêmes, sans jamais oublier qu'un jour l'on pourrait nous pleurer ou rire en pensant à nous.

Ainsi naquit une relation très particulière à nos morts, pas à la mort que nous n'avons jamais aimée ou recherchée. Mais nous portions nos disparus devenus notre part familière, terrifiante et apprivoisée.

Abordant cette question, je pense toujours au *Songe*, *Al-Manâm*, du cinéaste syrien Muhammad Malas. Le *Songe* avait été le titre choisi par Malas

pour son film tourné dans les camps de Sabra et Chatila à Beyrouth avec pour personnages des femmes, des hommes et des enfants réfugiés sollicités pour raconter leurs rêves, la nuit.

Bouleversant, le film de Malas passa presque inaperçu à sa sortie, tout comme le livre qu'il publia avec la transcription de l'intégralité des rêves recueillis, tous n'ayant pas été gardés au montage.

De quoi rêvaient ces réfugiés ? De la Palestine, de paysages idylliques censés être ceux du village natal, de Nasser qui leur apparaissait parfois sur un cheval blanc pour les ramener en Palestine, « car il connaissait un chemin secret pour y aboutir », de bombardements où, comme dans une sorte de pyramide des âges, chacun racontait comment il avait couru mettre à l'abri plus jeune que lui… Et ils parlaient, tous invariablement, de rêves récurrents où « les martyrs », leurs proches disparus en fait, leur apparaissaient pour leur dire qu'ils n'avaient pas, contrairement aux apparences, disparu, mais qu'ils étaient rentrés au pays et que cela expliquait qu'on ne « les voyait plus », mais que bientôt ils reviendraient ramener les « dormeurs » en Palestine, car ils connaissaient désormais le chemin vers cette terre infiniment plus belle que tout ce qu'ils avaient pu imaginer avant de « s'y retrouver ».

Ces rêves étaient troublants, non tant par leur contenu, prévisible dans la situation des réfugiés, mais parce que chacune des personnes interrogées racontait *en substance* les mêmes rêves que les autres.

Malas avait pourtant pris toutes ses précautions pour éviter que les personnages ne se donnent le mot. Il suffit de lire ces récits de rêves pour le vérifier : les moutures des récits, bien que les thèmes soient les mêmes, montrent bien la part personnelle de chacun des « rêveurs ». Faut-il en déduire que dans une situation dramatique partagée, les membres d'un même groupe rêvent de façon identique ? Peut-être. Mais ce n'est point la question ici.

Ce qui m'apparaît le plus terrible, concernant ce film, fut l'épilogue que la réalité se chargea de lui donner.

En effet, et avant que Malas ne termine son montage, les deux camps subirent les massacres que l'on sait et la plupart des rêveurs du film disparurent dans le carnage, nous laissant des rêves de morts…

Parmi les victimes, un garçon de onze ans, du camp de Chatila : Faysal. Voici son rêve recueilli lors du tournage du film de Malas :

« *Les parents m'ont raconté comment ils quittèrent la Palestine en 1948 et c'est exactement comme cela que je nous ai vus, nous les habitants du camp, chargés avec nos sacs dans des camions, mais cette fois nous rentrions en Palestine. Après avoir passé Naqoura, je vis un grand lac. Je regardai mon père et lui demandai ce que c'était. Il me dit* : "Tu plaisantes, fils. Tu ne reconnais pas ? C'est le lac de Tibériade." *Ces mots de mon père me soulagèrent et me firent plaisir. Je regardai du camion et la terre m'apparut verte, si verte, pleine d'oliviers. Dans mon rêve, la minute de notre arrivée en Palestine, je vis les gens du camp partir chacun vers son propre village. Ceux de Haïfa partaient pour Haïfa, ceux de Jaffa, vers Jaffa et je me rendis*

compte que l'on m'avait laissé tout seul. Tous mes copains d'école étaient partis et je me suis senti très seul. Je me mis alors à me dire : je souhaite que nous, les gens du camp, construisions un petit village ou un petit camp, un peu comme Chatila où nous vivions. Puis je me mis à la recherche de mes copains pour leur dire : Construisons un village à l'intérieur de la Palestine dans lequel nous vivrons ensemble comme dans le camp de réfugiés. Et à ce moment, je me suis réveillé. »

Nous nous sommes battus, nous avons lutté à proximité quotidienne de la mort, sans jamais la rechercher. Nous nous sommes battus pour libérer, pas pour mourir, et la mort fut en permanence un danger et un risque, non le but.

Si j'aborde avec passion, avec colère en réalité, cette question, ce n'est point pour parler d'un quelconque héroïsme qui nous habita, nous n'avions même pas conscience de notre courage, puisque nous n'avons jamais cessé d'avoir peur et « d'y aller quand même », si j'aborde cette question c'est pour parler de l'évolution de certains dans le Mouvement national palestinien qui ont précisément fait de la mort un but et qui reprennent aujourd'hui, alors qu'ils affirment quêter la libération, le cri du franquiste, le sinistre « *Viva la muerte !* ».

Mais auparavant, et pour éviter tout malentendu, quelques mots sur la violence et le terrorisme, aujourd'hui mis à toutes les sauces rances :

L'occupation, le déni des droits, toute occupation sont des violences. La résistance aussi et ce qui différencie sa violence de celle de l'occupant réside tout simplement dans sa légitimité. La résistance contre l'occupant, contre l'injustice est un droit légitime et un devoir. Elle peut prendre certes des formes variées, les combiner ou les alterner selon les conjonctures et les circonstances, sans que cela légitime une forme au détriment de l'autre.

Mais où se trouve la violence illégitime ? Chez les despotes et les occupants ? Certes, mais mon propos n'est pas ici d'énoncer ces évidences.

Dès lors, dans quels cas la violence légitime des occupés devient-elle illégitime ?

Avant d'y répondre, je voudrais écarter une « excuse », sorte de « circonstance atténuante » qui pose que ces actes condamnables sont très souvent enfants du désespoir. Cela est certainement vrai, mais si elle est nécessaire pour comprendre et éventuellement agir pour circonvenir un phénomène ou des actes, l'explication ne peut jamais servir de justification. Même disséqués, analysés, placés dans leur contexte, même compris, certains actes demeurent inadmissibles.

Mais comment les distinguer, par quoi les définir ?

J'ai toujours, pour cela, usé d'un critère simple, celui de la nature de la cible.

Tout acte, dans quelque circonstance que ce soit, qui prend pour cible des civils relève de la violence terroriste, quelle que soit la partie qui le commet, l'aviation israélienne qui bombarde un camp de réfugiés ou un

groupe de Palestiniens qui tirent sur un autocar…

Ce point clairement exposé, il faut aborder maintenant le problème, pour ne pas dire le désastre, que sont les opérations suicides pratiquées par certains groupes palestiniens, affirmer qu'il ne suffit pas de les qualifier de terroristes, mais se pencher aussi sur la terrible pathologie qu'elles sont en train de répandre dans la société palestinienne.

Ce sujet nous est profondément douloureux.

J'inclus dans ce « nous » tous ceux, très nombreux qui, comme moi, se sont battus, qui ont mis à un moment leur vie dans le plateau de la balance.

Sujet douloureux qui nous donne le sentiment d'avoir quelque peu perdu notre bataille et d'assister à une inexorable descente des nôtres dans le gouffre.

Sentiment de peine aussi car nous savons combien ces jeunes qui se font « exploser » souffrent, combien leur rage face à une vie interdite les rend vulnérables au discours suicidaire, combien les responsables palestiniens, pourtant sincèrement opposés à ces pratiques, demeurent lourdement responsables de n'avoir rien fait pour ramener cette jeunesse au choix de l'espoir et donc de la vie.

J'ai un jour croisé en Palestine un adolescent sympathique et plein de vie. Au cours de notre conversation, il me dit soudain, parlant de l'impasse sur le terrain et des difficiles conditions quotidiennes :

— Un jour, j'irai me faire sauter au milieu d'eux.

Il parlait évidemment des soldats du barrage voisin. Je lui demandai alors :

— Espèce de fou, pourquoi veux-tu te faire sauter ?

— Ils sont prêts à m'abattre pour un simple lancer de pierre, alors autant en tuer quelques-uns avec moi !

Ce petit disait son désespoir et je ne sus quoi lui répondre, moi qui, quelques jours plus tard, reprendrais l'avion pour Paris où aucun barrage ne viendrait empoisonner mon quotidien. Et je suis reparti, accablé et impuissant.

Eyad Serraj, psychiatre à Gaza, dirige un important centre de soins et se consacre aux pathologies psychologiques des jeunes.

Eyad est un ami. Voici ce qu'il m'a un jour raconté :

« Nous avons récemment mené une enquête auprès d'un échantillon représentatif des jeunes adolescents de Gaza. Elle portait sur une seule et unique question : "Que veux-tu devenir quand tu seras grand ?" Certains ont répondu médecin, d'autres ingénieur ou encore pilote, mais la majorité a répondu : commando suicide ! »

Voici la terrible réalité d'aujourd'hui. La mort devient, souvent, le but du combat.

Que cela vienne du désespoir, que certains mouvements ou organisations en profitent pour embrigader une jeunesse sans espoir, que certains attentats suicides soient le fait d'initiatives isolées – comme dans le cas de cette jeune femme, infirmière de son métier, qui perdit le même jour son fiancé et son

frère, tous deux abattus par les soldats israéliens – n'y change rien.

Le fait est là et il constitue aujourd'hui la menace la plus lourde au présent et au futur car, outre l'orientation suicidaire qu'il est en train d'imprimer à une cause, le suicide érigé en mode suprême de résistance menace au plus haut point l'avenir de la société palestinienne qu'il dénature.

Et que personne ne me sorte l'horrible cliché sans cesse ressassé par des politiciens cyniques ou des journalistes inconscients de la gravité des mots, occupés qu'ils sont à déshumaniser les Palestiniens pour encore plus nier leurs droits, à savoir que les Palestiniens ne tiennent pas tant à leurs enfants pour les envoyer se faire tuer à leur place…

Nous savons, nous qui connaissons les nôtres, l'immense peine des parents des deux bords et pour qui souhaiterait la voir et l'entendre, je renvoie encore à un film de Simone Bitton.

Ce film, *L'Attentat*, part d'un attentat kamikaze commis le 4 septembre 1997 par trois jeunes Palestiniens, au cours duquel plusieurs civils israéliens, dont trois adolescentes, furent tués. Bitton y fait parler puis se rencontrer les parents du kamikaze et des victimes. Leur tristesse, leur peine, leur courage et leur dignité constituent la réponse aux propos insupportables cités plus haut.

Qui plus est, et comme s'il fallait encore ajouter à la tristesse et à la peine, l'une des adolescentes tuées – les tragédies grecques ne se déroulent pas uniquement dans les textes – était la fille de Nurit Peled et la petite-fille du général israélien Matti Peled, militant pour la paix et la reconnaissance mutuelle…

Elle repose aujourd'hui à ses côtés.

Pour finir, comme pour commencer, un D encore, pour Deleuze, Gilles, cette fois

Après le Z, un D, puis un E puis un T puis un R… Ce dictionnaire s'est ouvert sur une « infraction » alphabétique. Il se referme sur une autre, le D de Deleuze, qui appellera un E qui appellera un T qui appellera un R.

Tout d'abord les faits ou « Comment, ayant un jour choisi un R, je m'entendis proposer un E ce qui m'amena à réclamer un T pour retrouver le R que j'avais commencé par réclamer… »

Le Centre Pompidou m'a invité au mois de novembre 2005 à participer à un hommage à Gilles Deleuze.

Conçue sur le modèle de l'*Abécédaire* du philosophe, la soirée consistait à faire intervenir chacun des participants à partir d'une lettre de l'alphabet et d'un mot lui correspondant. Je pensai spontanément au R de Rire pour parler de mon amitié avec Gilles Deleuze. Ce n'était pas, loin de là, le seul trait de notre relation, mais certainement l'un des plus caractéristiques puisqu'il nous tenait lieu, en quelque sorte, de mot de passe, de signe de reconnaissance.

Manque de chance, le R étant déjà pris par un autre invité, on m'annonça que l'on souhaitait me voir choisir le E d'Engagement. Évidemment. Que pouvait un Palestinien sinon habiter, contraint, son E qui se trouve être tout à la fois le E d'Engagement, d'Exil aussi, sans parler du E d'Enfermement ?

Alors, mû par un réflexe de survie, le réfugié en moi qui, après le malheur des déplacements forcés, avait pris goût aux déplacements volontaires, refusa qu'on l'assignât à résidence et réclama le T de Tiroir pour, précisément, en sortir.

Cette échappée du E vers le T n'était pas fille des circonstances contraignantes et encore moins du hasard.

La sortie des tiroirs avait été en effet un autre de nos signes de reconnaissance. Plus encore, je peux dire que ce fut, chronologiquement, le premier dans la mesure où la parution de *Rhizome*, en prélude à *Mille Plateaux*, précéda de peu notre rencontre. C'est Félix Guattari qui la provoqua. Présent à une conférence au cours de laquelle j'avais exposé les grandes lignes d'un travail alors en cours sur les modes de déplacements et les techniques de guerre des paysans palestiniens durant la grande révolte antibritannique de 1936-1939, Félix, sans m'en avertir, en parla à Gilles qui,

travaillant à son *Traité de nomadologie* et au concept de déterritorialisation, me téléphona pour me dire, avec une exquise courtoisie, qu'il souhaitait me rencontrer afin que je lui parle des techniques de guerre des maquis palestiniens durant les années trente. Notre première rencontre se passa ainsi à discuter du nomadisme et des modes de guerre nomades…

Cette première rencontre avait été précédée, comme je le précise plus haut, par ma lecture, après celles du *Nietzsche* et de *L'Anti-Œdipe*, de *Rhizome*. Les deux premiers m'avaient séduit et passionné, par leur intelligence, leur liberté de ton, leur côté iconoclaste et les perspectives de vie différentes qu'ils ouvraient devant le lecteur.

Mais *Rhizome* me procura la conviction, sans doute présomptueuse, qu'il avait été quasiment écrit pour moi, pour nous, pour tous ceux qui, chassés de leur terre, se retrouvent à l'étroit dans toutes les terres.

Les dernières phrases de *Rhizome* furent et demeurent pour moi comme une trouée dans les murs, faille et ouverture tout à la fois, grâce auxquelles je parvins à mettre des mots sur le désir qui, en permanence, me poussait à tenter de chevaucher des lignes d'échappées : ne jamais se trouver là où l'on vous a mis, là où vous êtes supposé être.

Telle fut et demeure – pied de nez du réfugié à ceux qui l'ont expulsé – ma ligne de vie et de survie.

Je dis bien de survie car, sans ces « sorties » des tiroirs assignés, seule m'aurait guetté la prison d'une non-vie exclusivement dévolue à la tragédie que l'on m'avait, comme à des millions d'autres des miens, imposée.

C'est grâce à Gilles Deleuze que j'ai su énoncer ce qui n'était encore chez moi que refus instinctif d'une vie sédentaire, c'est-à-dire faite d'immobilité. Celle où l'on vous enferme. Celle vers laquelle vous courez aussi, dans l'illusion de vous rassurer.

« *Faites rhizome et pas racine, ne plantez jamais ! Ne semez pas, piquez ! Ne soyez pas un ni multiple, soyez des multiplicités ! Faites la ligne et jamais le point ! La vitesse transforme le point en ligne ! Soyez rapide même sur place ! Ligne de chance, ligne de hanche, ligne de fuite. Ne suscitez pas un général en vous ! Faites des cartes, et pas des photos ni des dessins ! Soyez la Panthère rose, et que vos amours encore soient comme la guêpe et l'orchidée, le chat et le babouin.* »

Le rire surgira là, forcément. Mais il sera fait de jubilation aussi. Celle de fuyards libres, riant à gorge déployée tandis que résonnent les sirènes et les cris des gardiens : « Les prisonniers se sont échappés, les prisonniers se sont échappés ! »

Le rire surgira là, forcément. Car cette philosophie, cette pensée de l'échappée belle, fut et demeure un formidable chemin vers la belle vie.

Mais revenons à la soirée du Centre Pompidou, au T par moi choisi.

À la lettre T de l'*Abécédaire*, Gilles Deleuze ne parle pas de Tiroir mais de Tennis. Il raconte qu'il y a beaucoup joué et comment la guerre, guerre mondiale quand même, a interrompu sa pratique de ce sport.

Moi aussi, j'ai beaucoup joué au tennis. Jusqu'à l'âge de quatorze-quinze ans.

Ce fut une période mouvementée, non que je fusse agile sur les courts, mais parce que j'occupais également ces années à perdre mon argent de poche au poker en compagnie d'autres adolescents que mes parents m'interdisaient pourtant de fréquenter. Une façon sans doute, peu glorieuse j'en conviens, de m'échapper de mon tiroir de fils de bonne famille.

Mais un jour, le tennis et le poker s'interrompirent net. Ce n'était pas la guerre mondiale, mais le E d'Engagement qui, montant à l'horizon, poussa le T vers la sortie et, au R de Rire, ajouta celui de Résistance.

Alors que l'on me permette, ainsi que pour le rappel des artistes à l'issue du spectacle, de ramener sur scène ces deux résonances, *Rire* et *Résistance*, ces deux échappées de l'ordre alphabétique, de l'ordre tout court, pour clore, ami lecteur, ce dictionnaire.

Du même auteur

Palestine 1948, l'expulsion, Les livres de la Revue d'études palestiniennes, 1984.

Les Palestiniens dans le siècle, « Découvertes », Gallimard, 1994.

Palestine, le Pays à venir, L'Olivier, 1996.

Le Bien des Absents, Actes Sud, 2001 ; Babel, 2002.

Les Palestiniens, la photographie d'une terre et de son peuple de 1839 à nos jours, Hazan, 2004.

Figures du Palestinien. Identité des origines, identité de devenir, « Essais », Gallimard, 2004.

Ouvrages publiés avec Farouk Mardam-Bey

Jérusalem, le sacré et le politique, Sindbad/Actes Sud, 2000.
Le Droit au retour, Sindbad/Actes Sud, 2002.
Être Arabe, Sindbad/Actes Sud, 2005.

Traductions de Mahmoud Darwich

Au dernier soir sur cette terre, Actes Sud, 1994.
Pourquoi as-tu laissé le cheval à sa solitude ? Actes Sud, 1996.
La Palestine comme métaphore, Actes Sud, 1997.
La Terre nous est étroite, Gallimard, 2000.
Le Lit de l'étrangère, Actes Sud, 2000.
Murale, Actes Sud, 2003.
État de siège, Actes Sud, 2004.
Ne t'excuse pas, Actes Sud, 2006.
Comme les fleurs d'amandiers ou plus loin, Actes Sud, 2007.
La Trace du papillon, Actes Sud, 2009.
Mahmoud Darwich (Livre-disque), Actes Sud, 2009.
Anthologie poétique (1992-2005), Actes Sud, 2009.
Le Lanceur de dés, Actes Sud, 2010.

Dans la même collection

Ouvrages parus

Claude ALLÈGRE
Dictionnaire amoureux de la science

Jacques ATTALI
Dictionnaire amoureux du judaïsme

Yves BERGER
Dictionnaire amoureux de l'Amérique (épuisé)

Jean-Claude CARRIÈRE
Dictionnaire amoureux de l'Inde
Dictionnaire amoureux du Mexique

Jean DES CARS
Dictionnaire amoureux des trains

Michel DEL CASTILLO
Dictionnaire amoureux de l'Espagne

Patrick CAUVIN
Dictionnaire amoureux des héros (épuisé)

Malek CHEBEL
Dictionnaire amoureux de l'Islam

Bernard DEBRÉ
Dictionnaire amoureux de la médecine

Didier DECOIN
Dictionnaire amoureux de la Bible

Jean-François DENIAU
Dictionnaire amoureux de la mer et de l'aventure

Alain DUCASSE
Dictionnaire amoureux de la cuisine

Dominique FERNANDEZ
Dictionnaire amoureux de la Russie
Dictionnaire amoureux de l'Italie (deux volumes sous coffret)

Claude HAGÈGE
Dictionnaire amoureux des langues

Daniel HERRERO
Dictionnaire amoureux du rugby

Christian LABORDE
Dictionnaire amoureux du Tour de France

Jacques LACARRIÈRE
Dictionnaire amoureux de la Grèce
Dictionnaire amoureux de la mythologie (épuisé)

André-Jean LAFAURIE
Dictionnaire amoureux du golf

Jean-Yves LELOUP
Dictionnaire amoureux de Jérusalem

Paul LOMBARD
Dictionnaire amoureux de Marseille

Peter MAYLE
Dictionnaire amoureux de la Provence

Christian MILLAU
Dictionnaire amoureux de la gastronomie

Bernard PIVOT
Dictionnaire amoureux du vin

Pierre-Jean RÉMY
Dictionnaire amoureux de l'Opéra

Pierre ROSENBERG
Dictionnaire amoureux du Louvre

Elias SANBAR
Dictionnaire amoureux de la Palestine

Jérôme SAVARY
Dictionnaire amoureux du spectacle (épuisé)

Jean-Noël SCHIFANO
Dictionnaire amoureux de Naples

Alain SCHIFRES
Dictionnaire amoureux des menus plaisirs

Robert SOLÉ
Dictionnaire amoureux de l'Égypte

Philippe SOLLERS
Dictionnaire amoureux de Venise

Michel TAURIAC
Dictionnaire amoureux de De Gaulle

Denis TILLINAC
Dictionnaire amoureux de la France

Trinh Xuan Thuan
Dictionnaire amoureux du ciel et des étoiles

Jean TULARD
Dictionnaire amoureux du cinéma

Mario VARGAS LLOSA
Dictionnaire amoureux de l'Amérique latine

Dominique VENNER
Dictionnaire amoureux de la chasse

Jacques VERGÈS
Dictionnaire amoureux de la justice (épuisé)

Pascal VERNUS
Dictionnaire amoureux de l'Égypte pharaonique

Frédéric VITOUX
Dictionnaire amoureux des chats

À paraître

Malek CHEBEL
Dictionnaire amoureux des Mille et Une Nuits

Alain DECAUX
Dictionnaire amoureux de Victor Hugo

Michel LE BRIS
Dictionnaire amoureux des explorateurs

Gilles PUDLOWSKI
Dictionnaire amoureux de l'Alsace